

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.  
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

**SOMMAIRE :** Les créances des intermédiaires financiers sur le secteur public et sur le secteur privé : Evolution en Belgique de 1962 à 1969 — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

## LES CREANCES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS SUR LE SECTEUR PUBLIC ET SUR LE SECTEUR PRIVE

Evolution en Belgique de 1962 à 1969

### Introduction

Le numéro de septembre 1968 de ce *Bulletin* a publié une étude sur les épargnes constituées sous forme d'actifs financiers indirects. Celle-ci décrivait l'évolution des ressources que les particuliers et les entreprises avaient confiées, sous diverses formes, aux principales catégories d'intermédiaires financiers en Belgique.

Cette étude appelait un complément, en ce sens que le lecteur, ayant pris connaissance du développement des moyens financiers mis à la disposition des intermédiaires financiers, était tout naturellement amené à s'interroger sur les affectations que les intermédiaires financiers avaient données à leurs ressources, c'est-à-dire qu'il s'indiquait de compléter l'examen de l'évolution des principaux passifs des intermédiaires financiers par celui de l'évolution de leurs principaux actifs.

Cet examen complémentaire fait l'objet du présent article. Cependant, les opérations actives, prises en considération, ne constituent pas

la contrepartie exacte des opérations passives qui ont été analysées dans l'étude de septembre 1968. Nous nous limiterons à examiner les opérations de crédit et de placement des banques de dépôts, des caisses d'épargne privées et des principaux intermédiaires financiers du secteur public (1). Ceci signifie que les opérations actives qui forment la contrepartie des épargnes constituées sous forme de billets de la Banque Nationale de Belgique, d'avoirs à l'Office des Chèques Postaux et sous forme d'avoirs auprès des autres intermédiaires financiers du secteur public, ne sont pas prises en considération.

Les opérations « actives » de la Banque Nationale de Belgique répondent à des objectifs qui se distinguent assez nettement de ceux qui déterminent les opérations actives des autres intermédiaires financiers. Leur évolution

(1) Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, Société Nationale de Crédit à l'Industrie, Crédit Communal de Belgique, Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

fait d'ailleurs l'objet d'une publication hebdomadaire.

Quant aux avoirs des particuliers à l'Office des Chèques Postaux, ils ne font pas à proprement parler l'objet de placements ou de crédits. Ces avoirs font automatiquement partie des moyens de trésorerie de l'Etat; tout se passe donc comme si, à partir des dépôts reçus de sa clientèle, l'Office des Chèques Postaux accordait des facilités de crédit au Trésor.

Les opérations actives des autres intermédiaires financiers du secteur public n'ont pas été prises en considération parce que les statistiques disponibles ne permettraient pas de dégager tous les aspects de leur évolution récente.

La classification des opérations de crédit et de placement effectuées par les banques de dépôts, les caisses d'épargne privées et les principales institutions publiques de crédit, peut être opérée suivant plusieurs critères :

1) le secteur bénéficiaire des crédits ou des placements (entreprises, particuliers, Etat, etc.);

2) la durée des crédits ou des placements (court, moyen, long terme);

3) la forme des crédits ou placements (effets commerciaux, acceptations, crédits de caisse, prêts, certificats, obligations, etc.);

4) l'objet de financement des crédits ou placements (crédits finançant des investissements industriels, la construction, des ventes à tempérament, etc.).

Dans cette étude, nous avons retenu le critère du secteur bénéficiaire et, accessoirement, celui de la forme des crédits ou placements. Nous avons regroupé, d'une part, les créances sur l'Etat et les organismes dont les engagements sont directement ou indirectement garantis par l'Etat et, d'autre part, les créances sur les particuliers et les entreprises privées.

La première catégorie de créances comprend des actifs qui, dans le chef des détenteurs, présentent une masse assez homogène. Il s'agit d'abord d'actifs auxquels la garantie directe ou indirecte de l'Etat confère les mêmes caractéristiques sur le plan de la sécurité. Ensuite, tous ces actifs revêtent généralement la forme de certificats, de bons de caisse et d'obligations <sup>(1)</sup>.

---

(1) Il n'a pas été tenu compte de créances notamment sous forme de call-money ou d'avoirs à l'Office des Chèques Postaux.

La deuxième catégorie de créances comprend des actifs de nature très diverse : crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation, prêts hypothécaires, autres prêts et crédits, obligations émises par des sociétés.

Grosso modo, le regroupement revient à distinguer les créances sur ce que l'on appelle communément le « secteur public », d'une part, et les créances « sur le secteur privé », d'autre part. Mais les appellations « secteur public » et « secteur privé » ne sont pas entièrement satisfaisantes et prêtent souvent à confusion. Elles sont basées tantôt sur le statut juridique des organismes ou entreprises en question, tantôt sur la fonction économique de ceux-ci. Dans cette étude, la distinction repose, en principe, sur le statut juridique des entités en cause. Elle n'a cependant pu être effectuée d'une manière rigoureuse. Certaines créances, notamment celles sous forme de crédits de caisse et de crédits d'escompte, ont été automatiquement rangées parmi les créances sur le « secteur privé », bien que des organismes publics, comme la Régie des Télégraphes et des Téléphones et la Société des Chemins de fer belges, puissent également contracter des dettes sous cette forme. Nous reviendrons sur ce problème ci-après.

Nous avons choisi une classification des créances des intermédiaires financiers suivant le critère du secteur bénéficiaire, en raison du fait que, essentiellement en rapport avec les problèmes posés par le financement du Trésor au cours de l'année 1969, un vif intérêt s'était manifesté de divers côtés au sujet de la répartition des actifs des intermédiaires financiers entre créances sur le secteur public, d'une part, et créances sur le secteur privé, d'autre part.

L'examen porte uniquement sur les créances en francs belges. Les créances en devises, qui n'ont de l'importance que dans les banques de dépôts, sont largement couvertes par des engagements en devises vis-à-vis de l'étranger. Or, cette dernière catégorie de ressources n'a pas été prise en considération lors de l'examen des épargnes constituées sous forme d'actifs financiers indirects. L'exclusion des actifs en devises ne peut donc créer une discordance entre les opérations actives et passives examinées que dans la mesure où les dépôts en devises des résidents — forme d'épargne sous forme d'actif financier indirect — sont affectés par les banques à des opérations de

placement ou de crédit en devises. Mais, de toute façon, les dépôts en devises des résidents dans les banques ne revêtent qu'une importance relativement réduite.

Un facteur de discordance quelque peu plus important entre les passifs des intermédiaires financiers examinés dans l'étude de septembre

1968, et les actifs examinés dans la présente étude, réside dans le fait qu'une partie de ces actifs a comme contrepartie les fonds propres (capital + réserves) des intermédiaires financiers en question, c'est-à-dire des ressources qui ne font pas partie des épargnes constituées sous forme d'actifs financiers indirects.

## CHAPITRE I

### Eléments de méthodologie

#### A. L'AFFECTION SECTORIELLE DES CREANCES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS.

Ainsi qu'il a déjà été signalé, les créances des intermédiaires financiers considérés ont été réparties entre créances sur le secteur public, d'une part, et créances sur le secteur privé, d'autre part.

1. Ont été classées parmi les créances sur le *secteur public* :

- les créances sur l'Etat;
- les créances sur le Fonds des Rentes;
- les créances sur les organismes paraétatiques d'exploitation;
- les créances sur les organismes paraétatiques de crédit;
- les créances sur les autres organismes du secteur public.

##### a) Les créances sur l'Etat.

Contrairement aux comptes nationaux, où le secteur « Etat » comprend le Pouvoir central, les pouvoirs subordonnés et la Sécurité sociale, le secteur « Etat » couvre ici uniquement le « Trésor ». Ce sont les titres d'endettement émis par le Trésor et logés dans les intermédiaires financiers examinés, qui ont été considérés comme créances sur l'Etat. Parmi les titres d'endettement de l'Etat, il est fait une distinction entre les effets publics, d'une part, et les fonds publics, d'autre part. Les effets publics concernent les certificats à un, deux et trois mois, émis au robinet, les certificats à six, neuf et douze mois, émis par adju-

dication, et toutes les catégories de certificats spéciaux émis par le Trésor. Les fonds publics concernent les obligations qui sont émises publiquement dans le marché ou qui sont placées directement auprès de certains placeurs institutionnels. A côté des effets et des fonds publics qui sont émis directement par le Trésor et qui constituent la dette directe de l'Etat, les titres de la dette indirecte de l'Etat, c'est-à-dire les titres qui sont émis par des organismes publics distincts de l'Etat, mais dont celui-ci assume le paiement d'intérêts et l'amortissement, ont également été considérés comme des titres d'endettement de l'Etat. Ceci signifie que, dans le chef des organismes financiers détenteurs, les titres de la dette indirecte de l'Etat sont classés parmi les créances sur l'Etat.

##### b) Les créances sur le Fonds des Rentes.

Les créances sur le Fonds des Rentes concernent les certificats à quatre mois émis par cet organisme. Le Fonds des Rentes est un organisme public autonome dont les engagements sont garantis par l'Etat.

##### c) Les créances sur les organismes paraétatiques d'exploitation.

Les organismes paraétatiques d'exploitation sont des entreprises publiques non financières, c'est-à-dire des organismes exerçant une activité d'entrepreneur, mais qui sont placés sous la tutelle ou l'autorité de l'Etat ou des pouvoirs subordonnés. Il s'agit d'organismes comme la Société Nationale des Chemins de fer belges, la Régie des Télégraphes et des Téléphones,

la Société Nationale des Distributions d'Eau, etc. Les créances sur les organismes paraétatiques d'exploitations qui ont pu être recensées et identifiées prennent essentiellement la forme d'obligations.

**d) Les créances sur les organismes paraétatiques de crédit.**

Les organismes paraétatiques de crédit sont des intermédiaires financiers de statut public. Il s'agit de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, qui est un placeur institutionnel, et des organismes publics de crédit dont l'objet principal est d'accorder des crédits spécifiques : la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, le Crédit Communal de Belgique, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Société Nationale du Logement, la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne.

Les créances sur les organismes paraétatiques de crédit concernent essentiellement des bons de caisse et des obligations émis au robinet.

**e) Les créances sur les autres organismes du secteur public.**

Les « autres organismes du secteur public » sont notamment les provinces et les communes, des intercommunales et des organismes paraétatiques administratifs.

Les créances des intermédiaires financiers examinés sur les « autres organismes du secteur public » concernent principalement des créances du Crédit Communal de Belgique sur les provinces, les communes, les organismes dépendant des pouvoirs subordonnés et les intercommunales. Les créances du Crédit Communal de Belgique ont essentiellement la forme de crédits ou de prêts à court, à moyen et à long terme. Dans les graphiques et les tableaux ci-après, elles ont été assimilées à des effets et fonds publics.

2. Les créances sur le *secteur privé* comprennent les crédits aux entreprises privées et aux particuliers résidant en Belgique, ainsi que les créances en francs belges sur l'étranger. Celles-ci concernent essentiellement des créan-

ces représentatives du financement de délais de paiement à l'exportation.

La délimitation des secteurs public et privé ne peut pas toujours être effectuée de façon rigoureuse. Suivant les critères retenus, certains organismes ou institutions peuvent être classés tantôt dans le secteur privé, tantôt dans le secteur public, et leur classement effectif comprend, dès lors, toujours une part d'arbitraire. Le cas des universités illustre les difficultés qui peuvent se présenter. Les créances de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite sur les universités doivent-elles être considérées comme des créances sur le secteur public ou comme des créances sur le secteur privé ?

On pourrait prétendre que, sur la base du statut juridique des institutions en cause, les créances sur les universités de l'Etat devraient être classées parmi les créances sur le secteur public, et les créances sur les universités libres, parmi les créances sur le secteur privé. Les statistiques publiées ne révèlent cependant pas comment les créances sur les universités se répartissent entre les deux catégories en question. Dans les tableaux et les graphiques ci-après, l'ensemble des créances sur les universités ont été rangées parmi les créances sur le secteur privé <sup>(1)</sup>. Ce classement est sans doute arbitraire; il peut donner lieu à une certaine sous-évaluation de la part des créances du secteur public dans l'ensemble des créances des intermédiaires financiers. Une même considération pourrait être émise au sujet des créances sur les hôpitaux, qui ont également été classées, dans leur totalité, parmi les créances sur le secteur privé. Or, on pourrait faire valoir que les créances sur les hôpitaux qui dépendent, par exemple, de commissions d'assistance publique, devraient plutôt être classées parmi les créances sur le secteur public.

La répartition des créances entre les deux secteurs souffre encore d'une autre imperfection à laquelle il a déjà été fait allusion ci-avant. Elle a été effectuée, du moins dans bien des cas, sur la base de la forme de crédit, c'est-à-dire sur la base de la nature de l'instrument financier ayant servi au crédit ou au placement. Or, il n'est pas toujours possible d'identifier le secteur débiteur d'un crédit à partir des modalités d'octroi dudit crédit. Pour ce qui

(1) A la fin de septembre 1969, les créances de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite sur les universités s'élevaient à 2,7 milliards, soit 1,2 p.c. de l'ensemble des ressources en francs belges de cette Institution à cette même date.

concerne les créances sous forme d'obligations, les statistiques disponibles permettent le plus souvent d'en identifier le secteur débiteur du fait qu'elles établissent une distinction entre obligations de l'Etat, obligations industrielles, etc. Il n'y va pas de même de créances sous forme d'effets commerciaux et d'acceptations par exemple. C'est pourquoi toutes les créances sous cette forme ont été considérées comme des créances sur le secteur privé, compte tenu du fait que le secteur public ne recourt que dans une mesure restreinte à cette modalité de financement <sup>(1)</sup>. Cette méthode conduit cependant à une sous-évaluation des créances sur le secteur public, dans la mesure où des organismes paraétatiques d'exploitation, comme la Société Nationale des Chemins de fer belges ou la Régie des Télégraphes et des Téléphones, se financent sous forme d'effets commerciaux ou d'acceptations.

La répartition des créances entre les secteurs public et privé, telle qu'elle a été effectuée dans ce travail, peut donc être contestée. Cependant, il ne semble pas que les affectations sectorielles « erronées » puissent, dans l'ensemble, avoir une influence autre que très marginale.

## B. LE CHOIX DE LA PERIODE.

Les tableaux et les graphiques ci-après couvrent la période allant de la fin de 1962 à la fin de septembre 1969.

On aurait pu remonter plus haut dans le passé, par exemple jusqu'à la fin de 1951, afin de couvrir la même période que celle couverte par l'examen susmentionné des épargnes constituées sous forme d'actifs financiers indirects. Mais, avant 1962, les banques de dépôts étaient tenues de respecter un coefficient de couverture, ce qui les obligeait à affecter une partie déterminée de leurs ressources à court terme à des placements en effets et fonds publics. Dans ces conditions, la répartition de leurs créances entre le secteur privé, d'une part, et le secteur public, d'autre part, était en grande partie prédéterminée, en ce sens qu'elle échappait largement aux choix propres des banques. C'est pourquoi, il a été jugé préféra-

ble de ne pas tenir compte de la période d'avant 1962.

Ceci n'empêche que le choix de la période pourrait être critiqué. D'abord, les considérations ci-dessus concernant les banques ne valent pas pour les intermédiaires financiers du secteur public et pour les caisses d'épargne privées. Ces dernières restent d'ailleurs soumises à une espèce de coefficient de couverture, du fait que, pour des raisons tenant à la protection des épargnants, elles doivent placer une partie de leurs ressources en fonds publics. Ensuite, on pourrait faire observer que le choix de l'année 1962 comme année de base doit nécessairement conduire à une description de l'évolution de l'activité bancaire soulignant la diminution relative des créances bancaires sur le secteur public et qui suscitera, dès lors, trop rapidement des critiques de la part de ceux qui préconisent une participation plus large des banques au financement du secteur public.

Il est vrai que le choix de la période examinée comprend une part d'arbitraire. Mais il n'est pas possible d'échapper à cet arbitraire. N'importe quel choix de période pourrait se prêter à des critiques, car une période qui serait « favorable » pour une catégorie d'intermédiaires financiers pourrait être « défavorable » pour une autre catégorie d'intermédiaires financiers. D'ailleurs, l'objet de cet article n'est nullement de faire le procès des différents intermédiaires financiers ou groupes d'intermédiaires financiers et de qualifier telle ou telle évolution de leurs actifs de « favorable » ou de « défavorable ». Il est uniquement de décrire les traits dominants de ces évolutions et d'en dégager éventuellement les principaux éléments explicatifs.

## C. LA PRESENTATION DES DONNEES STATISTIQUES.

Les données statistiques sont présentées essentiellement sous forme de graphiques. La fréquence des statistiques présentées est annuelle pour la période 1962 à 1967 et trimestrielle (ou mensuelle) pour la période 1968 à septembre 1969.

Pour chaque groupe d'intermédiaires financiers, il est établi deux graphiques. Un premier graphique décrit l'évolution du rapport, en

(1) Les acceptations tirées sur le Fonds des Routes ne figurent ni dans les créances sur le secteur public ni dans les créances sur le secteur privé.

pourcentage, des créances en francs belges sur les secteurs public et privé, aux ressources en francs belges; un deuxième retrace l'évolution des éléments constitutifs du portefeuille en

effets et fonds publics libellés en francs belges. Ce deuxième graphique ventile donc, par sous-secteurs publics, les créances sur le secteur public.

CHAPITRE II

**Description de l'évolution des créances des intermédiaires financiers sur les secteurs public et privé**

**A. ENSEMBLE DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS PUBLICS ET PRIVÉS.**

Les parts respectives des actifs en francs belges sur le secteur public et sur le secteur privé, par rapport à l'ensemble des ressources en francs belges détenues par les intermédiaires

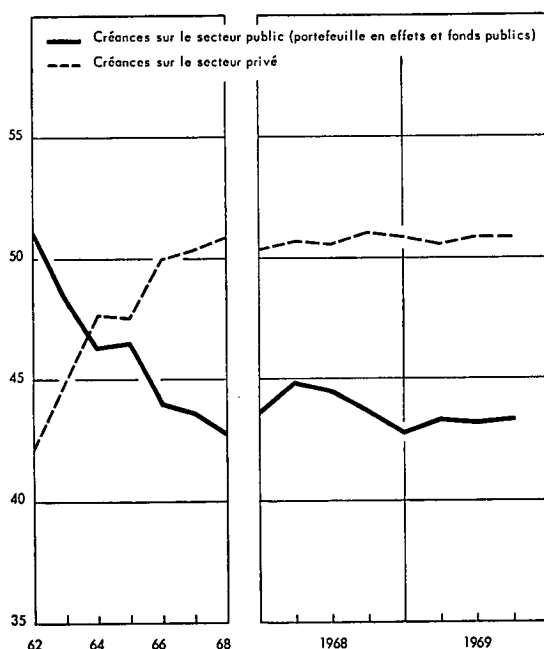
due de 51 p.c. en 1962 à 43 p.c. en 1968, pendant que la part des actifs sur le secteur privé progressait de 42 à 51 p.c.

En montants absolus, les crédits au secteur public ont néanmoins continué à progresser, ainsi que le font apparaître les chiffres suivants :

Graphique 1.

**Intermédiaires financiers des secteurs public et privé**

Rapport, en pourcentage, des créances en francs belges sur les secteurs public et privé aux ressources en francs belges  
(à fin de période)



financiers observés, ont suivi, de 1962 à 1968, un mouvement de ciseaux caractérisé : la part des actifs sur le secteur public a fléchi de façon ininterrompue, sauf en 1965, et elle est descen-

	Créances sur	
	Secteur public	Secteur privé
	(milliards de francs)	
Fin 1962 .....	251	207
Fin 1965 .....	302	309
Fin 1967 .....	355	409
Fin 1968 .....	393	468

Alors qu'elle s'était encore réduite en 1968, la part des actifs sur le secteur public, par rapport à l'ensemble des ressources en francs belges des trois catégories d'intermédiaires financiers, s'est stabilisée au cours des trois premiers trimestres de 1969.

	Créances sur			
	Secteur public	Secteur privé	Secteur public	Secteur privé
	(milliards de francs)		(pour cent des ressources en francs belges)	
Fin 1967 .....	355	409	43,7	50,4
Fin 1968 .....	393	468	42,9	50,9
Fin septembre 1969 .	424	496	43,4	50,9

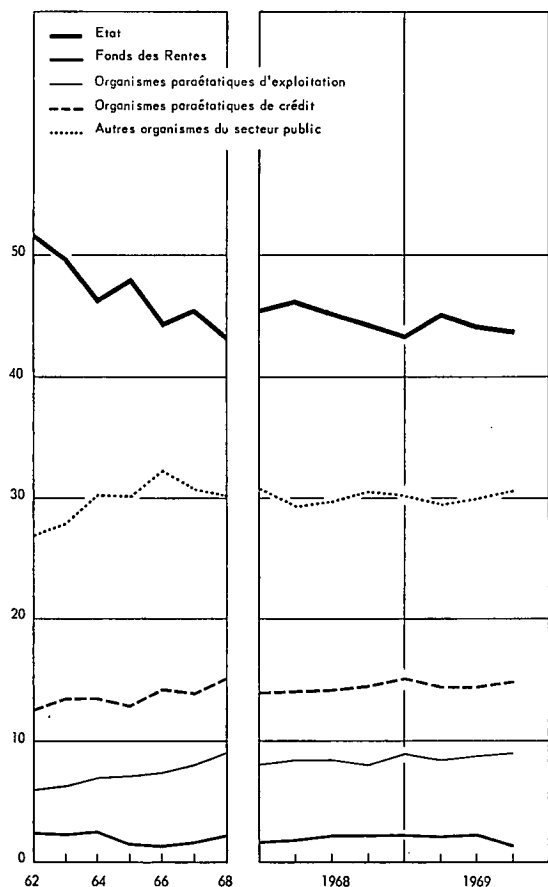
Le graphique 2 ci-après montre l'évolution de la répartition des créances sur le secteur public entre les différents sous-secteurs publics.

Graphique 2.

### Intermédiaires financiers des secteurs public et privé

Ventilation, par catégories de débiteurs, du portefeuille en effets et fonds publics libellés en francs belges

(en pourcentage du total de ce portefeuille, à fin de période)



Il apparaît que, de 1962 à 1968, la part relative des créances sur l'Etat a reculé de 52 à 43 p.c. au profit des « autres organismes du secteur public » (pouvoirs subordonnés, intercommunales) et, dans une moindre mesure, des organismes paraétatiques d'exploitation et des organismes paraétatiques de crédit. Cette évolution est notamment attribuable à la mise

hors budget de certaines dépenses publiques et à une modification des modalités d'intervention de l'Etat en faveur des investissements provinciaux et communaux. En effet, par suite de leur mise hors budget, certaines dépenses publiques ne sont plus directement financées par l'Etat, mais par des organismes publics comme les intercommunales E3 et E5; ce sont ces organismes, et non l'Etat, qui émettent des obligations pour le financement des dites dépenses. Il en résulte donc une diminution relative de l'offre de fonds d'Etat et une augmentation relative de l'offre d'« autres fonds publics » aux intermédiaires financiers. Quant à la modification des modalités d'intervention en faveur des investissements provinciaux et communaux, elle a également donné lieu à une augmentation relative des créances des intermédiaires financiers sur les sous-secteurs publics autres que l'Etat et à une diminution relative de leurs créances sur l'Etat. En effet, depuis l'arrêté royal du 22 octobre 1959, certaines subventions de l'Etat aux administrations locales, en vue de l'exécution de travaux publics, ne sont plus liquidées en capital : le Crédit Communal de Belgique finance la part qui incombe normalement à l'Etat dans chaque travail subventionné, au moyen d'un prêt à vingt ans accordé à l'administration locale, prêt dont l'Etat rembourse les intérêts et l'amortissement à cette administration. Sans l'intervention du Crédit Communal de Belgique, l'Etat aurait dû se procurer lui-même les ressources nécessaires au paiement des subventions, notamment par l'émission de certificats de trésorerie, ce qui aurait normalement abouti à une augmentation des créances des intermédiaires financiers sur l'Etat.

Au cours des neuf premiers mois de 1969, la part des divers sous-secteurs publics dans le total des créances des intermédiaires financiers sur le secteur public, s'est stabilisée. Ceci apparaît dans le tableau suivant qui reprend également le montant absolu des créances.

Créances sur	Fin 1968	Fin septembre 1969	Différence	Fin 1968	Fin septembre 1969
	(milliards de francs)			(pour cent des créances sur le secteur public)	
Etat .....	170	186	+ 16,0	43,3	43,9
Fonds des Rentes .....	9	6	- 3,0	2,3	1,4
Paraétatiques d'exploitation .....	35	38	+ 3,0	9,0	9,1
Paraétatiques de crédit .....	60	63	+ 3,0	15,2	14,9
Autres organismes du secteur public .....	119	130	+ 11,0	30,2	30,7

La part des actifs en francs belges sur l'Etat, par rapport à l'ensemble des ressources en francs belges des intermédiaires financiers considérés, est descendue de 26,5 p.c. en 1962 à 18,6 p.c. en 1968 et est remontée à 19,1 p.c. à la fin de septembre 1969.

### B. LES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS DU SECTEUR PUBLIC.

En règle générale, les parts respectives des actifs en francs belges sur le secteur public et sur le secteur privé sont exprimées en pour cent de l'ensemble des ressources en francs belges des intermédiaires financiers en cause. Mais, dans le graphique 3 ci-après relatif aux intermédiaires financiers du secteur public, elles sont exprimées en pour cent de l'ensemble

Graphique 3.

#### Intermédiaires financiers du secteur public

Rapport, en pourcentage, des créances en francs belges sur les secteurs public et privé aux ressources en francs belges

(à fin de période)



des ressources en francs belges de ceux-ci, augmentées des ressources en devises de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie. Il a été tenu compte de ces ressources en devises, parce que la Société Nationale de Crédit à l'Industrie

s'endette envers l'étranger pour financer des crédits intérieurs en francs belges.

De 1962 à 1968, on ne relève pas de mouvement de ciseaux entre les parts respectives des actifs en francs belges sur le secteur public et sur le secteur privé par rapport à l'ensemble des ressources en francs belges (1). L'importance relative des actifs sur le secteur public est restée supérieure à celle des actifs sur le secteur privé. Cependant, exception faite d'une stabilisation en 1965 et d'un léger redressement en 1967, la part des actifs sur le secteur public a diminué de façon assez continue, passant de 56 p.c. en 1962 à 50 p.c. en 1968; entre-temps, la part des actifs sur le secteur privé a progressé de 41 p.c. en 1962 à 47 p.c. en 1968.

En montants absolus, ces deux catégories d'actifs ont évolué comme suit du début à la fin de la période :

Créances sur	Fin 1962	Fin 1968	Différence
	(milliards de francs)		
Secteur public .....	154	234	+ 80
Secteur privé .....	111	219	+108

Au cours des neuf premiers mois de 1969, on constate un relèvement de la part des actifs sur le secteur public, qui passe de 50 à 52 p.c., et une stabilisation de la part des actifs sur le secteur privé. Les montants absolus que ces parts représentent ont évolué comme suit :

Créances sur	Fin 1968	Fin septembre 1969	Différence
	(milliards de francs)		
Secteur public .....	234	254	+ 20
Secteur privé .....	219	233	+ 14

Le graphique 4 ci-après présente l'évolution des actifs sur les divers sous-secteurs publics par rapport à l'ensemble des actifs en francs belges sur le secteur public détenus par les intermédiaires financiers du secteur public.

Sauf en 1967, la part des actifs sur l'Etat s'est réduite d'année en année, passant de

(1) Y compris les engagements en devises de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie.

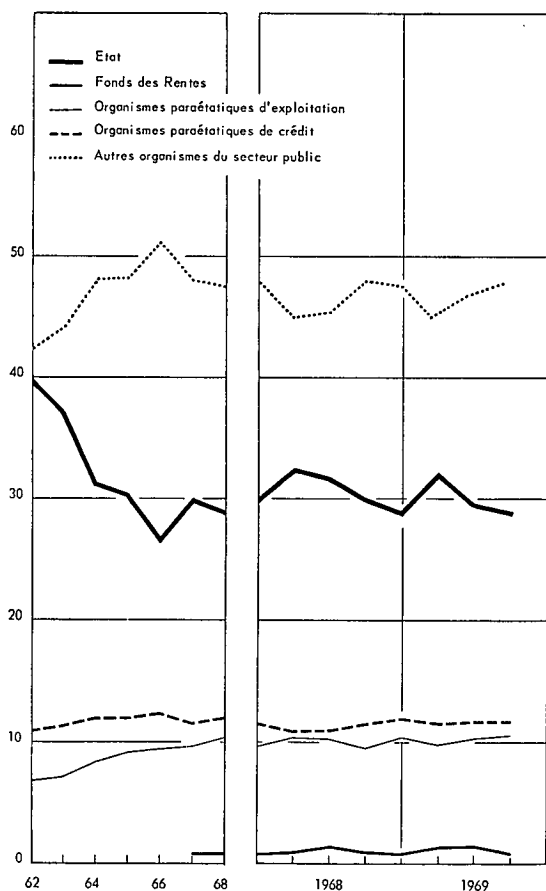


Graphique 4.

**Intermédiaires financiers du secteur public**

Ventilation, par catégories de débiteurs, du portefeuille en effets et fonds publics libellés en francs belges

(en pourcentage du total de ce portefeuille, à fin de période)



40 p.c. à la fin de 1962 à 29 p.c. à la fin de 1968. Cette évolution s'est accompagnée d'un accroissement de l'importance relative des actifs sur les pouvoirs subordonnés et, dans une moindre mesure, sur les paraétatiques

d'exploitation. En chiffres absolus, ces mouvements se sont concrétisés comme suit :

Créances sur	1962	1968	Différence
	(milliards de francs)		
Etat .....	61	68	+ 7
Paraétatiques d'exploitation .....	11	25	+ 14
Paraétatiques de crédit .....	17	28	+ 11
Autres organismes du secteur public <sup>1</sup> .....	65	113	+ 48

<sup>1</sup> Y compris le Fonds des Rentes.

Au cours des neuf premiers mois de 1969, les parts de l'Etat et des autres organismes du secteur public se sont plus ou moins stabilisées.

La part des actifs en francs belges sur l'Etat, par rapport à l'ensemble des ressources en francs belges des intermédiaires financiers du secteur public, a diminué de 22,3 p.c. à la fin de 1962 à 14,6 p.c. à la fin de 1968 et s'est établi à 15 p.c. à la fin de septembre 1969.

\*  
\*\*

L'examen de l'évolution des actifs de chacune des quatre institutions financières publiques examinées ici, permettra de localiser les mouvements que l'on vient de dégager pour l'ensemble de ces intermédiaires financiers du secteur public.

**1) Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.**

Les actifs de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite sur les différents sous-secteurs du secteur public, d'une part, et sur le secteur privé, d'autre part, ont évolué comme suit :

Créances sur	Fin 1962	Fin 1968	Fin septembre 1969	Fin 1962	Fin 1968	Fin septembre 1969
	(milliards de francs)			(pour cent des ressources en francs belges)		
Secteur public .....	75	95	100	51,7	43,9	45,9
dont : Etat .....	(40)	(41)	(43)	(27,7)	(19,1)	(19,7)
Organismes paraétatiques d'exploitation	(4)	(6)	(7)	(3,0)	(2,8)	(3,0)
Organismes paraétatiques de crédit ...	(17)	(27)	(29)	(11,6)	(12,4)	(13,1)
Autres organismes du secteur public <sup>1</sup> ..	(14)	(21)	(21)	(9,4)	(9,6)	(10,1)
Secteur privé .....	64	116	118	44,0	53,5	54,0

<sup>1</sup> Y compris le Fonds des Rentes.

L'augmentation de la part des actifs sur le secteur privé, par rapport à l'ensemble des ressources en francs belges, s'explique essentiellement par le rôle de plus en plus important qu'assume la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite dans le financement de la construction sociale. D'ailleurs, une partie des actifs sur les organismes paraétatiques de crédit concerne des crédits accordés à des organismes paraétatiques du logement, notamment la Société Nationale du Logement et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne, et représente donc également des interventions de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite en faveur de la construction sociale.

Parmi les actifs sur le secteur public, la part des actifs sur l'Etat s'est réduite de 53,5 p.c. à la fin de 1962 à 43 p.c. à la fin de septembre 1969, au profit des autres sous-secteurs publics et, en particulier, des organismes paraétatiques de crédit.

## 2) Société Nationale de Crédit à l'Industrie.

Les actifs de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie sur le secteur public, d'une part, et sur le secteur privé, d'autre part, ont évolué comme suit :

Créances sur	Fin 1962	Fin 1968	Fin septembre 1969	Fin 1962	Fin 1968	Fin septembre 1969
	(milliards de francs)			(pour cent des ressources en francs belges)		
Secteur public .....	10,3	7,4	13,8	20,7	7,7	12,6
dont : Etat .....	(10,1)	(6,1)	(12,4)	(20,3)	(6,4)	(11,3)
Secteur privé .....	39,0	86,7	95,1	78,3	91,1	86,8

Contrairement à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie n'est pas un placeur institutionnel qui peut se constituer indifféremment des actifs sur le secteur public ou sur le secteur privé. Vu son objet social, cette Institution doit affecter ses ressources à des crédits à l'industrie, c'est-à-dire à la constitution d'actifs sur le secteur privé. C'est donc uniquement dans le cadre de ses opérations de trésorerie qu'elle acquiert des actifs sur le secteur public. Ces actifs, qui représentent presque exclusivement des certificats de trésorerie et des fonds d'Etat, constituent, dès lors, des placements provisoires de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie. Cependant, celle-ci peut également effectuer des placements provisoires en effets commerciaux ou acceptations bancaires, c'est-à-dire en actifs sur le secteur privé. Il en résulte que la croissance des placements provisoires, qu'entraîne l'extension de l'activité de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, ne se traduit pas nécessairement par une augmentation des placements en effets ou fonds publics.

Au cours de la période sous revue, la part des actifs sur l'Etat par rapport à l'ensemble

des ressources a fortement varié. Elle représentait 20,3 p.c. à la fin de 1962, 12,9 p.c. à la fin de 1963, 9,4 p.c. à la fin de 1964, 13,4 p.c. à la fin de 1965, 6,6 p.c. à la fin de 1966, 7,1 p.c. à la fin de 1967 et 6,4 p.c. à la fin de 1968. Au cours des neuf premiers mois de 1969, la part des actifs sur l'Etat s'est accrue à la suite d'importantes souscriptions de certificats de trésorerie, effectuées principalement en remploi d'emprunts. Il apparaît ainsi qu'un décalage entre la collecte de fonds sous forme d'emprunts, et les besoins immédiats de l'Institution en vue de l'octroi de crédits, peut entraîner un gonflement des placements provisoires, notamment en faveur de l'Etat.

## 3) Crédit Communal de Belgique.

Le Crédit Communal de Belgique a été créé en vue du financement des provinces et des communes et des organismes qui en dépendent; il n'est donc nullement étonnant que la grande majorité des créances de cette Institution se concentre sur le secteur des pouvoirs subordonnés. Quant aux placements provisoires du Crédit Communal de Belgique, ils se com-

posent essentiellement de certificats de trésorerie et de fonds publics. Il en résulte que la part des actifs sur le secteur public est virtuel-

lement équivalente à l'ensemble des ressources en francs belges de cette Institution. Ceci apparaît clairement dans le tableau suivant :

Créances sur	Fin 1962	Fin 1968	Fin septembre 1969	Fin 1962	Fin 1968	Fin septembre 1969
	(milliards de francs)			(pour cent des ressources en francs belges)		
Secteur public .....	67	130	139	97,5	96,6	97,1
dont : Pouvoirs subordonnés .....	(50)	(83)	(92)	(72,8)	(61,8)	(64,4)
Intercommunales .....	(6)	(17)	(19)	(8,7)	(12,7)	(13,3)
Etat .....	(10)	(19)	(17)	(14,3)	(14,4)	(12,0)
Secteur privé .....	0,6	1,4	3,1	0,9	1,0	2,2

De la fin de 1962 à la fin de 1968, les parts des actifs sur le secteur public et sur le secteur privé ont présenté une très grande stabilité. La part des actifs sur l'Etat, par rapport à l'ensemble des actifs sur le secteur public, est aussi restée très stable, passant de 14.6 p.c. en 1962 à 15 p.c. en 1968.

Pendant les neuf premiers mois de 1969, la part des créances sur le secteur public a augmenté en même temps que celle des créances sur le secteur privé. Ceci s'explique par la diminution d'actifs divers, non recensés comme

créances sur le secteur public ou sur le secteur privé.

#### 4) Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

Vu la mission de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, la grande majorité des actifs de cette Institution constitue des créances sur le secteur privé. Le portefeuille d'effets et fonds publics que détient cette Institution représente des placements provisoires. Le tableau ci-après retrace l'évolution de la répar-

Créances sur	Fin 1962	Fin 1968	Fin septembre 1969	Fin 1962	Fin 1968	Fin septembre 1969
	(milliards de francs)			(pour cent des ressources en francs belges)		
Secteur public .....	1,0	2,0	1,5	11,6	11,2	7,8
dont : Etat .....	(0,8)	(1,1)	(0,9)	(9,3)	(6,2)	(4,7)
Secteur privé .....	7,5	15,1	17,0	87,2	84,8	89,0

tition des créances entre le secteur public et le secteur privé.

De la fin de 1962 à la fin de 1968, la part des actifs sur le secteur privé n'a pas beaucoup varié d'une année à l'autre. Pendant les neuf premiers mois de 1969, elle s'est accrue sous l'effet des prélèvements de crédits importants provoqués par la haute conjoncture.

La part des actifs sur l'Etat, par rapport à l'ensemble des actifs sur le secteur public, a diminué de 80 p.c. en 1962 à 60 p.c. à la fin de septembre 1969, au profit surtout des actifs sur les « autres organismes du secteur public ». Mais ces actifs représentent des montants absolus très faibles.

#### C. LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS DU SECTEUR PRIVE.

Les intermédiaires financiers du secteur privé considérés ici comprennent les banques de dépôts et les caisses d'épargne privées. De 1962 à septembre 1969, l'ensemble de leurs ressources en francs belges a évolué comme suit :

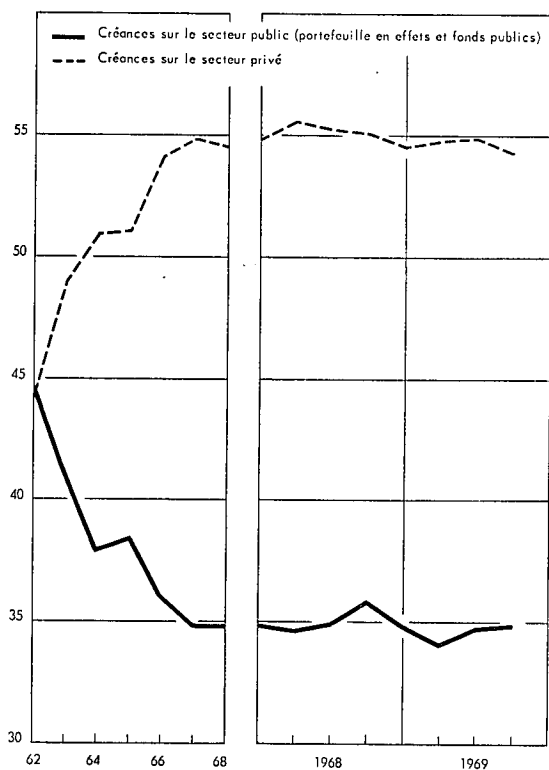
Fin 1962	Fin 1968	Fin septembre 1969
(milliards de francs)		
216	456	486

De la fin de 1962 à la fin de 1968, l'évolution des parts respectives des actifs en francs belges sur le secteur public et sur le secteur privé, par rapport à l'ensemble des ressources en francs belges des banques de dépôts et des caisses d'épargne privées, se caractérise par un mouvement de ciseaux : il ressort du graphique 5 ci-après que la part des actifs sur le secteur public a diminué de façon continue — sauf en 1965 —, passant de 45 p.c. à la fin de 1962 à 35 p.c. à la fin de 1968, la part des actifs sur le secteur privé augmentant pendant la même période de 44 à 55 p.c.

Graphique 5.

### Banques de dépôts et caisses d'épargne privées

Rapport, en pourcentage, des créances en francs belges sur les secteurs public et privé aux ressources en francs belges  
(à fin de période)



En montants absolus, les deux catégories d'actifs ont évolué comme suit du début à la fin de la période :

Créances sur	Fin 1962	Fin 1968	Différence
	(milliards de francs)		
Secteur public .....	97	159	+ 62
Secteur privé .....	96	249	+ 153

Au cours des neuf premiers mois de 1969, la part des actifs sur le secteur public a très légèrement augmenté, tandis que la part des actifs sur le secteur privé a quelque peu diminué, tombant de 54,6 à 54,3 p.c. En chiffres absolus, l'évolution a été la suivante :

Créances sur	Fin 1968	Fin septembre 1969	Différence
	(milliards de francs)		
Secteur public .....	159	170	+ 11
Secteur privé .....	249	264	+ 15

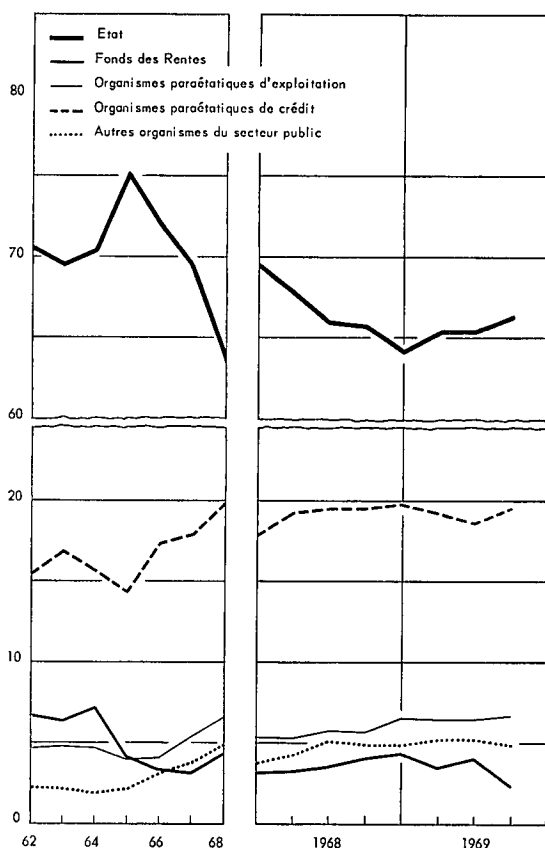
Le graphique 6 ci-après retrace l'évolution de la répartition des actifs sur le secteur public entre les différents sous-secteurs publics.

Graphique 6.

### Banques de dépôts et caisses d'épargne privées

Ventilation, par catégories de débiteurs, du portefeuille en effets et fonds publics libellés en francs belges

(en pourcentage du total de ce portefeuille, à fin de période)



De 1962 à 1968, la part des créances sur l'Etat, dans l'ensemble des actifs sur le secteur public, a diminué de 71 à 64 p.c., accusant un affaiblissement continu, sauf en 1965 où leur part était remontée à 75 p.c. Par contre, les actifs sur les paraétatiques de crédit et, dans une moindre mesure, les actifs sur les paraétatiques d'exploitation et les autres organismes du secteur public, ont pris une place de plus en plus importante parmi les créances sur le secteur public; les actifs sur les paraétatiques de crédit, par exemple, représentaient 20 p.c. de l'ensemble des créances sur le secteur public à la fin de 1968, contre 15 p.c. à la fin de 1962.

Pendant les neuf premiers mois de 1969, les actifs sur l'Etat se sont accrus de 10,3 milliards, ce qui correspond à peu près à l'accroissement total des actifs sur le secteur public.

Créances sur	Fin 1968	Fin septembre 1969	Différence
	(milliards de francs)		
Etat .....	102,4	112,7	+10,3
Fonds des Rentes .....	7,0	4,0	- 3,0
Paraétatiques d'exploitation .....	10,5	11,4	+ 0,9
Paraétatiques de crédit .	31,6	33,2	+ 1,6
Autres organismes du secteur public .....	7,8	8,4	+ 0,6

Par rapport à l'ensemble des ressources en francs belges des banques et des caisses d'épargne privées, la part des actifs en francs belges sur l'Etat s'est réduite de 32 p.c. à la fin de 1962 à 23 p.c. à la fin de 1968, et s'établit à 23,2 p.c. à la fin de septembre 1969.

Nous examinerons, maintenant, dans quelle mesure les mouvements globaux qui viennent d'être décrits trouvent leur origine dans le secteur bancaire, d'une part, et dans le secteur des caisses d'épargne privées, d'autre part.

### 1) Banques de dépôts.

Les ressources en francs belges des banques de dépôts ont évolué comme suit :

Fin 1962	Fin 1968	Fin septembre 1969
(milliards de francs)		
165	344	365

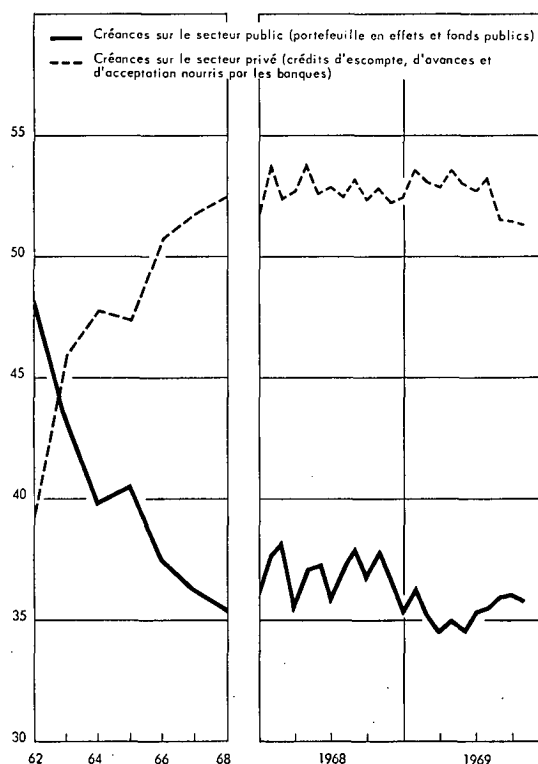
Les parts respectives des actifs en francs belges sur le secteur public et sur le secteur privé, par rapport à l'ensemble des ressources en francs belges des banques de dépôts, ont suivi, de 1962 à 1968, un mouvement de ciseaux caractéristique, qui est d'ailleurs à la base de celui que nous avons pu dégager pour l'ensemble des intermédiaires financiers sous revue. Il ressort, du graphique 7 ci-après, que la part des actifs sur le secteur public s'est réduite de 48 p.c. en 1962 à 36 p.c. en 1968, tandis que la part des actifs sur le secteur privé s'est accrue de 40 p.c. en 1962 à 53 p.c. en 1968.

Graphique 7.

### Banques de dépôts

Rapport, en pourcentage, des créances en francs belges sur les secteurs public et privé aux ressources en francs belges

(à fin de période)



En chiffres absolus, les deux catégories d'actifs ont évolué comme suit :

Créances sur	Fin 1962	Fin 1968	Différence
	(milliards de francs)		
Secteur public .....	80	122	+ 42
Secteur privé .....	65	181	+ 116

Cette évolution, qui se caractérise par une croissance moins rapide des actifs sur le secteur public, est liée aux changements intervenus dans la législation bancaire. Jusqu'à la fin de 1961, les banques étaient obligées, en vertu d'une réglementation introduite en 1946, de maintenir une proportion, appelée coefficient de couverture, entre, d'une part, l'ensemble du passif exigible à deux ans au plus et, d'autre part, l'ensemble des effets et fonds publics ou des certificats du Fonds des Rentes (depuis 1957). Ce coefficient de couverture, qui orientait automatiquement une partie des ressources bancaires vers des actifs sur le secteur public, a été aboli le 1<sup>er</sup> janvier 1962. Les banques étaient ainsi autorisées à placer librement la contrepartie des passifs exigibles nouveaux, mais elles restaient tenues de conserver un portefeuille composé principalement d'effets et fonds publics, appelé « plancher ». A son tour, ce plancher a été supprimé par un arrêté de la Commission bancaire du 31 décembre 1962. Depuis lors, l'évolution de leurs actifs sur le secteur public d'une part, et sur le secteur privé d'autre part, est déterminée par les décisions autonomes des banques mêmes.

Si, pendant les années sous revue, le rythme d'expansion des actifs sur le secteur privé a été plus rapide que celui des actifs sur le sec-

teur public, c'est principalement en raison de la haute activité économique qui a prévalu pendant cette période et qui a entraîné un accroissement important de la demande de crédits de la part des entreprises et particuliers. Cette demande de crédits tend d'ailleurs à augmenter structurellement à la suite des lois d'expansion économique, qui privilégient le financement des entreprises par recours au crédit, et à la suite des implantations d'entreprises étrangères en Belgique. Celles-ci n'émettent guère d'actions dans le pays et les ressources belges qu'elles affectent au financement de leurs investissements proviennent uniquement de crédits ou d'emprunts.

Au surplus, l'offre de crédits bancaires au secteur privé s'est diversifiée, en ce sens que les banques, qui accordaient presque exclusivement des crédits à court terme aux entreprises et particuliers, ont fortement développé leurs crédits à moyen et long terme, surtout depuis leur intervention dans le financement des crédits bénéficiant des lois d'expansion économique.

Au cours des neuf premiers mois de 1969, les actifs sur le secteur public ont progressé plus rapidement que les actifs sur le secteur privé, ainsi qu'il ressort du tableau ci-après :

Créances sur	Fin 1968	Fin septembre 1969	Différence	Fin 1968	Fin septembre 1969
	(milliards de francs)			(pour cent des ressources en francs belges)	
Secteur public .....	122	132	+ 10	35,5	36,1
Secteur privé .....	181	188	+ 7	52,5	51,5

Cette évolution reflète sans doute l'incidence des mesures de politique monétaire qui ont été prises au cours de l'année 1969 et qui visaient à modérer l'expansion des crédits bancaires accordés aux entreprises et particuliers. Ces mesures comportaient notamment des hausses du taux de l'escompte, des recommandations aux banques visant à maintenir l'expansion des crédits aux entreprises et particuliers dans des limites bien déterminées et l'introduction d'un système de plafonds de réescompte limitant le recours des banques à la Banque Nationale. En vue notamment de contribuer à l'efficacité de ces diverses mesures de la Banque Nationale, la Commission bancaire a, par arrêté du 20 mai 1969, imposé un coefficient de remploi

aux banques, c'est-à-dire un rapport minimum, progressant de mois en mois jusqu'à un maximum de 60 p.c., entre leurs actifs aisément négociables et leur passif à court terme en francs belges.

Le graphique 8 ci-après retrace l'évolution de la répartition des actifs sur le secteur public entre les divers sous-secteurs publics.

Pendant toute la période sous revue, la part relative des actifs sur l'Etat a été dominante. Elle n'a guère varié pendant les deux premières années, mais, en 1965, elle est passée de 75 à 80 p.c. par suite de placements importants en certificats de trésorerie. Après 1965, elle a diminué de façon continue, passant à 77 p.c.

à la fin de 1966, à 75 p.c. à la fin de 1967 et à 69 p.c. à la fin de 1968. Cependant, en montants absolus, les placements en titres d'endettement de l'Etat ont augmenté dans une mesure assez importante. Mais les placements au

profit d'autres sous-secteurs publics ont augmenté à un rythme nettement plus rapide — sauf pour ce qui concerne les certificats du Fonds des Rentes — ainsi qu'il apparaît dans le tableau ci-après :

Créances sur	Fin 1962	Fin 1965	Fin 1968	Fin 1962	Fin 1965	Fin 1968
	(milliards de francs)			(pour cent des actifs sur le secteur public en francs belges)		
Etat .....	60	77	85	75	80	69
dont : Certificats de trésorerie <sup>1</sup> .....	(8,0)	(13,0)	(5,0)	(9,5)	(13,7)	(4,3)
Fonds publics .....	(50,0)	(61,0)	(72,0)	(62,2)	(64,3)	(58,6)
Titres de la dette indirecte .....	(2,0)	(3,0)	(8,0)	(3,1)	(2,5)	(6,4)
Fonds des Rentes .....	7	5	7	8	5	5
Organismes paraétatiques d'exploitation .....	3	2	7	4	3	6
Organismes paraétatiques de crédit .....	9	10	19	12	11	16
Autres organismes du secteur public .....	1	1	4	1	1	4
Total ...	80	95	122	100	100	100

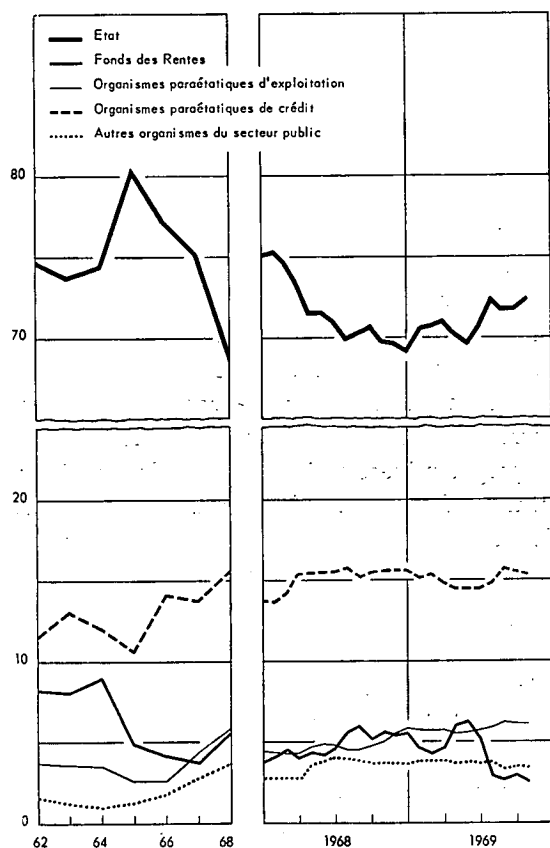
<sup>1</sup> A l'exclusion des certificats « swap ».

Graphique 8.

### Banques de dépôts

Ventilation, par catégories de débiteurs, du portefeuille en effets et fonds publics libellés en francs belges

(en pourcentage du total de ce portefeuille, à fin de période)



Les actifs des banques sur les paraétatiques de crédit concernent essentiellement des obligations et des bons de caisse émis par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie. Lorsque des banques mobilisent des crédits auprès de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, elles procurent souvent elles-mêmes les moyens de financement en souscrivant à des bons de caisse de cette Institution.

Pendant les neuf premiers mois de 1969, la part de l'Etat dans l'ensemble des actifs bancaires sur le secteur public a progressé de 69 à 72 p.c. Ce progrès est surtout imputable aux placements accrus en certificats de trésorerie; les placements des banques en fonds publics et en titres de la dette indirecte ont également augmenté. La part des autres sous-secteurs publics s'est stabilisée, sauf celle du Fonds des Rentes qui est tombée de 6 à 3 p.c. En chiffres absolus, les mouvements ont été les suivants :

Créances sur	Fin 1968	Fin septembre 1969	Différence
	(milliards de francs)		
Etat .....	85	95	+10
dont : Effets publics .....	(5)	(10)	(+ 5)
Fonds publics .....	(72)	(75)	(+ 3)
Titres de la dette indirecte .....	(8)	(10)	(+ 2)
Fonds des Rentes .....	7	4	- 3
Paraétatiques d'exploitation .....	7	8	+ 1
Paraétatiques de crédit .....	19	20	+ 1
Autres organismes du secteur public .....	4	4	—

Au total, la part des actifs en francs belges sur l'Etat, par rapport à l'ensemble des ressources en francs belges des banques, a diminué de 36 p.c. à la fin de 1962 à 26 p.c. à la fin de septembre 1969.

## 2) Caisses d'épargne privées.

Les ressources en francs belges des caisses d'épargne privées ont évolué comme suit :

Fin 1962	Fin 1968	Fin septembre 1969
(milliards de francs)		
51 <sup>1</sup>	112	121

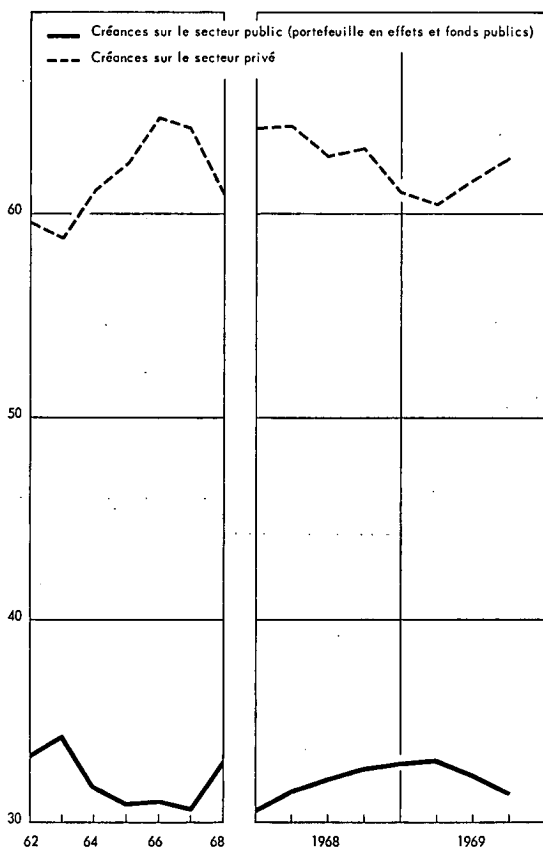
<sup>1</sup> Afin de rendre les données aussi comparables que possible, on a incorporé dans les encours, depuis la fin de 1962, les montants relatifs à une société importante qui n'a été agréée comme caisse d'épargne qu'en 1964.

La répartition des actifs des caisses d'épargne privées entre actifs sur le secteur privé

Graphique 9.

### Caisses d'épargne privées (1)

Rapport, en pourcentage, des créances en francs belges sur les secteurs public et privé aux ressources en francs belges (à fin de période)



(1) Y compris, pour toute la période, une société importante dont l'agrégation comme caisse d'épargne ne remonte qu'en 1964.

et actifs sur le secteur public a présenté une stabilité assez grande. Il ressort du graphique 9 ci-dessus que, de 1962 à 1968, la part des actifs sur le secteur privé a oscillé autour de 62 p.c. et celle des actifs sur le secteur public, autour de 32 p.c. du total des ressources en francs belges.

En montants absolus, l'évolution a été la suivante :

Créances sur	Fin 1962	Fin 1968	Différence
	(milliards de francs)		
Secteur public .....	17 <sup>1</sup>	37	+ 20
Secteur privé .....	31 <sup>1</sup>	68	+ 37

<sup>1</sup> Afin de rendre les données aussi comparables que possible, on a incorporé dans les encours, depuis la fin de 1962, les montants relatifs à une société importante qui n'a été agréée comme caisse d'épargne qu'en 1964.

La prépondérance des actifs sur le secteur privé s'explique essentiellement par le fait que les principales caisses d'épargne privées sont en même temps des caisses hypothécaires et affectent donc la majorité de leurs ressources à des prêts hypothécaires. Par l'octroi de prêts hypothécaires, elles peuvent d'ailleurs stimuler leur collecte de fonds, d'abord en accordant des taux de faveur aux emprunteurs qui sont en même temps des déposants ou en donnant une priorité à ceux-ci, ensuite parce que le client emprunteur hypothécaire deviendra probablement un client épargnant, qui leur apportera des ressources.

Si, malgré cette spécialisation et cette préférence des caisses d'épargne privées, leurs actifs sur le secteur public représentent une partie relativement importante de leurs ressources en francs belges, c'est principalement en raison de la législation qui régit leurs placements. En vertu de l'arrêté royal n° 42 du 15 décembre 1934 et de son complément, l'arrêté royal du 25 juin 1935, les caisses d'épargne privées étaient obligées de constituer en titres du secteur public au minimum 40 p.c. de leurs placements définitifs effectués en contrepartie de dépôts à moins de deux ans.

Cette obligation a été maintenue dans les nouvelles dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées résultant de l'arrêté royal n° 11 du 18 avril 1967 et de l'arrêté royal du 28 juin 1967. Mais, depuis la mise en vigueur de ces arrêtés, les caisses d'épargne privées sont, en outre, tenues de constituer en



titres du secteur public au moins 10 p.c. des placements définitifs faits en contrepartie des fonds recueillis à deux ans et plus.

Au cours des neuf premiers mois de 1969, la part des actifs sur le secteur privé, par rapport à l'ensemble des ressources en francs belges, a progressé de 61,1 à 62,8 p.c., tandis que celle des actifs sur le secteur public a diminué de 33 à 31,5 p.c. Cette évolution s'explique par la forte augmentation des prêts hypothécaires, provoquée par l'activité intense dans le secteur de la construction au cours de cette période.

En chiffres absolus, les mouvements ont été les suivants :

Créances sur	Fin 1968	Fin septembre 1969	Différence
	(milliards de francs)		
Secteur public .....	37	38	+ 1
Secteur privé .....	68	76	+ 8

Le graphique 10 ci-après retrace l'évolution de la répartition des actifs sur le secteur public entre actifs sur chacun des sous-secteurs publics.

De 1962 à 1968, la part de l'Etat dans l'ensemble des actifs sur le secteur public a diminué de 52 à 47,4 p.c., après avoir atteint un maximum de 54,5 p.c. à la fin de 1964. Cette réduction relative a eu lieu au profit des autres organismes du secteur public — provinces, communes, intercommunales — dont la part, dans l'ensemble des actifs sur le secteur public, est passée de 4,7 p.c. à la fin de 1962 à 8,9 p.c. à la fin de 1968. Au cours de la même période, la part des organismes paraétatiques d'exploitation et celle des paraétatiques de crédit sont demeurées assez stables. Ces évolutions se retrouvent dans le tableau ci-après, qui retrace également celle des montants absolus :

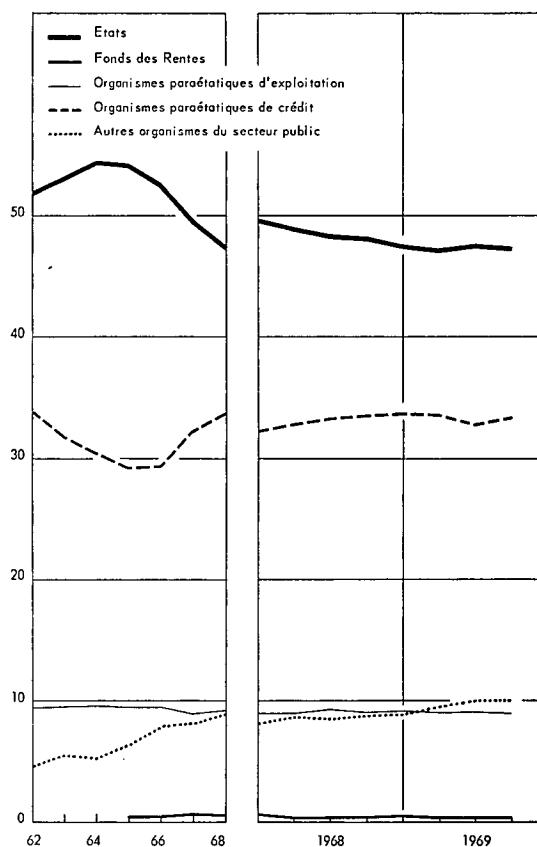
Créances sur	Fin 1962	Fin 1965	Fin 1968	Fin 1962	Fin 1965	Fin 1968
	(milliards de francs)			(pour cent des actifs sur le secteur public en francs belges)		
Etat .....	8,9	12,6	17,6	52,0	54,3	47,6
Fonds des Rentes .....	—	0,1	0,2	—	0,4	0,5
Paraétatiques d'exploitation .....	1,6	2,2	3,4	9,4	9,5	9,2
Paraétatiques de crédit .....	5,8	6,8	12,5	33,9	29,3	33,8
Autres organismes du secteur public .....	0,8	1,5	3,3	4,7	6,5	8,9
Total ...	17,1	23,2	37,0	100,0	100,0	100,0

Graphique 10.

### Caisses d'épargne privées

Ventilation, par catégories de débiteurs, du portefeuille en effets et fonds publics libellés en francs belges

(en pourcentage du total de ce portefeuille, à fin de période)



Les actifs sur l'Etat concernent presque exclusivement des titres à long terme; à la fin de 1968, les certificats de trésorerie détenus par les caisses d'épargne privées ne s'élevaient qu'à 0,1 milliard <sup>(1)</sup>. Quant aux actifs sur les

(1) Les caisses d'épargne privées n'ont été autorisées à souscrire des certificats de trésorerie à très court terme que depuis juillet 1967. L'accès aux adjudications de certificats à six, neuf et douze mois leur avait été ouvert depuis le début de 1964.

paraétatiques de crédit, ils comprennent essentiellement des bons de caisse et obligations émis par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie. Pendant les neuf premiers mois de 1969, les parts des divers sous-secteurs publics dans l'ensemble des actifs sur le secteur public se sont stabilisées aux niveaux atteints à la fin de 1968.

Du début à la fin de la période sous revue, c'est-à-dire de la fin de 1962 à la fin de septembre 1969, la part des actifs sur l'Etat par rapport à l'ensemble des ressources en francs belges des caisses d'épargne privées est tombée de 17,3 à 14,9 p.c.

### 3) Autres intermédiaires financiers.

Bien que les intermédiaires financiers autres que les banques de dépôts, les caisses d'épargne privées et les principales institutions publiques de crédit tombent en dehors du champ d'observation couvert par cet article, il n'est pas sans intérêt de dégager quelques indications concernant l'évolution de la structure des actifs de certains d'entre eux. Ces indications se rapportent à la période allant de la fin de 1962 à la fin de 1967 ou à la fin de 1968; c'est précisément parce que les données relatives aux neuf premiers mois de 1969 font encore défaut, que ces intermédiaires financiers n'ont pas été intégrés dans les statistiques et l'examen d'ensemble.

Dans le secteur « Organismes d'assurance sur la vie, accidents du travail, fonds de pension », tel qu'il est défini dans la statistique des créances et des dettes dans l'économie belge <sup>(1)</sup>, à l'exclusion des caisses de retraite et d'assurance-vie de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, les créances sur le secteur public représentaient, à la fin de 1967, environ 46 p.c. de l'ensemble des ressources en francs belges, contre 52 p.c. à la fin de 1962 et, aux mêmes dates, les créances sur le secteur privé représentaient respectivement 39 et 37 p.c. La tendance assez générale d'une diminution de la part des créances sur le secteur

public dans l'ensemble des actifs, qu'on a pu dégager pour les intermédiaires financiers examinés ci-avant, se retrouve donc également dans ce secteur. Celui-ci est composé de placeurs institutionnels qui ont généralement l'obligation d'affecter une proportion minimale de leurs ressources à des placements en titres du secteur public. Toutefois, leurs placements effectifs en ces titres dépassent largement les proportions imposées par les dispositions légales. Mais, ainsi qu'on vient de le signaler, cet « excédent » de créances sur le secteur public s'est relativement réduit de 1962 à 1967.

En ce qui concerne la composition du portefeuille de titres du secteur public, la part des fonds de l'Etat est moins importante que dans les autres intermédiaires financiers. A la fin de 1967, elle ne représentait que 40 p.c. du total, c'est-à-dire à peu près le même pourcentage qu'à la fin de 1962. A cette même date, la part des titres émis par les organismes paraétatiques de crédit était presque aussi importante que celle des titres de l'Etat et en léger progrès par rapport à 1962.

Dans les compagnies d'assurances sur la vie, qui forment un groupe de placeurs institutionnels important à l'intérieur du secteur « Organismes d'assurance sur la vie, accidents du travail, fonds de pension », on constate également une tendance à la diminution de la part relative des créances sur le secteur public. A la fin de 1968, les créances sur le secteur public représentaient 30 p.c. des ressources en francs belges, contre 34 p.c. à la fin de 1962. Mais la part des créances sur le secteur privé n'a pas augmenté pour autant; elle est restée voisine de 53 p.c. du total des ressources en francs belges. Ceci s'explique par la croissance rapide des placements en immeubles des compagnies d'assurance sur la vie.

La part des fonds d'Etat dans le portefeuille de titres du secteur public est tombée de 46 p.c. à la fin de 1962 à 43 p.c. à la fin de 1968. Cette modification est allée de pair avec un accroissement de l'importance relative des placements en titres des organismes paraétatiques de crédit et des « autres » organismes du secteur public (pouvoirs subordonnés et intercommunales).

<sup>(1)</sup> Cf. *Bulletin d'Information et de Documentation*, Statistiques, tableaux XII.

## Conclusions

Pendant la période sous revue, les actifs sur le secteur privé ont progressé plus rapidement que les actifs sur le secteur public, aussi bien chez les intermédiaires financiers du secteur public que chez les intermédiaires financiers du secteur privé. La régression de la part des créances sur le secteur public, par rapport à l'ensemble des ressources en francs belges, a cependant été la plus prononcée dans le secteur privé, en particulier dans les banques de dépôts. Cette évolution est imputable à la suppression du coefficient de couverture, auquel les banques étaient soumises de 1946 à la fin de 1961, et à la haute activité économique qui a prévalu depuis lors.

Les créances sur l'Etat, détenues par les intermédiaires financiers observés, ont augmenté en montants absolus, mais leur importance relative a nettement fléchi, aussi bien par rapport à l'ensemble des créances sur le secteur public que par rapport à l'ensemble des ressources en francs belges de ces intermédiaires

financiers. Cependant, ce fléchissement doit être interprété en tenant compte de deux modifications qui sont intervenues dans les modalités de financement des pouvoirs publics. Il y a d'abord la tendance à la mise hors budget de certaines dépenses publiques, qui entraîne sur le marché des émissions une substitution, aux fonds d'Etat, de titres émis par les « autres » pouvoirs publics, tels que les intercommunales E3 et E5. Il y a ensuite la modification des modalités de financement des interventions de l'Etat en faveur des investissements provinciaux et communaux, qui a donné lieu à un phénomène analogue de substitution de créances. Ces deux modifications obligent à ne juger la diminution de la part de l'Etat dans l'ensemble des créances sur le secteur public qu'en regard de l'augmentation de la part relative des autres sous-secteurs publics, c'est-à-dire les pouvoirs subordonnés, les intercommunales et les organismes paraétatiques de crédit.

# BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le *Bulletin* de mars 1970. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

## 1. MONNAIE ET CREDIT

GLIBERT F., Influence des réglementations de change sur la garantie donnée par une banque. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXIV, n° 2, 1970, pp. 106-112.*)

HEYVAERT F., Après la pluie le beau temps. (*Forex-Inter, Paris, n° 58, janvier 1970, pp. 13-19.*)

RAEMAEEKERS J., L'ouverture d'un compte à vue et l'immatriculation au registre du commerce. (*Editions de Services Interbancaires, Bruxelles, 1968, 39 p.*)

VASIC M., L'impact des cartes de crédit. (*Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, IX, n° 1, janvier-février 1970, pp. 43-50.*)

## 2. INSTITUTIONS MONETAIRES

DIRCKX G.C., De Bank in onze hedendaagse samenleving. (*Ondernemen, Bruxelles, XXVI, n° 2, février 1970, pp. 69-71.*)

MOULIN L., Les banquiers juifs et les Monts-de-Piété ou la querelle du secteur privé et du secteur public. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXIV, n° 2, 1970, pp. 114-119.*)

## 3. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

Indexation de valeurs à rendement fixe. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXV, n° 10, 6 mars 1970, pp. 101-105.*)

L'appel au marché des capitaux en 1968. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 1, janvier 1970, pp. 5-40.*)

Les émissions des sociétés belges en 1968. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LVI, n° 1, janvier 1970, pp. 15-25.*)

THIELEMANS E., De financiële analyse en de beleger. (*Informatiebulletin, Belgische Vereniging der Financiële Analisten, Bruxelles, X, n° 14, janvier 1970, pp. 25-29.*)

VAN DEN BERG A., L'analyse financière, l'entreprise et le marché boursier. (*Bulletin d'Information de l'Association Belge des Analystes Financiers, Bruxelles, X, n° 14, janvier 1970, pp. 14-24.*)

## 4. FINANCES PUBLIQUES

DEMIN P., Tijdelijke verenigingen en de B.T.W. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXIV, n° 1, février 1970, pp. 73-81.*)

DERSIN A., L'analyse de systèmes dans le P.P.B.S. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 12, décembre 1969, pp. 5-49.*)

DETRY J., La taxe de circulation sur les véhicules automobiles face au développement du transport routier. (*Bulletin des Contributions, Bruxelles, XLVI, n° 471, février 1970, pp. 326-356.*)

MUSIN H., La T.V.A. et la comptabilité des entreprises. (*Revue belge des Sciences commerciales, Bruxelles, XLIV, nos 7-8, juillet-août 1969, pp. 299-336.*)

SNOY et d'OPPUERS Baron, Conférence n° 342, octobre 1969. (*Société royale d'Economie politique de Belgique, Déjeuner d'ouverture de la session 1969-1970, Bruxelles, 1969, 24 p.*)

THIRY E., La taxe sur la valeur ajoutée. (*Revue belge des Sciences commerciales, Bruxelles, XLIV, nos 7-8, 1969, pp. 285-290.*)

## 5. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

ANSLOOS R., Enkele overwegingen in verband met de voorspellingen van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven betreffende de ontwikkeling van het bruto nationaal produkt. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 45, 1<sup>er</sup> trimestre 1970, pp. 137-144.*)

DELEECK H., Participation à l'accroissement du patrimoine et salaire-investissement. (*Revue du Travail, Bruxelles, LXX, nos 11-12, novembre-décembre 1969, pp. 1623-1636.*)

## 6. DEMOGRAPHIE

WEISGERBER P., L'immigration en Belgique. Ses aspects quantitatifs. (*Industrie, Bruxelles, XXIV, n° 2, février 1970, pp. 61-68.*)

## 8. EMPLOI ET CHOMAGE

Officieuse coördinatie van de wetten op de arbeidsovereenkomsten voor werklieden en bedienden. (*Mededelingen van het Verbond van Kristelijke Werkgevers, Anvers, XXV, n° 2, février 1970, pp. 71-93.*)

RENARD G., Le contrat d'emploi. (*Revue belge des Sciences commerciales, Bruxelles, XLIV, n° 7-8, 1969, pp. 337-342.*)

TAQUET M. et WANTIEZ C., La loi nouvelle relative aux contrats de louage de travail (Loi du 21 novembre 1969, Moniteur du 9 janvier 1970, entrée en vigueur le 19 janvier 1970). (*Journal des Tribunaux, Bruxelles, LXXXV, n° 4691, 28 février 1970, pp. 145-152.*)

VERHOFSTADT H., Wet van 25 november 1969 tot wijziging der wetgeving betreffende de arbeidsovereenkomsten. (*Rechtskundig Weekblad, Anvers, XXXIII, n° 29, 22 mars 1970, pp. 1361-1382.*)

## 9. SECURITE SOCIALE

DELPEREE A., La sécurité sociale; ses objectifs, son évolution, ses problèmes de demain. (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, XII, n° 1, janvier 1970, pp. 1-12.*)

## 10. SITUATION ET POLITIQUE ECONOMIQUES

COOLS A., Belgique. Octobre 1969. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, LXVIII, n° 238, novembre-décembre 1969, pp. 809-825.*)

PROVOST P., Bezinning over de economische expansie en welvaart in Vlaanderen. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXIV, n° 1, février 1970, pp. 33-46.*)

RAEMAEEKERS J., Zich vestigen in België; inlichtingen en wegwijsers voor buitenlandse, natuurlijke of rechtspersonen. (*Uitgaven van Interbankendienst, Bruxelles, 1970, 39 p.*)

## 11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

JADOUL R., Poging tot rangschikking van de landbouwbedrijven naar hun technisch-economische gerichtheid. (*Statistisch Tijdschrift, Bruxelles, LVI, n° 1, janvier 1970, pp. 3-13.*)

PULINCKX R., Les réalisations de l'industrie belge et quelques impératifs de son développement. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, LXVIII, n° 238, novembre-décembre 1969, pp. 827-839.*)

## 12. RECHERCHE SCIENTIFIQUE

LEFEVRE Th., Wetenschappelijk onderzoek en economische groei. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXIV, n° 1, février 1970, pp. 23-32.*)

## 14. COMMERCE INTERIEUR

COOMANS I., Le Shopping Center. (*Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, IX, n° 1, janvier-février 1970, pp. 31-42.*)

WILLERMAIN R., L'avènement des hypermarchés. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 45, 1<sup>er</sup> trimestre 1970, pp. 125-136.*)

## 16. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

Allocation of Special Drawing Rights for the First Basic Period. (*Fonds Monétaire International, Washington, 1969, VII+24 p.*)

ALTVATER E., Die Weltwährungskrise. (*Europäische Verlagsanstalt, Francfort/Main, 1969, 149 p.*)

BLONDEL D., Euro-dollars et liquidité internationale. (*Economie Appliquée, Paris, XXIII, n° 1, 1<sup>er</sup> trimestre 1970, pp. 59-90.*)

CAIRNCROSS F., How the BIS Works. (*Euro-money, Londres, I, n° 10, mars 1970, pp. 9-13.*)

CARLI G., The World's Money Now. (*Euro-money, Londres, I, n° 10, mars 1970, pp. 4-6.*)

DALOZ J.P., Euro-dollars et déficits. (*Economie Appliquée, Paris, XXIII, n° 1, 1<sup>er</sup> trimestre 1970, pp. 91-110.*)

EMBRECHTS R. et MARIJSSE S., De invloed van de Franse devaluatie en de West-Duitse revaluatie op de handelsbalans en het B.N.P. van de B.L.E.U. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXIV, n° 1, février 1970, pp. 47-72.*)

FEURER P., L'Euro-marché, ses risques et ses répercussions sur l'économie suisse. (*Bulletin de la Société de Banque Suisse, Bâle, n° 1, 1970, pp. 10-12.*)

FROWEN S.F., The Unsolved Deutschmark Problem. (*The Bankers' Magazine, Londres, n° 1512, mars 1970, pp. 137-143.*)

GREEN T., Le monde de l'or. (*Fayard, Paris, 1969, 266 p.*)

International Payments Positions of Major Countries : Britain, France, Germany, Italy, Japan, Canada. (*World Financial Markets, New York, février 1970, pp. 1-14.*)

JAMES E., De l'institution de parités de change flexibles. (*Economie Appliquée, Paris, XXIII, n° 1, 1<sup>er</sup> trimestre 1970, pp. 35-57.*)

JAY P., Why the Dollar should be Devalued. (*International Currency Review, Londres, II, n° 1, mars 1970, pp. 5-11.*)

JOHNSON H.G., L'or a-t-il un avenir ? Démonétisation ou remonétisation ? (*Economie Appliquée, Paris, XXIII, n° 1, 1<sup>er</sup> trimestre 1970, pp. 139-148.*)

KINDLEBERGER Ch. P., Le prix de l'or et le problème de N.I. (*Economie Appliquée, Paris, XXIII, n° 1, 1<sup>er</sup> trimestre 1970, pp. 149-162.*)

- LEVY L., Comment fonctionnent les droits de tirage spéciaux ? (*Industrie, Bruxelles, XXIV, n° 2, février 1970, pp. 106-108.*)
- Offshore Funds. Treasures of the High Seas ? (*The Economist, Londres, CCXXXIV, n° 6604, 21 mars 1970, pp. 91-95.*)
- PETIT-ROULET J., Les récentes décisions du F.M.I. : l'or, les D.T.S., le relèvement des quotas. (*Banque, Paris, XLV, n° 283, mars 1970, pp. 244-250.*)
- SALIN P., Plaidoyer pour la flexibilité des taux de change. (*Economie Appliquée, Paris, XXIII, n° 1, 1<sup>er</sup> trimestre 1970, pp. 19-33.*)
- SCHWEITZER P.P., The International Monetary Fund and its Role. (*University of London, Londres, 1969, 19 p.*)
- The U.S. Balance of Payments. (*World Financial Markets, New York, 21 janvier 1970, pp. 1-7.*)
- TREMPONT J., A propos de la réforme du système monétaire : les idées du professeur Triffin. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXIV, n° 2, 1970, pp. 99-104.*)
- TRIFFIN R., Le système monétaire international. (*Editions Labor, Bruxelles, 1969, 292 p.*)
- 17. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE**
- Activités futures d'Euratom. (*Bulletin des Communautés Européennes, Bruxelles, supplément au n° 6, juin 1969, pp. 1-96.*)
- ANSIAUX Baron, Sterling and the Common Market. (*The Banker, Londres, CXX, n° 529, mars 1970, pp. 310-313.*)
- Business Regulation in the Common Market Nations. 1. Belgium, the Netherlands, Luxembourg. (*McGraw-Hill, New York, 1969, XXIV + 576 p.*)
- DAGAN A., Israël et le Marché Commun. (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 129, janvier 1970, pp. 25-31.*)
- DESTEXHE M. et autres, Matrice d'échanges industriels de la Communauté Economique Européenne en 1975. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 45, 1<sup>er</sup> trimestre 1970, pp. 19-54.*)
- DOTTI H.L. et FONTELA E., Distribution des revenus et intégration de l'Europe. (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 129, janvier 1970, pp. 39-45.*)
- HEYNIG E., Die Aussichten der Europäischen Sozialpolitik auf dem Gebiet der Beschäftigung. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXIV, n° 1, février 1970, pp. 1-22.*)
- KATZ S.I., Avanzi esterni, flussi di capitali e politica creditizia nella C.E.E. dal 1958 al 1968 (1). (*Bancari, Rome, XXVI, n° 1, janvier 1970, pp. 7-25.*)
- KIRSCHEN E.S., Une problématique de l'intégration financière en Europe. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 45, 1<sup>er</sup> trimestre 1970, pp. 5-17.*)
- KORMOSS I.B.F. et autres, Les chemins de fer et l'Europe. (Cahiers de Bruges, nouvelle série 18). (*De Tempel, Bruges, 1969, 2 vol., 567 p.*)
- La Communauté et le Tiers Monde. (Université Libre de Bruxelles, Institut d'Etudes Européennes, Enseignement complémentaire, nouvelle série 4, la Communauté et le problème du développement, 3). (*Editions de l'Institut de Sociologie, Bruxelles, 1970, 124 p.*)
- La difesa della stabilità monetaria nella C.E.E. Gli orientamenti della Commissione. (*Bancaria, Rome, XXVI, n° 1, janvier 1970, pp. 111-116.*)
- La notion d'un Marché Commun dans un processus d'intégration; mélanges offerts à Rudolf Regul. (College of Europe, Studies in Contemporary European Issues, 6). (*College of Europe, Bruges, 1969, 258 p.*)
- LEMAITRE Ph., L'accord sur le financement de l'Europe verte ne devrait pas dispenser les six de réformer le Marché Commun agricole. (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 129, janvier 1970, pp. 5-7.*)
- L'évolution des prix du fuel-oil dans les pays de la C.E.E. de 1955 à 1965. (*Etudes et Enquêtes Statistiques, Bruxelles, n° 4, décembre 1969, pp. 1-151.*)
- LOY M., L'entreprise publique dans le Marché Commun. (*Reflète et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, IX, n° 1, janvier-février 1970, pp. 51-57.*)
- MARCHAL A., Les problèmes du Marché Commun. (*Politique Etrangère, Paris, XXXV, n° 1, janvier-février 1970, pp. 5-54.*)
- MUNDELL R.A., A Plan for a European Currency. (Paper presented for discussion at the American Management Association Conference on Future of the International Monetary System, New York, December, 10-12, 1969). (*New York, 1969, 50 p.*)
- NORRISH M., The Common Market and Agricultural Trade. (Conférence n° 328, février 1968). (*Société royale d'Economie politique de Belgique, Bruxelles, 1968, 18 p.*)
- PIGASSE J.-P., Bilan et perspective de la coopération européenne. (*Politique Etrangère, Paris, XXXV, n° 1, janvier-février 1970, pp. 55-66.*)
- PIGASSE J.P., Bilan et perspective de la politique commerciale de la C.E.E. (*Politique Etrangère, Paris, XXXV, n° 1, janvier-février 1970, pp. 67-85.*)
- SARACENO P., L'industria europea nell'attuale fase del progresso tecnico. (*Ricerca Economica, Venise, XXIII, n° 3-4, septembre-décembre 1969, pp. 263-277.*)
- SAUTTER H., Ist die E.W.G. an allem Schuld ? (*Wirtschaftsdienst, Hambourg, L, n° 2, février 1970, pp. 139-142.*)
- SCHLUMBERGER R., Le développement des Investment Trusts en Europe. (*Banque, Paris, XLV, n° 283, mars 1970, pp. 211-219.*)
- SCHNEIDER J., La mise en œuvre de la politique commerciale commune de la C.E.E. : bilan et perspectives. (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 129, janvier 1970, pp. 11-24.*)

Toekomstige werkzaamheden van Euratom.  
(*Bulletin van de Europese Gemeenschappen*,  
Bruxelles, supplément au n° 6, juin 1969, pp.  
1-101.)

TRIFFIN R., L'intégration monétaire de  
l'Europe : la création d'un Fonds européen  
de réserves. (*Reflets et Perspectives de la Vie  
économique*, Bruxelles, IX, n° 1, janvier-  
février 1970, pp. 3-20.)

Vers un nouvel Euratom ? (*Revue du Marché  
Commun*, Paris, n° 129, janvier 1970, pp. 8-  
10.)

WERNER P., L'Europe en route vers l'Union  
Monétaire. (*Luxembourg*, 1970, 10 p.)

ZELLER A., L'imbroglio agricole du Marché  
Commun. (*Calmann-Lévy*, Paris, 1970, 316 p.)

#### 18. DIVERS

HEILPORN E., Le droit des faillites et des con-  
cordats. (*Revue de la Banque*, Bruxelles,  
XXXIV, n° 2, 1970, pp. 135-147.)

HERMAN F., L'équilibre financier des entre-  
prises. (*Conférences du Centre d'Etudes ban-  
caires et financières*, Impresor, Bruxelles,  
cahier n° 155, décembre 1969, 23 p.)

MARCHANT S., La législation belge en matière  
de faillites est la plus archaïque du Marché  
Commun. (*Revue de la Société d'Etudes et  
d'Expansion*, Liège, LXVIII, n° 238, novem-  
bre-décembre 1969, pp. 889-894.)

MARCHANT S., La loi sur les faillites en Bel-  
gique date de 1851. (*Revue de la Banque*,  
Bruxelles, XXXIV, n° 2, 1970, pp. 149-152.)

VEROUGSTRAETE I., Le leasing immobilier.  
(*Revue de la Banque*, Bruxelles, XXXIV,  
n° 2, 1970, pp. 121-134.)

## LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — *Economie générale*
2. — *Monnaie, crédit et banque*
3. — *Finances publiques*
4. — *Agriculture*
5. — *Industrie*
6. — *Travail*
7. — *Commerce intérieur*
8. — *Commerce extérieur*
9. — *Transports*
10. — *Prix et salaires*
11. — *Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers*
12. — *Communauté Economique Européenne*

### 2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

#### Conseil Supérieur des Finances

*Rapport annuel 1969 (Moniteur du 24 mars 1970, p. 2860).*

##### Réorganisation du Conseil supérieur des Finances

Le Conseil supérieur des Finances a été réorganisé par l'arrêté royal n° 17 du 23 mai 1967 pris en exécution de la loi du 31 mars 1967 attribuant certains pouvoirs au Roi en vue d'assurer la relance économique, l'accélération de la reconversion régionale et la stabilisation de l'équilibre budgétaire et, en particulier, de l'article 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, relatif à l'amélioration du financement des investissements.

Le nouveau Conseil supérieur des Finances remplace le Conseil du même nom créé par l'arrêté royal du 31 janvier 1936. Pour des raisons diverses tenant principalement au champ extrêmement étendu qu'il recouvrait, le Conseil de 1936 n'a guère été appelé à fonctionner; pratiquement il n'a plus connu de vie active depuis la guerre.

Le nouveau Conseil supérieur des Finances a été installé officiellement le 3 mars 1969 par le Baron Snoy d'Oppers, Ministre des Finances.

##### Mission du Conseil supérieur des Finances

Le Conseil supérieur des Finances, organe technique et consultatif, est chargé d'assister le Ministre des Finances dans l'élaboration et l'application des mesures de politique financière qui concernent le fonctionnement des divers marchés des capitaux. Centre de rencontre des représentants des intermédiaires financiers tant du secteur public que du secteur privé, ainsi que des délégués des départements ministériels et organismes intéressés, le Conseil supérieur des Finances a donc plus particulièrement la mission de favoriser la coordination des activités de tous les compartiments du marché des capitaux, en fonction de la politique économique du Gouvernement.

##### Activités en 1969

Depuis son installation, le 3 mars 1969, le Conseil supérieur des Finances a organisé au total 19 réunions dont 7 pour le Conseil plénier, 6 pour le Bureau et 6 pour les groupes de travail. Il a pris connaissance



des questions suivantes. Certaines de ces questions sont encore en cours d'examen :

1. Programmation financière.
2. Interpénétration des marchés des capitaux au niveau de la C.E.E.
3. Démarchage sur le marché des capitaux.
4. Problèmes créés pour la Belgique par l'existence et le développement des marchés des Euro-obligations et des Euro-devises.
5. Emission de bons de caisse à moins de deux ans par les banques.
6. Impact du budget de 1970 sur le marché financier.
7. Taux d'intérêt créditeurs auprès des intermédiaires financiers du secteur public et du secteur privé.
8. Création d'une « Commission restreinte permanente de conciliation entre les intermédiaires financiers du secteur public et du secteur privé ».
9. Le marché du call après sa réorganisation en mai 1969.

#### 1. Programmation financière.

Chargé en vertu de l'arrêté royal n° 17 du 23 mai 1967 de contribuer à la coordination des activités de tous les compartiments du marché des capitaux en vue tout particulièrement du financement du programme d'expansion économique, le Conseil supérieur des Finances a pour tâche essentielle de mettre au point une programmation financière, complément indispensable d'une programmation économique. Aussi cette programmation financière fut-elle le premier problème soumis au Conseil par le Ministre des Finances.

L'étude d'une réelle programmation financière ne peut être entreprise tant qu'on ne dispose pas de données suffisamment précises sur la capacité du marché des capitaux pour l'année ou les années à venir. Or, pour procéder à cette estimation pour l'avenir, il est indispensable de pouvoir disposer pour les années passées et pour l'année en cours de certaines données financières, sous les formes et avec les détails souhaités. Ces conditions ne sont pas actuellement remplies. Déjà, dans son rapport du 5 décembre 1967, la Commission gouvernementale pour l'étude des problèmes de financement de l'expansion économique avait souligné que les données statistiques disponibles ne sont pas harmonisées, qu'elles font parfois double emploi et offrent des lacunes et que certaines d'entre elles ne sont disponibles qu'avec un grand retard.

En conséquence, le Conseil a décidé, lors de sa séance du 31 mars 1969, de créer un groupe de travail chargé de l'étude de l'amélioration du matériel statistique afin de pouvoir procéder à l'avenir à un calcul suffisamment approximatif de la capacité du marché des capitaux. En outre, il a chargé le Bureau de faire chaque année une estimation des besoins et des moyens de financement de l'année suivante en utilisant pour cela les statistiques fragmentaires disponibles.

Le groupe de travail chargé de l'amélioration du matériel statistique est présidé par M. le vice-gouverneur De Voghel; il comprend en outre les Membres MM. Neuman et Wauters. Ce groupe a tenu deux réunions et mis au point un projet de résolution concernant les mesures à prendre. L'examen de ce projet est inscrit à l'ordre du jour du Conseil du 12 janvier 1970.

De son côté le Bureau a consacré trois réunions de travail à une estimation pragmatique des moyens et besoins de financement en 1970. En raison de l'insuf-

finance du matériel statistique, cette première tentative a essentiellement porté sur le secteur public au sens large.

L'étude faite par le Bureau a conduit le Conseil à remettre un avis au Ministre des Finances en date du 23 juillet 1969 concernant les besoins et les moyens de financement en 1969-70. Cet avis se base sur une étude qui porte essentiellement sur les besoins en capitaux de l'Etat et du secteur public en général; les prévisions relatives au secteur privé n'ont pu faire l'objet que d'évaluations sommaires et partielles.

Les prévisions pour 1970 ont fait apparaître que les besoins à financer dépassent la capacité d'absorption du marché des capitaux. Cette éventualité pouvant se situer dans un climat conjoncturel tendu, le Conseil a souligné les dangers d'un recours aux organismes monétaires qui serait de nature à nourrir les tendances inflationnistes existantes. Dès lors et après avoir approuvé la mise en place d'un certain nombre d'instruments de stabilisation, notamment dans le domaine du crédit, le Conseil a estimé que ces mesures devraient être complétées sur le plan de la politique budgétaire.

La flexibilité du budget extraordinaire pourrait encore être assouplie en même temps que la modération de la politique d'investissements publics devrait être essentiellement sélective et tenir compte des objectifs prioritaires. En outre, l'utilisation des finances publiques comme instrument de stabilisation ne devrait pas se limiter au seul budget extraordinaire mais viser également à réaliser un équilibre rigoureux et réel du budget ordinaire de l'Etat et des pouvoirs publics en général.

#### 2. Interpénétration des marchés des capitaux au niveau de la C.E.E.

Lors de sa séance du 31 mars 1969, le Conseil a décidé unanimement de se saisir de l'étude de deux mémoranda de la Commission des Communautés européennes au Conseil et traitant respectivement de la nécessité et des modalités d'une action dans le domaine des capitaux (doc. COM. (69)200 du 5 mars 1969) et des mesures d'aménagement en matière d'impôts directs en vue de faciliter le développement et l'interpénétration des marchés des capitaux dans la Communauté économique européenne (doc. COM. (69)201 du 5 mars 1969). Lors de la séance du 12 mai 1969, M.R. Henrion a fait devant le Conseil un exposé sur les propositions de la Commission et sur les réalisations qui, du point de vue de notre pays, seraient dès à présent possibles.

Les mesures proposées par la Commission des Communautés européennes peuvent être réparties en trois catégories. Dans une première catégorie, il s'agit de mesures de libération des capitaux et de réduction des discriminations. Les mesures de libération concernent d'une part les émissions et les placements de titres des entreprises des autres Etats membres sur le marché national de ces Etats et d'autre part, l'octroi de prêts et crédits financiers à moyen et long terme dont l'équivalent en monnaie nationale n'excède pas 1 million d'u.c. par opération. La réduction des discriminations porte sur les dispositions législatives, réglementaires et administratives qui revêtent un caractère discriminatoire quant à l'accès des émetteurs d'autres Etats membres aux divers marchés financiers nationaux, à l'introduction en Bourse de titres des autres Etats membres et à l'acquisition de ces titres par les établissements financiers.

La deuxième catégorie de mesures vise à assurer une harmonisation dans l'organisation des marchés nationaux de capitaux. Cette harmonisation pourrait résulter d'une modification des réglementations applicables aux investisseurs institutionnels, d'une amélioration de l'information du public, de la diversification

et de l'harmonisation des types de valeurs mobilières offerts à celui-ci et de l'organisation d'un régime commun en matière de sûretés et de garanties.

Dans une troisième catégorie de mesures, fiscales cette fois, il s'agit de l'élimination des doubles impositions, et spécialement d'un certain nombre d'harmonisations en matière de retenues à la source sur les revenus de valeurs mobilières en fixant les taux à des niveaux uniformes. Dans son mémorandum relatif à cet objet, la Commission se prononce nettement en faveur de la suppression pure et simple des précomptes, solution qu'elle préfère à l'harmonisation des précomptes même à un taux aussi peu élevé que possible (au maximum 10 p.c.). Le document observe que l'argument essentiel en faveur de la suppression pure et simple réside dans le fait qu'il n'y a aucune retenue à la source sur le marché international, notamment sur le marché des Euro-émissions; or, ces émissions sont opérées sur les places où les non-résidents sont, directement ou non, exemptés d'une telle imposition, et se sont développées considérablement sans que les entreprises de la Communauté en aient beaucoup bénéficié.

Afin de préparer un projet d'avis au Ministre des Finances, le Conseil a procédé à la création d'un groupe de travail; ce groupe était présidé par M. R. Henrion, assisté de MM. D'Haese, De Voghel, Oleffe et Wauters. Le groupe de travail a tenu deux réunions.

Le projet d'avis fut longuement discuté par le Conseil le 14 juillet 1969, et plus particulièrement la proposition de la Commission portant harmonisation ou suppression des retenues à la source sur les revenus de valeurs mobilières à revenu fixe. Dans l'avis remis au Ministre des Finances, le Conseil se prononce en faveur des mesures de libération de capitaux et de réduction des discriminations moyennant réciprocité de la part des autres pays membres. En ce qui concerne les mesures non fiscales d'harmonisation dans l'organisation des marchés nationaux, le Conseil a considéré que les efforts, dans cette voie, pouvaient être poursuivis, et que pourrait même être ajoutée à cette énumération la recherche de l'unification des mécanismes de contrôle public en matière d'appel au marché des capitaux, ainsi que des règles de fonctionnement des bourses de valeurs mobilières.

Au sujet des propositions d'harmonisation fiscale, le Conseil constate les différences considérables en l'occurrence des régimes fiscaux applicables aux valeurs mobilières, en particulier à revenu fixe, entraînant actuellement soit des mouvements de capitaux, soit des distorsions compensatoires des taux d'intérêt.

L'incidence est évidemment sensible sur le financement aussi bien de l'économie que du Trésor.

Dès lors, une harmonisation progressive des systèmes de retenues à la source serait souhaitable et il y aurait lieu d'en appuyer la réalisation, tout en veillant à ce que cette harmonisation assure la transparence, la neutralité et la justice fiscales, comme le préconise d'ailleurs le texte du mémorandum.

Cependant, cette harmonisation, si elle devait aboutir à la suppression du précompte mobilier, pourrait entraîner des problèmes sur différents plans : distorsions entre les régimes fiscaux applicables aux capitaux empruntés et aux capitaux à risque, création d'une catégorie de revenus abrités, incidences d'ordre politique, psychologique et budgétaire. Ces problèmes devraient être appréciés compte tenu des graves inconvénients techniques actuels.

### 3. Démarchage sur le marché des capitaux.

Lors de sa réunion du 28 avril 1969, le Bureau avait retenu comme problème à examiner par le Conseil celui du « démarchage » sur le marché des capitaux.

Toutefois, pendant sa séance du 12 mai 1969, le Conseil a provisoirement écarté ce problème parce que le Ministre des Finances avait chargé entretemps le Président de la Commission bancaire d'entreprendre une étude à ce sujet. Le Conseil pourrait être à nouveau saisi de cette question après réception de l'étude de la Commission bancaire.

### 4. Problèmes créés pour la Belgique par l'existence et le développement des marchés des Euro-obligations et des Euro-devises.

Lors de la séance du Conseil du 13 octobre 1969, le Ministre des Finances a saisi le Conseil du problème des Euro-émissions et des Euro-devises et de leur incidence sur le financement du secteur public et du secteur privé. L'examen approfondi de ces questions a été confié à un groupe de travail sous la présidence de M. A. Dequae, assisté de MM. De Voghel, Fraeys et Wauters. Le groupe de travail a d'abord abordé la question des Euro-obligations; deux séances de travail y furent consacrées. Un projet d'avis sera soumis au Conseil au début de 1970. Le groupe de travail procédera ensuite à l'examen de la question des Euro-devises.

### 5. Emission de bons de caisse à moins de deux ans par les banques.

Lors de la séance du 13 octobre 1969, le Ministre des Finances a saisi le Conseil d'un projet d'émission de bons de caisse à échéance fixe de moins de deux ans, émanant conjointement des cinq principales banques. L'émission de bons de caisse à moins de deux ans est contraire à la thèse toujours défendue par la Commission bancaire selon laquelle la trésorerie et les épargnes des entreprises et des ménages qui se placent à court terme (c'est-à-dire à moins de deux ans) doivent être reçues par les intermédiaires financiers suivant les modalités toutes classiques du dépôt à vue ou à terme. Parmi les intermédiaires financiers, seules les banques ont toujours respecté cette ligne de conduite. La Commission bancaire n'a pu faire accepter cette conception ni par les caisses d'épargne privées ni par les institutions du secteur public qui échappent à son rayon d'action et qui émettent continuellement des bons de caisse et d'épargne au porteur à terme fixe ou optionnel de un an. Or, au cours des dernières années, les conditions sur les marchés financiers tant intérieurs qu'extérieurs se sont largement modifiées, notamment les préférences des épargnants. Il en résulte que les conditions de concurrence entre les différentes catégories d'intermédiaires financiers sont faussées.

Quoique la Commission bancaire persiste à croire que la conception qu'elle a toujours défendue demeure pleinement justifiée à savoir qu'il n'est pas souhaitable d'encourager une forme d'épargne aisément monétisable, elle est toutefois d'avis qu'il lui est extrêmement difficile de maintenir une stricte discipline à l'égard d'un seul secteur.

Dès lors, le Ministre a demandé l'avis du Conseil supérieur des Finances sur la question de savoir s'il estime recommandable de maintenir la politique actuelle mais de façon moins unilatérale ou s'il y a lieu de suivre une politique moins stricte.

Afin de trouver un moyen terme entre d'une part l'urgence du problème qui se pose à la Commission bancaire et d'autre part la nécessité d'y consacrer un examen approfondi tel que désiré par les intermédiaires du secteur public, le Conseil a confié la question au Bureau dont la composition a été élargie pour la circonstance par l'adjonction de Membres représentant les différents secteurs en jeu :

MM. de Spot et Wauters pour le secteur bancaire, M. Florquin pour les caisses d'épargne privées, M. Van-deputte pour le secteur public et M. Oleffe à titre d'observateur.

Le Bureau ainsi élargi s'est réuni le 27 octobre 1969. L'examen a révélé que les points de vue entre d'une part les représentants du secteur bancaire et d'autre part les représentants des autres intermédiaires financiers étaient à tel point opposés qu'il n'a pas été possible de formuler un avis. Les représentants du secteur bancaire ont fait valoir que les conditions de l'épargne et du marché financier s'étaient à tel point modifiées que rien ne justifiait plus l'attitude de la Commission bancaire revenant à refuser aux seules banques l'émission de bons de caisse à moins de deux ans. Les représentants du secteur public ont souligné l'importance que présente pour eux la récolte de l'épargne au moyen de bons de caisse à un an; aussi s'inquiètent-ils de la concurrence accrue des banques qui disposent d'un réseau très dense d'agences implantées à travers tout le pays.

Devant l'impossibilité de formuler un avis unanime, le Bureau a décidé de communiquer au Ministre des Finances le procès-verbal détaillé de sa réunion. Le débat a permis de souligner les points suivants :

— le Conseil exprime le sentiment unanime que toute mesure de nature à améliorer la collecte de l'épargne doit être approuvée;

— les avis sont pourtant partagés sur le point de savoir si l'initiative des banques est de nature à accroître effectivement l'épargne ou s'il s'agit tout simplement d'un simple déplacement d'un secteur collecteur vers un autre;

— en ce qui cerne la répartition des rôles effectifs des banques et des autres intermédiaires, certains des Membres présents souhaitent qu'une consultation permanente touchant l'ensemble des problèmes liés à l'existence de deux secteurs d'intermédiaires ait lieu dans une commission *ad hoc* relevant du Conseil supérieur des Finances et fonctionnant comme noyau de contact et d'examen; ils estiment toutefois que c'est au Conseil supérieur des Finances dans son entier qu'il appartient de se prononcer à ce sujet.

#### 6. Impact du budget de 1970 sur le marché financier.

Lors de la séance du 13 octobre 1969, le Ministre des Finances a saisi le Conseil d'un exposé concernant l'impact du budget de l'Etat pour 1970 sur le marché financier.

Après avoir mis en lumière certaines conséquences et contraintes de nos habitudes budgétaires et souligné l'objectif principal des finances publiques qui est l'équilibre économique général dans un climat d'expansion et de plein emploi, le Ministre des Finances a tracé les grandes lignes du budget de 1970 et évalué les besoins de financement du Trésor. Tout en soulignant le mérite et la valeur de l'avis que le Conseil lui a remis en juillet sur les besoins et les moyens de financement en 1970, le Ministre des Finances a souligné la nécessité pour le Conseil de continuer ses travaux en vue de perfectionner les calculs relatifs à la capacité du marché des capitaux.

L'évolution accélérée de la conjoncture en 1969 a amené les autorités économiques et financières à mettre progressivement en place un programme de stabilisation. L'ajournement de la mise en application de la T.V.A. s'inscrit dans cet ensemble de la politique conjoncturelle; en effet, l'introduction de la T.V.A., en période de haute conjoncture n'aurait pas manqué de stimuler la hausse des prix au-delà des effets mécaniques de la nouvelle taxe.

La tendance économique n'ayant pas besoin de stimulant supplémentaire de la part des finances publiques, un budget en équilibre et même en suréquilibre,

si l'on tient compte de la masse de recettes débudgétisées, correspond aux exigences conjoncturelles. Ensuite, la formule consistant à diviser le programme d'investissements publics en une tranche de base et une tranche conjoncturelle satisfait aux impératifs d'une politique conjoncturelle souple. Elle permettra de soutenir l'activité économique en 1970 au moment et dans la mesure où le ralentissement éventuel de celle-ci, justifiera cette intervention.

Compte tenu d'un budget ordinaire en équilibre, l'impact net du budget de 1970 sur le marché financier pourra être circonscrit au financement du budget extraordinaire, déduction faite des amortissements contractuels.

L'impasse brute de Trésorerie est estimée pour 1970 à 49,5 milliards dont 22,5 milliards se rapportent aux amortissements contractuels, laissant ainsi une dette publique en accroissement net prévisible de 27 milliards, contre 33,8 milliards en 1968 et quelque 30 milliards en 1969. Quant aux besoins bruts de financement du Trésor, ils peuvent être estimés à quelque 75 milliards, soit le montant de l'impasse brute, 49,5 milliards augmenté des remboursements de la dette hors budget évalués à 25 milliards environ.

L'échange de vues qui a suivi l'exposé du Ministre des Finances a soulevé des remarques de certains Membres quant à la dépendance du Trésor vis-à-vis du marché.

En outre, une discussion au sujet de la réforme du marché du call-money, en mai 1969, a conduit à la décision d'examiner les effets de cette réforme, vers le milieu de 1970, soit après un an d'application de la dernière réforme. M. de Barys soumettra un rapport au Conseil à ce sujet.

#### 7. Taux d'intérêt créditeurs auprès des intermédiaires financiers du secteur public et du secteur privé.

Lors de la séance du 31 mars 1969, certains Membres ont suggéré que le Conseil supérieur des Finances examine la question des taux d'intérêts bonifiés par les intermédiaires financiers du secteur public d'une part et par ceux du secteur privé d'autre part, dans le but d'aboutir à une meilleure harmonisation de ces taux.

Au niveau des banques, des accords existent, au sujet des taux d'intérêts créditeurs, entre les banques qui font partie de l'Association belge des Banques. Au niveau des institutions publiques de crédit également, une certaine réglementation existe. Mais des échanges de vue n'ont jamais eu lieu à ce sujet entre les intermédiaires du secteur public et du secteur privé. Toutefois, par l'intermédiaire du Président du Conseil des Institutions publiques de Crédit, il est admis en fait depuis des années que, eu égard à leur structure respective, les institutions publiques appliquent des taux d'intérêts légèrement supérieurs à ceux payés par les grandes banques. Eu égard à l'extension prise par les dépôts dans certaines institutions financières publiques, il a été proposé de procéder à une étude comparative des taux d'intérêts en vigueur dans les différentes institutions financières.

Lors de sa réunion du 12 mai 1969, le Conseil a estimé qu'il n'était pas directement compétent pour se prononcer sur cette question. Aussi s'est-il borné à recommander au Ministre des Finances de suggérer au Président du Conseil des Institutions publiques de Crédit d'organiser un contact entre les parties intéressées.

Lors de sa séance du 24 novembre 1969, au cours de laquelle fut créée la « Commission restreinte permanente de conciliation entre les intermédiaires financiers du secteur public et du secteur privé », le Conseil revenant sur sa position antérieure a décidé qu'à l'avenir la question des taux d'intérêts serait également confiée à cette Commission.

8. Création d'une « Commission restreinte permanente de conciliation entre les intermédiaires financiers du secteur public et du secteur privé ».

L'examen, par le Bureau élargi, de la question de l'émission de bons de caisse à moins de deux ans par les banques, a fait ressortir le besoin d'un noyau restreint de contact entre les intermédiaires financiers du secteur public et du secteur privé. Aussi a-t-il suggéré d'organiser une consultation permanente touchant les problèmes liés à l'existence de deux secteurs d'intermédiaires financiers, au sein d'une commission ad hoc relevant du Conseil supérieur des Finances. Lors de sa séance du 24 novembre 1969, le Conseil a retenu cette idée et a créé la « Commission restreinte permanente de conciliation entre les intermédiaires financiers du secteur public et du secteur privé ». La Commission est placée sous la présidence du Vice-gouverneur M. De Voghel et comprend les Membres suivants : MM. Vandeputte, Van Audenhove, Florquin, de Spot, Provost, Wauters, Dewevre.

La Commission restreinte permanente est créée à titre d'essai pour une période de un an se terminant fin 1970. C'est le Conseil qui décide des questions concrètes à soumettre à la Commission restreinte, les questions fondamentales restant du domaine du Conseil plénier. Les conclusions de la Commission sont transmises au Conseil; chaque trimestre, elle fera rapport à celui-ci. En tout état de cause, les décisions finales appartiennent au Conseil plénier.

9. Marché du call après sa réorganisation en mai 1969.

Le 1<sup>er</sup> mai 1969, le marché du call-money a été réorganisé. La réorganisation résulte d'une triple directive prise conjointement par la Commission bancaire à l'égard des banques, par l'Office central de la Petite Epargne à l'égard des caisses d'épargne privées et par le Ministre des Finances à l'égard des intermédiaires financiers du secteur public. La réorganisation vise surtout à éviter les abus et notamment à éviter que certains intermédiaires financiers ne s'installent dans une position débitrice permanente sur le marché du call. En outre, cette réorganisation doit permettre à l'I.R.G. de remplir pleinement sa mission, ce qui implique un apport net positif du marché du call. M. de Barys a accepté de présenter vers le milieu de 1970 un rapport sur l'évolution du marché du call après sa réorganisation.

Inventaire des travaux en cours.

Les travaux suivants sont actuellement en cours au Conseil supérieur des Finances :

- a) Dans le cadre de la programmation financière :
  - perfectionnement du matériel statistique en vue du calcul de la capacité du marché des capitaux;
  - approche pragmatique de l'estimation des besoins et des moyens de financement en 1971;
- b) démarchage sur le marché des capitaux;
- c) étude des marchés des Euro-obligations et des Euro-devises;
- d) taux d'intérêt créditeurs auprès des intermédiaires financiers du secteur public et du secteur privé;
- e) le marché du call après sa réorganisation en mai 1969.

..

Arrêté ministériel du 13 janvier 1970

*portant fixation du taux des intérêts à bonifier en 1970 aux consignations, dépôts volontaires et cautionnements confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations (Moniteur du 26 mars 1970, p. 2960).*

Arrêté royal du 6 février 1970

*relatif à la fusion des emprunts 3 p.c. émis par la Société nationale des Chemins de fer vicinaux et au groupement des obligations représentatives de ces emprunts (Moniteur du 19 mars 1970, p. 2680).*

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 24 décembre 1969

*modifiant le Code des taxes assimilées au timbre (Moniteur du 19 mars 1970, p. 2678).*

Loi du 6 février 1970

*relative à la prescription des créances à charge ou au profit de l'Etat et des provinces. Erratum (Moniteur du 6 mars 1970, p. 2147).*

Arrêté royal du 10 février 1970

*fixant la situation des crédits reportés de l'année 1968 (dépenses ordinaires et dépenses extraordinaires) (Moniteur du 25 mars 1970, p. 2901).*

Loi du 11 février 1970

*contenant le budget de la Gendarmerie pour l'année budgétaire 1970 (Moniteur du 5 mars 1970, p. 2103).*

Article 1<sup>er</sup>. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1970 afférentes à la gendarmerie (...) des crédits s'élevant à la somme de 3.646.000.000 de francs.  
.....

Art. 5. — Des crédits d'engagement sont ouverts pour un montant de 193.700.000 francs (...).

Art. 6. — Des crédits d'ordonnancement résultant des obligations contractées en exécution des autorisations accordées par la présente loi et par les lois antérieures sont ouverts jusqu'à concurrence de 290.000.000 de francs (...).  
.....

**Loi du 11 février 1970**

*autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'année budgétaire 1969 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux années budgétaires 1968 et antérieures (Moniteur du 10 mars 1970, p. 2231).*

**Loi du 16 février 1970**

*concernant les douanes et accises (Moniteur du 13 mars 1970, p. 2463).*

**Arrêté royal du 18 février 1970**

*fixant le montant d'impôts à affecter à l'augmentation du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale, pour l'année budgétaire 1970 (Moniteur du 5 mars 1970, p. 2108).*

*Article 1<sup>er</sup>. — Le montant à prélever au profit du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale sur le produit du décime additionnel à l'impôt des personnes physiques et à l'impôt des non-résidents, visé par l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, a, de la loi du 31 mars 1967 attribuant certains pouvoirs au Roi en vue d'assurer la relance économique, l'accélération de la reconversion régionale et la stabilisation de l'équilibre budgétaire, est fixé pour l'année budgétaire 1970, à 700 millions de francs.*

**Loi du 18 février 1970**

*contenant le budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'année budgétaire 1970 (Moniteur du 6 mars 1970, p. 2135).*

*Article 1<sup>er</sup>. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1970, afférentes au Ministère de la Prévoyance sociale (...) des crédits s'élevant à la somme de 25.075.937.000 francs.*

**Loi du 18 février 1970**

*contenant le budget du Ministère de l'Intérieur pour l'année budgétaire 1970 (Moniteur du 19 mars 1970, p. 2663).*

*Article 1<sup>er</sup>. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1970 afférentes au Ministère de l'Intérieur (...) des crédits s'élevant à la somme de 18.320.520.000 francs.*

*Art. 7. — Des crédits d'engagement sont ouverts pour un montant de 19.000.000 francs (...).*

*Art. 8. — Des crédits d'ordonnancement résultant des obligations contractées en exécution des autorisa-*

*tions accordées par la présente loi et par les lois antérieures sont ouverts jusqu'à concurrence de 317.450.000 francs (...).*

*Art. 9. — Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux (...) sont évaluées à 2.449.979.000 francs pour les recettes et à 2.800.325.000 francs pour les dépenses.*

**Loi du 20 février 1970**

*contenant le budget des Pensions pour l'année budgétaire 1970 (Moniteur du 3 mars 1970, p. 2031).*

*Article 1<sup>er</sup>. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1970 afférentes au budget des Pensions (...) des crédits s'élevant à la somme de 33.129.148.000 francs.*

*Art. 3. — Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux (...) sont évaluées à 14.723.845.000 francs pour les recettes et à 14.908.545.000 francs pour les dépenses.*

**Loi du 27 février 1970**

*portant approbation de la Convention entre Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté Britannique, pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, tendant à éviter la double imposition et l'évaluation fiscale en matière d'impôts sur les revenus, signée à Londres le 29 août 1967, et l'échange de lettres, datées à Bruxelles les 25 septembre et 26 novembre 1968 (Moniteur du 26 mars 1970, p. 2942).*

**Arrêté royal du 5 mars 1970**

*modifiant le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 19 mars 1970, p. 2679).*

**Arrêté royal n° 7 du 12 mars 1970**

*relatif aux importations de biens pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée (Moniteur du 18 mars 1970, p. 2624).*

**Arrêté royal n° 8 du 12 mars 1970**

*déterminant, en matière de taxe sur la valeur ajoutée, les modalités d'arrondissement des taxes dues à déduire ou à restituer (Moniteur du 18 mars 1970, p. 2635).*

**Arrêté royal n° 9 du 12 mars 1970**

*relatif à la taxation d'office en matière de taxe sur la valeur ajoutée (Moniteur du 18 mars 1970, p. 2636).*

**Arrêté royal n° 10 du 12 mars 1970**

*relatif aux déclarations de commencement, de changement ou de cessation d'activité en matière de taxe sur la valeur ajoutée (Moniteur du 18 mars 1970, p. 2637).*

**Arrêté royal n° 11 du 12 mars 1970**

*relatif à l'application de la taxe sur la valeur ajoutée (Moniteur du 18 mars 1970, p. 2638).*

**Loi du 12 mars 1970**

*augmentant et réduisant certains crédits d'engagement et d'ordonnancement ouverts au titre du budget extraordinaire pour l'année budgétaire 1969 (Moniteur du 21 mars 1970, p. 2774).*

**11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS**

**Arrêté royal du 11 février 1970**

*modifiant la loi du 21 mai 1955 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers (Moniteur du 21 mars 1970, p. 2802).*

**Arrêté royal du 11 février 1970**

*modifiant la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés (Moniteur du 21 mars 1970, p. 2802).*

**Loi du 26 mars 1970**

*intégrant le double pécule afférent à la troisième semaine de vacances dans le régime des vacances annuelles des travailleurs salariés (Moniteur du 28 mars 1970, p. 3039).*

**12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE**

**Décision du Conseil du 17 mars 1970**

**(70/208/C.E.E.)**

*portant conclusion de la convention relative au commerce du blé et de la convention relative à l'aide alimentaire (Journal officiel du 23 mars 1970, n° L 66, p. 1).*

---

# STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3, XIII-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13, XVIII-1 et 2 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

## I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

### 1. — POPULATION

Source : Institut National de Statistique et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Source	1947	1965	1965	1967	1968
		(milliers)		(milliers)		
		(à fin d'année)		(à fin d'année)		
Population totale .....	I.N.S.	8.512	9.499	9.499	9.606	9.632
Population en âge de travailler (15 à 65 ans) .....	»	5.850	6.022	6.022	6.058	6.071
dont : Hommes .....	»	2.902	2.998	2.998	3.017	3.023
Femmes .....	»	2.948	3.024	3.024	3.041	3.048
Population active 2 :	Ministère de l'Emploi et du Travail	(estimations de moyennes annuelles)		(estimations à fin juin)		
		3.481	3.660	3.672	3.698	3.715
dont : Agriculture .....	»	423	206	230	209	201
Industries extractives .....	»	191	97	94	74	67
Industries manufacturières .....	»	1.311	1.291	1.256	1.220	1.202
Bâtiments et construction .....	»	197	286	293	304	304
Transports .....	»	243	243	263	263	268
Commerce, banques, assurances et services .....	»	1.024	1.476	1.412	1.483	1.510
Chômeurs complets .....	»	92	61	63 <sup>a</sup>	92 <sup>a</sup>	110 <sup>a</sup>
Ouvriers frontaliers 4 .....	»			61	53	53

<sup>1</sup> Depuis 1965 la population active a été calculée à la date du 30 juin suivant une nouvelle méthode. Les chiffres ainsi obtenus ne sont pas comparables avec la série précédente.

<sup>2</sup> Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

<sup>3</sup> Comprend les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

<sup>4</sup> Dans l'ancienne série, les ouvriers frontaliers étaient répartis sur les différents secteurs.

## I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission des Comptes nationaux.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
1. Rémunération des salariés <sup>1</sup> :										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la Sécurité sociale	136,8	144,8	152,7	166,1	181,6	210,9	230,1	255,9	269,7	285,5
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	10,6	11,8	12,6	14,2	15,3	16,6	18,4	19,8	20,8	22,4
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale .....	23,6	26,2	28,9	31,5	36,9	43,1	49,8	52,2	58,3	62,5
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale .....	60,0	63,5	64,6	69,2	76,9	82,5	92,9	103,8	113,2	121,5
e) Corrections et compléments .....	13,6	15,5	15,2	20,0	22,9	22,6	23,1	21,1	18,5	22,3
<i>Total ...</i>	<i>244,6</i>	<i>261,8</i>	<i>274,0</i>	<i>301,0</i>	<i>333,6</i>	<i>375,7</i>	<i>414,3</i>	<i>452,8</i>	<i>480,5</i>	<i>514,2</i>
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture <sup>1</sup> .....	22,5	23,4	27,0	25,2	27,3	28,8	29,8	27,4	27,8	31,5
b) Professions libérales <sup>1</sup> .....	11,7	12,5	13,3	14,3	15,1	16,7	22,0	24,2	25,2	27,2
c) Commerçants et artisans indépendants <sup>1</sup> .....	73,0	76,0	79,3	82,8	87,2	100,8	104,9	110,2	113,3	116,5
d) Revenus des sociétés de personnes <sup>2</sup> .....	6,0	6,5	7,1	7,2	7,4	8,3	8,6	8,2	8,4	8,4
e) Ajustement statistique .....	1,0	1,3	0,4	0,6	0,4	- 0,5	0,2	- 0,2	- 0,9	- 1,0
<i>Total ...</i>	<i>114,2</i>	<i>119,7</i>	<i>127,1</i>	<i>130,1</i>	<i>137,4</i>	<i>154,1</i>	<i>165,5</i>	<i>169,8</i>	<i>173,8</i>	<i>182,6</i>
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers <sup>1</sup> :										
a) Intérêts .....	17,3	19,2	21,0	23,5	25,4	27,8	31,3	34,7	38,4	41,8
b) Loyers (réellement perçus ou imputés) .....	34,3	34,2	34,1	34,0	33,6	34,8	34,2	37,2	38,6	40,1
c) Dividendes, tantièmes, dons .....	11,4	13,1	14,6	16,1	14,6	15,0	17,0	18,3	18,6	22,0
<i>Total ...</i>	<i>63,0</i>	<i>66,5</i>	<i>69,7</i>	<i>73,6</i>	<i>73,6</i>	<i>77,6</i>	<i>82,5</i>	<i>90,2</i>	<i>95,6</i>	<i>103,9</i>
4. Bénéfices non distribués de sociétés <sup>2</sup> ...	10,6	11,7	13,2	11,7	13,5	16,7	17,0	11,9	16,6	18,9
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique .....	7,6	9,2	10,0	11,5	11,3	14,2	17,0	18,1	18,8	21,4
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat .....	5,0	5,8	5,8	5,4	4,4	5,9	5,3	4,2	7,1	6,2
7. Intérêt de la dette publique .....	-14,0	-16,4	-18,6	-18,6	-20,5	-22,5	-24,3	-26,3	-29,0	-31,5
<b>Revenu national net au coût des facteurs ...</b>	<b>431,0</b>	<b>458,3</b>	<b>481,2</b>	<b>514,7</b>	<b>553,3</b>	<b>621,7</b>	<b>677,3</b>	<b>720,7</b>	<b>763,4</b>	<b>815,7</b>
8. Amortissements .....	53,2	56,1	58,4	61,7	66,8	73,7	79,4	86,0	92,1	97,7
<b>Revenu national brut au coût des facteurs ...</b>	<b>484,2</b>	<b>514,4</b>	<b>539,6</b>	<b>576,4</b>	<b>620,1</b>	<b>695,4</b>	<b>756,7</b>	<b>806,7</b>	<b>855,5</b>	<b>913,4</b>
9. Impôts indirects .....	60,2	65,4	73,2	78,8	84,4	94,1	101,9	119,1	131,8	137,8
10. Subsidés .....	- 6,6	- 7,2	- 6,7	- 7,2	- 6,6	- 7,7	- 9,7	-12,3	-12,7	-15,4
<b>Produit national brut aux prix du marché ...</b>	<b>537,8</b>	<b>572,6</b>	<b>606,1</b>	<b>648,0</b>	<b>697,9</b>	<b>781,8</b>	<b>848,9</b>	<b>913,5</b>	<b>974,6</b>	<b>1.035,8</b>

<sup>1</sup> Avant taxation.

<sup>2</sup> Après taxation.



I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHÉ

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission des Comptes nationaux.

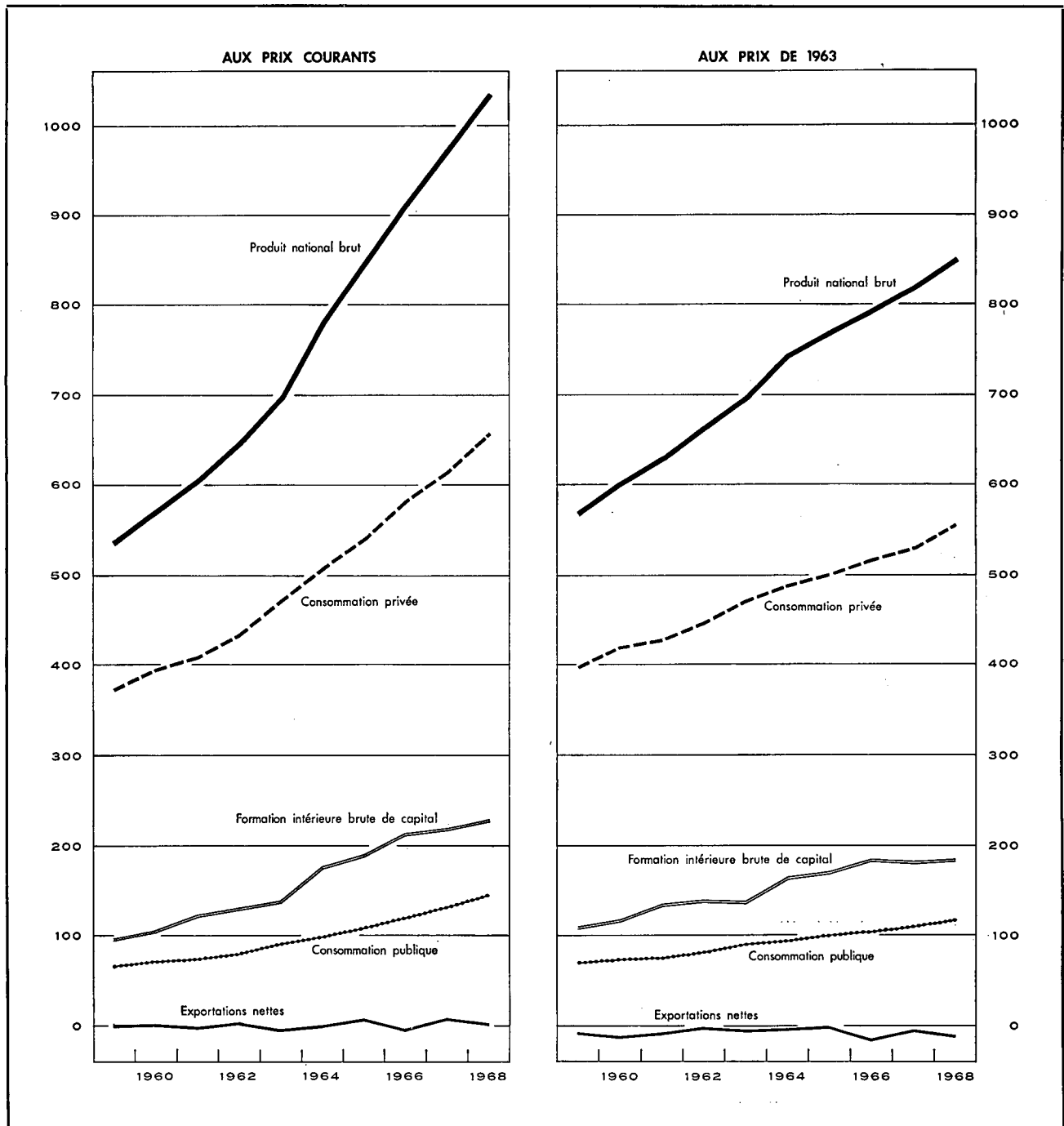
	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
1. Agriculture, sylviculture et pêche .....	35,3	36,6	40,4	38,9	41,7	44,1	45,4	43,5	44,7	49,1
2. Industries extractives .....	14,3	14,0	14,0	14,0	15,6	16,5	15,2	12,6	12,2	11,6
3. Industries manufacturières :										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac .....	37,8	39,3	40,7	42,5	44,9	48,1	49,5	53,8	59,1	63,0
b) Textiles .....	14,0	15,5	16,3	16,7	18,9	21,1	21,1	24,0	22,3	24,6
c) Vêtements et chaussures .....	7,1	7,6	8,2	9,2	9,6	10,8	11,7	12,5	12,3	13,2
d) Bois et meubles .....	5,5	6,7	6,8	7,8	9,0	10,6	11,3	13,0	13,9	15,1
e) Papier, impression, édition .....	7,8	8,5	9,1	10,3	11,2	12,5	13,3	14,6	15,7	16,8
f) Industries chimiques et activités connexes .....	13,7	14,5	14,9	15,6	17,5	19,6	21,0	22,6	23,8	26,1
g) Terre cuite, céramiques, verre et ciment .....	9,2	10,3	10,8	11,9	12,0	14,7	14,8	15,5	16,5	16,7
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	14,6	18,6	17,1	17,0	16,3	21,5	23,0	23,9	25,1	28,1
i) Fabrications métalliques et constructions navales .....	33,2	36,9	43,0	49,0	55,4	62,3	68,5	72,9	73,7	76,4
j) Industries non dénommées ailleurs	10,7	12,3	12,9	14,1	18,4	21,2	22,2	25,3	26,7	29,3
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>153,6</i>	<i>170,2</i>	<i>179,8</i>	<i>194,1</i>	<i>213,2</i>	<i>242,4</i>	<i>256,4</i>	<i>278,1</i>	<i>289,1</i>	<i>309,3</i>
4. Construction .....	30,7	33,2	36,9	40,3	43,0	55,2	57,9	62,5	67,7	68,1
5. Electricité, gaz et eau .....	10,7	11,1	11,5	12,6	13,4	14,6	18,3	20,0	21,8	24,8
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation :										
a) Commerce .....	83,5	87,8	95,3	103,4	111,7	119,9	142,9	158,7	172,8	179,2
b) Services financiers et assurances ...	15,0	16,0	17,2	19,1	21,6	24,4	24,0	27,4	29,0	31,8
c) Immeubles d'habitation .....	39,9	40,5	41,1	41,5	42,5	45,1	45,7	49,7	51,6	53,6
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>138,4</i>	<i>144,3</i>	<i>153,6</i>	<i>164,0</i>	<i>175,8</i>	<i>189,4</i>	<i>212,6</i>	<i>235,8</i>	<i>253,4</i>	<i>264,6</i>
7. Transports et communications .....	35,9	38,9	38,8	42,1	45,9	52,0	57,8	63,6	67,6	75,9
8. Services .....	112,8	119,8	124,6	132,8	144,5	159,8	183,9	199,8	217,6	235,2
9. Corrections .....	0,6	-3,0	0,3	3,8	-0,1	2,9	-5,4	-9,2	-6,9	-10,9
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché ...</b>	<b>532,3</b>	<b>565,1</b>	<b>599,9</b>	<b>642,6</b>	<b>693,0</b>	<b>776,9</b>	<b>842,1</b>	<b>906,7</b>	<b>967,2</b>	<b>1.027,7</b>
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	5,5	7,5	6,2	5,4	4,9	4,9	6,8	6,8	7,4	8,1
<b>Produit national brut aux prix du marché ...</b>	<b>537,8</b>	<b>572,6</b>	<b>606,1</b>	<b>648,0</b>	<b>697,9</b>	<b>781,8</b>	<b>848,9</b>	<b>913,5</b>	<b>974,6</b>	<b>1.035,8</b>

### I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission des Comptes nationaux.



## I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission des Comptes nationaux.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
<b>1. Consommation privée :</b>										
a) Produits alimentaires .....	105,8	108,2	112,5	119,8	125,1	130,5	138,2	146,9	154,0	159,6
b) Boissons et tabacs .....	28,3	29,1	30,3	31,2	33,2	36,7	39,1	40,5	44,1	46,7
c) Vêtements et autres effets personnels	35,9	38,4	40,6	43,1	47,4	50,8	51,1	54,4	54,8	58,5
d) Loyers, taxes, eau .....	47,5	48,2	49,1	50,2	51,9	55,7	57,0	61,6	64,3	67,0
e) Chauffage et éclairage .....	18,8	19,7	20,4	24,2	27,5	25,3	27,6	28,3	29,9	32,6
f) Articles ménagers durables .....	28,5	32,3	34,9	36,4	40,8	46,4	48,3	51,8	52,7	57,9
g) Entretien de la maison .....	17,4	18,3	19,1	20,6	21,5	23,6	25,7	27,7	29,8	32,2
h) Soins personnels et hygiène .....	21,9	23,5	24,9	27,1	28,8	30,9	38,0	42,2	45,7	51,8
i) Transports et Communications .....	28,9	33,0	34,0	36,1	43,3	48,8	51,8	57,4	61,2	66,8
j) Loisirs .....	30,2	30,6	32,3	33,9	36,2	41,0	44,4	47,3	51,4	54,7
k) Autres dépenses et ajustement statistique	10,3	12,3	12,1	10,4	16,5	18,1	19,7	24,6	26,0	29,9
<i>Total ...</i>	<i>373,5</i>	<i>393,6</i>	<i>410,2</i>	<i>433,0</i>	<i>472,2</i>	<i>507,8</i>	<i>540,9</i>	<i>582,7</i>	<i>613,9</i>	<i>657,7</i>
<b>2. Consommation publique :</b>										
a) Rémunérations et pensions .....	46,3	49,8	51,3	54,8	61,4	66,6	77,1	85,7	93,4	101,2
b) Biens et services .....	17,4	18,2	17,7	21,1	24,9	26,1	27,1	28,8	32,4	38,1
c) Loyer net imputé ou payé .....	2,2	2,3	2,6	2,9	3,3	3,8	4,3	4,5	5,2	5,8
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	1,0	1,0	1,1	1,2	1,3	1,5	1,7	1,8	2,1	2,3
<i>Total ...</i>	<i>66,9</i>	<i>71,3</i>	<i>72,7</i>	<i>80,0</i>	<i>90,9</i>	<i>98,0</i>	<i>110,2</i>	<i>120,8</i>	<i>133,1</i>	<i>147,4</i>
<b>3. Formation intérieure brute de capital :</b>										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	4,2	3,5	4,0	3,9	4,2	4,9	5,3	6,0	5,7	6,6
b) Industries extractives .....	1,9	1,5	2,0	1,5	2,0	2,0	2,0	1,7	1,6	1,9
c) Industries manufacturières .....	18,7	26,4	32,2	37,6	39,0	40,7	46,3	54,3	54,0	50,1
d) Construction .....	2,3	2,6	3,3	5,7	5,6	5,1	5,5	6,5	6,9	6,8
e) Electricité, gaz et eau .....	6,0	4,8	4,6	7,6	6,7	7,8	9,4	11,3	14,3	13,7
f) Commerce, banques, assurances .....	10,1	11,1	12,2	13,0	14,6	15,4	15,7	18,1	18,0	18,5
g) Immeubles d'habitation .....	24,7	29,3	32,2	29,4	29,4	46,6	58,7	56,5	57,4	58,3
h) Transports et communications .....	11,5	12,4	12,6	13,6	14,6	15,4	18,6	20,5	23,4	23,6
i) Pouvoirs publics et enseignement ...	11,8	12,1	13,5	15,6	17,9	23,1	19,7	24,8	29,0	33,7
j) Autres services .....	2,7	2,9	3,2	3,4	3,7	3,9	4,1	4,9	5,4	5,5
k) Variations de stocks .....	4,0	-0,2	4,2	1,5	0,9	11,0	4,4	7,7	2,9	8,8
l) Ajustement statistique .....	-0,7	-0,1	-0,4	-1,2	0,1	0,1	...	1,1	0,9	1,8
<i>Total ...</i>	<i>97,2</i>	<i>106,3</i>	<i>123,6</i>	<i>131,6</i>	<i>138,7</i>	<i>176,0</i>	<i>189,7</i>	<i>213,4</i>	<i>219,5</i>	<i>229,3</i>
<b>4. Exportations nettes de biens et services :</b>										
a) Exportations totales .....	176,3	200,1	216,7	233,6	254,2	295,0	325,7	350,1	376,8	421,0
b) Importations totales .....	176,1	198,7	217,1	230,2	258,1	295,0	317,6	353,5	368,7	419,6
c) Exportations nettes .....	+0,2	+1,4	-0,4	+3,4	-3,9	—	+8,1	-3,4	+8,1	+ 1,4
<b>Produit national brut aux prix du marché ...</b>	<b>537,8</b>	<b>572,6</b>	<b>606,1</b>	<b>648,0</b>	<b>697,9</b>	<b>781,8</b>	<b>848,9</b>	<b>913,5</b>	<b>974,6</b>	<b>1.035,8</b>

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1963, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission des Comptes nationaux.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
<b>1. Consommation privée :</b>										
a) Produits alimentaires .....	89	93	95	98	100	101	100	103	108	110
b) Boissons .....	87	89	92	93	100	106	108	105	110	114
c) Tabac .....	89	93	95	100	100	105	110	114	116	116
d) Vêtements et autres effets personnels .....	80	85	89	93	100	104	102	104	104	107
e) Loyers, taxes, eau .....	96	96	97	99	100	102	102	104	106	108
f) Chauffage et éclairage .....	69	74	77	92	100	90	96	97	101	108
g) Articles ménagers durables .....	72	82	87	91	100	112	115	120	120	130
h) Entretien de la maison .....	92	94	96	100	100	103	104	106	109	111
i) Soins personnels et hygiène ...	82	87	90	96	100	102	109	110	114	126
j) Transports .....	70	77	79	84	100	110	117	122	128	140
k) Communications P.T.T. ....	81	83	87	93	100	108	114	123	132	141
l) Loisirs .....	89	89	93	96	100	105	110	113	117	121
<i>Total ...</i>	<i>84</i>	<i>89</i>	<i>91</i>	<i>95</i>	<i>100</i>	<i>104</i>	<i>106</i>	<i>110</i>	<i>112</i>	<i>118</i>
<b>2. Consommation publique :</b>										
a) Rémunérations et pensions .....	79	83	86	91	100	105	114	119	125	129
b) Biens et services .....	73	76	74	86	100	102	103	107	117	135
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	71	74	80	90	100	109	117	119	131	141
<i>Total ...</i>	<i>77</i>	<i>81</i>	<i>82</i>	<i>90</i>	<i>100</i>	<i>104</i>	<i>111</i>	<i>116</i>	<i>122</i>	<i>131</i>
<b>3. Formation intérieure brute de capital :</b>										
a) Agriculture, sylviculture et pêche	111	93	104	97	100	110	116	126	115	124
b) Industries extractives .....	105	86	113	81	100	96	93	78	70	84
c) Industries manufacturières .....	52	73	89	100	100	99	110	126	123	113
d) Construction .....	44	48	62	105	100	89	94	109	116	114
e) Electricité, gaz et eau .....	99	80	75	119	100	108	126	147	180	169
f) Commerce, banques, assurances	75	82	90	93	100	99	97	110	106	107
g) Immeubles d'habitation .....	99	117	125	107	100	146	171	155	146	143
h) Transports et communications .	83	89	90	96	100	101	118	125	137	135
i) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement) .....	82	75	77	84	100	139	98	115	137	162
j) Enseignement .....	64	76	94	105	100	88	99	122	115	118
k) Autres services .....	80	84	94	96	100	99	99	117	125	126
<i>Total ...</i>	<i>79</i>	<i>86</i>	<i>98</i>	<i>101</i>	<i>100</i>	<i>119</i>	<i>123</i>	<i>134</i>	<i>132</i>	<i>134</i>
<b>4. Exportations nettes de biens et services :</b>										
a) Exportations totales .....	73	80	87	93	100	111	120	124	133	148
b) Importations totales .....	74	83	89	93	100	111	118	128	132	149
<b>Produit national brut aux prix du marché (prix de 1963) .....</b>	<b>81,8</b>	<b>86,2</b>	<b>90,4</b>	<b>95,5</b>	<b>100,0</b>	<b>106,9</b>	<b>110,6</b>	<b>113,7</b>	<b>117,6</b>	<b>122,1</b>

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1961. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution de la population active belge pour la période 1948-1960 ».*  
 Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S., juillet-août 1968, p. 704. — Séries statistiques de Bruxelles (D.U.L.B.E.A.). — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — International Financial Statistics (F.M.I.). — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Accounts Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960. — Bulletin général de statistiques de l'Office Statistique des Communautés européennes.*

## II. — EMPLOI ET CHOMAGE

### 1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100 <sup>1</sup>

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construc- tion
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques				Textiles (sans confection)		
					Fabrications de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques	Construction de matériel de transport			
1963 .....	104,0	60,1	107,8	105,7	119,5	131,5	113,1	100,6	99,1	108,9	
1964 .....	108,2	61,2	111,0	107,4	122,0	134,4	123,1	104,5	98,7	117,5	
1965 .....	105,8	57,2	109,6	107,0	117,6	138,3	129,1	105,2	93,6	112,9	
1966 .....	104,5	48,6	109,7	101,5	121,0	135,3	116,6	108,3	98,0	111,2	
1967 .....	102,1	43,9	106,4	93,3	119,2	129,3	109,2	105,3	95,6	113,0	
1968 .....	99,5	39,5	104,5	91,9	112,6	127,0	109,4	104,7	92,0	108,3	
1967 2 <sup>e</sup> trimestre .	102,6	44,7	106,4	93,6	117,9	127,8	110,1	106,6	95,7	114,7	
3 <sup>e</sup> trimestre .	102,2	43,2	105,7	91,8	118,0	127,3	108,8	105,1	92,0	117,2	
4 <sup>e</sup> trimestre .	100,9	42,0	105,2	92,4	118,4	127,4	108,3	101,3	93,7	112,3	
1968 1 <sup>er</sup> trimestre .	97,6	40,8	103,2	91,0	114,5	124,8	106,1	101,4	92,7	102,1	
2 <sup>e</sup> trimestre .	98,9	40,0	103,2	91,4	111,4	125,7	107,1	102,7	91,6	109,3	
3 <sup>e</sup> trimestre .	100,5	38,8	104,7	91,7	111,4	127,3	109,2	106,3	91,8	112,5	
4 <sup>e</sup> trimestre .	100,7	38,0	106,0	93,7	113,1	129,9	115,0	108,6	91,9	109,4	
1967 Août .....	102,0	43,1	105,6	92,3	117,6	127,7	108,5	104,8	90,6	117,6	
Septembre ...	102,6	42,7	105,6	91,4	118,9	126,9	108,9	104,5	90,7	119,6	
Octobre .....	101,9	42,3	105,6	92,8	117,9	127,9	109,1	98,9	93,7	116,6	
Novembre ....	101,6	42,0	105,4	92,4	120,0	126,9	108,1	102,3	94,0	115,4	
Décembre ....	99,2	41,7	104,7	92,0	117,4	127,3	107,7	102,6	93,5	105,0	
1968 Janvier .....	97,5	41,2	103,7	91,4	116,0	125,4	106,0	101,9	93,0	99,3	
Février .....	97,4	40,8	102,9	90,9	113,7	125,0	105,6	100,7	92,6	101,9	
Mars .....	98,0	40,5	103,0	90,8	113,9	123,9	106,6	101,5	92,6	105,0	
Avril .....	98,5	40,3	102,9	91,2	112,2	125,5	106,7	100,7	91,8	107,9	
Mai .....	98,9	40,0	103,3	91,3	111,4	125,1	107,6	103,1	91,6	108,5	
Juin .....	99,4	39,8	103,5	91,7	110,7	126,6	107,3	104,2	91,5	111,5	
Juillet .....	99,7	39,4	103,9	91,5	111,1	127,0	106,7	105,1	91,1	110,8	
Août .....	100,4	39,0	104,5	91,6	110,8	125,5	108,8	106,6	91,8	113,2	
Septembre ...	101,3	38,1	105,7	91,9	112,4	129,4	112,0	107,1	92,5	113,6	
Octobre .....	101,3	38,1	106,1	94,1	113,5	129,8	113,0	108,7	91,3	112,0	
Novembre ....	100,8	37,9	106,0	94,0	112,8	130,0	115,5	108,2	91,8	109,9	
Décembre ....	100,1	38,1	105,9	92,9	113,1	130,0	116,5	108,9	92,6	106,2	

<sup>1</sup> Indices sur base originale 1964 = 100 convertis en indices base 1958 = 100.

II - 2. — DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI <sup>1</sup>

(milliers d'unités)

Source : Office National de l'Emploi.

	Demandes d'emploi						Offres d'emploi		
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues <sup>2</sup>	en suspens
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus		
	ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus							
1962 .....	22,7		48,2	70,9	6,7	3,6		18,9	15,0
1963 .....	17,1		42,0	59,1	6,1	3,7		15,9	17,1
1964 .....	13,4		37,0	50,4	6,3	4,1		13,9	13,1
1965 .....	19,5		35,9	55,4	6,9	6,5		13,7	8,4
1966 .....	2,5	23,1	35,9	61,5	6,6	2,4	5,7	13,3	7,5
1967 .....	5,2	41,2	38,9	85,3	6,7	2,8	6,3	11,9	4,4
1968 .....	5,2	53,4	44,1	102,7	7,0	2,6	6,4	13,4	4,9
1969 .....	2,8	36,2	46,3	85,3	5,9	1,3	4,6	16,0	11,6
1968 3 <sup>e</sup> trimestre .....	3,9	46,8	43,9	94,6	7,9	3,6	6,0	12,9	5,4
4 <sup>e</sup> trimestre .....	5,8	50,7	45,9	102,4	6,7	3,0	6,6	13,0	5,6
1969 1 <sup>er</sup> trimestre .....	3,9	53,2	47,1	104,2	5,6	1,3	5,7	16,6	7,3
2 <sup>e</sup> trimestre .....	2,0	36,1	45,4	83,5	6,9	0,9	4,0	18,4	12,0
3 <sup>e</sup> trimestre .....	1,8	27,7	46,1	75,6	7,2	1,6	4,1	15,0	13,9
4 <sup>e</sup> trimestre .....	3,3	28,0	46,7	78,0	6,2	1,5	4,3	14,1	13,2
1970 1 <sup>er</sup> trimestre .....	2,1	29,1	47,1	78,2	5,3	0,9	4,4	22,9 <sup>3</sup>	23,3 <sup>3</sup>
1969 Mars .....	3,0	47,3	46,3	96,6	5,9	1,0	5,1	18,7	8,3
Avril .....	2,5	42,3	45,6	90,4	6,6	0,9	4,3	18,9	9,8
Mai .....	1,9	36,4	45,5	83,8	7,0	0,8	4,2	17,8	11,8
Juin .....	1,5	29,6	45,3	76,4	7,2	1,0	3,6	18,5	14,5
Juillet .....	1,7	29,8	46,0	77,5	7,3	1,3	3,7	11,0	12,3
Août .....	1,6	26,7	46,1	74,4	7,2	1,7	4,0	14,4	13,6
Septembre .....	2,1	26,5	46,4	75,0	7,1	1,8	4,5	19,5	15,8
Octobre .....	2,9	26,4	46,0	75,3	6,9	1,7	4,5	17,2	14,9
Novembre .....	3,0	27,2	46,6	76,8	6,4	1,5	4,4	12,8	12,5
Décembre .....	4,1	30,3	47,6	82,0	5,4	1,3	4,1	12,2	12,2
1970 Janvier .....	2,2	30,4	47,2	79,8	5,1	0,9	4,4	26,7 <sup>3</sup>	20,4 <sup>3</sup>
Février .....	2,2	29,7	47,3	79,2	5,2	0,9	4,5	20,4	23,5
Mars .....	1,8	27,1	46,8	75,7	5,7	0,9	4,4	21,6	26,1

<sup>1</sup> Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

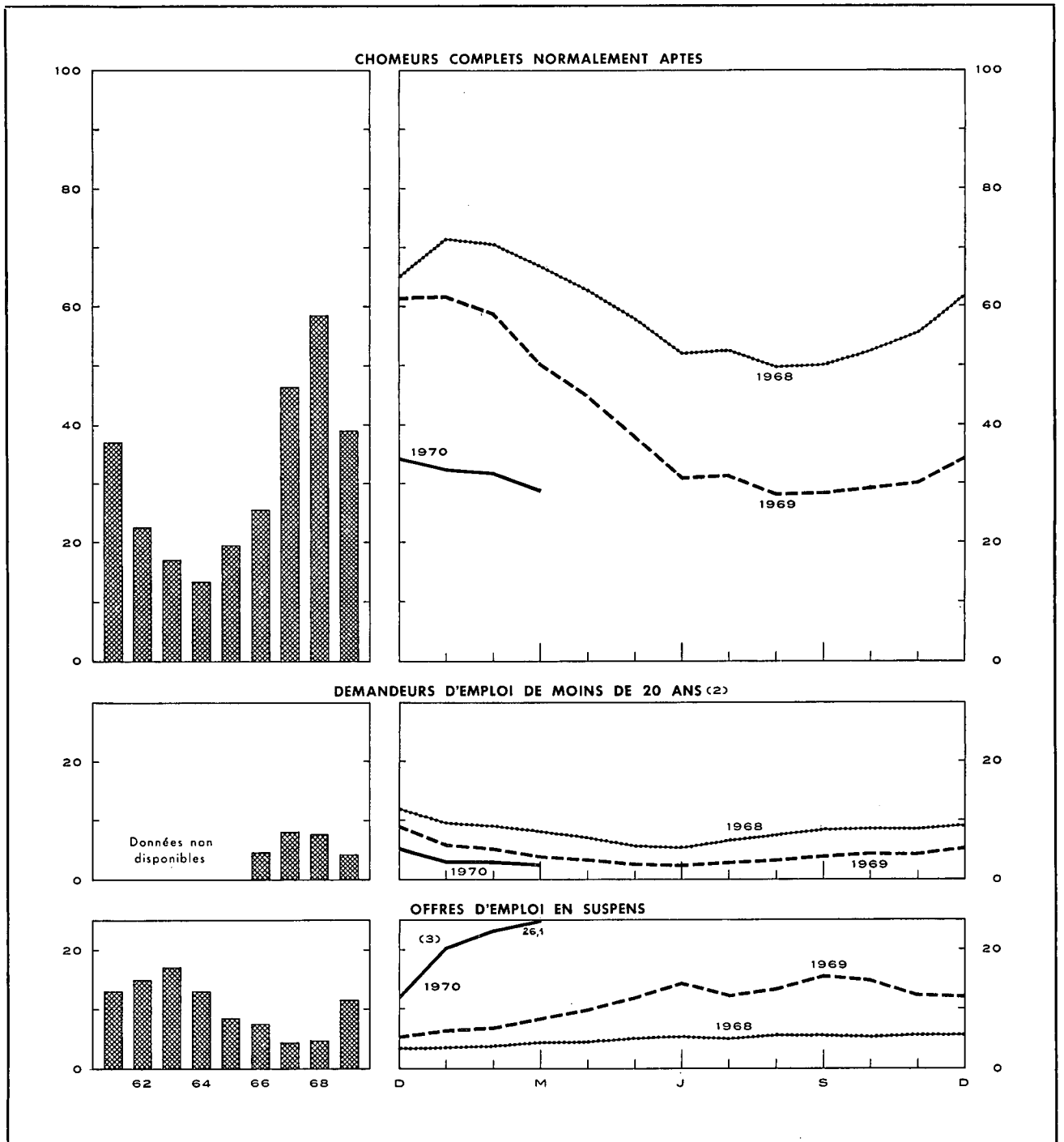
<sup>2</sup> Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

<sup>3</sup> Entrée en vigueur le 1-1-1970 de l'arrêté royal du 5-12-1969 relatif à la déclaration de licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'Office national de l'Emploi tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

## II - 2. — DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI <sup>1</sup>

(milliers d'unités)

Source : Office National de l'Emploi.



<sup>1</sup> Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

<sup>2</sup> Chômeurs complets normalement aptes et demandeurs d'emploi libres inoccupés.

<sup>3</sup> Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1970 de l'arrêté royal du 5 décembre 1969 relatif à la déclaration de licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'Office national de l'Emploi tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

### III. — AGRICULTURE ET PECHE

#### 1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
<b>Superficie cultivée <sup>1</sup></b> (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables .....	256	252	246	262	266	247	232	235	227
dont : froment .....	206	209	200	216	227	212	199	203	199
seigle .....	44	39	41	42	34	30	27	27	22
Céréales non panifiables .....	263	260	255	239	254	260	259	251	250
Plantes industrielles .....	92	93	94	106	95	92	95	107	109
Plantes racines et tuberculifères .....	120	116	114	103	98	98	99	90	86
Légumes cultivés pour la graine .....	11	10	10	11	10	9	8	8	8
Prés et prairies .....	821	829	825	815	810	810	810	807	804
Divers .....	136	129	135	129	119	124	123	116	121
Total ...	1.699	1.689	1.679	1.665	1.652	1.640	1.626	1.614	1.605
<b>Production végétale</b> (milliers de tonnes)									
Froment .....	722	835	759	900	854	650	828	839	p 761
Autres céréales .....	1.011	1.083	1.039	1.064	962	896	1.129	1.033	p 973
Betteraves sucrières .....	2.969	2.079	2.200	3.515	2.748	2.858	3.615	4.108	p 4.217
Lin (graines et paille) .....	196	231	240	283	190	167	105	108	p 112
Chicorée à café .....	60	37	47	68	46	29	32	40	p 44
Pommes de terre .....	1.789	1.872	1.530	1.755	1.419	1.475	1.943	1.566	p 1.478
<b>Nombre d'animaux <sup>1</sup></b> (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles .....	148	141	132	120	108	95	86	86	81
Total des bovidés .....	2.728	2.832	2.805	2.663	2.731	2.773	2.759	2.805	2.844
dont : vaches laitières .....	1.025	1.051	1.044	999	1.010	1.019	1.029	1.067	1.076
Porcs .....	1.772	2.053	1.795	1.833	1.847	1.971	2.323	2.502	2.803
<b>Production animale</b>									
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres) .....	1.538	1.630	1.644	1.712	1.953	2.199	2.403	2.585	2.475
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes) .....	429	462	458	429	461	500	548	586	608

<sup>1</sup> Recensement au 15 mai de chaque année.

#### III - 2. — PECHE MARITIME

##### Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Aiglefin .....	285	300	221	281	233	141	130	136	361
Cabillaud .....	698	868	728	630	1.124	1.052	1.322	1.695	1.176
Plie .....	291	346	424	322	294	442	516	450	376
Sole .....	314	347	631	201	263	329	412	356	309
Raie .....	328	310	298	319	280	182	178	219	220
Hareng .....	409	273	153	134	112	61	30	11	38
Crevettes .....	80	48	76	75	72	80	104	80	114

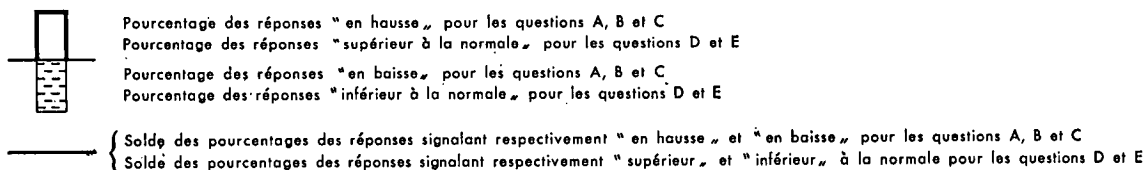
Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Statistiques agricoles (I.N.S.). — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistiques agricoles (F.A.O.).



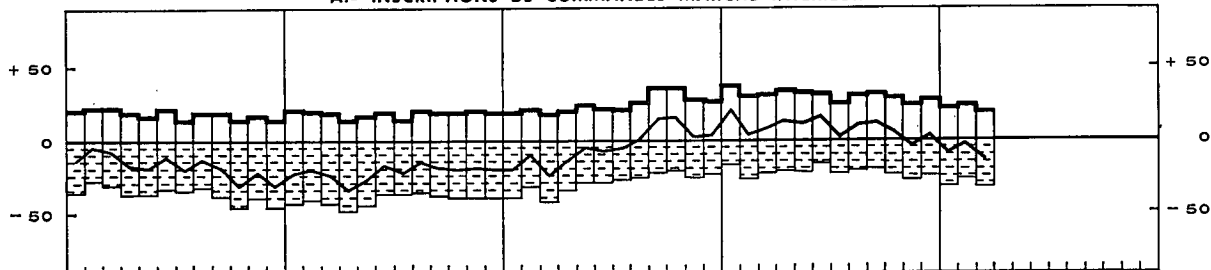
## IV. — INDUSTRIE

### IV - 0. — RESULTATS DES ENQUETES DE LA CONJONCTURE <sup>1</sup>

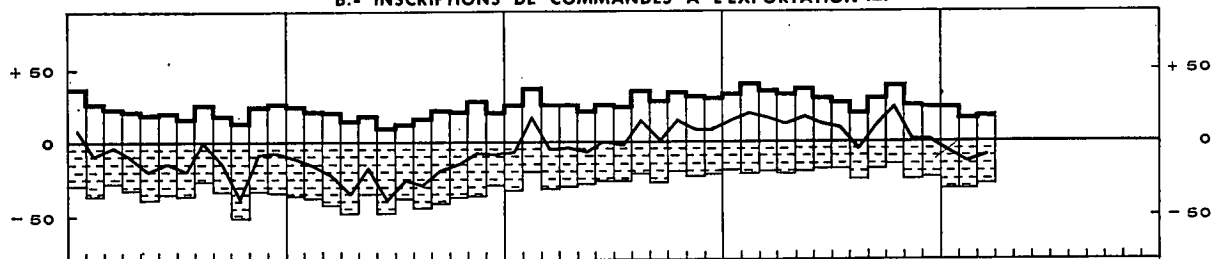
Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir — Métaux non ferreux



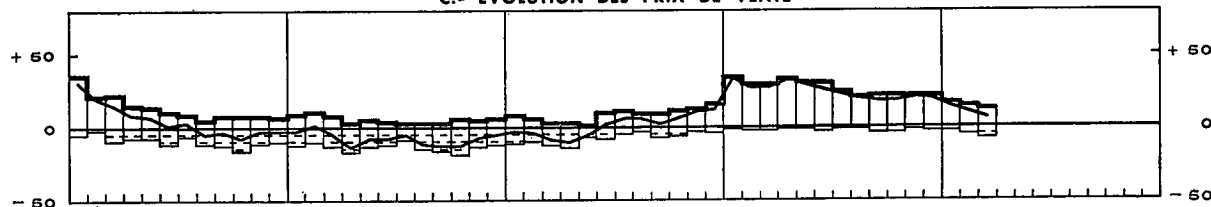
**A.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (2)**



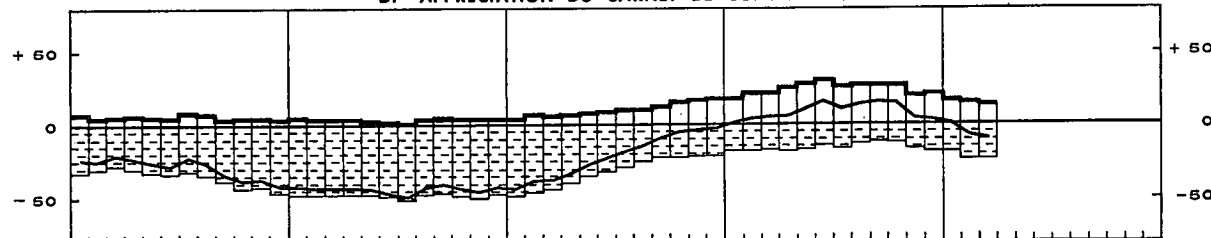
**B.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (2)**



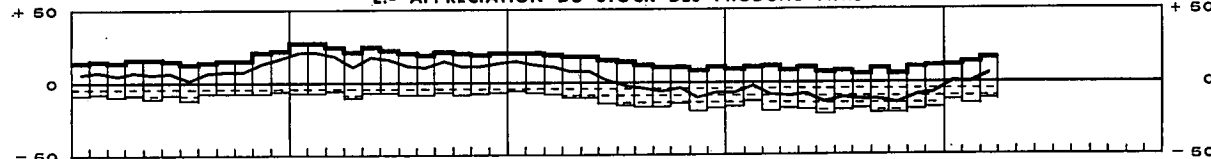
**C.- EVOLUTION DES PRIX DE VENTE**



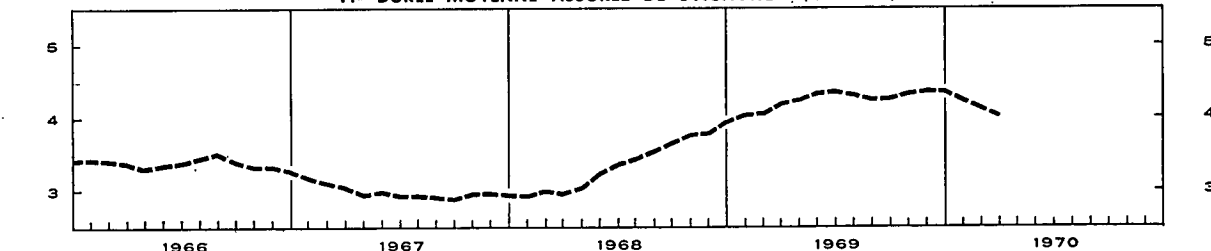
**D.- APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES**



**E.- APPRECIATION DU STOCK DES PRODUITS FINIS**



**F.- DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (en mois)**



<sup>1</sup> Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à E la variation par rapport au mois précédent.  
<sup>2</sup> Mouvements saisonniers éliminés.

## IV - 1. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Indices non désaisonnalisés				Mouvement trend-cyclique
	Source : I.N.S.		Source : « Centre de Recherches économi- ques » de Louvain 1	Source : Agéfi 2	Source : I.N.S.
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général *	Indice général	Indice général *
1964 .....	144	153	139	147	144
1965 .....	147	157	144	149	147
1966 .....	150	162	148	150	150
1967 .....	152	165	149	152	153
1968 .....	161	176	161	166	162
1969 ..... p	178	195	180	180	178
1968 3 <sup>e</sup> trimestre .....	154	168	151	161	164
4 <sup>e</sup> trimestre .....	173	190	173	175	168
1969 1 <sup>er</sup> trimestre .....	p 173	p 189	p 174	175	p 173
2 <sup>e</sup> trimestre .....	p 179	p 195	p 187	180	p 177
3 <sup>e</sup> trimestre .....	p 167	p 183	p 167	177	p 180
4 <sup>e</sup> trimestre ..... p	192	211	191	188	184
1970 1 <sup>er</sup> trimestre .....				p 176	
1969 Mars .....	p 180	p 197	p 176	182	p 174
Avril .....	p 181	p 198	p 188	178	p 175
Mai .....	p 172	p 188	p 186	178	p 177
Juin .....	p 183	p 200	p 189	183	p 178
Juillet .....	p 147	p 161	p 150	168	p 179
Août .....	p 164	p 180	p 162	180	p 180
Septembre .....	p 191	p 209	p 189	185	p 182
Octobre ..... p	206	226	192	196	183
Novembre ..... p	183	202	195	183	184
Décembre ..... p	187	206	186	185	185
1970 Janvier .....	p 181	199	176 <sup>3</sup>	176	187
Février .....	p 181	197		170	189
Mars .....				183 <sup>3</sup>	

\* Non compris la construction.

1 Indices sur base originale 1961 convertis en indices base 1958 = 100.

2 Indices sur base originale 1953 convertis en indices base 1958 = 100.

3 Prévisions.

## IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1958 = 100

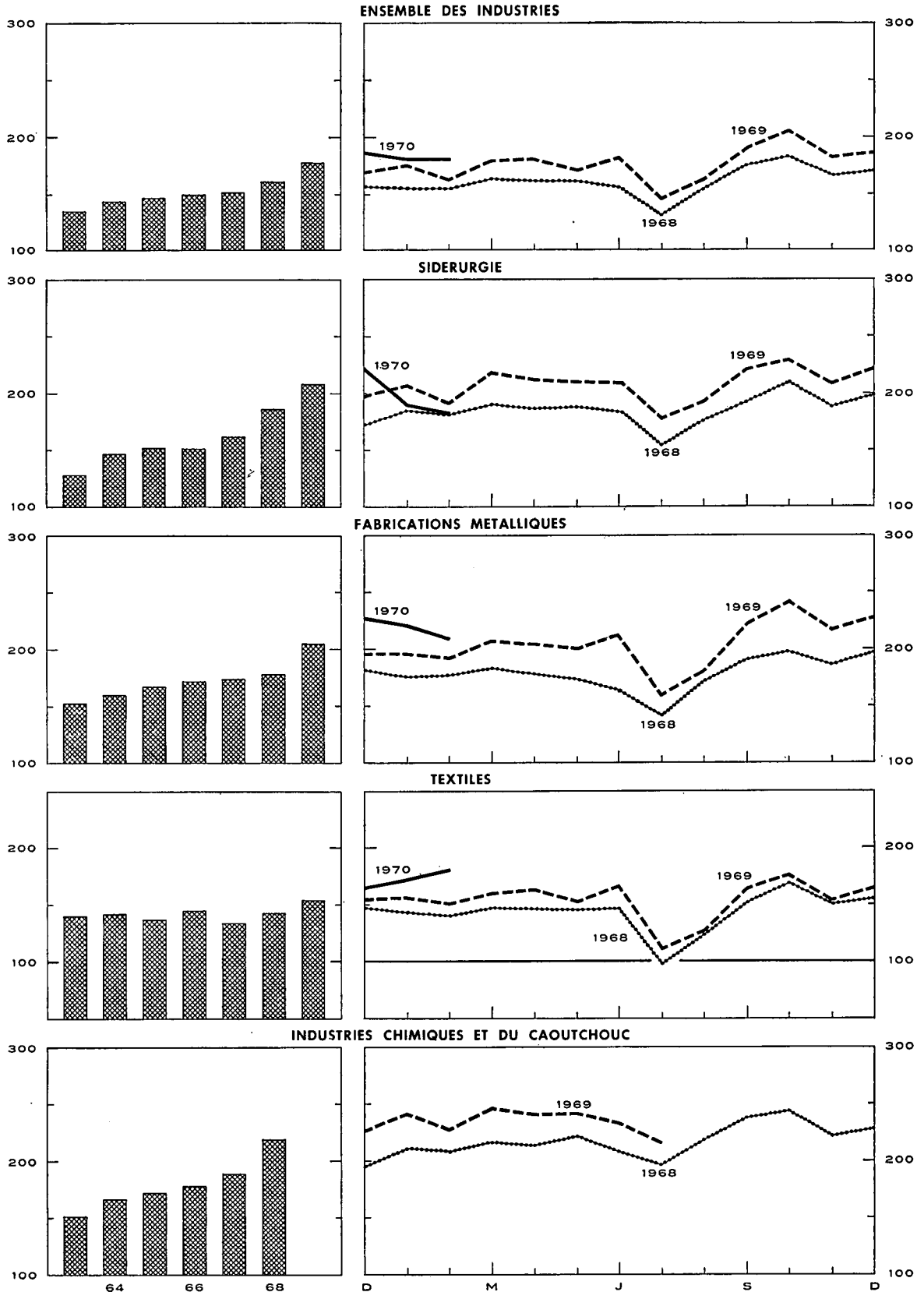
Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries extractives	Industries manufacturières											Raffineries de pétrole	
			Indice général	dont :								Industrie chimique et industrie du caoutchouc	dont : Trans- formation des matières plastiques (1962 = 100)		
				Industries prod. minéraux non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles						Total
									Total	Fila- ture	Tissage				
1964 .....	144	92	153	151	147	162	160	127	142	135	146	153	166	148	206
1965 .....	147	85	157	147	152	175	167	127	138	132	137	154	172	178	241
1966 .....	150	76	162	148	151	177	172	134	145	135	149	161	178	213	256
1967 .....	152	73	165	149	162	171	174	142	134	121	141	150	189	270	267
1968 .....	161	67	176	150	186	187	178	145	143	134	150	153	219	321	355
1969 ..... p	178	62	195	161	209	192	205	153	154	142	164	163			441
1968 3 <sup>e</sup> trimestre .....	154	60	168	149	174	178	168	147	125	114	133	133	218	311	386
4 <sup>e</sup> trimestre .....	173	66	190	157	199	199	193	158	158	147	169	165	231	350	405
1969 1 <sup>er</sup> trimestre .....	p 173	64	p 189	141	206	191	p 198	134	156	145	164	167	p239	370	434
2 <sup>e</sup> trimestre .....	p 179	65	p 195	170	211	190	p 204	149	162	148	170	173	p239	392	437
3 <sup>e</sup> trimestre .....	p 167	55	p 183	163	198	184	p 188	158	134	121	145	144		363	440
4 <sup>e</sup> trimestre ..... p	192	62	211	171	221	204	229	170	165	153	177	168			453
1969 Février .....	p 164	58	p 179	125	192	184	p 193	126	151	139	160	163	p227	343	403
Mars .....	p 180	65	p 197	161	219	192	p 205	136	161	148	166	181	p247	390	439
Avril .....	p 181	67	p 198	166	213	187	p 205	146	164	149	171	181	p241	389	426
Mai .....	p 172	61	p 188	172	211	185	p 195	143	152	137	163	166	p242	380	433
Juin .....	p 183	67	p 200	172	210	197	p 213	158	169	159	175	172	p234	406	452
Juillet .....	p 147	45	p 161	152	179	162	p 160	160	110	91	142	100	p216	310	435
Août .....	p 164	55	p 180	162	194	182	p 181	158	127	121	119	155		341	448
Septembre .....	p 191	65	p 209	174	222	207	p 223	156	164	152	175	176		439	435
Octobre .....	p 206	68	p 226	184	230	212	p 242	189	176	160	188	189			450
Novembre .....	p 183	p 60	p 202	169	210	190	p 218	166	154	142	163	155			434
Décembre ..... p	187	58	206	160	223	209	228	156	165	158	176	159			474
1970 Janvier .....	p 181	35	199	153	190	208	222	139	172	145	222	147			393
Février .....	p 181	48	197	153	183	229	210	141	181	148	224	156			392

\* Non compris la construction.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1958 = 100



### IV - 3. — ENERGIE

Sources : Administration des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Energie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (3), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille crue 1	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(milliers de tonnes)				(kg)	(millions kWh)	(milliers ton.)	(millions de m <sup>3</sup> )	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1964 .....	1.775	1.489	407	2.502	1.154	1.623	1.112	106	240
1965 .....	1.649	2.419	422	2.393	1.212	1.697	1.300	107	268
1966 .....	1.458	3.046	417	2.188	1.270	1.793	1.383	97	268
1967 .....	1.369	2.644	364	2.140	1.336	1.884	1.440	98	296
1968 .....	1.234	1.735	464	2.242	1.418	2.088	1.913	103	404
1969 .....	1.099	631			1.507	2.303	2.379		
1968 3 <sup>e</sup> trimestre .....	1.075	2.218	442	2.077	1.391	1.923	2.083	100	334
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1.204	1.735	464	2.354	1.458	2.323	2.189	104	445
1969 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.219	1.578	455	2.267	1.472	2.334	2.342	103	625
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.145	1.381	482	2.267	1.489	2.164	2.358	105	543
3 <sup>e</sup> trimestre .....	951	1.069	437	1.990	1.503	2.090	2.372		
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1.085	631			1.567	2.621	2.443		
1970 1 <sup>er</sup> trimestre .....	p 784 <sup>2</sup>	p 512			p 1.408 <sup>2</sup>				
1969 Mars .....	1.196	1.578	482	2.252	1.481	2.356	2.371	110	657
Avril .....	1.192	1.527	443	2.255	1.492	2.216	2.298	101	550
Mai .....	1.065	1.405	493	2.256	1.471	2.136	2.339	106	560
Juin .....	1.178	1.381	511	2.289	1.504	2.141	2.438	108	520
Juillet .....	813	1.248	431	1.877	1.484	1.940	2.345	107	597
Août .....	926	1.134	397	1.962	1.489	2.052	2.421	114	542
Septembre .....	1.115	1.069	483	2.132	1.536	2.278	2.351		
Octobre .....	1.181	974	568	2.396	1.542	2.531	2.428		
Novembre .....	1.024	809	474	2.239	1.552	2.548	2.344		
Décembre .....	1.050	631			1.607	2.785	2.556		
1970 Janvier .....	477 <sup>2</sup>	554			1.218 <sup>2</sup>	2.607			
Février .....	p 735 <sup>2</sup>	p 513			p 1.419 <sup>2</sup>	2.393			
Mars .....	p 1.139	p 512			p 1.588				

1 Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,3 tonne de coke ou 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

2 Grèves.

### IV - 4. — METALLURGIE

Sources : Institut National de Statistique [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	
1964 .....	728	536	6,29	5,20	11,49	11,84
1965 .....	764	559	6,58	6,02	12,60	12,76
1966 .....	743	572	6,90	6,59	13,49	13,43
1967 .....	810	626	6,72	6,70	13,42	13,69
1968 .....	964	722	7,35	8,60	15,95	14,67
1969 .....	1.070	819	p 8,55	p 11,50	p 20,05	p 18,08
1968 3 <sup>e</sup> trimestre .....	914	658	6,86	8,07	14,93	12,99
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1.033	777	8,41	9,98	18,39	16,67
1969 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.038	824	8,62	11,32	19,94	16,43
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.079	834	8,67	11,37	20,04	18,92
3 <sup>e</sup> trimestre .....	1.030	744	p 7,99	p 9,92	p 17,91	p 16,33
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1.131	874	p 8,92	p 13,40	p 22,32	p 20,64
1970 1 <sup>er</sup> trimestre .....	p 1.007					
1969 Mars .....	1.117	857	8,11	10,76	18,87	17,44
Avril .....	1.086	844	8,43	11,55	19,98	18,67
Mai .....	1.077	825	8,18	10,96	19,14	17,58
Juin .....	1.076	833	9,40	11,61	21,01	20,50
Juillet .....	955	652	p 7,11	p 8,03	p 15,14	p 14,72
Août .....	1.014	705	p 7,87	p 8,90	p 16,77	p 14,07
Septembre .....	1.120	876	p 9,00	p 12,82	p 21,82	p 20,19
Octobre .....	1.174	919	p 8,90	p 13,97	p 22,86	p 21,51
Novembre .....	1.089	821	p 8,32	p 11,55	p 19,87	p 18,20
Décembre .....	1.132	882	p 9,55	p 14,69	p 24,24	p 22,20
1970 Janvier .....	p 962	844				
Février .....	p 927					
Mars .....	1.133 <sup>1</sup>					

1 Estimations de l'Agéfi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		Constructions nouvelles et reconstructions totales	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		Constructions nouvelles et transformations
	Nombre	Volume à construire (milliers de m <sup>3</sup> )	Nombre	Volume à construire (milliers de m <sup>3</sup> )		Nombre	Volume à construire (milliers de m <sup>3</sup> )	Nombre	Volume à construire (milliers de m <sup>3</sup> )	
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	33.045	3.036	8.661	3.135	4.951	5.286
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.129	3.151	11.805	3.567	6.360	5.407
1961	44.552	31.603	10.436	1.406	35.233	3.498	12.785	3.958	7.071	5.975
1962	38.530	27.818	9.888	1.617	31.446	4.957	16.545	2.960	5.399	5.244
1963	38.686	28.020	12.408	1.480	27.693	6.016	20.797	3.417	4.602	5.179
1964	44.235	34.575	14.827	1.728	35.751	6.583	20.661	3.969	5.466	7.741
1965	39.254	31.001	17.067	1.996	39.780	6.562	24.421	4.301	6.442	12.074
1966	41.725	36.282	18.937	2.107	34.586	8.692	25.151	4.264	6.320	10.596
1967	37.335	33.281	17.954	1.994	34.071	8.569	25.846	4.094	5.353	9.663
1968	37.704	31.179			28.874 <sup>2</sup>		1		1	8.525 <sup>2</sup>

<sup>1</sup> En 1968, le volume à construire pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève à 23.931 milliers de m<sup>3</sup>.

<sup>2</sup> Depuis 1968, nombre de bâtiments commencés.

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation 1		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation 2	
	Autorisations de bâtir accordées (nombre)	Bâtiments commencés (nombre)	Autorisations de bâtir accordées (nombre)	Bâtiments commencés (nombre)
1968 1 <sup>er</sup> trimestre	2.979	1.491	775	449
2 <sup>e</sup> trimestre	3.301	2.842	1.038	716
3 <sup>e</sup> trimestre	3.011	2.809	1.030	824
4 <sup>e</sup> trimestre	3.277	2.482	990	853
1969 1 <sup>er</sup> trimestre	3.375	1.942	1.018	702
2 <sup>e</sup> trimestre	4.539	3.776	1.499	1.072
3 <sup>e</sup> trimestre	4.010	3.728	1.497	1.197
1968 Novembre	2.868	2.359	917	837
Décembre	3.278	1.442	1.011	542
1969 Janvier	2.610	1.627	789	544
Février	3.637	1.239	980	554
Mars	3.877	2.959	1.285	1.009
Avril	4.672	3.862	1.487	1.070
Mai	4.172	3.943	1.367	1.116
Juin	4.772	3.522	1.644	1.030
Juillet	4.574	3.108	1.698	1.022
Août	3.720	4.071	1.466	1.324
Septembre	3.735	4.006	1.327	1.244
Octobre	3.183	3.633	1.321	1.228
Novembre	2.697	2.253	962	892

<sup>1</sup> Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

<sup>2</sup> Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

### IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustés pour variations saisonnières)

Base 1963 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale <sup>1</sup>		
	1967	1968	% variat. *	1967	1968	% variat. *	1967	1968	% variat. *
1 <sup>er</sup> trimestre .....	117	125	+ 6,8	112	117	+ 3,7	112	120	+ 7,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	116	122	+ 5,2	113	119	+ 5,1	111	127	+ 14,4
3 <sup>e</sup> trimestre .....	119	131	+10,1	114	121	+ 6,7	114	129	+ 13,2
4 <sup>e</sup> trimestre .....	123	137	+11,4	115	125	+ 8,4	120	135	+ 12,5
	1968	1969		1968	1969		1968	1969	
1 <sup>er</sup> trimestre .....	125	140	+12,0	117	128	+ 9,9	120	140	+ 16,7
2 <sup>e</sup> trimestre .....	122	144	+18,0	119	131	+ 10,4	127	144	+ 13,4
3 <sup>e</sup> trimestre .....	131	144	+ 9,9	121	134	+ 10,0	129	143	+ 10,9
4 <sup>e</sup> trimestre .....	137	145	+ 5,8	125	137	+ 9,5	135	150	+ 11,1
	France			Italie			Pays-Bas		
	1967	1968	% variat. *	1967	1968	% variat. *	1967	1968	% variat. *
1 <sup>er</sup> trimestre .....	119	127	+ 6,7	126	133	+ 5,6	125	137	+ 9,6
2 <sup>e</sup> trimestre .....	118	108	- 8,5	128	135	+ 5,5	126	141	+ 11,9
3 <sup>e</sup> trimestre .....	121	132	+ 9,1	127	136	+ 7,1	130	145	+ 11,5
4 <sup>e</sup> trimestre .....	123	138	+12,2	131	141	+ 7,6	133	150	+ 12,8
	1968	1969		1968	1969		1968	1969	
1 <sup>er</sup> trimestre .....	127	139	+ 9,4	133	143	+ 7,5	137	154	+ 12,4
2 <sup>e</sup> trimestre .....	108	142	+31,5	135	145	+ 7,4	141	158	+ 12,1
3 <sup>e</sup> trimestre .....	132	143	+ 8,3	136	143	+ 5,1	145	163	+ 12,4
4 <sup>e</sup> trimestre .....	138	145	+ 5,1	141	130	- 7,8	150	168	+ 12,0

\* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

<sup>1</sup> Y compris Berlin-Ouest.

**Références bibliographiques :** *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique.* — *Revue du Travail.* — « *Centre de Recherches économiques* » de Louvain. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimétal.* — *Bulletin statistique mensuel de Fédéchar.* — *Bulletin du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energie.* — *Figaz*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière.* — *La Construction.* — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.).

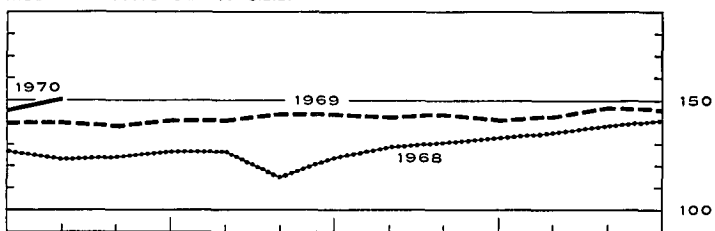
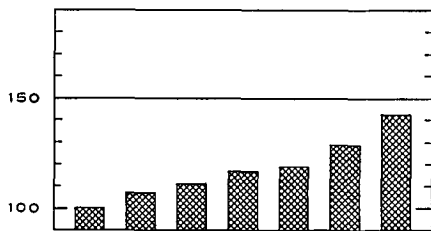
IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE  
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

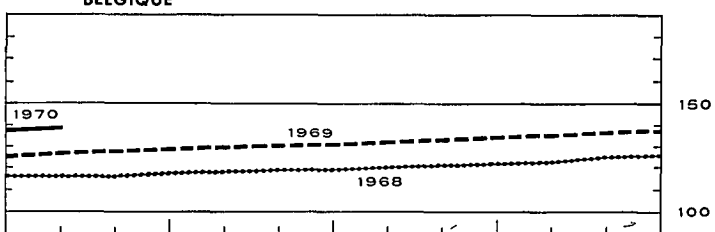
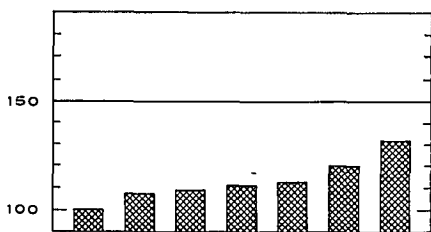
Base 1963 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)

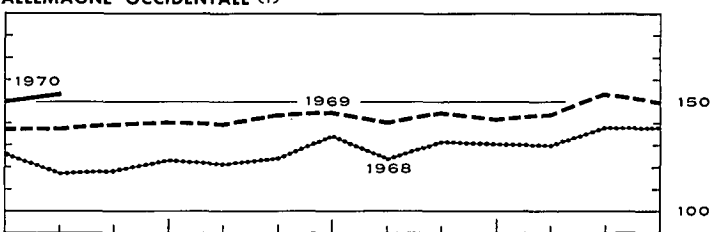
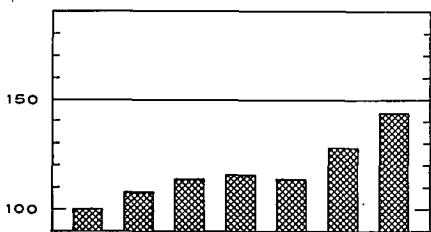
ENSEMBLE DES PAYS DE LA C.E.E.



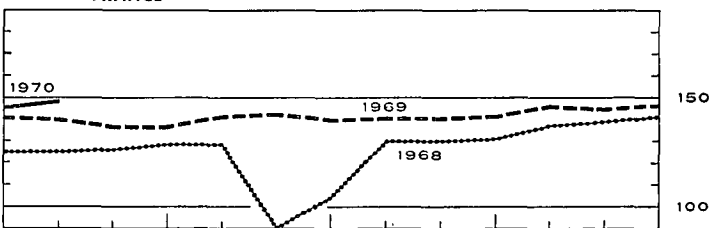
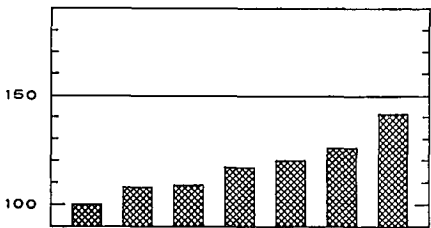
BELGIQUE



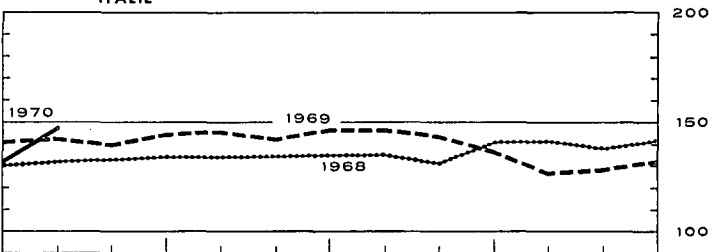
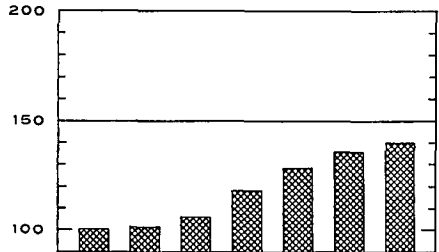
ALLEMAGNE OCCIDENTALE (1)



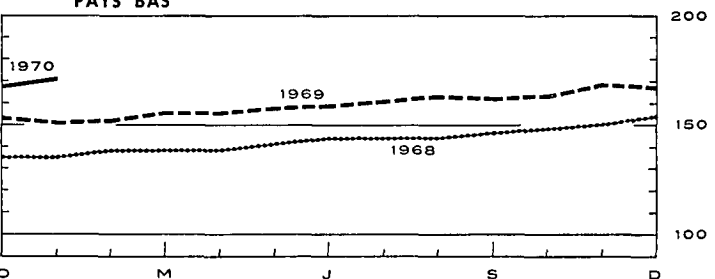
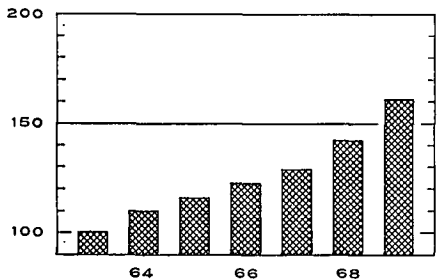
FRANCE



ITALIE



PAYS BAS



1 A partir de 1963, y compris Berlin-Ouest.

## V. — SERVICES

### 1. — TRANSPORTS

#### a. — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2 (milliers)	SABENA		
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			dont :		Trafic payant aérien régulier		
		Nombre de voyageurs- km (millions)	Nombre de tonnes-km productives 1 (milliers de tonnes)	Tonnage total	combustibles et huiles minérales		minerais	(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
1963 .....	751	569	5.444	2.212	1.151	171	112,2	13,8	
1964 .....	753	577	5.549	2.030	1.291	154	135,5	16,5	
1965 .....	748	563	5.323	1.867	1.274	124	148,8	18,8	
1966 .....	726	519	4.943	1.650	1.222	114	137,8	18,4	
1967 .....	711	507	4.952	1.576	1.259	73	162,8	22,8	
1968 .....	681	556	5.273	1.621	1.321	35	164,7	25,3	
1969 .....						37			
1968 2 <sup>e</sup> trimestre .....	689	518	5.014	1.564	1.235	36	174,3	25,7	
3 <sup>e</sup> trimestre .....	660	521	4.947	1.466	1.270	39	256,2	33,2	
4 <sup>e</sup> trimestre .....	692	648	5.984	1.890	1.429	34	128,8	24,3	
1969 1 <sup>er</sup> trimestre .....	p 674	585	5.513	1.643	1.377	36	166,3	26,6	
2 <sup>e</sup> trimestre .....	p 699	607	5.754	1.669	1.448	40	172,3	29,0	
3 <sup>e</sup> trimestre .....	p 675	583	5.458	1.557	1.458	34	292,0	40,0	
4 <sup>e</sup> trimestre .....						38			
1969 Février .....	p 662	549	5.113	1.465	1.282	27	100,0	23,8	
Mars .....	p 688	613	5.754	1.623	1.456	41	132,5	28,3	
Avril .....	p 699	578	5.556	1.625	1.382	41	142,3	26,6	
Mai .....	p 714	610	5.699	1.637	1.492	39	160,5	27,6	
Juin .....	p 686	634	6.008	1.744	1.470	39	214,1	32,9	
Juillet .....	p 695	589	5.455	1.536	1.500	29	318,6	41,7	
Août .....	p 647	554	5.183	1.523	1.383	34	297,3	40,3	
Septembre .....	p 684	605	5.737	1.611	1.492	40	260,1	37,9	
Octobre .....	p 706	699	6.532	1.800	1.564	41	181,9	32,9	
Novembre .....	p 675	683	6.129	1.683	1.482	43	122,9	27,2	
Décembre .....						31			
1970 Janvier .....						29			
Février .....						28			

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

2 Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

#### V - 1b. — Navigation maritime

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1963 .....	4.356	2.602	1.282	151	162	67
1964 .....	4.558	3.036	1.408	165	178	78
1965 .....	4.615	3.366	1.587	160	149	108
1966 .....	4.761	3.376	1.514	143	148	76
1967 .....	4.872	3.516	1.683	125	136	74
1968 .....	5.127	4.042	1.991	131	108	97
1969 .....	5.461			419		
1968 3 <sup>e</sup> trimestre .....	5.064	4.096	2.135	135	106	85
4 <sup>e</sup> trimestre .....	5.229	4.001	1.937	169	131	138
1969 1 <sup>er</sup> trimestre .....	5.194	3.928	2.069	315	193	278
2 <sup>e</sup> trimestre .....	5.592	4.029	1.685	418	378	283
3 <sup>e</sup> trimestre .....	5.487	4.149	2.034	466	403	405
4 <sup>e</sup> trimestre .....	5.569			476		
1970 1 <sup>er</sup> trimestre .....				407		
1969 Mars .....	5.701	3.654	1.942	367	223	258
Avril .....	5.325	3.695	1.228	403	298	272
Mai .....	5.647	4.086	1.892	389	560	300
Juin .....	5.803	4.307	1.936	463	275	278
Juillet .....	5.713	4.288	2.068	414	457	549
Août .....	5.399	4.135	1.942	474	403	252
Septembre .....	5.348	4.024	2.091	511	350	415
Octobre .....	5.915	4.639	1.947	530	398	427
Novembre .....	5.334	4.209	1.929	448	539	311
Décembre .....	5.459			449		
1970 Janvier .....	5.681			496		
Février .....	4.954			321		
Mars .....				404		

Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

#### V - 1c. — Navigation intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics 1	
(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km.)
(1)	(2)
1963 .....	433
1964 .....	509
1965 .....	507
1966 .....	497
1967 .....	522
1968 .....	554
1969 .....	572
1968 3 <sup>e</sup> trimestre .....	582
4 <sup>e</sup> trimestre .....	568
1969 1 <sup>er</sup> trimestre .....	545
2 <sup>e</sup> trimestre .....	606
3 <sup>e</sup> trimestre .....	570
4 <sup>e</sup> trimestre .....	566
1970 1 <sup>er</sup> trimestre .....	
1969 Mars .....	580
Avril .....	601
Mai .....	601
Juin .....	615
Juillet .....	569
Août .....	531
Septembre .....	609
Octobre .....	613
Novembre .....	571
Décembre .....	514
1970 Janvier .....	
Février .....	
Mars .....	



## V - 2. — TOURISME <sup>1</sup>

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1961 .....	1.518	1.166	77	49	92	41	21
1962 .....	1.578	1.192	85	57	101	44	24
1963 .....	1.704	1.269	94	68	110	52	28
1964 .....	1.843	1.355	108	82	118	57	30
1965 .....	1.909	1.402	112	83	120	64	31
1966 .....	1.971	1.448	107	91	117	72	34
1967 .....	2.098	1.552	110	105	114	72	40
1968 .....	2.083	1.560	101	115	98	72	35
1968 1 <sup>er</sup> trimestre .....	392	210	32	22	17	26	21
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.892	1.353	107	92	116	73	41
3 <sup>e</sup> trimestre .....	5.450	4.328	228	315	215	155	51
4 <sup>e</sup> trimestre .....	516	305	36	27	20	28	26
1969 1 <sup>er</sup> trimestre .....	397	212	30	22	17	28	21
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.895	1.382	115	104	94	75	41
3 <sup>e</sup> trimestre .....	5.601	4.441	194	371	192	164	63
1968 Novembre .....	511	299	42	24	19	29	27
Décembre .....	475	309	28	29	15	20	15
1969 Janvier .....	350	183	27	21	15	25	20
Février .....	340	175	26	19	15	23	21
Mars .....	502	278	37	27	21	36	23
Avril .....	1.515	1.113	109	39	88	45	28
Mai .....	1.617	1.143	83	95	89	60	38
Juin .....	2.553	1.890	81	177	105	119	56
Juillet .....	8.224	6.603	182	759	235	191	72
Août .....	7.008	5.661	310	292	232	228	65
Septembre .....	1.572	1.059	90	62	109	74	53
Octobre .....	643	350	45	35	35	40	39
Novembre .....	535	312	38	25	23	32	25

<sup>1</sup> Y compris les nuitées du camping.

## V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples <sup>1</sup>					Coopératives	Gros-sistes	Entre-prises à suc-cursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)		
	Indice général	Alimen-tation	Habille-ment	Ameu-blement	Ménage <sup>2</sup>				Indice général	Alimen-tation générale	Alimen-tation
1962 .....	170	172	172	154	171	152	173	172	151	135	154
1963 .....	180	177	185	164	179	161	179	193	156	140	156
1964 .....	196	188	200	183	200	168	196	220	163	140	163
1965 * .....	212	203	212	199	218	181	213	260	168	145	169
1966 .....	225	218	222	206	236	188	220	295	173	145	166
1967 .....	232	232	220	199	240	193	243	343	173	145	178
1968 .....	244	242	229	206	259	198	259	427	178	144	187
1969 .....	266	265	249	217	288	200	285	543	186	140	197
1968 2 <sup>e</sup> trimestre .....	239	227	244	206	248	198	258	414	178	146	189
3 <sup>e</sup> trimestre .....	234	225	218	201	259	186	256	414	180	141	180
4 <sup>e</sup> trimestre .....	291	271	271	215	300	211	283	485	180	144	198
1969 1 <sup>er</sup> trimestre .....	234	261	200	216	260	197	261	482	182	140	194
2 <sup>e</sup> trimestre .....	263	258	269	218	274	201	286	527	188	143	200
3 <sup>e</sup> trimestre .....	252	246	233	209	280	188	280	531	187	138	188
4 <sup>e</sup> trimestre .....	316	294	294	226	337	213	312	631	188	140	207
1969 Janvier .....	237	258	204	238	254	202	262	469			
Février .....	212	246	166	188	254	185	244	458			
Mars .....	253	278	230	221	272	203	276	519			
Avril .....	255	267	252	207	260	200	290	521			
Mai .....	278	267	292	234	300	210	280	554			
Juin .....	255	239	264	214	264	193	288	506			
Juillet .....	259	235	260	216	286	185	273	515			
Août .....	251	252	218	198	276	188	272	546			
Septembre .....	247	252	220	214	278	190	296	532			
Octobre .....	276	278	264	225	310	203	307	592			
Novembre .....	296	265	272	203	288	193	279	563			
Décembre .....	376	340	346	249	412	244	351	737			
1970 Janvier .....	259	286	220	249	274	205	270	623			

\* A partir de 1965 nouvelle série, indices sur base originale 1964 = 100 convertis en base 1953 = 100.  
<sup>1</sup> Y compris les ventes en supermarché à partir de 1965. — <sup>2</sup> Articles de ménage et appareils ménagers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1967 1 <sup>er</sup> semestre	1.576	891	136	549	18,36	7,34	4,88	6,14	7,71	3,62	1,74	2,35
2 <sup>e</sup> semestre	1.543	921	129	493	18,44	7,68	4,84	5,92	7,56	3,50	1,83	2,23
1968 1 <sup>er</sup> semestre	1.655	1.023	142	490	20,30	8,42	5,64	6,24	8,84	4,12	2,24	2,48
2 <sup>e</sup> semestre	1.670	992	156	522	21,78	8,94	6,16	6,68	8,75	3,95	2,25	2,55
1969 1 <sup>er</sup> semestre	1.710	1.004	170	536	24,60	9,78	7,25	7,57	10,42	4,47	2,90	3,05

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1967 1 <sup>er</sup> semestre	69	34	2	33	104,3	41,7	9,9	52,7
2 <sup>e</sup> semestre	53	35	1	17	94,5	42,0	8,9	43,6
1968 1 <sup>er</sup> semestre	50	34	1	15	96,3	44,2	10,0	42,1
2 <sup>e</sup> semestre	49	31	2	16	94,8	42,1	10,6	42,1
1969 1 <sup>er</sup> semestre	51	33	2	16	124,1	63,4	14,7	46,0

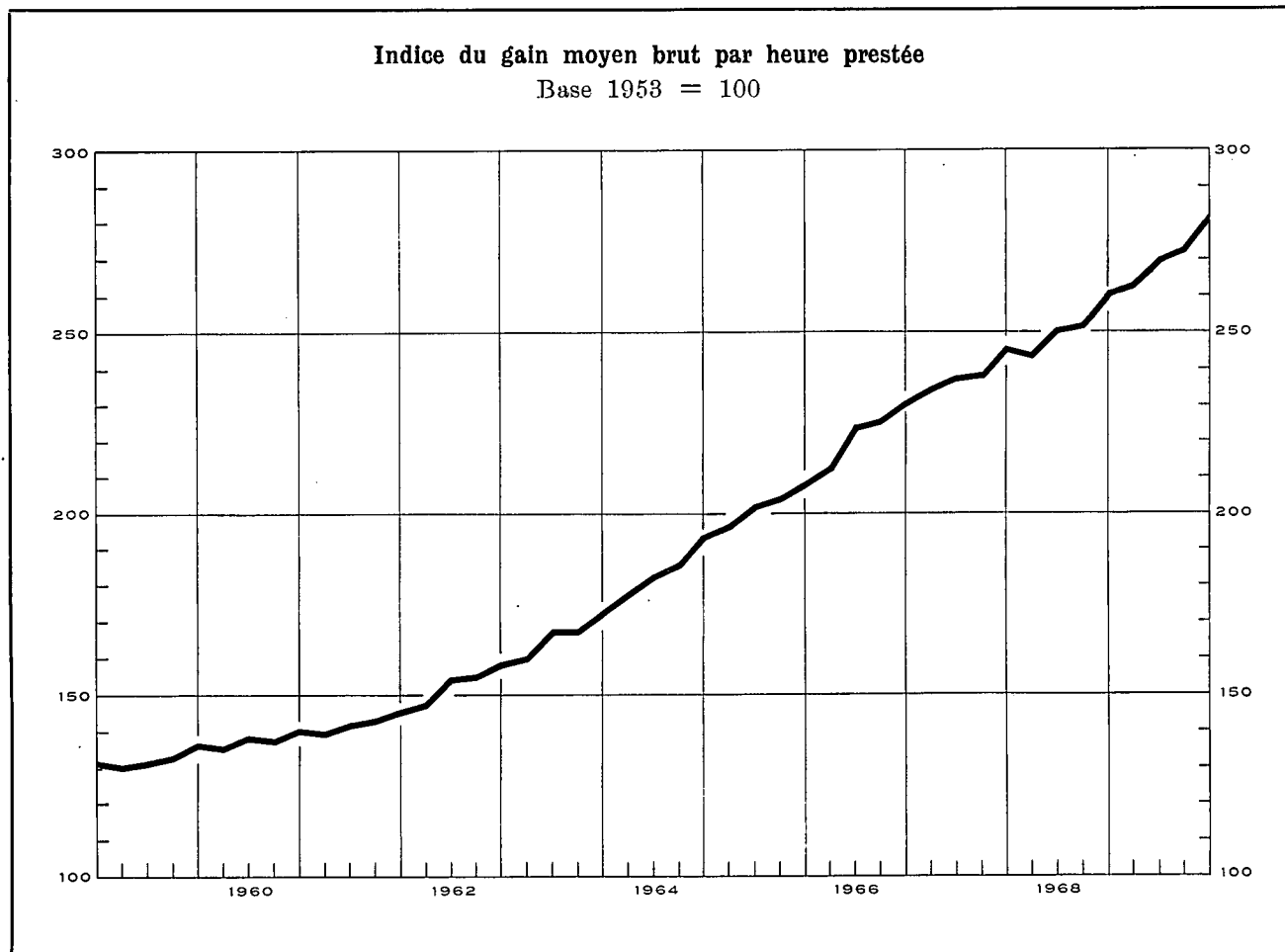
3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
Nombre de contrats (milliers)												
1967 1 <sup>er</sup> semestre	777	4,7	1,4	2,0	53,3	20,5	7,5	284,8	22,9	7,8	366,6	5,6
2 <sup>e</sup> semestre	776	3,6	0,9	1,9	46,7	18,5	8,2	302,8	28,3	7,3	354,2	3,6
1968 1 <sup>er</sup> semestre	874	4,0	1,0	1,9	62,5	22,1	9,3	320,7	36,4	8,4	403,9	3,8
2 <sup>e</sup> semestre	843	4,0	0,9	2,3	53,5	20,0	9,8	319,1	39,7	8,4	380,3	5,6
1969 1 <sup>er</sup> semestre	821	4,8	1,0	2,2	72,7	22,0	10,0	247,2	45,0	8,4	404,7	3,5
Crédit accordé (millions de francs)												
1967 1 <sup>er</sup> semestre	7.713	707	86	175	2.933	591	52	293	75	783	1.982	36
2 <sup>e</sup> semestre	7.565	564	67	196	2.638	553	56	367	88	748	2.257	31
1968 1 <sup>er</sup> semestre	8.836	602	79	162	3.617	681	66	357	127	792	2.324	29
2 <sup>e</sup> semestre	8.753	548	73	255	3.193	620	83	434	121	834	2.552	40
1969 1 <sup>er</sup> semestre	10.417	786	88	221	4.419	723	76	297	126	1.012	2.627	42
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1967 1 <sup>er</sup> semestre	100,0	9,2	1,1	2,3	38,0	7,6	0,7	3,8	1,0	10,2	25,7	0,4
2 <sup>e</sup> semestre	100,0	7,5	0,9	2,6	34,9	7,3	0,7	4,8	1,2	9,9	29,8	0,4
1968 1 <sup>er</sup> semestre	100,0	6,8	0,9	1,8	41,0	7,7	0,7	4,1	1,4	9,0	26,3	0,3
2 <sup>e</sup> semestre	100,0	6,3	0,8	2,9	36,5	7,1	0,9	5,0	1,4	9,5	29,2	0,4
1969 1 <sup>er</sup> semestre	100,0	7,6	0,8	2,1	42,4	7,0	0,7	2,9	1,2	9,7	25,2	0,4

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique des transports (bimensuel). — Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).

## VI. — REVENUS

### 1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



#### Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 413). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : « Centre de Recherches économiques » de Louvain.

	Gain moyen brut par heure prestée (1)	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non qualifié (3)		
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	160
1963	167	161	163	158	176
1963 <sup>4</sup>	167	160	162		
1964	185	176	180	181	200
1965	203	191	196	193	223
1966	224	209	215	208	246
1967	239	223	232	213	267
1968	252	235	244	221	284
1969	272	253	265		308
1968 Sept.	252	237	246		284
1968 Déc.	261	240	250		295
1969 Mars	263	246	258		<sup>p</sup> 297
1969 Juin	269	251	263		<sup>p</sup> 305
1969 Sept. <sup>p</sup>	273	256	268		311
1969 Déc. <sup>p</sup>	283	260	273		321

#### Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers (charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas	France	Italie
1961	41,76	115,1	100,6	85,8	96,3	82,4
1962	44,72	119,6	98,9	88,2	98,8	88,6
1963	49,25	116,1	93,2	87,7	97,4	95,8
1964	55,98	111,3	88,3	90,4	91,8	94,4
1965	62,40	110,0	87,2	89,0	88,3	85,5
1966	68,73	105,9	85,5	89,8	85,0	80,1
1967	75,81	100,2	80,5	89,9	82,2	79,6
1968	82,92	96,2	68,3	89,3	83,7	76,3
1969	<sup>p</sup> 88,58	100,7	67,9	92,3	82,2	76,5
1967 Mars-Avril	74,52	101,0	80,5	89,7	82,6	80,2
1967 Sept.-Octobre	77,09	99,4	80,6	90,1	82,9	79,4
1968 Mars-Avril	81,46	96,0	68,6	88,7	81,3	77,2
1968 Sept.-Octobre	84,38	96,5	67,9	89,9	86,8	76,5
1969 Mars-Avril <sup>p</sup>	86,93	98,8	68,8	93,9	86,9	76,0
1969 Sept.-Oct. <sup>(e)</sup>	90,23	97,9 <sup>6</sup>	67,0	90,8	77,7	77,0

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XXIV Rapport annuel O.N.S.S., p. 271).

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre et non pas le coût par unité produite.

4 Les indices du gain moyen brut par heure prestée et du salaire horaire type sont obtenus en pondérant les indices relatifs aux différents secteurs économiques par les rémunérations salariales globales payées dans ces secteurs. Les rémunérations salariales globales retenues sont celles de l'année 1953 pour les périodes figurant au-dessus de la ligne (1963 et années antérieures); ce sont celles de l'année 1963 pour les périodes figurant au-dessous de la ligne (1963 et périodes suivantes).

5 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

6 Depuis le 26 octobre 1969, date de la réévaluation du D.M., le pourcentage par rapport au salaire belge s'établit à 107,0.

**VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE (hommes + femmes)**

(en francs par heure)

Source : Institut National de Statistique.

Groupe et branche d'industrie	1964 octobre	1965 octobre	1966 octobre	1967 octobre	1968 avril	1968 octobre	1969 avril
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) <sup>1</sup> .	52,62	56,62	60,57	64,11	63,64	67,49	69,48
Carrières <sup>1</sup> .....	44,59	48,24	53,13	54,01	56,19	56,88	59,99
Total des industries extractives <sup>1</sup> .....	51,83	55,84	59,68	62,97	62,77	66,20	68,35
<i>Industries manufacturières :</i>							
Dentrées alimentaires (sauf boissons) ...	37,09	40,29	43,47	45,59	47,67	48,74	51,30
Boissons .....	39,59	44,38	47,77	50,56	53,14	54,13	56,23
Tabac .....	33,50	37,06	41,06	43,60	45,33	47,00	51,02
Industries textiles .....	34,61	37,27	41,83	44,32	45,37	46,55	49,86
Chaussures, habillement .....	28,98	32,45	35,97	37,66	39,18	39,90	42,29
Bois (sauf meubles) .....	37,01	39,93	44,71	48,00	49,73	50,69	54,21
Industrie du meuble .....	40,65	42,17	46,75	49,18	51,50	53,16	55,65
Papier, articles en papier .....	39,61	43,58	47,88	50,88	53,09	53,17	56,79
Impressions et reliures .....	43,96	48,06	52,17	56,79	60,90	61,45	64,48
Cuir (sauf chaussures, habillement) .....	33,97	37,07	40,77	43,38	45,14	46,62	48,67
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques .....	40,29	43,59	48,49	51,42	52,85	54,05	58,01
Industries chimiques .....	44,43	49,81	56,32	59,59	59,30	61,49	64,78
Industrie du pétrole .....	62,88	71,33	78,36	85,10	87,37	88,22	91,89
Produits minéraux non métalliques .....	42,55	45,83	50,98	53,46	55,58	56,02	59,96
Industries métallurgiques de base .....	52,08	54,96	59,55	62,98	64,33	66,23	70,19
Fabricat. métall., à l'excl. des machines et du matériel de transport .....	43,37	46,13	49,44	52,12	53,17	54,88	58,63
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques .....	45,23	47,38	52,22	56,20	56,72	59,18	62,93
Industrie électrotechnique .....	39,97	43,99	48,80	51,19	52,73	54,46	57,15
Construction de matériel de transport ...	48,55	51,80	56,34	59,53	61,32	63,21	67,53
Total des industries manufacturières .....	40,74	44,03	48,58	51,36	52,86	54,22	57,57
dont : hommes .....	44,53	48,14	52,94	55,92	57,51	59,04	62,58
femmes .....	29,16	31,97	35,51	37,67	38,94	39,79	42,55
Construction <sup>1</sup> .....	43,75	47,30	52,82	55,71	57,23	57,89	61,06
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes) .....	42,20	45,60	50,01	52,84	54,24	55,60	58,85
dont : hommes .....	45,11	48,75	53,43	56,42	57,85	59,34	62,70

<sup>1</sup> Hommes seulement.

**Références bibliographiques :** *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — « Centre de Recherches économiques » de Louvain.  
— *Rapports annuels de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail.* — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Le coût de la main d'œuvre dans l'industrie européenne*,  
*Etudes et Documents*, nouvelle série, n° 52, 1959 (B.I.T.). — *Annuaire des statistiques du Travail* (B.I.T.).

## VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

### 1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment au Canada	Café à New York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Coton aux Etats-Unis (15 marchés)	Caoutchouc à Londres « Spot » price n° 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	\$ par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	\$ par 100 lbs	d par lb.	£ par long ton		\$ par long ton	\$ par Barrel
1962 .....	2,16	34,0	94	33,60	23	234	897	29,4	2,89
1963 .....	2,14	34,1	107	33,60	21	234	910	27,0	2,89
1964 .....	2,22	46,7	105	32,20	20	351	1.236	34,7	2,89
1965 .....	2,10	44,7	92	30,40	21	469	1.413	35,2	2,89
1966 .....	2,22	40,8	101	26,40	19	555	1.296	31,0	2,89
1967 .....	2,19	37,8	94	23,00	16	418	1.229	27,0	2,88
1968 .....	2,09	37,4	106	27,20	19	526	1.323	27,1	2,90
1969 .....			99	25,45					
1968 2 <sup>e</sup> trimestre .....	2,09	37,5	106	24,97	18	492	1.309	26,2	2,90
3 <sup>e</sup> trimestre .....	2,11	37,4	104	30,47	19	454	1.300	24,3	2,91
4 <sup>e</sup> trimestre .....	2,08	37,6	106	27,60	20	475	1.365	25,0	2,91
1969 1 <sup>er</sup> trimestre .....	2,08	38,3	103	25,83	23	539	1.371	28,7	2,95
2 <sup>e</sup> trimestre .....	2,01	37,3	101	25,66	25	601	1.417	29,3	3,02
3 <sup>e</sup> trimestre .....		39,4	97	25,33	27	654	1.465	33,7	3,02
4 <sup>e</sup> trimestre .....			94	25,00					
1968 Décembre .....	2,08	37,7	103	26,30	20	501	1.380	26,0	2,91
1969 Janvier .....	2,08	38,5	104	26,20	21	531	1.367	29,0	2,91
Février .....	2,08	38,7	103	25,70	23	544	1.374	29,0	2,91
Mars .....	2,08	37,8	101	25,60	25	541	1.373	28,0	3,02
Avril .....	2,00	37,3	102	25,60	25	587	1.399	27,0	3,02
Mai .....	2,01	37,2	102	25,70	24	589	1.421	30,0	3,02
Juin .....	2,01	37,4	100	25,60	25	627	1.431	31,0	3,02
Juillet .....	2,01	37,5	97	25,70	26	615	1.456	30,0	3,02
Août .....	1,99	38,3	97	25,30	28	680	1.469	34,0	3,02
Septembre .....		42,4	96	25,00	26	668	1.469	37,0	3,02
Octobre .....		46,9	96	24,90	24	658	1.497	34,0	
Novembre .....		48,4	94	25,10	22	690	1.542		
Décembre .....			93	25,00					

### VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indices Schulze			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) <sup>1</sup>
			général	industriel	alimentaire	
1962 .....	84	89	98	101	90	85
1963 .....	94	90	100	103	95	104
1964 .....	96	90	104	107	96	107
1965 .....	92	93	103	108	91	121
1966 .....	91	96	104	109	93	109
1967 .....	88	89	100	105	91	115
1968 .....	100	88	101	107	89	118
1969 .....	108	96	104	111	91	112
1968 3 <sup>e</sup> trimestre .....	97	88	99	105	87	115
4 <sup>e</sup> trimestre .....	102	89	101	108	88	119
1969 1 <sup>er</sup> trimestre .....	105	91	103	109	90	114
2 <sup>e</sup> trimestre .....	108	94	103	110	90	110
3 <sup>e</sup> trimestre .....	108	98	104	111	91	109
4 <sup>e</sup> trimestre .....	111	100	106	112	93	118
1970 1 <sup>er</sup> trimestre .....	113	103	107	113	93	
1969 Mars .....	106	92	103	109	90	113
Avril .....	107	92	103	110	90	118
Mai .....	108	95	103	110	90	108
Juin .....	108	96	104	110	91	104
Juillet .....	107	96	104	110	91	112
Août .....	108	98	104	112	90	109
Septembre .....	108	99	105	112	91	105
Octobre .....	110	99	105	112	92	118
Novembre .....	112	100	106	112	93	121
Décembre .....	112	101	106	113	93	114
1970 Janvier .....	113	104	107	113	93	
Février .....	113	104	107	113	93	
Mars .....	114	102	107	113	94	

<sup>1</sup> Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100 \*

Source : Ministère des Affaires Economiques.

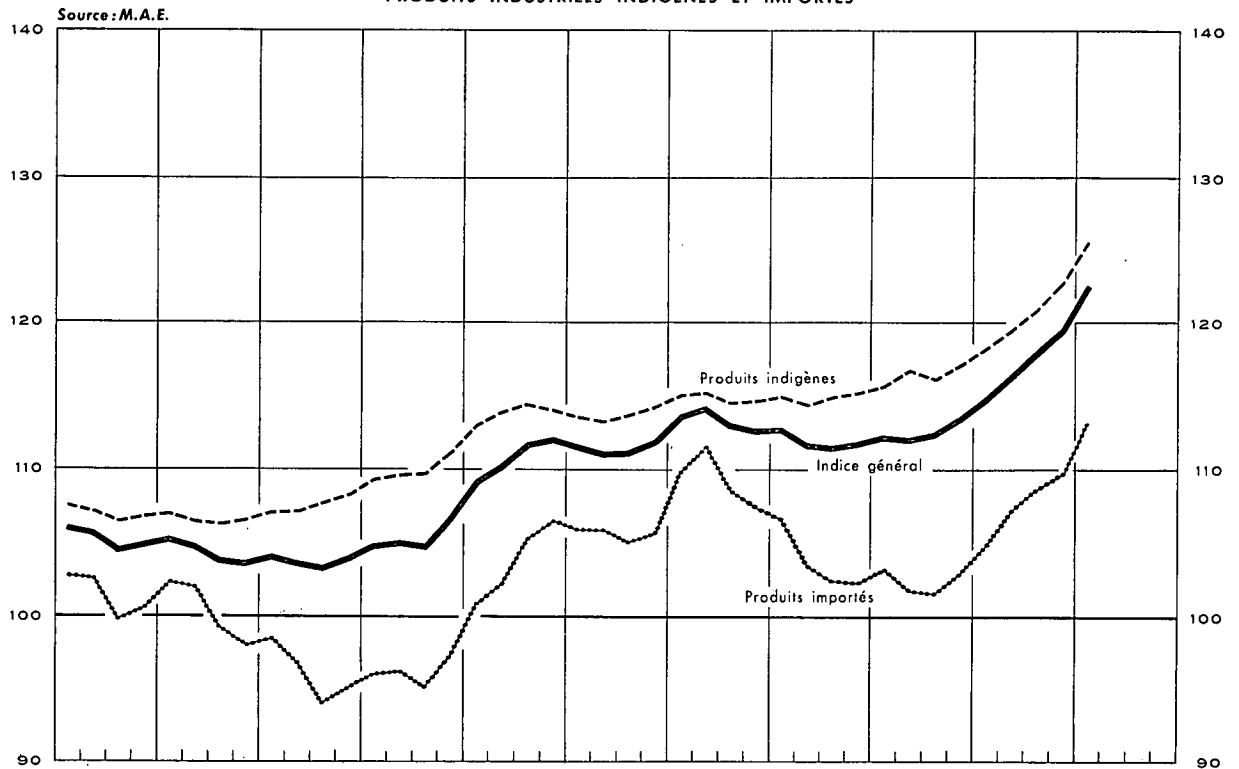
Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1961 .....	102,4	94,3	110,2	81,5	104,5	106,7	100,4	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	99,9	103,0	108,5
1962 .....	103,2	100,8	106,9	95,2	103,8	107,6	96,1	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	97,4	103,1	108,6
1963 .....	105,8	107,0	117,9	97,5	105,4	110,0	96,3	99,7	109,4	95,5	105,1	130,0	98,8	104,6	110,7
1964 .....	110,7	109,9	126,7	96,0	110,9	113,9	103,7	104,6	116,2	98,8	108,4	140,5	104,7	110,5	115,6
1965 .....	111,9	113,2	131,2	98,5	111,5	113,8	105,6	106,6	118,0	93,1	109,3	143,9	104,1	110,9	117,2
1966 .....	114,5	118,2	134,0	104,8	113,5	115,0	109,3	106,6	118,8	94,9	111,6	145,9	103,6	114,4	119,9
1967 .....	113,2	118,1	134,8	104,2	112,0	115,0	103,7	105,2	116,9	90,7	111,9	154,9	98,6	112,6	121,2
1968 .....	113,5	116,8	138,4	99,5	112,7	116,6	102,3	105,1	117,5	91,9	111,9	158,5	98,2	114,3	121,8
1969 .....	119,1	126,4	143,2	112,3	117,3	120,4	107,6	107,2	125,6	93,3	113,9	162,7	101,1	122,3	125,5
1968 3 <sup>e</sup> trimestre ..	113,4	116,9	139,0	99,2	112,5	116,3	101,5	104,7	117,1	92,0	111,5	158,7	98,1	114,0	121,6
1968 4 <sup>e</sup> trimestre ..	115,5	123,2	143,3	106,8	113,6	117,3	102,9	105,3	117,4	94,1	112,5	159,0	99,2	115,6	122,5
1969 1 <sup>er</sup> trimestre ..	116,8	124,3	144,9	107,5	115,0	118,3	104,8	106,3	118,5	93,6	114,7	159,4	99,8	118,2	123,6
1969 2 <sup>e</sup> trimestre ..	118,6	126,6	145,6	110,8	116,7	119,5	107,3	106,6	122,9	93,3	113,3	163,3	100,9	121,6	124,5
1969 3 <sup>e</sup> trimestre ..	119,4	124,9	142,0	110,5	118,0	120,9	108,6	107,6	128,7	92,5	112,9	163,3	101,6	124,2	125,5
1969 4 <sup>e</sup> trimestre ..	121,6	129,9	140,2	120,5	119,6	122,9	109,7	108,1	132,4	93,9	114,9	164,7	102,0	125,2	128,3
1970 1 <sup>er</sup> trimestre ..	124,3	131,4	141,6	122,2	122,6	125,7	113,2	111,4	140,3	94,6	115,8	165,9	105,3	127,4	131,5
1968 Avril .....	112,7	114,4	137,1	96,4	112,2	116,1	101,7	104,5	117,4	90,7	112,8	158,6	97,5	113,4	121,9
1968 Mai .....	112,6	114,6	138,0	96,2	112,1	116,0	101,5	104,5	117,0	90,9	110,6	158,7	97,9	113,3	121,4
1968 Juin .....	112,2	111,7	133,1	94,6	112,3	116,1	101,6	104,6	117,2	91,7	110,2	158,7	98,2	113,8	121,4
1968 Juillet .....	112,5	113,1	133,2	96,9	112,3	116,2	101,1	104,7	117,1	91,8	110,4	158,7	98,3	113,7	121,3
1968 Août .....	113,4	117,1	141,4	97,9	112,4	116,2	101,5	104,5	117,0	92,0	112,0	158,7	98,1	113,8	121,7
1968 Septembre ...	114,2	120,6	142,5	102,9	112,7	116,4	101,8	105,0	117,1	92,3	112,0	158,7	98,0	114,5	121,8
1968 Octobre .....	115,0	121,2	141,6	104,6	113,5	117,2	102,9	106,2	117,0	94,3	112,1	158,7	99,3	114,8	122,7
1968 Novembre ...	115,5	123,5	142,9	107,6	113,5	117,2	102,9	104,7	117,5	94,3	112,7	159,2	99,1	115,6	122,3
1968 Décembre ...	116,0	125,0	145,3	108,3	113,9	117,6	103,0	105,1	117,7	93,8	112,8	159,2	99,2	116,5	122,5
1969 Janvier .....	116,4	124,7	144,9	108,1	114,4	118,1	103,5	105,4	118,2	93,5	114,4	159,4	99,3	117,5	122,9
1969 Février .....	117,0	123,9	144,3	107,2	115,3	118,4	105,5	107,0	118,6	93,8	114,9	159,4	100,1	118,3	124,0
1969 Mars .....	117,1	124,4	145,4	107,3	115,3	118,4	105,4	106,6	118,8	93,4	114,9	159,4	99,9	118,7	123,9
1969 Avril .....	118,6	127,4	144,8	112,7	116,5	119,2	107,3	106,3	121,2	93,7	114,8	163,3	100,9	120,4	124,9
1969 Mai .....	118,5	125,7	144,9	109,7	116,7	119,5	107,1	106,6	122,9	93,8	112,4	163,3	101,2	121,8	124,2
1969 Juin .....	118,7	126,6	147,0	109,9	116,8	119,7	107,5	106,9	124,7	92,5	112,6	163,3	100,7	122,5	124,4
1969 Juillet .....	118,7	123,8	141,4	109,0	117,5	120,2	108,5	107,7	126,4	92,5	112,7	163,3	101,7	123,5	124,5
1969 Août .....	119,6	124,8	143,3	109,5	118,3	121,1	109,0	107,7	130,0	92,7	112,0	163,3	101,9	124,5	125,6
1969 Septembre ...	119,9	126,0	141,3	112,9	118,3	121,4	108,4	107,5	129,6	92,2	114,0	163,3	101,2	124,5	126,4
1969 Octobre .....	120,2	126,7	136,4	117,9	118,6	121,9	108,6	107,3	129,5	93,3	114,4	164,7	101,0	124,1	127,4
1969 Novembre ...	121,5	130,9	141,7	121,3	119,3	122,4	109,8	108,3	131,0	93,7	115,1	164,7	101,9	125,1	127,6
1969 Décembre ...	123,1	132,0	142,6	122,4	120,9	124,4	110,6	108,6	136,8	94,7	115,1	164,7	103,0	126,4	130,0
1970 Janvier .....	123,8	131,8	142,0	122,6	121,9	125,4	111,4	110,3	138,0	94,6	115,8	165,3	104,4	126,6	131,0
1970 Février .....	124,3	130,4	140,3	121,6	122,8	125,9	113,6	112,0	140,9	94,5	115,9	166,2	105,6	127,7	131,8
1970 Mars .....	124,8	131,9	142,5	122,3	123,0	125,7	114,5	111,9	142,1	94,6	115,6	166,2	105,9	128,0	131,7

\* Indices base originale 1936-38 = 100 convertis en indices base 1953 = 100.

### VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

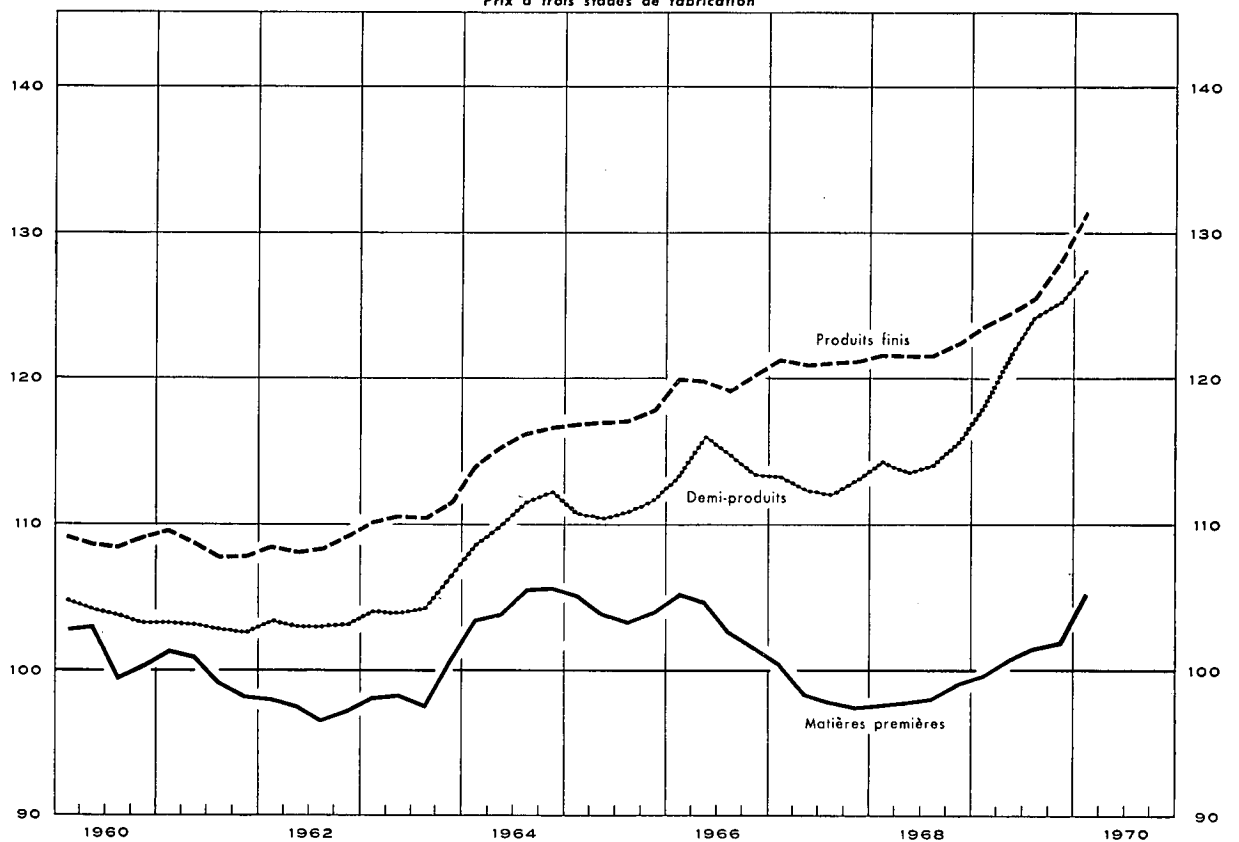
Base 1953 = 100

#### PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES



#### PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

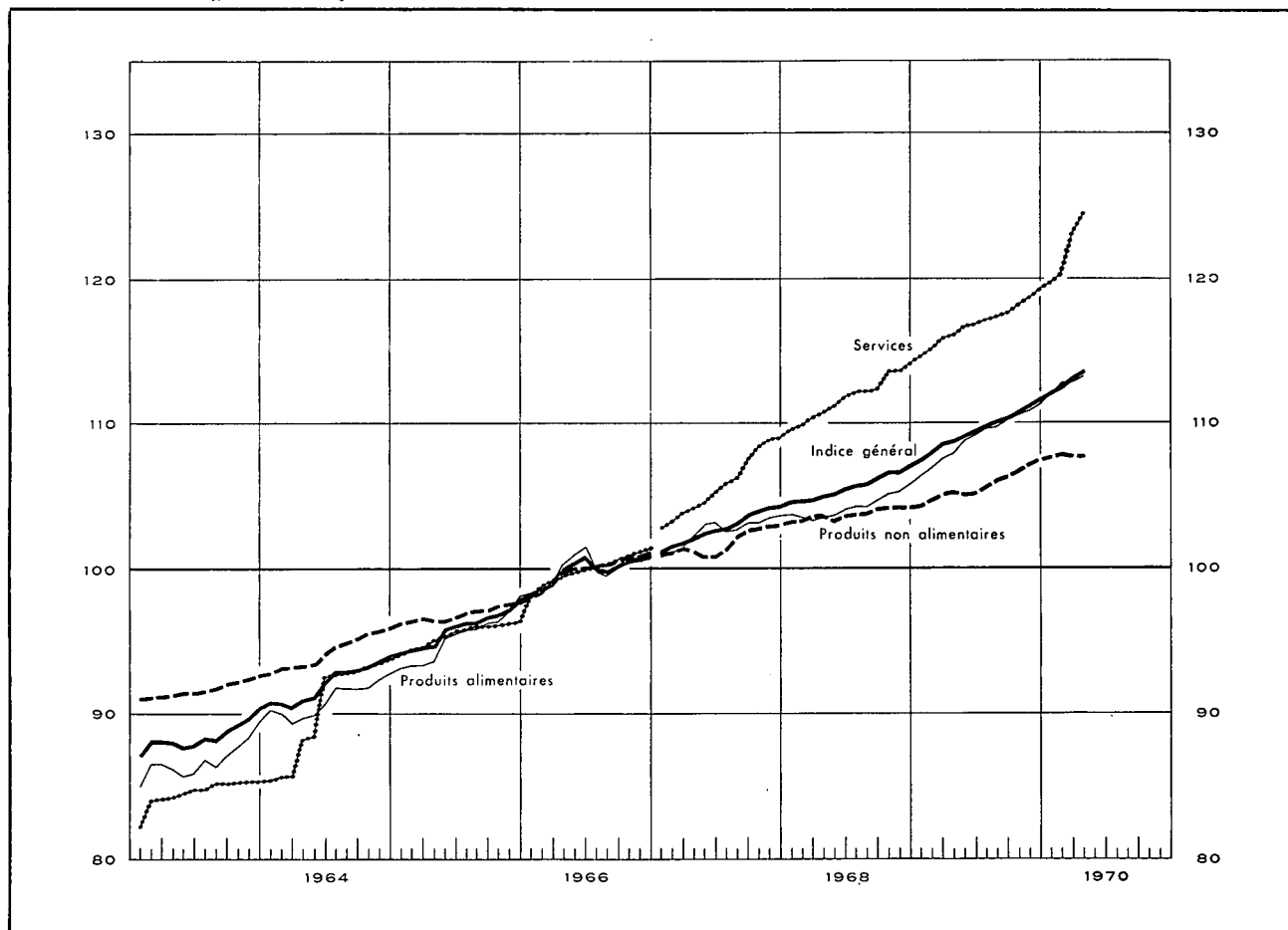
Prix à trois stades de fabrication



## VII - 4. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE <sup>1</sup>

Base 1966 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général		Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services	
1963 .....	88,55		86,76		91,74		84,61	
1964 .....	92,24		91,00		94,41		90,44	
1965 .....	95,99		95,31		96,99		95,47	
1966 .....	100,00		100,00		100,00		100,00	
1967 .....	102,91		102,52		101,84		105,83	
1968 .....	105,69		104,28		103,81		111,79	
1969 .....	109,65		109,10		105,81		116,97	
	1969	1970	1969	1970	1969	1970	1969	1970
1 <sup>er</sup> trimestre .....	108,04	112,67	106,93	112,57	104,77	107,80	115,18	121,14
2 <sup>e</sup> trimestre .....	109,19		108,64		105,24		116,54	
3 <sup>e</sup> trimestre .....	110,10		109,86		106,05		117,42	
4 <sup>e</sup> trimestre .....	111,29		110,97		107,17		118,75	
Janvier .....	107,54	112,22	106,41	112,17	104,39	107,68	114,56	119,82
Février .....	108,00	112,57	106,87	112,67	104,80	107,90	115,10	120,39
Mars .....	108,58	113,21	107,51	112,88	105,12	107,81	115,87	123,21
Avril .....	108,87	113,64	107,95	113,24	105,35	107,83	116,05	124,53
Mai .....	109,20		108,78		105,08		116,68	
Juin .....	109,49		109,19		105,28		116,89	
Juillet .....	109,89		109,64		105,72		117,19	
Août .....	110,05		109,75		106,04		117,41	
Septembre .....	110,37		110,19		106,40		117,65	
Octobre .....	110,81		110,55		106,77		118,17	
Novembre .....	111,31		110,94		107,22		118,66	
Décembre .....	111,75		111,42		107,53		119,42	

<sup>1</sup> L'indice des prix à la consommation est calculé depuis 1967 sur la base de la moyenne de l'année 1966. Il a remplacé l'indice des prix de détail qui a été établi pour la dernière fois en décembre 1967. Les chiffres des années 1963 à 1965 du présent tableau ont été obtenus par conversion de l'indice des prix de détail (base 1953 = 100) en indices : base 1966 = 100. Le coefficient de conversion utilisé est le rapport des deux indices pour l'année 1966, soit 0,7697 pour l'indice général. La même méthode a été appliquée aux indices partiels des groupes : produits alimentaires, produits non alimentaires et services; les coefficients de conversion sont respectivement : 0,7564, 0,8347 et 0,8207. L'actuel indice général des prix à la consommation porte sur 147 produits, l'indice des produits alimentaires sur 60, celui des produits non alimentaires sur 48, tandis que celui des services porte sur 39 de ceux-ci. Les anciens indices des prix de détail portaient respectivement sur 65, 35, 25 produits et 5 services.

**Références bibliographiques :** *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Revue du Travail.* — *Industrie*, revue de la F.I.B. — « *Centre de Recherches économiques* » de Louvain. — *L'industrie textile belge*, revue de Febeltex. — *Der Volkswirt.* — *Wirtschaft und Statistik.* — *Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.).* — *Monthly Digest of Statistics.* — *Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E.* — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.).* — *Données statistiques (Conseil de l'Europe).* — *Journaux financiers :* *Agéfi, Het financieele Dagblad, The Financial Times, Le Nouveau Journal.* — *Bulletin de la Fédération des Industries Belges.*

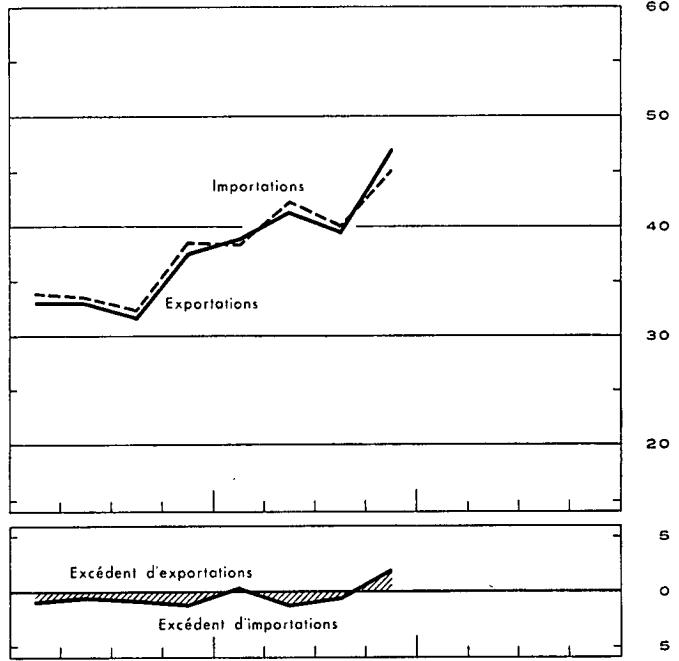
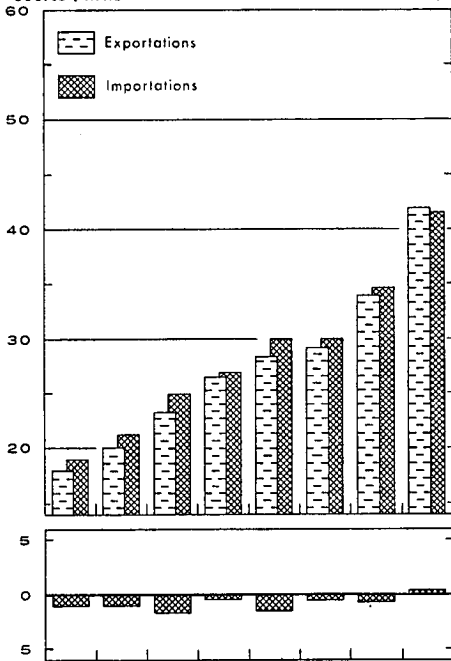


# VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

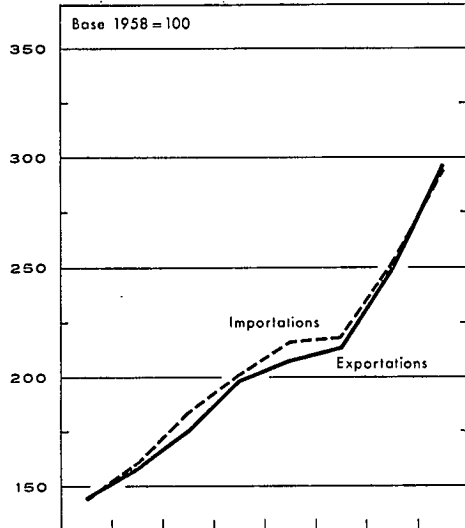
## IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

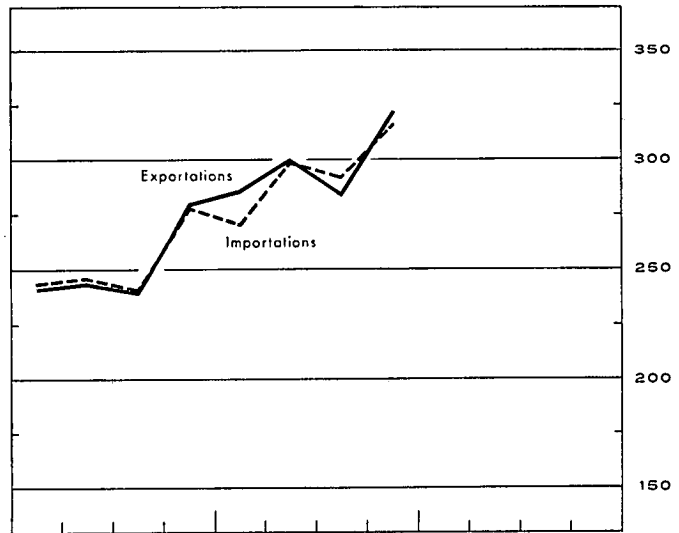
Source : I.N.S.



Source : I.N.S.- Calculs B.N.B.

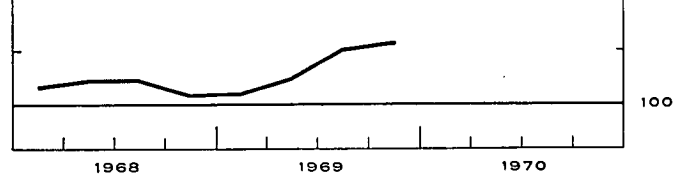
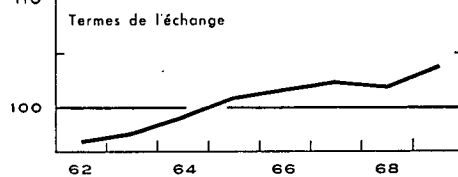
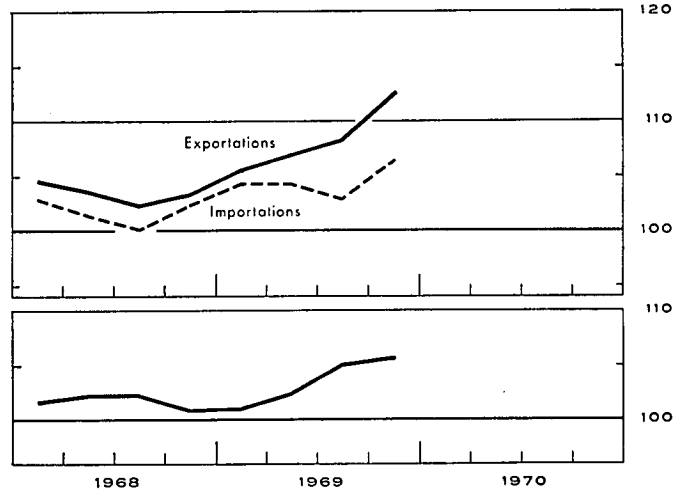
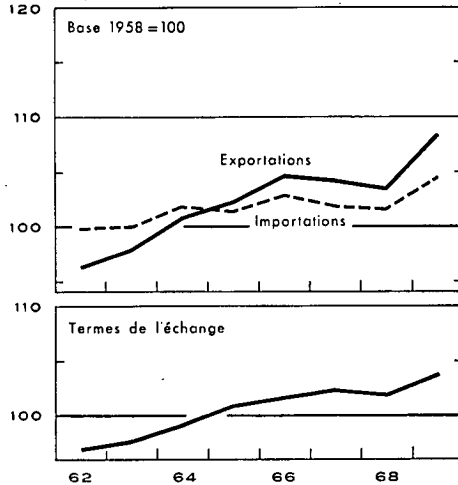


## INDICES DU VOLUME



## INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE

Source : I.N.S.- Calculs B.N.B.



**VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL**

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1958 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange 1
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1962 .....	19,0	18,0	— 1,0	95	144,6	145,1	99,5	96,4	96,9
1963 .....	21,3	20,2	— 1,1	95	160,5	157,9	100,1	97,9	97,8
1964 .....	24,9	23,3	— 1,6	94	184,4	175,7	101,9	101,1	99,2
1965 .....	27,1	26,6	— 0,5	98	201,5	199,1	101,4	102,4	101,0
1966 .....	29,9	28,5	— 1,4	95	216,4	207,9	103,0	104,8	101,7
1967 .....	29,9	29,3	— 0,6	98	218,3	214,3	101,9	104,4	102,5
1968 .....	34,7	34,0	— 0,7	98	252,6	250,3	101,7	103,6	101,9
1969 .....	41,6	41,9	+ 0,3	101	294,0	296,9	104,6	108,5	103,7
1968 2 <sup>e</sup> trimestre .....	33,6	33,2	— 0,4	99	246,5	243,9	101,4	103,8	102,4
3 <sup>e</sup> trimestre .....	32,6	31,9	— 0,7	98	241,0	239,8	100,2	102,6	102,4
4 <sup>e</sup> trimestre .....	38,7	37,7	— 1,0	97	278,3	280,3	102,5	103,4	100,9
1969 1 <sup>er</sup> trimestre .....	38,5	39,1	+ 0,6	102	271,3	286,1	104,4	105,5	101,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	42,5	41,4	— 1,1	97	298,6	299,9	104,4	107,1	102,6
3 <sup>e</sup> trimestre .....	40,2	39,7	— 0,5	99	292,3	284,6	103,1	108,5	105,2
4 <sup>e</sup> trimestre .....	45,4	47,6	+ 2,2	104	316,8	321,4	106,5	112,7	105,8
1969 Janvier-Février .....	37,0	38,5	+ 1,5	104					
1970 Janvier-Février .....		43,9							
1968 Octobre .....	40,8	39,6	— 1,2	97					
Novembre .....	35,4	35,1	— 0,3	99					
Décembre .....	37,1	37,9	+ 0,8	102					
1969 Janvier .....	37,1	42,0	+ 4,9	113					
Février .....	36,8	34,9	— 1,9	95					
Mars .....	41,3	40,1	— 1,2	97					
Avril .....	40,6	40,1	— 0,5	99					
Mai .....	41,6	41,2	— 0,4	99					
Juin .....	44,8	41,8	— 3,0	93					
Juillet .....	40,4	43,1	+ 2,7	107					
Août .....	36,4	30,5	— 5,9	84					
Septembre .....	43,4	45,3	+ 1,9	104					
Octobre .....	48,5	48,9	+ 0,4	101					
Novembre .....	41,4	45,3	+ 3,9	109					
Décembre .....	46,0	47,1	+ 1,1	102					
1970 Janvier .....	39,8	43,8	+ 4,0	110					
Février .....	p	43,9							

1 Termes de l'échange =  $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. — 1<sup>o</sup> En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des x premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

2<sup>o</sup> En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
1962 .....	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963 .....	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
<i>Nouvelle série</i>												
1963 .....	3,21	4,80	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,66	20,16
1964 .....	3,75	5,85	1,84	3,56	1,65	0,27	0,65	0,57	1,17	0,84	3,14	23,29
1965 .....	4,13	7,07	2,22	3,78	2,02	0,18	0,69	0,58	1,22	1,16	3,54	26,59
1966 .....	3,95	7,34	2,81	4,17	2,19	0,12	0,67	0,61	1,50	1,22	3,87	28,45
1967 .....	4,24	7,53	2,63	3,85	2,45	0,13	0,68	0,67	1,54	1,54	4,04	29,30
1968 .....	4,78	8,58	3,22	4,35	3,17	0,11	0,95	0,75	1,73	1,75	4,63	34,02
1969 .....	5,96	10,97	3,83	5,22	4,02	0,11	1,27	0,80	1,93	2,13	5,70	41,94
1968 2 <sup>e</sup> trimestre .	4,63	8,61	3,23	4,14	2,91	0,10	0,85	0,72	1,78	1,66	4,56	33,19
3 <sup>e</sup> trimestre .	4,64	7,64	3,05	3,99	3,14	0,11	1,01	0,70	1,67	1,57	4,42	31,94
4 <sup>e</sup> trimestre .	5,04	9,55	3,15	5,09	3,69	0,15	1,11	0,85	1,84	1,99	5,25	37,71
1969 1 <sup>er</sup> trimestre .	5,44	9,94	3,36	5,20	3,80	0,11	1,30	0,75	1,84	2,14	5,20	39,08
2 <sup>e</sup> trimestre .	5,63	11,45	3,50	5,23	3,91	0,10	1,21	0,81	1,71	1,87	5,63	41,06
3 <sup>e</sup> trimestre .	5,53	9,96	4,11	4,66	3,86	0,11	1,50	0,79	1,61	1,99	5,60	39,72
4 <sup>e</sup> trimestre .	7,23	12,47	4,34	5,77	4,44	0,13	1,08	0,84	2,57	2,52	6,18	47,57
1969 Janvier .....	5,80	10,79	3,51	5,23	4,27	0,12	1,60	0,83	2,03	2,32	5,54	42,04
Février .....	5,13	8,69	2,89	4,70	3,36	0,10	1,11	0,65	1,59	1,99	4,67	34,88
Mars .....	5,40	10,25	3,65	5,66	3,75	0,11	1,18	0,75	1,92	2,09	5,39	40,15
Avril .....	5,72	9,98	3,40	5,35	4,10	0,09	1,24	0,83	1,80	1,94	5,67	40,12
Mai .....	5,30	12,64	3,39	5,21	3,85	0,11	1,18	0,79	1,57	1,76	5,44	41,24
Juin .....	5,87	11,74	3,70	5,14	3,78	0,11	1,21	0,82	1,76	1,90	5,78	41,81
Juillet .....	5,88	11,44	3,86	4,97	4,07	0,12	1,93	0,78	1,70	2,09	6,25	43,09
Août .....	4,59	7,03	3,18	3,24	3,38	0,11	1,21	0,61	1,43	1,59	4,11	30,48
Septembre ...	6,05	11,28	5,28	5,74	4,30	0,11	1,36	0,99	1,69	2,28	6,21	45,29
Octobre .....	7,70	12,97	4,71	5,83	4,38	0,13	1,17	0,87	2,44	2,34	6,36	48,90
Novembre ....	6,78	11,65	3,95	5,40	4,38	0,11	0,99	0,83	2,79	2,48	5,98	45,34
Décembre ....	7,06	12,59	4,23	5,56	4,45	0,15	1,01	0,79	2,48	2,63	6,11	47,06
1970 Janvier .....	7,61	11,31	4,82	4,52	4,28	0,10	1,11	0,72	1,51	2,26	5,59	43,83

N. B. - Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

Pour une analyse du commerce extérieur de 1968 : voir le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIV<sup>e</sup> année, vol. II, n° 1, juillet 1969.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés													Biens de consommation					Biens d'équipement 13	Divers 14	Total général				
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production					Total				non durables			durables 12
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques 9	autres produits 10					alimentaires	autres 11		
													liquides 8	autres										produits animaux	
1959 .....	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897		677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.689	1	14.341
1960 .....	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946		652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	...	16.488
1960 .....	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.631	1.850	...	16.488
1961 .....	12.070	4.045	1.472	1.245	793	285	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.223	1	17.579
1962 .....	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.568	3	18.981
1963 .....	14.395	4.700	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	4.019	462	920	360	2.277	2.883	3	21.300
1963 .....	14.400	4.705	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	3.937	462	920	360	2.195	2.884	79	21.300
1964 .....	16.390	5.343	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.087	454	938	4.976	696	1.050	402	2.828	3.464	83	24.913
1965 .....	17.618	6.076	1.759	1.782	1.174	378	242	295	161	396	98	1.110	360	940	1.235	519	1.093	5.849	802	1.220	481	3.346	3.509	94	27.070
1966 .....	19.740	7.195	1.855	2.024	1.508	403	258	317	147	487	109	1.033	420	851	1.384	538	1.211	6.110	829	1.295	515	3.471	4.000	42	29.892
1966 .....	19.324	6.566	1.559	2.168	1.398	394	219	326	185	498	123	1.229	475	827	1.503	617	1.237	6.429	963	1.379	592	3.495	4.117	30	29.900
1967 .....	23.120	8.185	1.804	2.229	1.899	405	237	354	149	538	155	1.711	558	1.000	1.826	604	1.466	7.236	1.034	1.416	712	4.074	4.278	88	34.722
1968 .....	27.944	10.149	2.028	2.539	2.407	526	298	427	172	686	238	2.010	475	1.388	2.198	781	1.822	8.529	1.150	1.604	848	4.927	5.095	52	41.620
1968 2 <sup>e</sup> trimestre	22.298	8.269	1.739	1.953	1.768	371	222	362	147	530	146	1.491	519	978	1.826	576	1.401	7.145	1.182	1.466	651	3.846	4.116	49	33.608
1968 3 <sup>e</sup> trimestre	21.542	7.134	1.652	2.088	1.886	447	196	338	153	564	158	1.850	464	940	1.704	579	1.389	6.975	907	1.364	688	4.016	4.022	60	32.599
1968 4 <sup>e</sup> trimestre	25.812	8.804	2.003	2.204	490	266	418	175	606	171	1.925	606	1.131	1.987	711	1.664	8.019	1.074	1.540	847	4.558	4.704	191	38.726	
1969 1 <sup>er</sup> trimestre	25.994	8.824	2.115	2.477	2.498	349	337	383	171	547	186	2.006	582	1.122	2.026	674	1.697	8.092	1.056	1.526	796	4.714	4.282	86	38.454
1969 2 <sup>e</sup> trimestre	28.645	10.167	2.124	2.492	2.906	491	326	432	184	706	252	1.951	427	1.255	2.274	793	1.865	8.569	1.180	1.606	840	4.943	5.238	42	42.494
1969 3 <sup>e</sup> trimestre	26.827	10.347	1.814	2.234	1.830	674	232	437	158	694	227	2.137	401	1.066	2.083	771	1.722	8.248	1.099	1.502	818	4.829	5.047	37	40.159
1969 4 <sup>e</sup> trimestre	30.311	11.260	2.060	2.952	2.394	589	297	456	177	799	287	1.946	489	1.310	2.407	886	2.002	9.206	1.263	1.783	936	5.224	5.813	41	45.371

\* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits » ; soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement ».

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles. Rubrique modifiée, en 1963, par l'incorporation de produits repris précédemment dans le poste « Biens de consommation durables ».

2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

5 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

8 Rubrique scindée, à partir de 1960 : voir note 7.

9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de consommation durables ».

12 Rubrique modifiée.

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

c) en 1964, par exclusion de produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques » et au poste « Divers ».

13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

14 Rubrique constituée, en ordre principal, depuis 1963, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES \*

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1968				1969			
										1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
<b>IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits</b>																	
Biens de production .....	100,2	98,7	98,9	100,4	99,0	100,5	99,2	99,2	101,9	100,1	98,9	97,4	99,6	101,7	102,3	100,2	103,6
Biens de consommation .....	99,0	98,9	100,0	102,3	105,1	105,9	104,6	103,3	106,3	104,3	102,5	102,3	104,6	106,6	106,0	105,1	107,7
Biens d'équipement .....	101,1	106,5	108,4	110,8	108,0	112,2	112,1	113,0	116,8	116,5	113,7	111,7	115,3	116,7	113,7	116,2	121,2
<b>Ensemble ...</b>	<b>99,9</b>	<b>99,5</b>	<b>100,1</b>	<b>101,9</b>	<b>101,4</b>	<b>103,0</b>	<b>101,9</b>	<b>101,7</b>	<b>104,6</b>	<b>102,9</b>	<b>101,4</b>	<b>100,2</b>	<b>102,5</b>	<b>104,4</b>	<b>104,4</b>	<b>103,1</b>	<b>106,5</b>
<b>EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits</b>																	
Sidérurgie .....	98,5	93,7	91,3	92,6	92,7	92,0	91,4	89,9	99,1	89,9	89,8	89,8	90,2	91,2	93,7	99,7	110,7
Fabrications métalliques .....	94,8	95,3	100,0	102,6	104,0	106,8	109,7	108,7	112,1	109,3	108,3	108,7	108,2	111,3	111,5	110,7	116,3
Métaux non ferreux .....	110,7	109,4	111,2	123,3	137,6	167,3	159,4	171,0	188,4	181,2	175,7	164,7	161,8	170,7	179,9	193,2	205,7
Textiles .....	101,2	100,7	103,7	109,1	106,8	106,3	104,7	99,8	101,3	101,7	99,0	99,0	99,4	101,0	101,3	100,8	101,8
Produits chimiques .....	98,7	94,7	92,4	94,2	96,2	95,7	94,3	93,3	94,0	92,4	93,8	91,8	93,2	94,2	92,6	93,8	95,6
Industrie houillère .....	70,3	71,9	81,9	96,8	78,5	73,9	71,9	77,0	86,2	76,6	73,8	78,4	78,4	81,1	82,2	88,1	93,2
Industrie pétrolière .....	85,2	83,2	80,8	78,5	77,9	74,2	74,5	74,8	72,1	80,0	77,1	73,4	71,0	72,7	71,1	73,1	71,0
Verres et glaces .....	101,1	99,8	96,6	99,1	98,4	99,4	105,2	102,7	102,0	103,6	103,1	101,9	102,3	103,3	103,0	104,3	101,4
Produits agricoles .....	100,3	105,0	114,3	109,3	114,1	118,5	114,4	113,0	124,6	111,8	111,4	112,5	120,8	126,6	126,8	124,8	122,2
Ciments .....	99,0	98,3	98,6	100,2	101,6	100,1	100,8	98,5	90,7	99,4	100,0	97,0	97,4	94,7	90,9	91,8	86,9
Carrières .....	98,2	96,8	95,4	96,1	98,5	97,9	100,6	101,6	106,2	104,0	100,2	100,3	101,9	105,7	106,2	105,9	107,9
Céramiques .....	91,1	95,7	100,7	109,4	111,3	115,8	116,1	119,4	118,1	115,4	118,0	120,9	121,6	119,2	118,3	120,5	114,4
Bois et meubles .....	99,3	97,0	99,0	104,7	107,8	111,1	113,2	109,7	111,7	112,4	111,6	108,0	108,6	111,1	109,2	110,9	115,5
Peaux, cuirs et chaussures .....	110,3	108,8	102,7	107,6	114,7	127,1	119,3	113,7	126,8	113,2	112,3	114,8	114,2	122,7	131,3	126,9	126,4
Papier et livre .....	92,4	95,3	92,7	95,4	98,5	99,0	98,5	95,0	96,9	100,7	96,8	94,1	100,5	96,5	97,6	96,8	97,0
Tabacs manufacturés .....	100,5	111,7	105,7	100,7	112,6	117,9	120,1	134,6	131,1	128,0	127,8	141,2	139,0	134,6	131,0	132,2	126,9
Caoutchouc .....	88,4	86,2	83,0	84,1	84,4	83,4	82,5	82,7	80,0	79,7	83,0	84,6	83,9	81,0	80,7	79,6	79,0
Industries alimentaires .....	91,1	89,6	94,2	97,7	98,3	98,5	97,8	94,8	98,9	95,0	94,0	95,2	95,8	97,5	100,1	93,2	102,0
Divers .....	90,1	87,8	88,9	93,0	87,4	78,9	78,8	83,0	96,9	80,7	82,1	81,2	87,0	80,3	88,3	102,9	96,5
<b>Ensemble ...</b>	<b>97,8</b>	<b>96,4</b>	<b>97,9</b>	<b>101,1</b>	<b>102,4</b>	<b>104,8</b>	<b>104,4</b>	<b>103,6</b>	<b>108,5</b>	<b>104,8</b>	<b>103,8</b>	<b>102,6</b>	<b>103,4</b>	<b>105,5</b>	<b>107,1</b>	<b>108,5</b>	<b>112,7</b>
<b>INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE <sup>1</sup></b>																	
<b>Ensemble ...</b>	<b>97,9</b>	<b>96,9</b>	<b>97,8</b>	<b>99,2</b>	<b>101,0</b>	<b>101,7</b>	<b>102,5</b>	<b>101,9</b>	<b>103,7</b>	<b>101,8</b>	<b>102,4</b>	<b>102,4</b>	<b>100,9</b>	<b>101,1</b>	<b>102,6</b>	<b>105,2</b>	<b>105,8</b>

<sup>1</sup> Indices des termes de l'échange =  $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

\* Voir 20 du N. B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME \*

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1968				1969			
										1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
<b>IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits</b>																	
Biens de production .....	130,9	145,6	159,7	178,5	194,6	211,5	209,6	248,0	289,2	243,8	241,9	235,0	275,6	267,3	290,7	287,7	310,7
Biens de consommation .....	128,1	131,8	152,4	188,1	214,4	226,8	240,9	272,9	315,2	257,8	275,8	268,6	300,6	301,3	322,0	311,1	341,7
Biens d'équipement .....	147,7	161,4	179,3	214,1	221,8	233,1	234,7	250,9	294,1	230,9	231,2	234,5	266,1	249,1	310,9	294,3	316,6
<b>Ensemble ...</b>	<b>132,3</b>	<b>144,6</b>	<b>160,5</b>	<b>184,4</b>	<b>201,5</b>	<b>216,4</b>	<b>218,3</b>	<b>252,6</b>	<b>294,0</b>	<b>244,1</b>	<b>246,5</b>	<b>241,0</b>	<b>278,3</b>	<b>271,3</b>	<b>298,6</b>	<b>292,3</b>	<b>316,8</b>
<b>EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits</b>																	
Sidérurgie .....	117,5	127,3	130,9	151,6	166,0	160,4	173,4	198,5	224,9	199,4	193,7	193,7	209,6	222,7	225,7	207,0	244,4
Fabrications métalliques .....	141,2	164,6	175,0	208,2	250,5	260,0	259,5	297,4	372,0	288,8	298,9	274,0	335,8	343,8	395,5	346,8	401,8
Métaux non ferreux .....	131,9	135,2	150,7	162,5	175,3	182,8	179,3	204,2	219,5	206,4	199,4	201,0	211,0	212,8	209,3	231,2	228,7
Textiles .....	139,0	158,5	170,0	177,6	192,7	212,9	199,7	236,4	279,9	224,1	227,3	218,7	279,8	279,7	281,3	250,6	307,8
Produits chimiques .....	123,4	130,3	151,0	166,4	198,0	217,2	241,1	312,0	390,0	295,6	284,5	313,7	362,1	368,5	390,9	383,1	428,4
Industrie houillère .....	90,7	88,1	85,6	78,2	63,6	45,0	51,6	40,9	37,4	33,2	36,9	39,7	53,6	37,9	36,2	36,6	38,9
Industrie pétrolière .....	97,2	107,1	154,3	156,0	166,1	168,4	170,4	236,3	327,7	191,5	206,2	255,8	291,9	331,5	316,6	385,9	285,0
Verres et glaces .....	145,1	168,8	169,5	188,1	190,2	198,6	208,9	239,6	256,4	230,2	228,1	226,7	273,9	237,7	257,6	243,9	263,8
Produits agricoles .....	110,5	138,0	158,3	157,2	208,0	210,3	273,4	314,7	347,7	338,7	313,3	290,6	344,5	363,5	319,7	333,3	428,6
Ciments .....	111,3	109,2	99,3	115,8	133,7	114,6	106,3	109,6	113,4	91,3	133,1	115,9	98,4	88,8	117,7	121,1	126,4
Carrières .....	131,6	154,0	173,9	204,9	212,1	211,3	221,7	238,1	245,7	207,7	231,0	257,4	255,2	217,9	254,8	264,5	255,2
Céramiques .....	229,3	196,3	206,7	250,5	258,0	228,6	232,5	248,3	300,9	222,0	240,9	245,8	290,6	268,4	313,1	287,0	331,7
Bois et meubles .....	205,5	287,1	349,4	399,0	450,1	489,3	521,6	644,2	812,3	546,6	599,3	611,3	820,5	789,8	852,9	742,1	968,4
Peaux, cuirs et chaussures .....	160,1	175,8	195,5	209,2	217,1	223,8	227,8	250,8	304,0	254,0	242,2	243,1	272,0	312,7	292,4	297,2	323,3
Papier et livre .....	140,2	161,8	181,7	205,9	234,9	274,1	292,2	368,5	480,9	320,3	340,4	357,7	403,8	444,0	468,4	458,0	553,5
Tabacs manufacturés .....	178,8	167,2	216,0	278,0	336,4	329,7	374,5	424,7	375,4	366,3	382,4	400,0	549,8	375,9	366,9	375,4	385,2
Caoutchouc .....	148,1	165,6	187,0	222,0	261,1	281,2	300,9	363,5	478,7	337,9	375,2	336,4	398,1	442,7	464,2	463,1	548,9
Industries alimentaires .....	154,1	185,8	209,9	234,0	278,0	291,6	312,9	365,2	445,2	324,8	384,9	358,6	400,8	411,9	432,4	470,4	481,0
Divers .....	147,9	153,7	155,1	159,9	177,6	207,3	206,5	214,8	215,0	230,0	217,9	200,3	220,7	223,4	236,3	204,3	223,2
<b>Ensemble ...</b>	<b>130,0</b>	<b>145,1</b>	<b>157,9</b>	<b>175,7</b>	<b>199,1</b>	<b>207,9</b>	<b>214,3</b>	<b>250,3</b>	<b>296,9</b>	<b>242,2</b>	<b>243,9</b>	<b>239,8</b>	<b>280,3</b>	<b>286,1</b>	<b>299,9</b>	<b>284,6</b>	<b>321,4</b>

\* Voir 2<sup>o</sup> du N. B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerce.	importations	exportations	balance commerce.	importations	exportations	balance commerce.
1962 .....	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1963 .....	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41
1964 .....	5,12	4,83	- 0,29	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1965 .....	5,76	5,81	+ 0,05	4,15	3,86	- 0,29	4,02	5,87	+ 1,85
1966 .....	6,47	6,00	- 0,47	4,65	4,60	- 0,05	4,37	6,33	+ 1,96
1967 .....	6,33	5,80	- 0,53	4,43	5,19	+ 0,76	4,50	6,29	+ 1,79
1968 .....	7,21	7,12	- 0,09	5,30	6,31	+ 1,01	5,06	7,16	+ 2,10
1969 .....	9,65	9,60	- 0,05	6,62	8,81	+ 2,19	5,94	8,12	+ 2,18
1968 2 <sup>e</sup> trimestre .....	6,85	6,87	+ 0,02	4,80	5,50	+ 0,70	4,99	7,56	+ 2,57
3 <sup>e</sup> trimestre .....	6,68	7,03	+ 0,35	4,82	6,06	+ 1,24	4,84	6,44	+ 1,60
4 <sup>e</sup> trimestre .....	8,35	8,02	- 0,33	6,46	7,77	+ 1,31	5,60	7,68	+ 2,08
1969 1 <sup>er</sup> trimestre .....	8,28	8,69	+ 0,41	6,58	8,47	+ 1,89	5,74	7,75	+ 2,01
2 <sup>e</sup> trimestre .....	9,56	8,92	- 0,64	6,88	8,80	+ 1,92	6,16	8,12	+ 1,96
3 <sup>e</sup> trimestre .....	9,91	9,41	- 0,50	5,80	8,00	+ 2,20	5,48	7,61	+ 2,13
4 <sup>e</sup> trimestre .....	10,88	11,40	+ 0,52	7,22	9,99	+ 2,77	6,37	8,98	+ 2,61
1969 Février .....	8,22	7,61	- 0,61	6,16	7,92	+ 1,76	5,49	7,25	+ 1,76
Mars .....	9,42	9,06	- 0,36	7,08	8,83	+ 1,75	6,19	8,20	+ 2,01
Avril .....	9,42	8,99	- 0,43	6,99	8,57	+ 1,58	5,99	7,89	+ 1,90
Mai .....	8,70	8,82	+ 0,12	6,68	8,70	+ 2,02	6,18	8,23	+ 2,05
Juin .....	10,32	8,90	- 1,42	6,83	9,07	+ 2,24	6,31	8,20	+ 1,89
Juillet .....	10,16	10,02	- 0,14	6,34	9,49	+ 3,15	4,66	7,73	+ 3,07
Août .....	7,73	6,97	- 0,76	4,74	5,42	+ 0,68	5,41	5,63	+ 0,22
Septembre .....	11,73	11,19	- 0,54	6,23	9,02	+ 2,79	6,41	9,45	+ 3,14
Octobre .....	12,04	11,91	- 0,13	7,74	10,41	+ 2,67	6,77	9,39	+ 2,62
Novembre .....	9,88	10,46	+ 0,58	6,56	9,59	+ 3,03	5,95	8,67	+ 2,72
Décembre .....	10,61	11,37	+ 0,76	7,34	9,83	+ 2,49	6,36	8,83	+ 2,47
1970 Janvier .....	8,15	10,57	+ 2,42	7,27	8,60	+ 1,33	6,29	8,11	+ 1,82
Février .....	p	10,52			8,45			8,23	
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métrop. européennes O.C.D.E. 1		
	importations	exportations	balance commerce.	importations	exportations	balance commerce.	importations	exportations	balance commerce.
1962 .....	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1963 .....	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18
1964 .....	0,94	0,88	- 0,06	13,38	14,58	+ 1,20	16,87	17,96	+ 1,09
1965 .....	1,05	0,91	- 0,14	14,98	16,45	+ 1,47	18,74	20,41	+ 1,67
1966 .....	1,22	0,94	- 0,28	16,70	17,87	+ 1,17	20,79	21,85	+ 1,06
1967 .....	1,35	1,17	- 0,18	16,61	18,45	+ 1,84	20,66	22,47	+ 1,81
1968 .....	1,50	1,29	- 0,21	19,07	21,88	+ 2,81	23,73	26,20	+ 2,47
1969 .....	1,68	1,80	+ 0,12	23,89	28,33	+ 4,44	29,35	33,79	+ 4,44
1968 2 <sup>e</sup> trimestre .....	1,44	1,32	- 0,12	18,08	21,25	+ 3,17	22,64	25,52	+ 2,88
3 <sup>e</sup> trimestre .....	1,50	1,10	- 0,40	17,84	20,63	+ 2,79	22,08	24,57	+ 2,49
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1,61	1,57	- 0,04	22,02	25,04	+ 3,02	27,14	29,62	+ 2,48
1969 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1,71	1,61	- 0,10	22,32	26,52	+ 4,20	27,67	31,73	+ 4,06
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1,69	1,74	+ 0,05	24,28	27,59	+ 3,31	29,80	32,86	+ 3,06
3 <sup>e</sup> trimestre .....	1,78	1,69	- 0,09	22,97	26,71	+ 3,74	27,77	31,88	+ 4,11
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1,52	2,16	+ 0,64	25,99	32,53	+ 6,54	32,14	38,70	+ 6,56
1969 Février .....	1,74	1,50	- 0,24	21,61	24,28	+ 2,67	26,98	28,89	+ 1,91
Mars .....	1,89	1,57	- 0,32	24,58	27,66	+ 3,08	30,28	32,66	+ 2,38
Avril .....	1,88	1,52	- 0,36	24,27	26,97	+ 2,70	29,92	31,70	+ 2,78
Mai .....	1,63	1,75	+ 0,12	23,19	27,50	+ 4,31	28,69	32,55	+ 3,86
Juin .....	1,56	1,94	+ 0,38	25,02	28,11	+ 3,09	31,45	33,51	+ 2,06
Juillet .....	1,84	1,94	+ 0,10	23,01	29,19	+ 6,18	27,86	34,73	+ 6,87
Août .....	1,81	1,32	- 0,49	19,69	19,34	- 0,35	24,60	23,70	- 0,90
Septembre .....	1,66	1,80	+ 0,14	26,03	31,46	+ 5,43	30,64	37,03	+ 6,39
Octobre .....	1,75	1,97	+ 0,22	28,30	33,68	+ 5,38	34,60	39,51	+ 4,91
Novembre .....	1,38	1,95	+ 0,57	23,77	30,67	+ 6,90	29,33	36,27	+ 6,94
Décembre .....	1,43	2,49	+ 1,06	25,74	32,52	+ 6,78	32,41	39,02	+ 6,61
1970 Janvier .....	1,55	1,91	+ 0,36	23,26	29,19	+ 5,93	28,70	35,55	+ 6,85
Février .....	p	2,04			29,24			35,16	

1 Y compris la Finlande à partir de janvier 1970.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1962 .....	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1963 .....	1,97	1,71	- 0,26	1,76	1,16	- 0,60	1,29	0,81	- 0,48
1964 .....	2,19	1,88	- 0,31	1,89	1,15	- 0,74	1,47	0,88	- 0,59
1965 .....	2,29	2,22	- 0,07	2,02	1,28	- 0,74	1,57	1,03	- 0,54
1966 .....	2,37	2,46	+ 0,09	2,21	1,34	- 0,87	1,76	1,01	- 0,75
1967 .....	2,46	2,45	- 0,01	2,09	1,39	- 0,70	1,82	1,06	- 0,76
1968 .....	2,87	3,21	+ 0,34	2,51	1,49	- 1,02	1,91	1,09	- 0,82
1969 .....	3,19	2,90	- 0,29	2,90	1,69	- 1,21	2,31	1,24	- 1,07
1968 2 <sup>e</sup> trimestre .....	2,84	3,12	+ 0,28	2,38	1,49	- 0,89	1,78	1,06	- 0,72
3 <sup>e</sup> trimestre .....	2,70	2,99	+ 0,29	2,39	1,31	- 1,08	2,01	1,00	- 1,01
4 <sup>e</sup> trimestre .....	3,07	3,11	+ 0,04	2,73	1,51	- 1,22	1,99	1,19	- 0,80
1969 1 <sup>er</sup> trimestre .....	2,27	2,34	+ 0,07	2,86	1,71	- 1,15	2,22	1,16	- 1,06
2 <sup>e</sup> trimestre .....	3,42	3,50	+ 0,08	2,87	1,53	- 1,34	2,56	1,31	- 1,25
3 <sup>e</sup> trimestre .....	3,22	2,81	- 0,41	2,52	1,61	- 0,91	2,19	1,10	- 1,09
4 <sup>e</sup> trimestre .....	3,87	2,93	- 0,94	3,33	1,89	- 1,44	2,26	1,40	- 0,86
1969 Février .....	1,64	1,79	+ 0,15	3,17	1,59	- 1,58	2,08	0,97	- 1,11
Mars .....	2,74	2,89	+ 0,15	2,70	1,54	- 1,16	2,40	0,99	- 1,41
Avril .....	2,82	3,06	+ 0,24	2,21	1,40	- 0,81	2,67	1,15	- 1,52
Mai .....	3,63	4,11	+ 0,48	3,10	1,58	- 1,52	2,69	1,17	- 1,52
Juin .....	3,59	3,32	- 0,27	3,27	1,56	- 1,71	2,33	1,05	- 1,28
Juillet .....	3,14	2,86	- 0,28	2,70	1,70	- 1,00	2,33	1,09	- 1,24
Août .....	3,15	2,43	- 0,72	2,71	1,49	- 1,22	2,21	1,05	- 1,16
Septembre .....	3,29	3,08	- 0,21	2,13	1,62	- 0,51	1,98	1,14	- 0,84
Octobre .....	3,53	3,56	+ 0,03	3,35	1,63	- 1,67	2,29	1,24	- 1,05
Novembre .....	3,54	2,69	- 0,85	2,73	1,82	- 0,91	2,29	1,50	- 0,79
Décembre .....	4,47	2,48	- 1,99	3,88	1,91	- 1,97	2,32	1,47	- 0,85
1970 Janvier .....	3,08	2,49	- 0,59	2,64	1,98	- 0,66	2,39	1,39	- 1,00
Février .....	p	3,36			1,60				

Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine 1			Congo et Rwanda-Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1962 .....	0,85	0,58	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,43	0,36	- 0,07
1963 .....	0,92	0,46	- 0,46	0,71	0,21	- 0,50	0,48	0,31	- 0,17
1964 .....	0,96	0,61	- 0,35	0,86	0,28	- 0,58	0,49	0,32	- 0,17
1965 .....	0,97	0,63	- 0,34	0,87	0,30	- 0,57	0,51	0,39	- 0,12
1966 .....	1,04	0,62	- 0,42	1,31	0,30	- 1,01	0,58	0,50	- 0,08
1967 .....	1,24	0,67	- 0,57	1,08	0,24	- 0,84	0,57	0,65	+ 0,08
1968 .....	1,29	0,70	- 0,59	1,37	0,32	- 1,05	0,64	0,61	- 0,03
1969 .....	1,28	0,75	- 0,53	1,80	0,40	- 1,40	0,65	0,62	- 0,03
1968 2 <sup>e</sup> trimestre .....	1,39	0,77	- 0,62	1,34	0,30	- 1,04	0,60	0,66	+ 0,06
3 <sup>e</sup> trimestre .....	1,20	0,64	- 0,56	1,14	0,33	- 0,81	0,55	0,54	- 0,01
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1,19	0,73	- 0,46	1,38	0,35	- 1,03	0,76	0,59	- 0,17
1969 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1,16	0,74	- 0,42	1,56	0,37	- 1,19	0,56	0,62	+ 0,06
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1,27	0,71	- 0,56	1,81	0,41	- 1,40	0,59	0,68	+ 0,09
3 <sup>e</sup> trimestre .....	1,34	0,75	- 0,59	1,90	0,36	- 1,54	0,70	0,51	- 0,19
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1,32	0,80	- 0,52	1,93	0,45	- 1,48	0,74	0,66	- 0,08
1969 Janvier .....	1,28	1,00	- 0,28	1,47	0,42	- 1,05	0,66	0,66	...
Février .....	1,07	0,57	- 0,50	1,78	0,34	- 1,44	0,50	0,46	- 0,04
Mars .....	1,15	0,64	- 0,51	1,43	0,34	- 1,09	0,53	0,71	+ 0,18
Avril .....	1,24	0,66	- 0,58	1,78	0,41	- 1,37	0,54	0,83	+ 0,29
Mai .....	1,14	0,65	- 0,49	1,33	0,37	- 0,96	0,58	0,62	+ 0,04
Juin .....	1,44	0,81	- 0,63	2,32	0,44	- 1,88	0,67	0,54	- 0,13
Juillet .....	1,34	0,69	- 0,65	2,10	0,45	- 1,65	0,62	0,49	- 0,13
Août .....	1,48	0,71	- 0,77	1,21	0,29	- 0,92	0,68	0,37	- 0,31
Septembre .....	1,21	0,86	- 0,35	2,43	0,33	- 2,10	0,78	0,67	- 0,11
Octobre .....	1,37	0,89	- 0,48	2,70	0,46	- 2,24	0,71	0,57	- 0,14
Novembre .....	1,40	0,77	- 0,63	1,23	0,46	- 0,77	0,75	0,80	+ 0,05
Décembre .....	1,15	0,70	- 0,45	1,83	0,42	- 1,41	0,77	0,60	- 0,17
1970 Janvier .....	1,35	0,96	- 0,39	1,49	0,44	- 1,05	0,64	0,75	+ 0,11

1 Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.) — Bulletin général de Statistique (Office statistique des Communautés européennes). — « Centre de Recherches économiques » de Louvain.



# IX. -- BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

## IX - 1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels  
(milliards de francs)

	1964	1965	1966	1967	1968	1969 p		
						Recettes	Dépenses	Solde
<b>1. Transactions sur biens et services :</b>								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations <sup>1</sup> .....	- 8,7	- 2,6	- 16,6	- 3,9	- 12,1	388,1	392,4	- 4,3
1.12 Travail à façon .....	+ 5,2	+ 6,6	+ 8,1	+ 7,8	+ 8,7	13,0	3,2	+ 9,8
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes) .....	+ 5,4	+ 3,2	+ 5,3	+ 5,4	+ 3,4	4,8	—	+ 4,8
1.2 Or non monétaire .....	- 0,8	- 2,0	- 1,5	- 2,4	- 1,8	1,0	1,4	- 0,4
1.3 Frets <sup>2</sup> .....	- 0,4	- 0,3	- 0,2	+ 1,6	+ 1,2	17,3	16,6	+ 0,7
1.4 Assur. pour le transport des marchandises <sup>2</sup> .....	- 0,4	- 0,1	- 0,1	...	...	0,6	0,7	- 0,1
1.5 Autres frais de transport .....	+ 1,0	+ 1,1	+ 0,4	+ 0,6	+ 0,5	6,6	6,7	- 0,1
1.6 Déplacements à l'étranger .....	- 3,4	- 4,1	- 4,5	- 6,4	- 6,2	15,7	22,7	- 7,0
1.7 Revenus d'investissements .....	- 0,9	+ 0,6	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,7	27,3	26,8	+ 0,5
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs .....	- 2,3	+ 0,3	+ 0,2	+ 3,7	+ 3,3	9,7	8,4	+ 1,3
1.9 Autres :								
1.91 Ouvriers frontaliers .....	+ 4,0	+ 4,1	+ 4,0	+ 4,3	+ 4,2	7,1	2,7	+ 4,4
1.92 Autres .....	+ 0,2	+ 0,7	- 0,1	+ 0,7	+ 0,8	32,5	33,1	- 0,6
<b>Total 1 ...</b>	<b>- 0,7</b>	<b>+ 7,5</b>	<b>- 3,9</b>	<b>+ 12,6</b>	<b>+ 4,2</b>	<b>523,7</b>	<b>514,7</b>	<b>+ 9,0</b>
<b>2. Transferts :</b>								
2.1 Transferts privés .....	+ 3,0	+ 2,5	+ 1,6	+ 1,5	+ 2,2	8,5	9,2	- 0,7
2.2 Transferts de l'Etat .....	- 2,4	- 2,4	- 2,5	- 4,0	- 4,7	0,5	4,8	- 4,3
<b>Total 2 ...</b>	<b>+ 0,6</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>- 0,9</b>	<b>- 2,5</b>	<b>- 2,5</b>	<b>9,0</b>	<b>14,0</b>	<b>- 5,0</b>
<b>3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :</b>								
3.1 Etat <sup>3</sup> :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels .....	- 2,3	- 3,3	- 1,8	- 1,9	- 2,1	—	2,1	- 2,1
3.112 Autres opérations .....	+ 2,8	- 2,0	- 0,4	- 4,0	- 0,8	3,0	2,0	+ 1,0
3.12 Avoirs .....	- 0,1	- 0,5	- 0,3	- 0,4	- 0,3	...	1,3	- 1,3
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	+ 1,0	...	...	- 0,5	- 0,2	...	0,2	- 0,2
3.22 Avoirs .....	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total 3 ...</b>	<b>+ 1,5</b>	<b>- 5,8</b>	<b>- 2,5</b>	<b>- 6,8</b>	<b>- 3,4</b>	<b>3,0</b>	<b>5,6</b>	<b>- 2,6</b>
<b>4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :</b>								
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	+ 0,3	+ 1,7	+ 0,7	- 1,3	- 0,4	2,5	1,0	+ 1,5
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public .....	+ 2,0	+ 0,4	+ 1,0	+ 2,2	- 0,2	9,6	1,6	+ 8,0
4.3 Secteur privé <sup>4</sup> :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets) .....	- 1,3	- 2,1	- 6,5	- 5,3	- 13,4	—	15,1	- 15,1
4.312 Investissements directs .....	- 5,4	- 2,0	- 0,4	- 2,6	- 3,6	4,6	6,0	- 1,4
4.313 Immeubles .....	- 5,4	- 1,3	- 1,7	- 1,5	- 1,2	0,8	2,0	- 1,2
4.314 Autres (chiffres nets) .....	- 5,4	...	- 0,3	+ 1,3	+ 1,5	3,1	—	+ 3,1
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets) .....	+ 0,1	+ 0,5	- 0,2	+ 2,8	- 0,5	—	1,1	- 1,1
4.322 Investissements directs .....	+ 12,1	+ 7,1	+ 7,0	+ 11,5	+ 12,5	14,5	1,2	+ 13,3
4.323 Immeubles .....	+ 12,1	+ 0,2	- 0,3	- 0,2	- 0,1	0,5	0,8	- 0,3
4.324 Autres (chiffres nets) .....	+ 12,1	+ 0,7	+ 0,7	+ 0,9	...	5,9	—	+ 5,9
4.33 Investissements et placements non ventilés (chiffres nets) .....	+ 1,0	+ 0,8	+ 0,6	+ 0,3	...	...	—	...
<b>Total 4 ...</b>	<b>+ 8,8</b>	<b>+ 6,0</b>	<b>+ 0,6</b>	<b>+ 8,1</b>	<b>- 5,4</b>	<b>41,5</b>	<b>28,8</b>	<b>+ 12,7</b>
<b>5. Erreurs et omissions (nettes) .....</b>	<b>+ 0,5</b>	<b>+ 0,7</b>	<b>+ 0,3</b>	<b>+ 0,9</b>	<b>+ 1,6</b>	<b>3,4</b>	<b>—</b>	<b>+ 3,4</b>
<b>Total 1 à 5 ...</b>	<b>+ 10,7</b>	<b>+ 8,5</b>	<b>- 6,4</b>	<b>+ 12,3</b>	<b>- 5,5</b>	<b>580,6</b>	<b>563,1</b>	<b>+ 17,5</b>
<b>6. Financement du total :</b>								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger .....	...	+ 1,2	- 1,1	+ 2,7	- 0,8	—	—	+ 2,8
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :								
6.211 Francs belges et luxembourgeois .....	+ 1,7	...	- 1,7	- 0,8	+ 2,1	—	—	+ 6,6
6.212 Monnaies étrangères .....	- 3,8	- 1,2	- 6,4	- 2,3	+ 7,1	—	—	+ 0,9
6.22 Organismes monétaires divers .....	+ 0,2	+ 0,5	+ 1,1	+ 0,3	+ 0,3	—	—	+ 2,0
6.23 Banque Nationale .....	+ 12,6	+ 8,0	+ 1,7	+ 12,4	- 14,2	—	—	+ 5,2

<sup>1</sup> Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

<sup>2</sup> Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

<sup>3</sup> Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIIIe année, vol. II, no 3, septembre 1968].

<sup>4</sup> Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

**IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS**

Soldes trimestriels  
(milliards de francs)

	1967		1968				1969 p			
	4 <sup>e</sup> trimestre	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre	
<b>1. Transactions sur biens et services :</b>										
1.1 Opérations sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations <sup>1</sup>	- 1,9	- 3,4	- 3,5	- 3,3	- 1,9	- 2,3	- 4,0	- 8,1	+10,1	
1.12 Travail à façon .....	+ 2,0	+ 1,9	+ 2,3	+ 2,2	+ 2,3	+ 2,2	+ 2,2	+ 2,7	+ 2,7	
1.13 Opérations d'arbitrage .....	+ 0,7	+ 1,4	+ 2,5	- 0,1	- 0,4	+ 1,4	...	+ 1,7	+ 1,7	
1.2 Or non monétaire .....	- 1,3	- 1,2	- 0,1	...	...	- 0,2	- 0,1	- 0,2	+ 0,1	
1.3 Frets <sup>2</sup> .....	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,6	...	+ 0,1	+ 0,2	...	+ 0,4	
1.4 Assurances pour le transport de marchandises <sup>2</sup> .....	...	...	...	...	...	...	- 0,1	...	...	
1.5 Autres frais de transport .....	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,1	...	- 0,2	...	
1.6 Déplacements à l'étranger .....	- 0,4	- 0,7	- 2,1	- 3,6	+ 0,2	- 0,9	- 1,0	- 4,6	- 0,5	
1.7 Revenus d'investissements .....	+ 0,5	+ 0,9	- 0,6	+ 0,8	+ 0,6	+ 0,9	- 1,8	+ 0,8	+ 0,6	
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs .....	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,8	- 0,2	+ 0,6	...	+ 0,9	
1.9 Autres :										
1.91 Ouvriers frontaliers .....	+ 1,2	+ 1,0	+ 0,9	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,0	+ 1,4	+ 0,9	+ 1,1	
1.92 Autres .....	...	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,6	- 0,3	- 0,2	- 0,2	- 0,4	+ 0,2	
<b>Total 1 ...</b>	<b>+ 2,8</b>	<b>+ 1,6</b>	<b>+ 1,4</b>	<b>- 1,5</b>	<b>+ 2,7</b>	<b>+ 1,9</b>	<b>- 2,8</b>	<b>- 7,4</b>	<b>+17,3</b>	
<b>2. Transferts :</b>										
2.1 Transferts privés .....	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,8	+ 0,2	+ 0,6	...	- 0,4	- 0,9	
2.2 Transferts de l'Etat .....	- 1,5	- 1,7	- 0,7	- 1,0	- 1,3	- 1,7	- 0,6	- 0,9	- 1,1	
<b>Total 2 ...</b>	<b>- 0,8</b>	<b>- 0,9</b>	<b>- 0,3</b>	<b>- 0,2</b>	<b>- 1,1</b>	<b>- 1,1</b>	<b>- 0,6</b>	<b>- 1,3</b>	<b>- 2,0</b>	
<b>3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :</b>										
3.1 Etat <sup>3</sup> :										
3.11 Engagements :										
3.111 Amortissements contractuels .....	- 0,4	- 0,7	- 0,6	- 0,5	- 0,3	- 0,7	- 0,6	- 0,5	- 0,3	
3.112 Autres opérations .....	+ 1,7	+ 0,2	- 0,5	- 0,1	- 0,4	...	+ 1,7	- 0,3	- 0,4	
3.12 Avoirs .....	- 0,3	- 0,1	...	- 0,1	- 0,1	- 0,3	...	- 0,2	- 0,8	
3.2 Autres pouvoirs publics :										
3.21 Engagements .....	...	...	- 0,2	...	...	...	- 0,2	...	...	
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
<b>Total 3 ...</b>	<b>+ 1,0</b>	<b>- 0,6</b>	<b>- 1,3</b>	<b>- 0,7</b>	<b>- 0,8</b>	<b>- 1,0</b>	<b>+ 0,9</b>	<b>- 1,0</b>	<b>- 1,5</b>	
<b>4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :</b>										
4.1 Organismes publics d'exploitation ..	- 0,1	- 0,2	...	- 0,3	+ 0,1	+ 0,1	+ 1,0	...	+ 0,4	
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public .....	- 0,1	- 0,6	...	- 0,9	+ 1,3	+ 5,1	+ 2,4	+ 0,5	...	
4.3 Secteur privé :										
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.311 Valeurs mobilières ...	- 1,6	- 2,4	- 3,0	- 3,4	- 4,6	- 5,3	- 3,8	- 3,7	- 2,3	
4.312 Investissements directs	- 1,3	- 2,1	- 0,2	- 0,6	- 0,7	- 1,7	+ 1,9	- 0,3	- 1,3	
4.313 Immeubles .....	- 0,3	- 0,3	- 0,4	- 0,2	- 0,3	- 0,3	- 0,3	- 0,3	- 0,3	
4.314 Autres .....	+ 0,3	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,6	...	+ 0,2	+ 2,2	- 0,1	+ 0,8	
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :										
4.321 Valeurs mobilières ...	+ 1,9	...	- 0,3	- 0,3	+ 0,1	- 0,4	- 0,2	- 0,5	...	
4.322 Investissements directs	+ 3,6	+ 4,2	+ 2,8	+ 1,7	+ 3,8	+ 1,1	+ 2,8	+ 4,5	+ 4,9	
4.323 Immeubles .....	- 0,1	- 0,1	...	...	...	- 0,1	- 0,1	...	- 0,1	
4.324 Autres .....	...	- 1,1	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,2	+ 1,5	+ 2,3	+ 1,0	+ 1,1	
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
<b>Total 4 ...</b>	<b>+ 2,3</b>	<b>- 2,4</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>- 3,0</b>	<b>- 0,1</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>+ 8,2</b>	<b>+ 1,1</b>	<b>+ 3,2</b>	
<b>5. Erreurs et omissions .....</b>	<b>- 0,6</b>	<b>+ 1,5</b>	<b>- 0,4</b>	<b>+ 1,1</b>	<b>- 0,6</b>	<b>+ 2,2</b>	<b>- 1,9</b>	<b>+ 1,9</b>	<b>+ 1,2</b>	
<b>Total 1 à 5 ...</b>	<b>+ 4,7</b>	<b>- 0,8</b>	<b>- 0,5</b>	<b>- 4,3</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>+ 2,2</b>	<b>+ 3,8</b>	<b>- 6,7</b>	<b>+18,2</b>	
<b>6. Financement du total :</b>										
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger .....	- 0,9	+ 1,9	- 1,3	- 0,4	- 1,0	+ 1,0	+ 0,4	- 0,9	+ 2,3	
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :										
6.21 Banque belges et luxemb. :										
6.211 Francs belges et lux. .	- 2,8	+ 1,6	- 2,8	+ 1,1	+ 2,2	+ 0,2	+ 2,7	+ 6,6	- 2,9	
6.212 Monnaies étrangères ..	+ 2,8	- 1,0	+ 1,8	+ 0,6	+ 5,7	+ 6,4	- 3,7	- 5,3	+ 3,5	
6.22 Organismes monétaires divers	- 1,3	+ 0,2	+ 0,9	- 0,6	- 0,2	- 0,3	+ 0,6	...	+ 1,7	
6.23 Banque Nationale .....	+ 6,9	- 3,5	+ 0,9	- 5,0	- 6,6	- 5,1	+ 3,8	- 7,1	+13,6	

<sup>1</sup> Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.  
<sup>2</sup> Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).  
<sup>3</sup> Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII<sup>e</sup> année, vol. II, no 3, septembre 1968).

**IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS**  
Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés  
(milliards de francs)

	1969			1969			1969	1970 p
	3 <sup>e</sup> trimestre p			4 <sup>e</sup> trimestre p				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	2 premiers mois	
<b>1. Transactions sur biens et services :</b>								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations <sup>1</sup> .....	91,2	99,3	- 8,1	112,5	102,4	+10,1	- 0,9 <sup>4</sup>	+ 6,8 <sup>5</sup>
1.12 Travail à façon .....	3,5	0,8	+ 2,7	3,6	0,9	+ 2,7	+ 1,8	+ 1,5
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes) .....	1,7	—	+ 1,7	1,7	—	+ 1,7	+ 1,2	+ 1,2
1.2 Or non monétaire .....	0,1	0,3	- 0,2	0,4	0,3	+ 0,1	- 0,1	...
1.3 Frets <sup>2</sup> .....	4,4	4,4	...	4,6	4,2	+ 0,4	...	+ 0,4
1.4 Assurances pour le transport de marchandises <sup>2</sup>	0,2	0,2	...	0,1	0,1	...	...	...
1.5 Autres frais de transport .....	1,7	1,9	- 0,2	1,9	1,9	...	+ 0,1	- 0,1
1.6 Déplacements à l'étranger .....	4,8	9,4	- 4,6	3,7	4,2	- 0,5	- 0,6	- 1,1
1.7 Revenus d'investissements .....	7,3	6,5	+ 0,8	8,5	7,9	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,7
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs .....	1,9	1,9	...	2,8	1,9	+ 0,9	- 0,5	- 1,4
1.9 Autres :								
1.91 Ouvriers frontaliers .....	1,6	0,7	+ 0,9	1,9	0,8	+ 1,1	+ 0,7	+ 0,4
1.92 Autres .....	7,4	7,8	- 0,4	9,7	9,5	+ 0,2	- 0,4	+ 0,1
<b>Total 1 ...</b>	<b>125,8</b>	<b>133,2</b>	<b>- 7,4</b>	<b>151,4</b>	<b>134,1</b>	<b>+17,3</b>	<b>+ 1,8</b>	<b>+ 8,5</b>
<b>2. Transferts :</b>								
2.1 Transferts privés .....	2,3	2,7	- 0,4	1,9	2,8	- 0,9	+ 0,4	- 0,1
2.2 Transferts de l'Etat .....	0,1	1,0	- 0,9	0,2	1,3	- 1,1	- 1,4	- 0,8
<b>Total 2 ...</b>	<b>2,4</b>	<b>3,7</b>	<b>- 1,3</b>	<b>2,1</b>	<b>4,1</b>	<b>- 2,0</b>	<b>- 1,0</b>	<b>- 0,9</b>
<b>3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :</b>								
3.1 Etat <sup>3</sup> :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels .....	—	0,5	- 0,5	—	0,3	- 0,3	- 0,6	- 0,3
3.112 Autres opérations .....	0,1	0,4	- 0,3	0,5	0,9	- 0,4	...	+ 0,1
3.12 Avoirs .....	...	0,2	- 0,2	...	0,8	- 0,8	- 0,1	...
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total 3 ...</b>	<b>0,1</b>	<b>1,1</b>	<b>- 1,0</b>	<b>0,5</b>	<b>2,0</b>	<b>- 1,5</b>	<b>- 0,7</b>	<b>- 0,2</b>
<b>4. Mouvement des capitaux des entreprises et parti- culiers :</b>								
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	0,1	0,1	...	0,7	0,3	+ 0,4	- 0,1	- 0,8
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du sec- teur public .....	0,7	0,2	+ 0,5	...	...	...	+ 4,6	+ 0,4
4.3 Secteur privé :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxem- bourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	3,7	- 3,7	—	2,3	- 2,3	- 3,7	- 1,7
4.312 Investissements directs .....	1,1	1,4	- 0,3	0,5	1,8	- 1,3	- 1,4	- 1,1
4.313 Immeubles .....	0,2	0,5	- 0,3	0,2	0,5	- 0,3	- 0,2	- 0,2
4.314 Autres (chiffres nets) .....	—	0,1	- 0,1	0,8	—	+ 0,8	+ 0,5	- 0,6
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	0,5	- 0,5	—	...	...	- 0,2	+ 0,1
4.322 Investissements directs .....	4,8	0,3	+ 4,5	5,2	0,3	+ 4,9	+ 0,5	+ 2,5
4.323 Immeubles .....	0,1	0,1	...	0,2	0,3	- 0,1	...	...
4.324 Autres (chiffres nets) .....	1,0	—	+ 1,0	1,1	—	+ 1,1	+ 0,4	- 0,7
4.33 Investis. et plac. non ventilés (chiffres nets)	...	—	...	...	—	...	...	...
<b>Total 4 ...</b>	<b>8,0</b>	<b>6,9</b>	<b>+ 1,1</b>	<b>8,7</b>	<b>5,5</b>	<b>+ 3,2</b>	<b>+ 0,4</b>	<b>- 2,1</b>
<b>5. Erreurs et omissions (nettes) .....</b>	<b>1,9</b>	<b>—</b>	<b>+ 1,9</b>	<b>1,2</b>	<b>—</b>	<b>+ 1,2</b>	<b>+ 1,5</b>	<b>- 0,7</b>
<b>Total 1 à 5 ...</b>	<b>138,2</b>	<b>144,9</b>	<b>- 6,7</b>	<b>163,9</b>	<b>145,7</b>	<b>+18,2</b>	<b>+ 2,0</b>	<b>+ 4,6</b>
<b>6. Financement du total :</b>								
6.1 Refinancement en dehors des organismes moné- taires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	- 0,9	—	—	+ 2,3	+ 3,3	+ 2,0
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des orga- nismes monétaires :								
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :								
6.211 Francs belges et luxembourgeois .....	—	—	+ 6,6	—	—	- 2,9	+ 1,5	+ 2,8
6.212 Monnaies étrangères .....	—	—	- 5,3	—	—	+ 3,5	+ 1,5	+ 0,7
6.22 Organismes monétaires divers .....	—	—	...	—	—	+ 1,7	- 0,1	+ 0,5
6.23 Banque Nationale .....	—	—	- 7,1	—	—	+13,6	- 4,2	- 1,4
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations .....	—	—	—	—	—	—	—	(+ 3,5)

<sup>1</sup> Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

<sup>2</sup> Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

<sup>3</sup> Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inscrit dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 3, septembre 1968).

<sup>4</sup> Exportations = 57,2; importations = 58,1.

<sup>5</sup> Exportations = 70,1; importations = 63,3.

**Références bibliographiques :** *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XL<sup>e</sup> année, vol. I, n° 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires », XLIV<sup>e</sup> année, vol. I, n° 6, page 725 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1968 ».

## X. — MARCHÉ DES CHANGES

### 1. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 \$ U.S.A.	1 fr. français	1 Livre sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 Deutsche Mark	100 liras italiens.	1 Cour. suéd.	1 Cour. norv.	1 Cour. dan.	1 \$ canadien		100 escudos	100 schillings autrich.	100 pesetas	1 Mark finlandais
											câble	courrier				
1966 .....	49,83	10,14	139,18	13,77	11,52	12,46	7,98	9,65	6,97	7,21	46,252	46,252	173,58	192,87	83,15	—
1967 .....	49,69	10,10	{ 138,65 <sup>1</sup> 119,68 <sup>2</sup>	13,79	11,48	12,46	7,96	9,63	6,95	{ 7,17 <sup>1</sup> 6,65 <sup>2</sup>	46,059	46,058	172,87	192,30	{ 82,89 <sup>1</sup> 71,35 <sup>2</sup>	—
1968 .....	49,93	10,08	119,52	13,80	11,57	12,51	8,01	9,66	6,99	6,67	46,342	46,341	174,41	193,19	71,65	—
1969 .....	50,13	{ 10,12 <sup>3</sup> 8,98 <sup>4</sup>	119,85	13,84	11,63	{ 12,56 <sup>5</sup> 13,47 <sup>6</sup>	7,99	9,70	7,02	6,67	46,558	46,558	176,15	193,87	71,77	11,88 <sup>7</sup>
1968 3 <sup>e</sup> trimest.	50,07	10,07	119,64	13,80	11,64	12,52	8,05	9,70	7,01	6,67	46,653	46,652	174,82	193,88	71,88	—
4 <sup>e</sup> trimest.	50,22	10,12	119,89	13,85	11,68	12,60	8,06	9,71	7,03	6,69	46,804	46,804	175,47	194,31	72,06	—
1969 1 <sup>e</sup> trimest.	50,22	10,14	120,02	13,86	11,64	12,51	8,02	9,71	7,03	6,68	46,731	46,730	176,24	194,05	72,00	—
2 <sup>e</sup> trimest.	50,26	10,11	120,12	13,81	11,63	12,56	8,01	9,72	7,04	6,67	46,640	46,641	176,49	194,20	71,88	—
3 <sup>e</sup> trimest.	50,29	{ 10,11 <sup>8</sup> 9,07 <sup>9</sup>	120,05	13,87	11,68	12,62 <sup>10</sup>	8,00	9,73	7,04	6,68	46,608	46,607	176,75	194,69	72,07	—
4 <sup>e</sup> trimest.	49,78	8,93	119,21	13,80	11,55	13,47	7,94	9,64	6,97	6,64	46,262	46,261	175,15	192,58	71,16	11,85
1970 1 <sup>er</sup> trimest.	49,67	8,96	119,40	13,67	11,53	13,49	7,90	9,59	6,95	6,63	46,298	46,297	174,68	192,04	71,12	11,88
1969 Avril .....	50,25	10,12	120,28	13,83	11,63	12,53	8,02	9,73	7,04	6,68	46,698	46,697	176,56	194,24	71,94	—
Mai .....	50,19	10,10	119,79	13,79	11,60	12,59	7,99	9,71	7,03	6,66	46,598	46,600	176,11	193,79	71,74	—
Juin .....	50,32	10,12	120,27	13,80	11,67	12,58	8,03	9,73	7,05	6,69	46,623	46,624	176,78	194,55	71,93	—
Juillet .....	50,28	10,11	120,20	13,81	11,66	12,57	8,01	9,72	7,04	6,68	46,517	46,516	176,56	194,66	71,96	—
Août .....	50,27	{ 10,10 <sup>11</sup> 9,08 <sup>12</sup>	119,96	13,89	11,68	12,61	8,00	9,73	7,04	6,68	46,629	46,629	176,60	194,74	72,10	—
Septembre ..	50,32	9,06	119,98	13,92	11,71	12,67 <sup>13</sup>	8,00	9,73	7,04	6,69	46,677	46,677	177,08	194,67	72,16	11,97
Octobre .....	49,95	8,95	119,40	13,89	11,61	13,46 <sup>14</sup>	7,95	9,67	6,99	6,64	46,336	46,333	175,73	193,27	71,44	11,87
Novembre .....	49,70	8,91	119,11	13,79	11,49	13,47	7,94	9,62	6,95	6,63	46,189	46,190	174,84	191,95	70,99	11,83
Décembre .....	49,68	8,92	119,11	13,73	11,53	13,48	7,93	9,62	6,96	6,63	46,247	46,247	174,81	192,38	71,00	11,85
1970 Janvier .....	49,69	8,95	119,27	13,68	11,52	13,48	7,90	9,62	6,95	6,63	46,312	46,311	174,77	192,10	71,08	11,86
Février .....	49,67	8,96	119,44	13,65	11,55	13,47	7,89	9,59	6,95	6,63	46,286	46,285	174,75	191,99	71,10	11,88
Mars .....	49,66	8,96	119,49	13,67	11,52	13,52	7,90	9,55	6,95	6,63	46,296	46,296	174,53	192,02	71,17	11,89

1 Moyenne du 1<sup>er</sup> janvier au 17 novembre 1967.

2 Moyenne du 18 novembre au 31 décembre 1967.

3 Moyenne du 1<sup>er</sup> janvier au 8 août 1969.

4 Moyenne du 11 août au 31 décembre 1969.

5 Moyenne du 1<sup>er</sup> janvier au 24 septembre 1969. Du 25 septembre au 24 octobre, cotation suspendue.

6 Moyenne du 27 octobre au 31 décembre 1969.

7 Moyenne du 1<sup>er</sup> septembre au 31 décembre 1969.

8 Moyenne du 1<sup>er</sup> juillet au 8 août 1969.

9 Moyenne du 11 août au 30 septembre 1969.

10 Moyenne du 1<sup>er</sup> juillet au 24 septembre 1969. Du 25 septembre au 30 septembre 1969, cotation suspendue.

11 Moyenne du 1<sup>er</sup> août au 8 août 1969.

12 Moyenne du 11 août au 29 août 1969.

13 Moyenne du 1<sup>er</sup> septembre au 24 septembre 1969. Du 25 septembre au 30 septembre 1969, cotation suspendue.

14 Cotation suspendue jusqu'au 24 octobre 1969. Moyenne du 27 octobre au 31 octobre 1969.

### X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales  
et cours extrêmes à Bruxelles le 31 mars 1970

Pays	Parité (ou cours moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis 1	Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
		vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur 4	vendeur 5	pour :
				en francs belges		
Autriche .....	26,— sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4084	195,2519	100 sch.
Belgique .....	50,— FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark .....	7,50 CD	+ 0,750	- 0,750	6,5674	6,7674	1 C. dan.
France .....	5,55419 FF	+ 0,753	- 0,751	8,8679	9,1383	1 FF
Allemagne .....	3,66 DM	+ 0,820	- 0,820	13,4485	13,8774	1 DM
Grèce .....	30,— Dr.	+ 0,333	- 0,333	—	—	—
Islande .....	88,— C. isl.	+ 0,114	- 0,114	—	—	—
Italie .....	625,— Liras	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Liras
Pays-Bas .....	3,62 Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège .....	7,14286 C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1051	1 C. nor.
Portugal .....	28,75 Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne .....	70,— Pesetas	+ 0,750	- 0,750	70,3651	72,5080	100 Pesetas
Suède .....	5,17321 C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5204	9,8101	1 C.S.
Suisse .....	4,37282 F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7288	1 F.S.
Turquie .....	9,— Lt.	+ 0,889	—	—	—	—
Royaume-Uni .....	2,40 £ 2	+ 0,833 <sup>3</sup>	- 0,833 <sup>3</sup>	118,1075	121,9075	1 £

1 Parité reconnue par le F.M.L., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

2 Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

3 Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuations de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

4 (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

5 (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

## XI. — FINANCES PUBLIQUES <sup>1</sup>

### 1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES <sup>2</sup>

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total
	Recettes	Dépenses <sup>3</sup>	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1963 .....	139,5	143,0	- 3,5	0,4	22,0	- 21,6	- 25,1
1964 .....	157,8	155,3	+ 2,5	0,3	24,1	- 23,8	- 21,3
1965 .....	172,7	176,5	- 3,8	0,2	25,2	- 25,0	- 28,8
1966 .....	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1967 .....	219,6	221,7	- 2,1	0,2	28,5	- 28,3	- 30,4
1968 .....	238,8	243,9	- 5,1	0,6	33,0	- 32,4	- 37,5
1968 5 premiers mois ...	93,9	102,1	- 8,2	0,2	13,6	- 13,4	- 21,6
6 premiers mois ...	112,2	124,5	- 12,3	0,3	15,3	- 15,0	- 27,3
7 premiers mois ...	144,4	142,5	+ 1,9	0,3	18,0	- 17,7	- 15,8
8 premiers mois ...	160,4	161,2	- 0,8	0,3	20,3	- 20,0	- 20,8
9 premiers mois ...	177,5	181,6	- 4,1	0,3	24,3	- 24,1	- 28,1
10 premiers mois ...	199,7	201,6	- 1,9	0,4	27,9	- 27,5	- 29,4
11 premiers mois ...	217,6	219,1	- 1,5	0,4	30,4	- 30,0	- 31,5
12 mois .....	238,8	243,9	- 5,1	0,6	33,0	- 32,4	- 37,5
1969 1 <sup>er</sup> mois .....	27,4	21,6	+ 5,8	...	4,1	- 4,1	+ 1,7
2 premiers mois ...	44,8	48,5	- 3,7	...	6,6	- 6,6	- 10,3
3 premiers mois ...	64,0	71,2	- 7,2	0,1	9,3	- 9,2	- 16,4
4 premiers mois ...	83,8	90,5	- 6,7	...	11,5	- 11,5	- 18,2
5 premiers mois ...	102,9	111,4	- 8,5	0,1	13,4	- 13,3	- 21,8
6 premiers mois ...	124,9	136,2	- 11,3	0,1	16,1	- 16,0	- 27,3
7 premiers mois ...	162,2	161,8	+ 0,4	0,1	18,3	- 18,2	- 17,8
8 premiers mois ...	180,3	180,5	- 0,2	0,1	20,6	- 20,5	- 20,7
9 premiers mois ...	198,8	202,5	- 3,7	0,1	23,1	- 23,0	- 26,7
10 premiers mois ...	222,6	228,8	- 6,2	0,2	26,4	- 26,2	- 32,4
11 premiers mois ...	242,7	249,9	- 7,2	0,2	29,4	- 29,2	- 36,4
12 mois .....	266,3	271,4	- 5,1	0,3	33,0	- 32,7	- 37,8
1970 1 <sup>er</sup> mois .....	30,3	26,2	+ 4,1	0,1	4,0	- 3,9	+ 0,2
2 premiers mois ...	50,3	48,0	+ 2,3	0,1	7,4	- 7,3	- 5,0

<sup>1</sup> Les statistiques concernant la Dette Publique figurent au chapitre XVI.

<sup>2</sup> Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

<sup>3</sup> Y compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre.

# XI - 2. — IMPASSE DE TRESORERIE ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Financement de l'impasse																		
	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers 2	Avances à des collectivités 3	Impasse 4  (4) = (1) + (2) + (3)	Emissions d'emprunts consolidés 5			Variations de la dette flottante								Prélèvements sur la marge auprès de la B.N.B. 16	Encaisse des comptables et autres opérations de trésorerie 17	Total  (18) = (7) + (15) + (16) + (17)	
					en francs belges 5	en monnaies étrangères 6	Total (7) = (5) + (6)	en francs belges					en monnaies étrangères 14	Total (15) = (8) à (14)					
								Certificats de trésorerie à moyen terme émis sur le marché 8	Secteur bancaire 9	Secteur para-étatique 10	Congo, Rwanda et Burundi 11	Certificats divers 12			Office des chèques postaux 13				
1963	-25,1	- 3,7	- 1,5	-30,3	+17,5	...	+17,5	- 6,0	+ 3,6	- 3,5	+ 0,1	- 0,1	+ 4,1	+10,5	+ 8,7	+ 4,1	...	+30,3	
1964	-21,3	+ 0,3	...	-21,0	+24,0	...	+24,0	- 7,5	+ 3,3	- 7,6	- 0,1	+ 0,2	+ 6,4	+ 2,9	- 2,4	+ 0,6	- 1,2	+21,0	
1965	-28,8	- 0,8	- 1,7	-31,3	+22,2	...	+22,2	...	+ 5,8	+ 4,4	...	+ 0,1	+ 0,2	- 1,2	+ 9,3	- 0,8	+ 0,6	+31,3	
1966	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7	
1967	-30,4	+ 1,5	- 6,7	-35,6	+21,6	...	+21,6	...	- 7,6	+14,3	...	- 0,2	- 3,8	+ 7,1	+ 9,8	- 6,9	+11,1	+35,6	
1968	-37,5	- 1,3	- 9,1	-47,9	+37,0	...	+37,0	...	- 5,5	- 4,9	...	- 0,2	+ 7,8	+ 0,9	- 1,9	+12,0	+ 0,8	+47,9	
1968	5 premiers mois	-21,6	- 4,3	- 3,3	-29,2	+ 9,8	...	+ 9,8	...	+ 0,5	+13,9	...	- 0,1	- 1,9	- 0,3	+12,1	+ 7,2	+ 0,1	+29,2
	6 premiers mois	-27,3	+ 0,8	- 3,8	-30,3	+14,8	...	+14,8	...	- 0,9	+11,1	...	- 0,2	- 0,9	- 0,3	+ 8,8	+ 7,2	- 0,5	+30,3
	7 premiers mois	-15,8	- 1,5	- 4,6	-21,9	+19,6	...	+19,6	...	- 2,9	- 0,3	...	- 0,2	+ 0,1	- 0,3	+ 3,6	+ 5,6	+ 0,3	+21,9
	8 premiers mois	-20,8	- 3,0	- 5,4	-29,2	+19,6	...	+19,6	...	+ 0,5	+ 2,4	...	- 0,2	- 2,2	+ 0,7	+ 1,2	+ 7,2	+ 1,2	+29,2
	9 premiers mois	-28,1	- 0,4	- 6,2	-34,7	+31,6	...	+31,6	...	- 1,8	- 3,0	...	- 0,2	- 0,9	+ 0,6	- 5,3	+ 8,1	+ 0,3	+34,7
	10 premiers mois	-29,4	- 2,6	- 7,2	-39,2	+29,2	...	+29,2	...	- 1,0	- 3,8	...	- 0,2	+ 1,7	+ 1,0	- 2,3	+10,8	+ 1,5	+39,2
	11 premiers mois	-31,5	- 3,3	- 8,0	-42,8	+29,2	...	+29,2	...	- 1,6	+ 2,3	...	- 0,1	- 3,0	+ 0,9	- 1,5	+12,9	+ 2,2	+42,8
	12 mois	-37,5	- 1,3	- 9,1	-47,9	+37,0	...	+37,0	...	- 5,5	- 4,9	...	- 0,2	+ 7,8	+ 0,9	- 1,9	+12,0	+ 0,8	+47,9
1969	1 <sup>er</sup> mois	+ 1,7	- 1,1	- 0,8	- 0,2	...	...	...	+ 2,7	+11,3	...	...	- 5,2	...	+ 8,8	- 7,9	- 0,7	+ 0,2	
	2 premiers mois	-10,3	- 1,7	- 1,7	-13,7	+ 0,8	...	+ 0,8	...	+ 2,5	+18,3	...	...	- 9,1	...	+11,7	+ 1,3	- 0,1	+13,7
	3 premiers mois	-16,4	+ 1,2	- 2,7	-17,9	+ 8,0	...	+ 8,0	...	+ 2,2	+14,1	...	- 0,1	- 6,1	...	+10,1	+ 0,4	- 0,6	+17,9
	4 premiers mois	-18,2	- 1,4	- 3,4	-23,0	+ 4,9	...	+ 4,9	...	+ 4,5	+12,4	...	- 0,1	- 1,8	+ 2,2	+17,2	+ 0,2	+ 0,7	+23,0
	5 premiers mois	-21,8	- 0,1	- 4,8	-26,7	+12,2	+ 1,0	+13,2	...	+ 2,2	+14,5	...	- 0,1	- 6,3	+ 2,3	+12,6	+ 0,7	+ 0,2	+26,7
	6 premiers mois	-27,3	+ 2,4	- 5,9	-30,8	+18,2	+ 1,0	+19,2	...	+ 5,5	+ 7,3	...	- 0,1	- 3,0	+ 2,3	+12,0	+ 1,2	- 1,6	+30,8
	7 premiers mois	-17,8	+ 1,0	- 7,4	-24,2	+25,6	+ 1,0	+26,6	...	+ 2,1	+ 0,7	...	- 0,1	- 4,0	+ 2,3	+ 1,0	- 2,8	- 0,6	+24,2
	8 premiers mois	-20,7	+ 0,4	- 8,9	-29,2	+25,6	+ 1,0	+26,6	...	+ 2,0	+ 0,5	...	- 0,1	- 7,4	+ 6,2	+ 1,2	+ 1,3	+ 0,1	+29,2
	9 premiers mois	-26,7	+ 3,0	- 9,9	-33,6	+25,6	+ 1,0	+26,6	...	+ 4,8	+ 4,1	...	- 0,1	- 7,7	+ 6,2	+ 7,3	+ 1,3	- 1,6	+33,6
	10 premiers mois	-32,4	+ 1,3	-10,9	-42,0	+39,8	+ 1,0	+40,8	...	+ 5,6	+ 2,1	...	- 0,1	- 5,6	+ 6,6	+ 8,6	- 6,3	- 1,1	+42,0
	11 premiers mois	-36,4	+ 0,2	-12,1	-48,3	+39,4	+ 1,0	+40,4	...	+ 6,3	+ 6,4	...	- 0,1	- 6,0	+ 6,5	+13,1	- 3,6	- 1,6	+48,3
	12 mois	-37,8	+ 2,6	-13,2	-48,4	+36,0	+ 1,0	+37,0	...	+ 1,7	+ 5,8	...	+ 0,3	- 1,9	+ 6,5	+12,4	+ 0,9	- 1,9	+48,4
1970	1 <sup>er</sup> mois	+ 0,2	- 0,7	- 1,0	- 1,5	+ 9,2	...	+ 9,2	...	+ 8,4	...	- 0,1	- 3,0	- 1,1	+ 4,2	-12,6	+ 0,7	+ 1,5	
	2 premiers mois	- 5,0	- 2,5	- 2,0	- 9,5	+ 6,9	...	+ 6,9	...	+11,9	...	- 0,1	- 6,0	- 1,9	+ 3,9	- 1,9	+ 0,6	+ 9,5	

1 Cf. tableau XI-1.

2 Non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre qui figurent à la colonne (1).

3 Augmentation : (-); diminution : (+).

4 Cette colonne diffère de la colonne (3) « Déficit de Trésorerie » du tableau XI-3. Le déficit de trésorerie tient en effet compte de diverses catégories d'opérations qui n'interviennent pas dans le calcul de l'Impasse. C'est ainsi que le solde des opérations extrabudgétaires compris dans le déficit de trésorerie reprend non seulement les fonds de tiers — colonne (2) du tableau XI-2. —, mais aussi la rubrique « Encaisse des comptables et autres opérations de trésorerie » — colonne (17) du même tableau —, de même que les dépenses d'organismes para-étatiques — essentiellement le Fonds des Routes — financées par des émissions de dettes publiques indirectes et par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés. (Arrêté royal no 41 du 29 septembre 1967.)

5 Déduction faite des frais d'émission et des amortissements extrabudgétaires.

## XI . 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DE L'ETAT ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgé- taires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tissements de la dette publique compris dans les dépenses budgé- taires 4	Besoins nets de finan- cement de l'Etat 5	Couverture 6					Recours aux marchés étrangers 7
						Recours au marché belge				Total  (9) = (6) à (8)	
						Variations			Total		
						de l'encours des emprunts consolidés et des certificats à moyen terme émis sur le marché 6	des autres engagements à moyen terme 7	des engagements à court terme 8			
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)	(10)		
1962 .....	- 16,2	- 4,3	- 20,5	+ 8,2	- 12,3	+ 15,5	+ 4,6	...	+ 20,1	- 7,8	
1963 .....	- 25,1	- 9,0	- 34,1	+ 10,8	- 23,3	+ 5,7	- 1,1	+ 6,2	+ 10,8	+ 12,5	
1964 .....	- 21,3	- 6,3	- 27,6	+ 12,6	- 15,0	+ 11,9	...	+ 2,0	+ 13,9	+ 1,1	
1965 .....	- 28,8	- 7,8	- 36,6	+ 14,5	- 22,1	+ 17,2	+ 0,5	+ 9,2	+ 26,9	- 4,8	
1966 .....	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9	
1967 .....	- 30,4	- 7,9	- 38,3	+ 15,3	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5	
1968 .....	- 37,5	- 12,3	- 49,8	+ 15,7	- 34,1	+ 24,7	+ 0,6	+ 12,5	+ 37,8	- 3,7	
1968 2 prem. mois	- 9,6	- 4,7	- 14,3	+ 3,5	- 10,8	+ 7,0	...	+ 3,8	+ 10,8	...	
3 prem. mois	- 15,7	- 3,3	- 19,0	+ 4,4	- 14,6	+ 6,3	...	+ 9,1	+ 15,4	- 0,8	
4 prem. mois	- 17,7	- 6,7	- 24,4	+ 5,7	- 18,7	+ 5,2	...	+ 14,3	+ 19,5	- 0,8	
5 prem. mois	- 21,6	- 8,1	- 29,7	+ 6,3	- 23,4	+ 4,7	...	+ 20,1	+ 24,8	- 1,2	
6 prem. mois	- 27,3	- 4,5	- 31,8	+ 7,5	- 24,3	+ 8,8	...	+ 17,3	+ 26,1	- 1,8	
7 prem. mois	- 15,8	- 7,0	- 22,8	+ 8,8	- 14,0	+ 12,6	...	+ 3,5	+ 16,1	- 2,1	
8 prem. mois	- 20,8	- 8,9	- 29,7	+ 9,7	- 20,0	+ 12,0	- 0,2	+ 9,5	+ 21,3	- 1,8	
9 prem. mois	- 28,1	- 8,7	- 36,8	+ 12,2	- 24,6	+ 22,3	+ 0,8	+ 4,4	+ 27,5	- 2,9	
10 prem. mois	- 29,4	- 10,6	- 40,0	+ 12,7	- 27,3	+ 19,4	+ 1,2	+ 10,3	+ 30,9	- 3,6	
11 prem. mois	- 31,5	- 11,5	- 43,0	+ 14,3	- 28,7	+ 18,0	+ 0,7	+ 13,8	+ 32,5	- 3,8	
12 mois .....	- 37,5	- 12,3	- 49,8	+ 15,7	- 34,1	+ 24,7	+ 0,6	+ 12,5	+ 37,8	- 3,7	
1969 1 <sup>er</sup> mois .....	+ 1,7	- 2,6	- 0,9	+ 2,6	+ 1,7	- 2,3	+ 1,0	- 0,6	- 1,9	+ 0,2	
2 prem. mois	- 10,3	- 3,7	- 14,0	+ 5,4	- 8,6	- 3,9	+ 2,9	+ 9,5	+ 8,5	+ 0,1	
3 prem. mois	- 16,4	- 2,2	- 18,6	+ 6,9	- 11,7	+ 2,2	+ 2,9	+ 7,3	+ 12,4	- 0,7	
4 prem. mois	- 18,2	- 4,5	- 22,7	+ 9,4	- 13,3	- 3,1	+ 2,9	+ 12,4	+ 12,2	+ 1,1	
5 prem. mois	- 21,8	- 5,1	- 26,9	+ 10,3	- 16,6	+ 3,7	+ 2,7	+ 8,0	+ 14,4	+ 2,2	
6 prem. mois	- 27,3	- 5,4	- 32,7	+ 12,3	- 20,4	+ 8,0	+ 4,8	+ 5,8	+ 18,6	+ 1,8	
7 prem. mois	- 17,8	- 7,3	- 25,1	+ 14,5	- 10,6	+ 13,9	+ 4,7	- 9,8	+ 8,8	+ 1,8	
8 prem. mois	- 20,7	- 8,3	- 29,0	+ 16,0	- 13,0	+ 12,6	+ 4,6	- 9,7	+ 7,5	+ 5,5	
9 prem. mois	- 26,7	- 8,1	- 34,8	+ 17,5	- 17,3	+ 11,2	+ 7,0	- 6,1	+ 12,1	+ 5,2	
10 prem. mois	- 32,4	- 10,5	- 42,9	+ 19,4	- 23,5	+ 24,5	+ 6,7	- 12,7	+ 18,5	+ 5,0	
11 prem. mois	- 36,4	- 13,6	- 50,0	+ 21,1	- 28,9	+ 22,6	+ 6,3	- 5,0	+ 23,9	+ 5,0	
12 mois .....	- 37,8	- 12,7	- 50,5	+ 22,4	- 28,1	+ 18,0	+ 4,8	+ 0,2	+ 23,0	+ 5,1	
1970 1 <sup>er</sup> mois .....	+ 0,2	- 7,0	- 6,8	+ 8,1	+ 1,3	+ 7,5	...	- 6,9	+ 0,6	- 1,9	
2 prem. mois	- 5,0	- 12,1	- 17,1	+ 12,6	- 4,5	+ 2,9	...	+ 4,0	+ 6,9	- 2,4	

1 Cf. tableau XI-1.

2 Y compris les dépenses d'organismes paraétatiques financées par des émissions de dettes indirectes et, à partir de novembre 1967, celles financées par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés (Arrêté royal no 41 du 29 septembre 1967). Non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre qui figurent à la colonne (1).

3 Cf. note 4 du tableau XI-2.

4 Suivant les situations de la dette publique.

5 Cf. tableau XVI-3b.

6 Y compris les variations de la dette indirecte et celles de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes (cf. note 2).

7 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en devises qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

### XI - 4. — RECETTES FISCALES (par exercice) <sup>1</sup>

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.  
B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices <sup>3</sup>	Contributions directes <sup>2</sup>		Douanes et accises		Enregistrement		Total	
	A	B	A	B	A	B	A	B
1960 .....	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1
1961 .....	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2
1962 .....	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5
1963 .....	54,2	+ 1,0	25,9	- 0,1	52,5	+ 1,0	132,6	+ 1,9
1964 .....	60,5	+ 4,7	28,2	+ 0,5	60,0	+ 4,5	148,7	+ 9,7
1965 .....	69,6	+ 8,5	30,1	+ 0,4	65,7	+ 1,7	165,4	+10,6
1966 .....	67,1	+ 3,3	33,7	+ 0,6	78,6	- 0,2	179,4	+ 3,7
1967 .....	87,2	+ 1,9	37,1	+ 1,4	86,0	- 1,7	210,3	+ 1,6
1968 .....	95,8	+ 0,4	38,7	- 0,3	92,4	- 1,1	226,9	- 1,0
1969 .....	109,7	+ 0,1	42,8	+ 0,5	101,0	+ 1,3	253,5	+ 1,9
1968 Octobre .....	9,9	+ 0,7	3,2	...	8,4	+ 0,3	21,5	+ 1,0
Novembre .....	6,2	- 0,1	3,2	- 0,2	7,8	- 0,1	17,2	- 0,4
Décembre .....	7,7	- 0,4	3,2	- 0,3	8,4	...	19,3	- 0,7
1969 Janvier .....	12,2	+ 0,2	4,7	+ 0,5	7,9	+ 0,1	24,8	+ 0,8
Février .....	6,1	- 0,1	3,1	- 0,2	7,2	- 0,6	16,4	- 0,9
Mars .....	6,1	+ 0,1	3,5	...	8,7	...	18,3	+ 0,1
Avril .....	6,9	+ 0,1	3,4	- 0,1	8,7	...	19,0	...
Mai .....	6,5	- 0,1	3,4	...	8,4	- 0,1	18,3	- 0,2
Juin .....	9,1	+ 0,3	3,4	...	8,8	+ 0,4	21,3	+ 0,7
Juillet .....	24,6	+ 3,0	3,4	- 0,1	8,4	+ 0,3	36,4	+ 3,2
Août .....	6,2	- 0,3	3,4	+ 0,1	7,7	+ 0,4	17,3	+ 0,2
Septembre .....	6,0	- 0,1	3,4	- 0,1	8,2	+ 0,4	17,6	+ 0,2
Octobre .....	10,3	+ 0,1	3,7	+ 0,2	9,1	+ 0,3	23,1	+ 0,6
Novembre .....	7,4	- 0,1	3,5	...	8,3	+ 0,1	19,2	...
Décembre .....	8,3	- 2,8	3,8	+ 0,2	9,6	+ 0,1	21,7	- 2,5
1970 Janvier .....	13,8	+ 1,8	3,6	- 0,1	8,6	- 0,2	26,0	+ 1,5
Février .....	7,7	+ 0,5	3,5	+ 0,3	7,9	- 0,3	19,1	+ 0,5
Mars .....	7,4	+ 0,5	3,9	+ 0,4	8,5	...	19,8	+ 0,9

<sup>1</sup> Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

<sup>2</sup> Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

<sup>3</sup> En raison du passage du régime de l'exercice à celui de la gestion, la période complémentaire de 1966 a été supprimée et en conséquence les recettes qui auraient appartenu à cette période ont été rattachées au compte de 1967.

### XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES <sup>1</sup>

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1969		Exercice 1969 : mars		Exercice 1970 : mars	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes <sup>2</sup> .....	109,7	109,6	6,1	6,0	7,4	6,9
précompte immobilier .....	1,1	1,2	...	...	...	...
précompte mobilier .....	11,4	11,4	1,0	0,9	1,3	1,2
précompte professionnel .....	50,2	48,9	3,5	3,5	4,1	3,9
versements anticipés .....	25,3	21,4	0,2	0,2	0,1	0,2
impôts des personnes physiques (rôles) .....	15,1	16,1	0,9	1,0	1,2	1,2
impôts des sociétés (rôles) .....	2,9	3,0	0,2	0,2	0,3	0,2
taxe de circulation sur les véhicules automobiles .....	1,9	6,0	0,1	0,1	0,3	0,2
impôts sur les revenus (lois coordonnées - ancien régime) .....	0,2	0,1	...	...	...	...
divers <sup>3</sup> .....	1,6	1,5	0,2	0,1	0,1	...
II. Douanes et accises .....	42,8	42,3	3,5	3,5	3,9	3,5
dont : douanes .....	7,9	9,0	0,6	0,8	0,8	0,6
accises .....	33,4	33,2	2,7	2,7	2,9	2,9
taxes spéciales de consommat. .....	1,3	...	0,1	...	0,1	...
III. Enregistrement .....	101,0	99,7	8,7	8,7	8,5	8,5
dont : enregistrement .....	8,7	8,7	0,7	0,7	0,6	0,8
successions .....	3,9	4,2	0,3	0,3	0,3	0,4
timbres et taxes assimilées .....	87,5	86,0	7,6	7,5	7,4	7,2
Total ...	253,5	251,6	18,3	18,2	19,8	18,9
Différence par rapport aux éval. budgét.		+ 1,9		+ 0,1		+ 0,9

<sup>1</sup> Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

<sup>2</sup> Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N. P. - Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.



**XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE <sup>1</sup>**

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles ou mois	Contributions directes 2	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1961 .....	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962 .....	4,2	2,1	4,0	10,3	0,66
1963 .....	4,4	2,1	4,4	10,9	0,93
1964 .....	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1965 .....	5,6	2,5	5,5	13,6	1,07
1966 .....	6,5	2,8	6,6	15,9	1,39
1967 .....	7,3	3,1	7,2	17,6	1,45
1968 .....	8,0	3,2	7,7	18,9	1,65
1969 .....	9,1	3,6	8,4	21,1	2,11
1968 3 premiers mois .....	7,0	3,2	7,4	17,6	0,64
6 premiers mois .....	6,7	3,3	7,6	17,6	0,61
9 premiers mois .....	8,0	3,2	7,6	18,8	1,94
1969 3 premiers mois .....	8,1	3,8	7,9	19,8	1,17
6 premiers mois .....	7,5	3,4	8,6	19,5	0,76
9 premiers mois .....	9,3	3,5	8,2	21,0	2,56
1970 3 premiers mois .....	9,6	3,7	8,3	21,6	0,91
1968 Octobre .....	9,9	3,2	8,4	21,5	2,06
Novembre .....	6,2	3,2	7,8	17,2	0,05
Décembre .....	7,7	3,2	8,4	19,3	0,17
1969 Janvier .....	12,2	4,7	7,9	24,8	3,12
Février .....	6,1	3,1	7,2	16,4	0,15
Mars .....	6,1	3,5	8,7	18,3	0,23
Avril .....	6,9	3,4	8,7	19,0	0,84
Mai .....	6,5	3,4	8,4	18,3	0,17
Juin .....	9,1	3,4	8,8	21,3	1,26
Juillet .....	24,6	3,4	8,4	36,4	17,08
Août .....	6,2	3,4	7,7	17,3	0,15
Septembre .....	6,0	3,4	8,2	17,6	0,07
Octobre .....	10,3	3,7	9,1	23,1	1,93
Novembre .....	7,4	3,5	8,3	19,2	0,02
Décembre .....	8,3	3,8	9,6	21,7	0,23
1970 Janvier .....	13,8	3,6	8,6	26,0	2,80
Février .....	7,7	3,5	7,9	19,1	-0,15
Mars .....	7,4	3,9	8,5	19,8	0,09

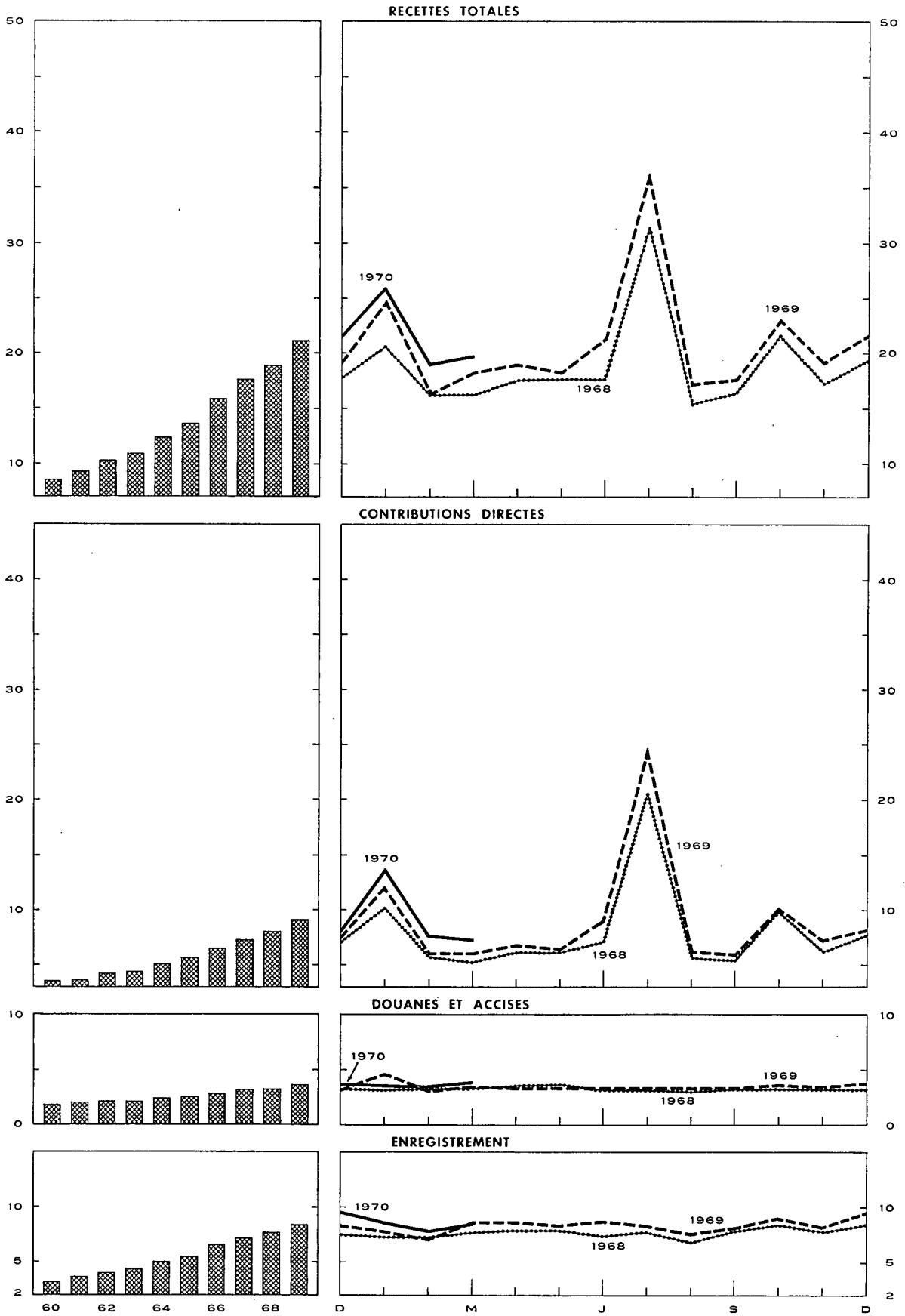
<sup>1</sup> Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

<sup>2</sup> Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLIII<sup>e</sup> année, vol. II, no 5, novembre 1968 : « Les budgets de 1968 et 1969 » et XLII<sup>e</sup> année, Vol. I, no 3, mars 1967 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la série statistique - Révision de certaines données ».

### XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



**XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE <sup>1</sup>**  
**1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1966 <sup>2</sup>**  
*(milliards de francs)*

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)		
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)	
		Entreprises et particuliers (1)	Parastatutiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)				
													données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées			
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)		
<b>DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE</b>	<b>Secteurs nationaux non financiers</b>	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	...	69,7	—	4,3	—	2,2	3,8	80,1	
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	9,1	—	—	—	—	62,6	—	0,1	—	1,1	...	72,9	
			Obligations ...	17,0	...	...	...	...	...	—	1,2	18,9	...	...	37,2	
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	0,1	—	—	0,4	...	—	—	130,9	41,0	126,9	...	299,3
			Divers ...	...	1,8	1,8	0,3	26,2	...	—	—	2,0	5,5	0,7	...	38,3
			(Actions et parts) ...	(220,6)	(1,1)	(...)	(...)	(...)	(0,9)	(—)	(0,5)	(4,5)	(—)	(...)	(227,6)	
			Total ...	26,1	2,1	1,8	0,3	26,6	...	132,3	—	138,5	65,4	130,9	3,8	527,8
		Parastatutiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	0,3	...	...	0,1	...	...	...	0,4	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		0,6	—	—	...	...	0,1	1,9	—	0,3	...	...	...	2,9	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...		0,2	...	...	...	...	0,3	0,5	—	...	...	...	...	1,0	
	Obligations accessibles à tout placeur ...		18,0	0,4	...	...	0,1	3,9	1,6	0,7	4,0	4,9	0,5	...	34,2	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	0,2	..	0,1	...	2,0	2,6	...	1,2	5,5	1,2	1,1	13,9	
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	—	—	0,1	...	1,3	...	...	0,2	10,7	...	12,3	
			Divers ...	8,5	...	5,5	0,3	...	1,6	0,2	...	...	0,1	0,5	16,7	
			(Actions et parts) ...	(0,9)	—	(15,2)	(7,1)	(...)	(0,1)	(—)	(0,3)	(0,2)	(0,4)	(0,9)	(25,1)	
			Total ...	27,2	0,7	5,5	0,5	0,1	9,6	6,7	0,7	5,5	10,6	12,6	1,6	81,4
		Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	3,7	...	—	2,2	...	...	48,4	...	...	...	0,1	5,0	59,4
	Certificats à court terme ...		...	0,4	—	0,2	...	17,1	43,7	3,3	4,6	0,1	10,0	3,5	82,9	
	Obligations accessibles à tout placeur ...		131,9	2,5	—	2,2	3,9	10,3	47,1	3,3	34,1	43,2	8,1	1,3	287,9	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	...	—	...	...	16,2	64,7	...	3,1	2,1	0,7	0,2	87,0	
		Divers ...	...	0,7	—	...	1,3	...	...	...	0,5	0,2	...	2,8		
		Total ...	135,6	3,7	—	4,6	5,2	43,7	203,9	6,6	41,8	45,9	19,1	10,0	520,1	
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...		
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		—	...	—	...	...	...	9,6	—	...	...	...	...	9,6		
Obligations accessibles à tout placeur ...		20,2	0,6	...	0,3	...	0,5	1,3	1,2	2,7	8,4	1,3	...	36,4		
Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	...	...	...	...	1,4	0,3	...	12,5	2,2	...	0,1	16,4		
Autres emprunts à moyen et long terme ...		...	5,9	...	...	...	...	...	...	0,9	...	67,8	...	74,6		
		Divers ...	2,2	0,6	1,8	...	...	...	...	...	...	0,3	4,7	9,7		
		Total ...	22,4	7,1	1,8	0,3	...	1,8	11,2	1,2	16,1	10,6	69,5	4,8	146,7	
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	10,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10,4		
Obligations accessibles à tout placeur ...		...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	0,1	...	...	0,3		
Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	...	...	...	0,4	...	0,8	...	1,3	11,5	0,1	1,9	16,1		
Divers ...		29,6	...	0,5	...	3,4	...	...	...	0,7	0,8	...	3,9	39,0		
		Total ...	40,0	...	0,5	...	3,8	0,3	...	0,8	...	2,1	12,4	0,1	5,8	65,8
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	...	...	...	1,8	...	...	...	...	1,8		
Acceptations et effets commerciaux ...		—	...	—	...	...	...	18,3	...	1,2	...	1,7	1,4	22,6		
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		—	...	...	...	...	...	6,2	...	0,2	...	...	...	6,4		
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...		—	...	...	...	...	...	150,4	...	...	...	...	...	150,4		
Obligations ...		8,5	...	0,8	...	0,1	...	2,0	0,9	0,3	4,0	0,2	...	16,8		
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...		—	—	9,8	—	—	...	15,2	—	—	—	—	—	25,0		
Divers ...		...	1,5	7,2	...	0,4	...	...	...	...	1,1	0,2	...	10,4		
(Actions et parts) ...		...	(0,2)	(0,5)	...	...	(—)	(1,4)	(—)	(0,2)	(1,3)	(—)	(...)	(3,6)		
		Total ...	8,5	1,5	17,8	...	0,5	—	193,9	0,9	1,7	5,1	2,1	1,4	233,4	

**DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE**

		Intermédiaires financiers												
		Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)												
		Organ. d'assur.-vie et accid., du travail, fonds de pension (10)												
		Organismes publics de crédit non monétaires (11)												
		Secteurs indéterminés et ajustements (12)												
		(13) = (1) à (12)												
Organismes monétaires (7)	Monnaie .....	312,1	3,2	3,4	15,1	0,7	—	...	3,0	2,0	0,3	...	339,7	
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	2,4	1,3	...	...	...	...	3,7	
	Engagements bruts envers l'étranger .....	—	—	—	—	—	102,3	—	—	—	—	—	102,3	
	Dépôts en devises des résidents .....	5,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5,7	
	Dépôts sur livrets des résidents .....	48,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	48,5	
	Dépôts à terme des résidents .....	40,4	—	—	...	—	—	—	...	...	...	...	40,4	
	Engagements non rangés ailleurs .....	—	—	...	—	—	—	15,6	...	—	...	...	15,6	
	Obligations (y compris les bons de caisse) .....	11,8	—	...	—	—	—	—	...	...	0,2	...	12,0	
	Divers .....	0,2	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	15,4	
	(Actions et parts) .....	(11,9)	—	(0,2)	—	—	—	(0,5)	—	(0,1)	(0,1)	—	(12,9)	
<b>Total ...</b>	<b>418,7</b>	<b>3,2</b>	<b>3,6</b>	<b>15,1</b>	<b>0,7</b>	<b>104,6</b>	<b>16,9</b>	<b>...</b>	<b>3,0</b>	<b>2,2</b>	<b>0,3</b>	<b>15,1</b>	<b>583,4</b>	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	1,0	0,3	—	0,1	...	0,1	0,1	1,6
	Certificats à court terme .....	—	—	—	...	—	...	4,0	—	0,5	—	...	4,5	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	—	0,3	—	...	...	...	0,3	
	Divers .....	—	—	2,8	—	—	—	...	...	...	...	...	2,9	
<b>Total ...</b>	<b>—</b>	<b>...</b>	<b>2,8</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>1,0</b>	<b>4,6</b>	<b>—</b>	<b>0,6</b>	<b>...</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>9,3</b>	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue .....	4,8	...	...	0,1	1,6	...	...	...	0,7	0,2	...	7,4	
	Dépôts sur livrets .....	182,1	...	—	0,2	...	...	...	...	...	...	...	182,4	
	Dépôts à terme .....	1,6	0,9	...	...	3,9	...	...	...	0,1	...	0,4	7,0	
	Obligations (y compris les bons de caisse) .....	14,5	—	...	...	—	...	...	0,1	0,7	...	...	15,3	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation .....	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6	
	Divers .....	6,8	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	0,1	2,1	
	(Actions et parts) .....	(2,2)	—	—	—	—	—	—	...	(...)	—	—	(2,2)	
<b>Total ...</b>	<b>210,4</b>	<b>0,9</b>	<b>...</b>	<b>0,2</b>	<b>5,6</b>	<b>...</b>	<b>0,1</b>	<b>...</b>	<b>0,2</b>	<b>1,5</b>	<b>0,3</b>	<b>2,6</b>	<b>221,8</b>	
Organ. d'assur.-vie et accid., du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale .....	27,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	27,9	
	Réserves mathématiques .....	177,4	—	—	—	—	16,2	—	—	—	—	—	193,6	
	Divers .....	4,1	...	0,4	...	0,1	...	...	...	...	...	2,4	7,0	
<b>Total ...</b>	<b>209,3</b>	<b>...</b>	<b>0,4</b>	<b>...</b>	<b>0,1</b>	<b>16,2</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>2,4</b>	<b>228,5</b>	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue .....	3,4	...	...	0,1	...	...	0,3	—	...	...	...	3,8	
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,1	0,3	—	0,4	...	0,1	0,9	
	Dépôts sur livrets .....	9,5	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	9,5	
	Dépôts à terme .....	3,2	1,1	...	5,1	3,1	0,6	0,6	—	0,3	1,2	...	15,3	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	—	...	...	...	0,5	—	1,2	...	0,2	1,9	
	Obligations accessibles à tout placeur .....	92,4	0,3	...	0,4	3,6	0,1	13,2	0,3	10,4	22,9	0,7	144,3	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	1,2	4,0	1,4	...	4,4	20,6	...	33,1	
	Divers .....	4,1	...	12,7	...	...	2,5	...	...	0,4	...	0,1	25,2	
	(Actions et parts) .....	(0,1)	(...)	(1,1)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(2,2)	
<b>Total ...</b>	<b>112,6</b>	<b>1,4</b>	<b>12,7</b>	<b>5,7</b>	<b>7,9</b>	<b>7,3</b>	<b>16,3</b>	<b>0,3</b>	<b>17,1</b>	<b>44,7</b>	<b>1,1</b>	<b>7,0</b>	<b>234,0</b>	
Secteurs indéterminés et ajustements (12)			2,8	2,8	...	1,6	...	17,5	0,7	11,3	5,4	2,3	—	44,4
	<b>Total des créances .....</b>	<b>1.210,9</b>	<b>23,4</b>	<b>49,7</b>	<b>26,8</b>	<b>52,1</b>	<b>184,5</b>	<b>604,2</b>	<b>10,4</b>	<b>237,8</b>	<b>203,8</b>	<b>238,3</b>	<b>54,6</b>	<b>2.896,5</b>

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Certaines données en mouvements concernent l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Cf. notes 2 à 5 du tableau XII-2.

2 Pour les années 1957 à 1959, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII<sup>e</sup> année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1960, cf. le même bulletin, XXXIX<sup>e</sup> année, vol. I, no 3, mars 1964; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XL<sup>e</sup> année, vol. II, no 4, octobre 1965; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XLI<sup>e</sup> année, vol. I, no 2, février 1967; pour l'année 1963, cf. le même bulletin, XLII<sup>e</sup> année, vol. I, no 3, mars 1967; pour l'année 1964, cf. le même bulletin, XLIII<sup>e</sup> année, vol. I, no 3, mars 1968; pour l'année 1965, cf. le même bulletin, XLIV<sup>e</sup> année, vol. I, no 4, avril 1969.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1967

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
													(1)		
..... données non disponibles															
... nihil ou inférieur à 50 millions															
— opérations non effectuées															
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers														
	Secteurs nationaux non financiers														
	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	—	77,9	—	5,1	—	6,2		4,2	93,5
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	9,4	—	—	—	—	75,9	—	0,1	—	1,2		—	86,6
		Obligations .....	17,8	—	—	—	—	—	—	1,2	19,0	—		—	38,0
		Autres emprunts à moyen et long terme .....	—	0,1	—	—	0,4	—	—	146,0	44,0	141,8		—	332,3
		Divers .....	—	2,2	2,1	0,1	21,6	—	—	1,0	12,0	0,8		—	39,8
		(Actions et parts) .....	(227,6)	(1,3)	(...)	—	(...)	—	(1,1)	(—)	(0,4)	(4,9)		(—)	(...)
	Total ..	27,2	2,4	2,1	0,1	22,0	—	153,7	—	153,4	75,0	150,0		4,2	590,2
	Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme .....	—	—	—	—	—	—	—	0,5	—	—		—	0,5
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,7	—	—	—	—	0,1	1,4	0,2	—	—		—	2,4
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	0,2	—	—	—	—	—	1,3	—	—	—		—	1,5
		Obligations accessibles à tout placeur .....	19,5	0,6	—	—	—	3,7	2,9	0,7	4,2	0,6		—	37,0
		Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	0,2	—	0,1	—	1,4	4,6	—	1,4	5,3		0,7	14,8
		Autres emprunts à moyen et long terme .....	—	—	—	0,1	—	2,1	—	—	—	0,2		12,2	—
	Divers .....	8,7	0,1	5,7	0,3	—	1,9	0,5	—	—	0,1	0,4		17,6	
	(Actions et parts) .....	(1,0)	—	(15,6)	(7,6)	(...)	—	(0,1)	(—)	(0,4)	(0,2)	(0,5)		(0,9)	(26,3)
	Total ...	29,1	0,8	5,7	0,5	—	9,2	10,7	0,7	6,3	10,3	13,6		1,5	88,4
	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers .....	3,3	—	—	2,3	—	44,4	—	—	—	0,1		8,6	58,7
		Certificats à court terme .....	—	0,8	—	0,2	—	16,3	3,6	9,6	0,4	14,5		1,9	88,5
Obligations accessibles à tout placeur .....		142,5	2,4	—	2,3	1,9	9,7	54,1	2,9	35,0	48,2	7,6	308,0		
Obligations non accessibles à tout placeur .....		—	0,2	—	—	—	13,0	67,4	—	2,7	2,0	0,4	85,9		
Divers .....		—	0,4	—	—	2,1	0,4	—	—	—	0,6	0,2	4,3		
Total ...	145,8	3,8	—	4,7	4,0	39,4	207,9	6,5	47,3	51,2	22,7	12,1	545,4		
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	8,0	—	—	—	—	—	8,0		
	Obligations accessibles à tout placeur .....	22,0	0,6	—	0,3	—	0,4	2,5	1,0	3,1	8,5	1,3	39,8		
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	—	—	—	—	0,7	1,8	—	13,6	2,2	—	18,5		
	Autres emprunts à moyen et long terme .....	—	6,2	—	—	—	—	—	—	1,0	—	74,6	81,8		
Divers .....	2,4	0,6	1,3	—	—	—	—	—	—	—	0,2	4,0	8,5		
Total ...	24,4	7,3	1,3	0,3	—	1,2	12,3	1,0	17,6	10,7	76,2	4,2	156,6		
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale .....	8,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8,7		
	Obligations accessibles à tout placeur .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,3		
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16,9		
	Divers .....	25,0	—	0,5	—	1,1	—	—	—	0,7	12,7	0,2	2,3	33,0	
Total ...	33,7	—	0,5	—	1,2	0,3	0,7	—	1,6	14,3	0,2	6,4	58,9		
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	—	—	1,8	—	—	—	—	—	1,8		
	Acceptations et effets commerciaux .....	—	—	—	—	—	21,1	—	1,7	—	2,7	—	28,1		
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	6,4	—	0,2	—	—	—	6,6		
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) .....	—	—	—	—	—	—	170,8	—	—	—	—	170,8		
	Obligations .....	8,5	—	0,8	—	0,1	—	2,4	0,9	0,3	3,1	0,2	16,3		
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique .....	—	—	10,6	—	—	—	14,7	—	—	—	—	25,3		
	Divers .....	—	2,1	7,5	—	0,7	—	0,9	—	—	0,5	0,2	12,0		
	(Actions et parts) .....	—	(0,2)	(0,5)	—	—	(—)	(1,5)	(—)	(0,4)	(1,3)	(—)	(...)	(3,8)	
Total ...	8,5	2,2	18,9	—	0,8	—	218,2	0,9	2,2	3,6	3,1	2,5	260,8		

**DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE**

		Intermédiaires financiers												
		Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)												
		Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)												
		Organismes publics de crédit non monétaires (11)												
		Secteurs indéterminés et ajustements (12)												
		(13) = (1) & (12)												
Organismes monétaires (7)	Monnaie .....	319,5	3,2	4,0	17,7	0,7	—	...	2,4	2,6	0,3	...	350,5	
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	3,4	3,0	0,1	0,1	...	...	6,8	
	Engagements bruts envers l'étranger .....	—	—	—	—	—	117,7	—	—	—	—	—	117,7	
	Dépôts en devises des résidents .....	8,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8,4	
	Dépôts sur livrets des résidents .....	59,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	59,2	
	Dépôts à terme des résidents .....	48,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	48,6	
	Engagements non rangés ailleurs .....	—	—	...	—	—	—	16,9	...	—	...	...	16,9	
	Obligations (y compris les bons de caisse) .....	13,3	—	—	—	—	—	—	—	0,3	—	—	13,5	
	Divers .....	0,2	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	16,1	16,4	
	(Actions et parts) .....	(13,9)	—	(0,2)	—	—	—	(0,8)	—	(0,1)	(0,1)	—	(15,0)	
	<b>Total ...</b>	<b>449,3</b>	<b>3,2</b>	<b>4,2</b>	<b>17,7</b>	<b>0,7</b>	<b>121,1</b>	<b>19,9</b>	<b>0,1</b>	<b>2,5</b>	<b>2,8</b>	<b>0,4</b>	<b>16,1</b>	<b>638,1</b>
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	
	Certificats à court terme .....	—	—	—	...	—	...	4,2	—	2,0	—	0,1	6,3	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Divers .....	—	—	2,8	—	—	—	...	—	...	...	0,1	2,9	
	<b>Total ...</b>	<b>—</b>	<b>...</b>	<b>2,8</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>4,2</b>	<b>—</b>	<b>2,0</b>	<b>...</b>	<b>0,1</b>	<b>9,2</b>	
Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue .....	5,6	...	...	0,1	1,5	...	...	—	...	1,6	0,2	9,0	
	Dépôts sur livrets .....	198,7	...	—	0,5	...	...	...	—	...	...	0,2	199,4	
	Dépôts à terme .....	2,2	1,3	...	...	2,9	...	...	—	...	1,0	...	8,4	
	Obligations (y compris les bons de caisse) .....	22,4	...	...	...	...	...	...	—	...	0,8	...	23,2	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation .....	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6	
	Divers .....	6,7	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	2,5	9,4	
	(Actions et parts) .....	(2,3)	—	—	—	—	—	—	—	(0,1)	—	—	(2,4)	
	<b>Total ...</b>	<b>236,2</b>	<b>1,3</b>	<b>...</b>	<b>0,6</b>	<b>4,4</b>	<b>...</b>	<b>0,1</b>	<b>...</b>	<b>0,1</b>	<b>3,4</b>	<b>0,2</b>	<b>250,1</b>	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale .....	32,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32,6	
	Réserves mathématiques .....	189,6	—	—	—	—	17,2	—	—	—	—	—	206,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	0,4	...	...	...	...	0,6	...	1,0	
	Divers .....	9,7	...	0,5	...	2,2	...	...	...	...	...	2,5	14,9	
	<b>Total ...</b>	<b>231,9</b>	<b>...</b>	<b>0,5</b>	<b>...</b>	<b>2,6</b>	<b>17,2</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>0,6</b>	<b>...</b>	<b>255,3</b>	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue .....	3,8	...	...	0,1	...	...	0,2	—	...	...	...	4,1	
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	2,4	...	...	1,3	...	0,2	4,1	
	Dépôts sur livrets .....	10,6	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	10,6	
	Dépôts à terme .....	2,7	1,0	...	3,1	2,7	0,6	0,6	—	0,3	1,6	...	13,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	0,7	...	—	1,4	...	0,2	2,4	
	Obligations accessibles à tout placeur .....	108,0	0,4	...	0,4	3,1	0,1	14,3	0,3	12,0	26,1	0,7	165,3	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	1,1	5,4	2,0	...	5,0	21,8	...	37,4	
	Divers .....	4,7	...	14,4	...	...	2,2	0,3	—	0,4	...	0,2	29,2	
	(Actions et parts) .....	(0,1)	(...)	(1,2)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(2,2)	
	<b>Total ...</b>	<b>129,8</b>	<b>1,3</b>	<b>14,4</b>	<b>3,7</b>	<b>6,9</b>	<b>10,7</b>	<b>18,1</b>	<b>0,3</b>	<b>20,4</b>	<b>49,5</b>	<b>1,3</b>	<b>266,2</b>	
Secteurs indéterminés et ajustements (12)		—	2,8	1,4	...	1,8	...	15,8	0,8	14,4	7,5	2,6	47,1	
<b>Total des créances (1) &amp; (12)</b>		<b>1.315,9</b>	<b>25,2</b>	<b>51,9</b>	<b>27,7</b>	<b>44,3</b>	<b>199,0</b>	<b>661,7</b>	<b>10,4</b>	<b>267,8</b>	<b>228,8</b>	<b>270,5</b>	<b>63,1</b>	<b>3.166,4</b>

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1967 <sup>1</sup>

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (18) = (1) à (12)		
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)	
		Entreprises et particuliers (1)	Parastatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)				
													données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées			
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(18)		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	...	—	—	...	+ 8,2	—	+ 0,8	—	+ 4,0	+ 0,4	+ 13,4		
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	+ 0,3	—	—	—	—	+13,2	—	—	—	+ 0,1	—	+ 13,7	
			Obligations ...	+ 0,8	...	...	...	...	—	—	...	+ 0,1	...	...	+ 0,8	
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	...	...	...	...	—	—	+15,1	+ 3,1	+14,9	...	...	+ 33,0
			Divers ...	...	+ 0,4	+ 0,2	- 0,1	+ 0,3	+12,5 <sup>2</sup>	—	—	- 1,0	+ 1,6	+ 0,1	...	+ 14,0
			(Actions et parts) ...	(+ 3,3)	(+ 0,3)	(...)	(...)	(+ 2,8) <sup>3</sup>	(+ 0,2)	(—)	(- 0,1)	(+ 0,4)	(—)	(...)	(+ 6,8)	
			Total ...	+ 1,0	+ 0,4	+ 0,2	- 0,1	+ 0,3	+12,5	+21,5	—	+14,9	+ 4,8	+19,1	+ 0,4	+ 74,9
		Parastatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	— 0,3	...	...	+ 0,4	...	...	...	...	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		+ 0,1	—	—	—	—	— 0,5	—	—	—	—	—	—	- 0,4	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...		...	...	...	...	...	+ 0,9	—	...	...	...	...	...	+ 0,6	
	Obligations accessibles à tout placeur ...		+ 1,5	+ 0,1	...	...	...	+ 1,3	...	+ 0,2	- 0,2	+ 0,1	...	...	+ 2,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	...	...	...	...	+ 2,0	...	+ 0,3	- 0,2	- 0,6	- 0,1	...	+ 0,9	
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	...	...	...	+ 0,8	...	...	...	+ 1,5	...	...	+ 2,2	
			Divers ...	+ 0,2	...	+ 0,2	...	+ 0,3	...	...	...	...	...	- 0,1	+ 0,9	
			(Actions et parts) ...	(+ 0,1)	...	(+ 0,4)	(+ 0,5)	(...)	(...)	(—)	(+ 0,1)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(+ 1,2)	
			Total ...	+ 1,9	+ 0,1	+ 0,2	...	...	- 0,4	+ 4,0	...	+ 0,8	- 0,4	+ 1,0	- 0,2	+ 7,0
		Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	- 0,4	...	—	+ 0,1	...	- 4,1	...	...	...	...	+ 2,4	- 1,9	
	Certificats à court terme ...		...	+ 0,5	—	...	...	- 1,3	- 2,4	+ 0,3	+ 4,9	+ 0,3	+ 4,5	- 0,1	+ 6,6	
	Obligations accessibles à tout placeur ...		+10,6	- 0,2	—	+ 0,1	+ 0,1	- 0,6	+ 7,0	- 0,4	+ 0,9	+ 3,0	- 0,5	...	+ 20,1	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	+ 0,2	—	...	...	- 3,2	+ 2,7	...	- 0,4	- 0,2	- 0,3	...	+ 1,1	
		Divers ...	...	- 0,4	—	...	+ 0,9	+ 1,0	...	...	...	- 0,1	...	+ 1,5		
		Total ...	+10,2	+ 0,1	—	+ 0,1	+ 1,0	- 5,0	+ 4,2	- 0,1	+ 5,5	+ 3,1	+ 3,6	+ 2,4	+ 25,2	
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...		
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		...	...	...	...	...	- 1,6	—	...	...	...	...	...	- 1,6		
Obligations accessibles à tout placeur ...		+ 1,8	...	...	...	...	+ 1,2	- 0,1	+ 0,4	+ 0,1	...	...	...	+ 3,4		
Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	...	...	...	...	+ 1,5	...	+ 1,1	...	...	...	+ 0,2	+ 2,2		
Autres emprunts à moyen et long terme ...		...	+ 0,3	...	...	...	...	—	+ 0,1	...	...	+ 6,8	...	+ 7,1		
		Divers ...	+ 0,2	...	- 0,5	...	...	...	—	...	...	- 0,1	- 0,8	- 1,2		
		Total ...	+ 2,0	+ 0,2	- 0,5	...	...	- 0,6	+ 1,1	- 0,1	+ 1,6	+ 0,1	+ 6,7	- 0,6	+ 10,0	
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	+ 0,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,8		
Obligations accessibles à tout placeur ...		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...		
Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	...	...	...	...	...	- 0,1	...	- 0,4	+ 1,8	+ 0,1	+ 0,4	+ 1,9		
Divers ...		+ 0,2	...	...	...	...	...	...	...	- 0,1	+ 0,1	...	+ 0,2	+ 0,3		
		Total ...	+ 1,0	...	...	...	...	- 0,1	...	- 0,5	+ 1,9	+ 0,1	+ 0,6	+ 3,1		
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...		
Acceptations et effets commerciaux ...		...	...	—	...	...	...	+ 2,8	—	+ 0,5	...	+ 1,1	+ 1,1	+ 5,5		
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		...	...	...	...	...	...	+ 0,2	—	...	...	...	...	+ 0,2		
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...		...	...	...	...	...	...	...	+20,4	—	...	...	...	+ 20,4		
Obligations ...		...	...	...	...	...	...	+ 0,4	...	...	- 0,9 <sup>5</sup>	...	...	- 0,5		
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...		—	—	+ 0,3	—	—	—	—	- 0,4	—	—	—	+ 0,4	+ 0,3		
Divers ...		+ 2,8 <sup>4</sup>	+ 0,6	+ 0,4	—	+ 0,3	—	+ 0,9	—	...	- 0,7	...	...	+ 4,3		
(Actions et parts) ...	(+ 6,0) <sup>5</sup>	(- 0,1)	(...)	—	—	—	(—)	(+ 0,1)	(—)	(+ 0,2) <sup>5</sup>	(...) <sup>5</sup>	(—)	(...)	(+ 6,1)		
		Total ...	+ 2,8	+ 0,6	+ 0,7	...	+ 0,3	—	+24,3	...	+ 0,5	- 1,6	+ 1,1	+ 1,6	+ 30,3	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers													
		Organismes monétaires (7)													
		Fonds des Rentes (8)													
		Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)													
		Organi. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)													
		Organismes publics de crédit non monétaires (11)													
		Secteurs indexés et ajustements (12)													
(13) = (1) à (12)															
	Monnaie .....	+ 7,7	+ 0,1	+ 0,6	+ 2,6	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 11,0
	Argent à très court terme .....	—	—	—	...	...	+ 1,0	+ 1,8	+ 0,1	+ 0,1	...	+ 0,1	...	...	+ 3,1
	Engagements bruts envers l'étranger .....	—	—	—	—	—	+ 15,2	—	—	—	—	—	—	—	+ 15,2
	Dépôts en devises des résidents .....	+ 2,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,7
	Dépôts sur livrets des résidents .....	+ 10,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 10,7
	Dépôts à terme des résidents .....	+ 8,2	—	—	...	—	—	—	—	—	...	...	...	...	+ 8,2
	Engagements non rangés ailleurs .....	—	—	...	—	—	—	+ 1,3	...	—	—	...	...	...	+ 1,3
	Obligations (y compris les bons de caisse) .....	+ 1,5	...	...	—	—	—	—	—	...	+ 0,1	...	...	...	+ 1,6
	Divers .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,0
	(Actions et parts) .....	(+ 1,6)	...	(...)	—	—	—	(+ 0,2)	...	(...)	(...)	...	...	...	(+ 1,9)
	<b>Total ...</b>	<b>+ 30,8</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>+ 0,6</b>	<b>+ 2,6</b>	<b>...</b>	<b>+ 16,2</b>	<b>+ 3,0</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>- 0,5</b>	<b>+ 0,6</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>+ 1,0</b>	<b>+ 54,7</b>	
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	- 1,0	- 0,3	—	- 0,1	...	- 0,1	- 0,1	- 1,6	
	Certificats à court terme .....	—	—	—	...	—	...	+ 0,2	—	+ 1,5	—	+ 0,1	—	+ 1,8	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	—	- 0,3	—	...	...	...	...	- 0,3	
	Divers .....	—	—	...	—	—	—	...	—	...	...	...	...	...	
	<b>Total ...</b>	<b>—</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>- 1,0</b>	<b>- 0,4</b>	<b>—</b>	<b>+ 1,4</b>	<b>...</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	
	Dépôts à vue .....	+ 0,8	...	...	+ 0,1	+ 0,1	...	—	—	...	+ 0,7	...	...	+ 1,6	
	Dépôts sur livrets .....	+ 20,1	...	—	+ 0,3	...	...	—	—	...	...	...	+ 0,2	+ 20,5	
	Dépôts à terme .....	+ 0,6	+ 0,4	...	...	- 0,6	...	—	—	...	+ 0,3	...	+ 0,7	+ 1,4	
	Obligations (y compris les bons de caisse) .....	+ 4,3	...	...	...	...	...	—	—	...	+ 0,1	...	...	+ 4,4	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation .....	+ 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	
	Divers .....	- 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,1	+ 0,4	+ 0,2	
	(Actions et parts) .....	(+ 0,2)	...	...	...	...	...	...	...	(...)	...	...	...	(+ 0,2)	
	<b>Total ...</b>	<b>+ 25,8</b>	<b>+ 0,3</b>	<b>...</b>	<b>+ 0,3</b>	<b>- 0,4</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>+ 1,1</b>	<b>...</b>	<b>+ 1,3</b>	<b>+ 28,3</b>	
	Réserves de sécurité sociale .....	+ 2,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,1	
	Réserves mathématiques .....	+ 12,2	—	—	—	—	+ 1,0 <sup>e</sup>	—	—	—	—	—	—	+ 13,2	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,1	...	...	- 0,1	
	Divers .....	+ 0,9	...	+ 0,1	...	- 0,5	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,6	
	<b>Total ...</b>	<b>+ 15,3</b>	<b>...</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>...</b>	<b>- 0,5</b>	<b>+ 1,0</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>- 0,1</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>+ 15,8</b>	
	Dépôts à vue .....	+ 0,4	...	...	...	...	...	- 0,1	—	...	...	...	...	+ 0,3	
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	+ 2,3	- 0,3	...	+ 0,9	...	+ 0,2	...	+ 3,2	
	Dépôts sur livrets .....	+ 1,1	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	+ 1,1	
	Dépôts à terme .....	- 0,5	- 0,1	...	- 2,0	+ 0,6	...	...	—	+ 0,1	- 0,6	...	+ 0,4	- 2,2	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	...	+ 0,2	—	+ 0,3	...	...	...	+ 0,5	
	Obligations accessibles à tout placeur .....	+ 15,6	+ 0,1	...	...	...	+ 0,7	...	...	+ 1,6	+ 2,0	...	...	+ 21,0	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	- 0,1	+ 1,4	+ 0,6	...	+ 0,5	+ 1,2	...	+ 0,6	+ 4,3	
	Divers .....	+ 0,6	...	+ 1,7	...	...	...	...	—	...	...	+ 0,1	+ 1,8	+ 4,1	
	(Actions et parts) .....	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	
	<b>Total ...</b>	<b>+ 17,2</b>	<b>...</b>	<b>+ 1,7</b>	<b>- 2,0</b>	<b>+ 1,3</b>	<b>+ 3,7</b>	<b>+ 1,5</b>	<b>...</b>	<b>+ 3,3</b>	<b>+ 2,6</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>+ 2,8</b>	<b>+ 32,2</b>	
	...	...	...	+ 0,1	...	+ 0,2	+ 0,4	- 1,7	+ 0,1	+ 3,1	+ 2,0	+ 0,3	—	+ 4,6	
	<b>Total des créances .....</b>	<b>+ 108,1</b>	<b>+ 1,8</b>	<b>+ 3,2</b>	<b>+ 0,9</b>	<b>+ 2,2</b>	<b>+ 26,7</b>	<b>+ 57,5</b>	<b>...</b>	<b>+ 30,0</b>	<b>+ 14,1</b>	<b>+ 32,2</b>	<b>+ 9,3</b>	<b>+ 286,0</b>	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1958, 1959 et 1960, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVII<sup>e</sup> année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XXXIX<sup>e</sup> année, vol. I, no 3, mars 1964; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XLe année, vol. II, no 4, octobre 1965; pour l'année 1965, cf. le même bulletin, XLII<sup>e</sup> année, vol. I, no 2, février 1967; pour l'année 1964, cf. le même bulletin, XLII<sup>e</sup> année, vol. I, no 3, mars 1967; pour l'année 1965, cf. le même bulletin, XLIII<sup>e</sup> année, vol. I, no 3, mars 1968; pour l'année 1966, cf. le même bulletin, XLIV<sup>e</sup> année, vol. I, no 4, avril 1969.

2 Cf. rubriques 4.322, 4.323, 4.324 et 4.33 du tableau IX-1.

3 Cf. rubrique 4.321 du tableau IX-1. (Y compris les obligations.)

4 Cf. rubriques 4.312, 4.313 et 4.314 du tableau IX-1.

5 Cf. rubrique 4.311 du tableau IX-1. (Y compris les obligations pour le secteur créancier « Entreprises et particuliers ».)

6 Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.



XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1966

Totaux sectoriels  
(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assura- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers .....	26,1	2,1	1,8	0,3	26,6	56,9	...	132,3	—	138,5	65,4	130,9	467,1	3,8	527,8
2. Paraétatiques d'exploitation .....	27,2	0,7	5,5	0,5	0,1	34,0	9,6	6,7	0,7	5,5	10,6	12,6	36,1	1,6	81,4
3. Etat (Trésor) .....	135,6	3,7	—	4,6	5,2	149,1	43,7	203,9	6,6	41,8	45,9	19,1	317,3	10,0	520,1
4. Secteur public non compris ailleurs	22,4	7,1	1,8	0,3	...	31,6	1,8	11,2	1,2	16,1	10,6	69,5	108,6	4,8	146,7
5. Sécurité sociale .....	40,0	...	0,5	...	3,8	44,3	0,3	0,8	...	2,1	12,4	0,1	15,4	5,8	65,8
6. Total des secteurs nationaux non financiers .....	251,3	13,6	9,6	5,7	35,7	315,9	55,4	354,9	8,5	204,0	144,9	232,2	944,5	26,0	1.341,8
7. Etranger .....	8,5	1,5	17,8	.....	0,5	28,3	—	193,9	0,9	1,7	5,1	2,1	203,7	1,4	233,4
8. Organismes monétaires .....	418,7	3,2	3,6	15,1	0,7	441,3	104,6	16,9	...	3,0	2,2	0,3	22,4	15,1	583,4
9. Fonds des Rentes .....	—	...	2,8	...	...	2,8	1,0	4,6	—	0,6	...	0,1	5,3	0,1	9,3
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation .....	210,4	0,9	...	0,2	5,6	217,1	.....	0,1	...	0,2	1,5	0,3	2,1	2,6	221,8
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	209,3	...	0,4	...	0,1	209,8	16,2	...	...	...	...	...	...	2,4	228,5
12. Organismes publics de crédit non monétaires .....	112,6	1,4	12,7	5,7	7,9	140,3	7,3	16,3	0,3	17,1	44,7	1,1	79,5	7,0	234,0
13. Total des intermédiaires financiers	951,0	5,5	19,5	21,0	14,3	1.011,3	129,1	37,9	0,3	20,9	48,4	1,8	109,3	27,2	1.277,0
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	2,8	2,8	...	1,6	7,2	.....	17,5	0,7	11,3	5,4	2,3	37,2	—	44,4
15. Total des créances .....	1.210,9	23,4	49,7	26,8	52,1	1.362,9	184,5	604,2	10,4	237,8	203,8	238,3	1.294,5	54,6	2.896,5
16. Solde des créances et des dettes .	+ 683,1	- 58,0	- 470,4	- 119,9	- 13,7	+ 21,1	- 48,9	+ 20,8	+ 1,1	+ 16,0	- 24,7	+ 4,3	+ 17,5	+ 10,2	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

**XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1967**

Totaux sectoriels  
(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers  (6) = (1) à (5)	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers  (13) = (8) à (12)	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes  (15) = (6) + (7) + (13) + (14)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)
1. Entreprises et particuliers .....	27,2	2,4	2,1	0,1	22,0	53,8	...	153,7	—	153,4	75,0	150,0	592,1	4,2	590,2
2. Paraétatiques d'exploitation .....	29,1	0,8	5,7	0,5	...	36,1	9,2	10,7	0,7	6,3	10,3	13,6	41,6	1,5	88,4
3. Etat (Trésor) .....	145,8	3,8	—	4,7	4,0	158,3	39,4	207,9	6,5	47,3	51,2	22,7	335,6	12,1	545,4
4. Secteur public non compris ailleurs	24,4	7,3	1,3	0,3	...	33,3	1,2	12,3	1,0	17,6	10,7	76,2	117,8	4,2	156,6
5. Sécurité sociale .....	33,7	...	0,5	...	1,2	35,4	0,3	0,7	...	1,6	14,3	0,2	16,8	6,4	58,9
6. Total des secteurs nationaux non financiers .....	260,2	14,3	9,6	5,6	27,2	316,9	50,1	385,3	8,2	226,2	161,5	262,7	1.043,9	28,4	1.439,5
7. Etranger .....	8,5	2,2	18,9	.....	0,8	30,4	—	218,2	0,9	2,2	3,6	3,1	228,0	2,5	260,8
8. Organismes monétaires .....	449,3	3,2	4,2	17,7	0,7	475,1	121,1	19,9	0,1	2,5	2,8	0,4	25,7	16,1	638,1
9. Fonds des Rentes .....	—	...	2,8	...	...	2,8	...	4,2	—	2,0	...	0,1	6,3	0,1	9,2
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation .....	236,2	1,3	...	0,6	4,4	242,5	.....	0,1	...	0,1	3,4	0,2	3,8	3,8	250,1
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	231,9	...	0,5	...	2,6	235,0	17,2	...	...	...	0,6	...	0,6	2,5	255,3
12. Organismes publics de crédit non monétaires .....	129,8	1,3	14,4	3,7	6,9	156,1	10,7	18,1	0,3	20,4	49,5	1,3	89,6	9,7	266,2
13. Total des intermédiaires financiers	1.047,2	5,8	21,9	22,0	14,6	1.111,5	149,0	42,3	0,4	25,0	56,3	2,0	126,0	32,2	1.418,9
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	2,8	1,4	...	1,8	6,0	.....	15,8	0,8	14,4	7,5	2,6	41,1	—	47,1
15. Total des créances .....	1.315,9	25,2	51,9	27,7	44,3	1.465,0	199,0	661,7	10,4	267,8	228,8	270,5	1.439,2	63,1	3.166,4
16. Solde des créances et des dettes .	+ 725,7	— 63,2	— 493,5	— 128,9	— 14,6	+ 25,5	— 61,8	+ 23,6	+ 1,2	+ 17,7	— 26,5	+ 4,3	+ 20,3	+ 16,0	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1967

Totaux sectoriels  
(milliards de francs)

données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers  (6) = (1) à (5)	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers  (13) = (8) à (12)	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes  (15) = (6) + (7) + (13) + (14)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)
1. Entreprises et particuliers .....	+ 1,0	+ 0,4	+ 0,2	- 0,1	+ 0,3	+ 1,8	+ 12,5	+ 21,5	—	+ 14,9	+ 4,8	+ 19,1	+ 60,3	+ 0,4	+ 74,9
2. Paraétatiques d'exploitation .....	+ 1,9	+ 0,1	+ 0,2	...	...	+ 2,2	- 0,4	+ 4,0	...	+ 0,8	- 0,4	+ 1,0	+ 5,4	- 0,2	+ 7,0
3. Etat (Trésor) .....	+ 10,2	+ 0,1	—	+ 0,1	+ 1,0	+ 11,4	- 5,0	+ 4,2	- 0,1	+ 5,5	+ 3,1	+ 3,6	+ 16,3	+ 2,4	+ 25,2
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 2,0	+ 0,2	- 0,5	...	...	+ 1,7	- 0,6	+ 1,1	- 0,1	+ 1,6	+ 0,1	+ 6,7	+ 9,4	- 0,6	+ 10,0
5. Sécurité sociale .....	+ 1,0	...	...	...	...	+ 1,0	...	- 0,1	...	- 0,5	+ 1,9	+ 0,1	+ 1,4	+ 0,6	+ 3,1
6. Total des secteurs nationaux non financiers .....	+ 16,1	+ 0,8	- 0,1	...	+ 1,3	+ 18,1	+ 6,5	+ 30,7	- 0,2	+ 22,3	+ 9,5	+ 30,5	+ 92,8	+ 2,6	+ 120,2
7. Etranger .....	+ 2,8	+ 0,6	+ 0,7	.....	+ 0,3	+ 4,4	—	+ 24,3	...	+ 0,5	- 1,6	+ 1,1	+ 24,3	+ 1,6	+ 30,3
8. Organismes monétaires .....	+ 30,8	+ 0,1	+ 0,6	+ 2,6	...	+ 34,1	+ 16,2	+ 3,0	+ 0,1	- 0,5	+ 0,6	+ 0,1	+ 3,3	+ 1,0	+ 54,7
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	- 1,0	- 0,4	—	+ 1,4	...	+ 0,1	+ 1,1	...	...
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation .....	+ 25,8	+ 0,3	...	+ 0,3	- 0,4	+ 26,0	.....	...	...	...	+ 1,1	...	+ 1,1	+ 1,3	+ 28,3
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 15,3	...	+ 0,1	...	- 0,5	+ 14,9	+ 1,0	...	...	...	- 0,1	...	- 0,1	...	+ 15,8
12. Organismes publics de crédit non monétaires .....	+ 17,2	...	+ 1,7	- 2,0	+ 1,3	+ 18,2	+ 3,7	+ 1,5	...	+ 3,3	+ 2,6	+ 0,2	+ 7,6	+ 2,8	+ 32,2
13. Total des intermédiaires financiers	+ 89,1	+ 0,4	+ 2,4	+ 0,9	+ 0,4	+ 93,2	+ 19,9	+ 4,1	+ 0,1	+ 4,2	+ 4,2	+ 0,4	+ 13,0	+ 5,1	+ 131,0
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	...	+ 0,1	...	+ 0,2	+ 0,3	+ 0,4	- 1,7	+ 0,1	+ 3,1	+ 2,0	+ 0,3	+ 3,8	—	+ 4,6
15. Total des créances .....	+ 108,1	+ 1,8	+ 3,2	+ 0,9	+ 2,2	+ 116,2	+ 26,7	+ 57,5	...	+ 30,0	+ 14,1	+ 32,2	+ 133,8	+ 9,3	+ 286,0
16. Solde des créances et des dettes .	+ 33,2	- 5,2	- 22,0	- 9,1	- 0,9	- 4,0	- 3,6	+ 2,8	...	+ 1,7	- 1,7	...	+ 2,8	+ 4,7	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

### XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

#### 1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires  (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'accep- tations aux entreprises et particuliers		Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obliga- taires des banques de dépôts	Divers 4
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat 2	Créances sur les autres pouvoirs publics 3	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des orga- nismes monétaires (10)	Sur et envers le Fonds des Rentes	Sur et envers d'autres inter- médiaires		
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devises											
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1963 Septembre .....	266,8	53,1	8,4	...	328,3	80,7	165,8	5,1	79,9	89,7	6,9	10,6	-11,3	- 9,4
Décembre .....	277,8	55,1	9,1	...	342,0	79,2	170,6	5,8	88,8	97,5	7,4	11,5	-11,4	- 9,9
1964 Mars .....	273,3	58,3	10,1	...	341,7	78,3	174,0	4,8	88,4	101,3	7,0	10,6	-11,2	-10,2
Juin .....	285,6	58,3	8,1	...	352,0	79,4	177,8	5,2	92,2	104,3	8,9	10,0	-11,3	-10,2
Septembre .....	283,8	64,1	5,0	...	352,9	81,0	175,9	5,0	94,3	105,4	7,8	11,2	-11,3	-11,0
Décembre .....	297,4	65,1	5,2	...	367,7	88,0	179,7	6,3	98,2	108,5	7,8	11,1	-11,4	-12,0
1965 Mars .....	292,9	70,6	4,5	...	368,0	87,0	178,7	7,3	98,5	108,8	6,8	12,9	-11,3	-11,9
Juin .....	309,5	71,1	5,1	...	385,7	92,4	185,5	7,6	102,4	113,4	7,1	12,1	-11,3	-10,1
Septembre .....	306,4	74,8	3,9	...	385,1	90,4	189,0	7,0	106,9	116,5	4,2	11,8	-11,3	-12,9
Décembre .....	318,6	77,4	4,4	...	400,4	94,8	191,9	8,6	112,5	124,5	4,7	12,6	-11,4	-13,3
1966 Mars .....	314,6	82,4	4,2	...	401,2	93,7	191,3	8,3	114,0	126,8	7,2	12,4	-11,5	-14,2
Juin .....	329,3	81,1	4,9	...	415,3	93,4	197,4	9,5	119,0	130,8	8,8	13,4	-11,5	-14,7
Septembre .....	322,4	86,4	5,1	...	413,9	89,5	195,6	10,5	125,2	135,5	5,1	15,2	-11,7	-15,5
Décembre .....	339,7	89,0	5,7	...	434,4	89,2	203,9	12,0	134,9	144,5	4,6	15,7	-12,0	-13,9
1967 Mars .....	326,4	97,7	6,0	...	430,1	90,8	200,5	8,5	136,4	149,3	5,0	15,3	-12,4	-14,0
Juin .....	347,5	98,9	7,5	...	453,9	92,9	207,9	11,1	140,4	155,8	8,6	17,7	-12,6	-12,1
Septembre .....	343,2	105,7	6,9	...	455,8	90,9	214,3	11,4	145,6	158,8	3,8	18,8	-13,1	-15,9
Décembre .....	350,5	107,9	8,4	...	466,8	97,1	207,9	13,0	156,9	170,5	4,1	17,5	-13,5	-16,2
1968 Mars .....	350,0	115,9	7,5	...	473,4	94,5	212,1	12,9	159,3	175,0	3,8	20,4	-14,7	-14,9
Juin .....	372,7	118,3	7,9	...	498,9	97,2	225,3	12,7	166,0	181,1	7,9	19,7	-15,3	-14,6
Septembre .....	361,8	123,3	9,1	...	494,2	90,1	226,8	13,1	168,0	182,3	7,8	20,6	-15,9	-16,3
Décembre .....	376,5	125,8	8,8	...	511,1	86,1	231,5	16,8	182,5	196,0	6,8	21,0	-16,5	-17,1
1969 Mars .....	372,1	135,0	9,7	...	516,8	83,6	236,3	13,9	189,4	203,8	5,6	20,4	-17,2	-15,2
Juin .....	393,8	135,5	12,6	...	541,9	88,5	243,1	17,3	198,4	210,6	8,7	22,5	-19,0	-17,6
Septembre .....	373,9	142,2	15,3	...	531,4	85,3	p 242,6	p 18,3	195,8	206,4	9,2	p 26,4	-20,3	p -25,9
Décembre .....	386,3	149,3	14,7	...	550,3	94,6	p 251,7	p 19,3	196,0	206,0	5,4	p 27,0	-21,0	p -22,7

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets.

2 Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

3 Y compris les créances sur les fonds de pension.

4 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV<sup>e</sup> année, vol. II, n° 6, décembre 1949 — XXX<sup>e</sup> année, vol. II, n° 5, novembre 1955 — XXXIII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 5, novembre 1958 — XLII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 1, janvier 1967, vol. II, n° 3, septembre 1967.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

### XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

#### a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	31-12-69	31-3-70	
<b>A. Créances sur l'étranger :</b>																					
1. Or .....	78,1 <sup>3</sup>	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	76,2	76,0	75,7	74,0	70,9	75,6	76,2	76,2	76,1	76,1	76,0	76,0	76,0	
2. F.M.I. — Participation .....	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	15,2	15,2	15,3	14,7	16,2	18,1	18,1	10,3	7,3	6,1	3,5	7,8	10,0	
— Prêts <sup>1</sup> .....	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9	1,9	5,9	5,5	5,0	4,0	3,5	...	...	...	
— Droits de tirage spéciaux .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4,0	
3. Obligations .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	6,2	2,7	6,7	4,9	7,3	6,1	7,6	6,9	6,8	2,7	8,0	5,3	8,1	9,9	14,2	14,4	17,1	15,6	9,8	4,7	
5. Créances sur l'U.E.P. <sup>2</sup> .....	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères .....	21,9	23,2	21,9	20,0	19,7	20,0	21,4	21,3	29,9	34,9	36,1	36,6	24,2	18,2	18,1	17,9	25,0	29,3	35,6	36,5	
b) en francs belges .....	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,7	...	0,1	3,0	3,1	3,2	3,1	0,3	0,2	0,4	0,1	...	0,1	
Total des créances sur l'étranger ...	121,2	120,8	123,7	120,6	123,8	122,6	125,4	124,8	129,9	130,7	137,8	134,1	135,2	131,0	124,1	119,9	128,2	124,5	129,2	131,3	
<b>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</b>																					
1. Pièces et billets .....	0,5	0,5	0,4	0,6	0,4	0,4	0,3	0,4	0,2	0,5	0,3	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	0,2	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,1	0,7	1,0	...	...	
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	0,5	...	0,5	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	0,3	0,7	0,2	...	...	
<b>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</b>																					
1. Sur l'Etat <sup>4</sup> :																					
a) à un an au plus .....	10,0	9,9	9,0	10,0	9,3	10,0	9,6	9,9	10,0	8,8	2,7	6,3	10,0	10,9	15,3	15,8	16,7	16,0	15,5	15,8	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	2,4	2,5	2,5	2,7	2,7	2,6	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,8	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,5	2,5	
— autres .....	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires .....	0,2	...	2,7	0,2	1,7	1,7	4,0	0,8	0,2	...	0,8	...	0,9	0,4	1,8	2,8	3,6	4,3	1,9	0,6	
b) effets commerciaux .....	2,1	2,1	2,9	2,4	2,8	3,1	3,9	2,3	2,4	2,4	5,0	2,7	2,5	2,2	10,0	9,2	9,9	11,3	6,9	3,0	
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	...	0,2	...	...	...	
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	0,8	2,9	0,7	0,3	0,3	2,2	...	...	...	3,5	2,9	...	...	...	...	...	...	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	0,5	0,3	...	0,2	...	0,8	...	...	1,4	2,0	0,3	...	...	...	...	0,5	0,6	1,0	...	...	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres .....	39,8	37,0	36,2	36,2	34,7	35,6	38,4	36,5	51,4	54,3	53,8	51,3	43,1	49,3	37,2	38,6	53,4	60,3	58,4	59,5	
<b>TOTAL DE L'ACTIF ...</b>	<b>211,0</b>	<b>207,5</b>	<b>211,8</b>	<b>208,8</b>	<b>212,7</b>	<b>213,0</b>	<b>219,0</b>	<b>212,2</b>	<b>235,0</b>	<b>235,9</b>	<b>237,9</b>	<b>232,3</b>	<b>233,0</b>	<b>234,6</b>	<b>226,7</b>	<b>226,0</b>	<b>251,9</b>	<b>256,6</b>	<b>249,7</b>	<b>248,2</b>	

<sup>1</sup> Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

<sup>2</sup> Créances bilatérales sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

<sup>3</sup> Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

<sup>4</sup> Y compris le Fonds des Rentes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII<sup>e</sup> année, vol. II, no 3, septembre 1968].

## a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	31-12-69	31-3-70
<b>A. Engagements envers l'étranger :</b>																				
1. Envers le F.M.I. ....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges <sup>1</sup> .....	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,6	0,4	0,5	0,7	0,5	0,5	1,5	1,0	2,0	6,3	9,9	0,7	0,8
Total des engagements envers l'étranger ...	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,9	0,8	0,6	0,7	0,9	0,7	0,7	1,7	1,2	2,2	6,5	10,1	0,9	1,0
<b>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</b>																				
1. Pièces et billets <sup>2</sup> .....	3,3	3,3	3,5	3,6	3,8	3,3	3,5	3,5	3,8	3,6	4,0	3,9	4,4	4,3	4,4	4,8	5,3	4,6	4,9 <sup>p</sup>	4,3
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire .....	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	0,1	0,1	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	0,1	0,8	1,2	0,1	0,1	1,0 <sup>p</sup>	1,0
<b>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</b>																				
1. Monnaie fiduciaire <sup>3</sup> .....	162,5	162,7	166,8	163,4	171,0	170,0	171,8	166,5	176,0	172,4	173,6	170,3	180,9	176,2	178,8	175,6	183,6	177,8	178,1 <sup>p</sup>	174,2
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers <sup>4</sup> .....	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,5	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,8	0,5	0,6	0,6	0,4	0,5
b) détenue par les pouvoirs publics .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires .....																				
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	0,7	0,1	...	...	...	...	...	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	42,6	39,4	38,7	38,8	36,7	38,5	41,0	39,0	54,2	58,1	56,8	54,3	46,5	51,9	40,7	41,7	55,8	63,4	64,4 <sup>p</sup>	67,2
<b>TOTAL DU PASSIF ...</b>	<b>211,0</b>	<b>207,5</b>	<b>211,8</b>	<b>208,8</b>	<b>212,7</b>	<b>213,0</b>	<b>219,0</b>	<b>212,2</b>	<b>235,0</b>	<b>235,9</b>	<b>237,9</b>	<b>232,3</b>	<b>233,0</b>	<b>234,6</b>	<b>226,7</b>	<b>226,0</b>	<b>251,9</b>	<b>256,6</b>	<b>249,7</b>	<b>248,2</b>

<sup>1</sup> Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.<sup>2</sup> Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.<sup>3</sup> Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.<sup>4</sup> Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-8-68	30-9-68	31-10-68	30-11-68	31-12-68	31-1-69	28-2-69	31-3-69	30-4-69	31-5-69	30-6-69	31-7-69	31-8-69	30-9-69	31-10-69	30-11-69	31-12-69	31-1-70	28-2-70	31-3-70
<b>A. Créances sur l'étranger :</b>																				
1. Or .....	75,9	76,2	76,1	76,1	76,2	76,2	76,1	76,1	76,1	76,1	76,1	76,1	76,0	76,0	76,0	75,9	76,0	75,9	76,0	76,0
2. F.M.I. — Participation .....	18,2	18,1	18,2	13,2	10,3	10,3	10,2	7,3	7,3	6,1	6,1	3,5	3,5	3,5	3,6	6,3	7,8	7,8	9,3	10,0
— Prêts <sup>1</sup> .....	5,5	5,5	5,5	5,0	5,0	5,0	4,0	4,0	4,0	3,5	3,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3,8	3,9	4,0
3. Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	9,3	9,9	11,7	12,4	14,2	13,1	11,2	14,4	14,9	14,8	17,1	18,4	17,8	15,6	12,5	9,7	9,8	10,7	6,3	4,7
5. Créances sur l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	22,3	18,2	18,7	19,0	18,1	18,7	18,4	17,9	21,4	23,9	25,0	25,5	29,0	29,3	34,1	34,1	35,6	36,1	35,6	36,5
b) en francs belges .....	3,2	3,1	3,1	3,4	0,3	0,1	0,1	0,2	0,2	3,3	0,4	1,6	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	0,1
Total des créances sur l'étranger ...	134,4	131,0	133,3	129,1	124,1	123,4	120,0	119,9	123,9	127,7	128,2	125,1	126,4	124,5	126,3	126,0	129,2	134,3	131,1	131,3
<b>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</b>																				
1. Pièces et billets .....	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	0,7	...	0,3	...	1,1	0,4	0,7	0,7	...	...	1,0	...	...	...	1,1	...	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	0,4	0,5	0,8	...	0,3	0,9	0,1	0,7	0,5	0,8	0,2	...	...	...	0,1	...	...
<b>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</b>																				
1. Sur l'Etat <sup>2</sup> :																				
a) à un an au plus .....	10,0	10,9	13,5	15,7	15,3	8,0	17,0	15,8	15,4	15,9	16,7	12,5	16,3	16,0	8,3	11,1	15,5	2,9	13,6	15,8
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,5	2,5	2,5	2,5
— autres .....	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations bancaires .....	...	0,4	1,1	1,3	1,8	3,1	2,8	2,8	3,1	3,4	3,6	4,6	5,1	4,3	4,4	3,1	1,9	3,4	0,4	0,6
b) effets commerciaux .....	2,1	2,2	3,1	4,0	10,0	9,8	8,3	9,2	9,5	12,8	9,9	11,9	14,2	11,3	9,0	6,8	6,9	7,4	4,6	3,0
c) avances .....	...	0,1	...	...	0,1	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																				
— accessibles à tout placeur .....	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	2,7	2,9	0,6	1,3	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	0,5	...	...	0,6	1,1	0,3	1,0	...	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	43,3	49,3	48,9	42,9	37,2	39,9	37,3	38,6	43,8	52,9	53,4	46,5	62,8	60,3	49,4	56,8	58,4	56,1	59,5	59,5
<b>TOTAL DE L'ACTIF ...</b>	<b>230,2</b>	<b>234,6</b>	<b>238,3</b>	<b>233,2</b>	<b>226,7</b>	<b>223,1</b>	<b>223,2</b>	<b>226,0</b>	<b>234,9</b>	<b>251,3</b>	<b>251,9</b>	<b>240,1</b>	<b>263,8</b>	<b>256,6</b>	<b>235,4</b>	<b>241,8</b>	<b>249,7</b>	<b>243,2</b>	<b>247,2</b>	<b>248,2</b>

<sup>1</sup> Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

<sup>2</sup> Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII<sup>e</sup> année, vol. II, no 3, septembre 1968].

## a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-8-68	30-9-68	31-10-68	30-11-68	31-12-68	31-1-69	28-2-69	31-3-69	30-4-69	31-5-69	30-6-69	31-7-69	31-8-69	30-9-69	31-10-69	30-11-69	31-12-69	31-1-70	28-2-70	31-3-70	
<b>A. Engagements envers l'étranger :</b>																					
1. Envers le F.M.I. ....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
b) en francs belges <sup>1</sup> .....	0,6	1,5	6,6	6,1	1,0	2,6	1,2	2,0	2,8	9,4	6,3	1,7	11,8	9,9	1,0	0,9	0,7	0,6	0,5	0,8	
Total des engagements envers l'étranger ...	0,8	1,7	6,8	6,3	1,2	2,8	1,4	2,2	3,0	9,6	6,5	1,9	12,0	10,1	1,2	1,1	0,9	0,8	0,7	1,0	
<b>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</b>																					
1. Pièces et billets <sup>2</sup> .....	3,9	4,3	4,0	4,0	4,4	4,2	4,1	4,8	4,6	4,6	5,3	5,0	4,4	4,6	4,4	4,6	4,9	4,5	4,3	4,3	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,8	0,1	0,1	1,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,0	0,1	...	1,0	
<b>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</b>																					
1. Monnaie fiduciaire <sup>3</sup> .....	178,4	176,2	175,0	175,3	178,8	173,9	176,4	175,6	178,7	181,7	183,6	183,1	180,5	177,8	174,2	173,4	178,1	173,5	174,5	174,2	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers <sup>4</sup> .....	0,4	0,4	0,4	0,5	0,8	0,5	0,5	0,5	0,3	0,5	0,6	0,4	0,6	0,6	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,5	
b) détenue par les pouvoirs publics .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en devises .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
4. Emprunts obligataires .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les paraétatiques de crédit .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres .....	46,6	51,9	52,0	47,0	40,7	41,6	40,7	41,7	48,2	54,8	55,8	49,6	66,2	63,4	55,1	62,2	64,4	64,0	67,4	67,2	
<b>TOTAL DU PASSIF ...</b>	<b>230,2</b>	<b>234,6</b>	<b>238,3</b>	<b>233,2</b>	<b>226,7</b>	<b>223,1</b>	<b>223,2</b>	<b>226,0</b>	<b>234,9</b>	<b>251,3</b>	<b>251,9</b>	<b>240,1</b>	<b>263,8</b>	<b>256,6</b>	<b>235,4</b>	<b>241,8</b>	<b>249,7</b>	<b>243,2</b>	<b>247,2</b>	<b>248,2</b>	

<sup>1</sup> Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.<sup>2</sup> Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.<sup>3</sup> Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.<sup>4</sup> Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.



b) - Organismes publics monétaires <sup>1</sup> — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	31-12-69
<b>A. Créances sur l'étranger :</b>																				
1. Or .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...	0,1	...	...	1,1	0,3	0,5	0,6	0,1	0,1	...	0,1	0,1	1,9
5. Créances sur l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...	0,1	...	...	1,1	0,3	0,5	0,6	0,1	0,1	...	0,1	0,1	1,9
<b>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</b>																				
1. Pièces et billets .....	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics .....	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3	0,1	0,3	0,2	0,2	0,1	0,6	0,2	0,1	0,2	0,2
c) sur les banques de dépôts .....	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,3	...	0,5	0,1	0,1	...	...
<b>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</b>																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus .....	41,0	44,2	43,0	47,1	44,3	45,3	40,6	48,5	46,7	46,8	45,4	48,8	49,3	56,7	54,8	57,4	59,0	59,2	52,6	62,1
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	5,5	5,5	5,2	6,3	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,7	6,6	6,6	6,5	6,4	6,3	6,3	6,5	6,5	6,4	6,7
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus .....	5,5	5,7	5,0	6,5	6,2	7,3	8,3	9,6	5,4	7,3	7,3	8,0	7,6	5,5	6,1	10,0	7,0	10,2	11,5	11,4
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations bancaires .....	...	0,5	0,2	0,5	0,4	0,1	0,1	0,4	0,1	0,2	0,4	0,8	0,3	0,2	0,1	0,1	...	0,1	0,1	1,5
b) effets commerciaux .....	0,5	0,3	0,3	0,5	0,4	0,3	0,1	0,5	0,2	0,1	0,5	1,2	0,5	0,6	0,9	1,3	0,6	1,4	1,2	1,3
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																				
— accessibles à tout placeur .....	0,1	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres .....	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7	0,8	0,9	0,3	0,8	0,7	0,6	0,5	0,3	0,2	0,1	...	...	...	...	...
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus .....	...	...	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
<b>D. Autres .....</b>	<b>2,9</b>	<b>3,8</b>	<b>3,1</b>	<b>2,9</b>	<b>3,1</b>	<b>2,4</b>	<b>3,4</b>	<b>4,9</b>	<b>3,7</b>	<b>3,6</b>	<b>4,2</b>	<b>4,0</b>	<b>4,6</b>	<b>4,7</b>	<b>2,9</b>	<b>4,6</b>	<b>3,9</b>	<b>3,7</b>	<b>4,4</b>	<b>3,0</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF ...</b>	<b>56,9</b>	<b>60,9</b>	<b>58,1</b>	<b>64,9</b>	<b>62,1</b>	<b>63,1</b>	<b>60,2</b>	<b>71,4</b>	<b>63,7</b>	<b>65,9</b>	<b>66,3</b>	<b>70,9</b>	<b>70,0</b>	<b>75,6</b>	<b>71,6</b>	<b>81,0</b>	<b>77,5</b>	<b>81,9</b>	<b>76,6</b>	<b>88,4</b>

<sup>1</sup> Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

b) - Organismes publics monétaires <sup>1</sup> — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	31-12-69	
<b>A. Engagements envers l'étranger :</b>																					
1. Envers le F.M.I. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges .....	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,1	0,8	0,6	1,1	1,1	0,3	0,4	0,6	0,8	0,3	0,3	0,4	
Total des engagements envers l'étranger ...	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,1	0,8	0,6	1,1	1,1	0,3	0,4	0,6	0,8	0,3	0,3	0,4	
<b>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</b>																					
1. Pièces et billets <sup>2</sup> .....	0,6	0,5	0,5	0,4	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,2	0,4	0,3	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	...	...	0,2	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,1	0,7	1,0	...	
b) envers les organismes publics .....	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	...	0,4	0,1	0,3	0,1	0,3	0,2	0,1	0,1	0,6	0,2	0,1	0,2	0,1	
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	2,2	0,9	1,3	5,8	3,0	0,6	0,7	5,8	2,3	0,7	1,5	5,6	2,9	0,6	1,4	5,3	3,3	1,6	2,1	10,1	
<b>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</b>																					
1. Monnaie fiduciaire <sup>3</sup> .....	6,3	6,4	6,4	6,6	6,5	6,7	6,8	6,9	6,9	6,9	6,8	6,5	6,3	6,5	6,5	6,6	6,5	6,8	6,8	7,1	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers <sup>4</sup> .....	35,5	37,7	36,0	37,9	37,2	41,2	38,5	41,9	38,9	41,6	40,1	39,5	39,8	42,8	42,8	46,8	42,5	48,7	43,8	44,8	
b) détenue par les pouvoirs publics .....	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0	15,4	15,8	17,4	18,4	24,0	19,6	20,8	22,7	23,2	22,0	25,6	
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	0,5	0,2	...	...	...	...	...	...	...	1,0	0,2	0,8	0,9	0,4	...	—	—	—	—	
b) envers les paraétatiques de crédit .....	0,3	...	0,3	...	0,2	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	
c) envers le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>D. Autres</b> .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>TOTAL DU PASSIF ...</b>	<b>56,9</b>	<b>60,9</b>	<b>58,1</b>	<b>64,9</b>	<b>62,1</b>	<b>63,1</b>	<b>60,2</b>	<b>71,4</b>	<b>63,7</b>	<b>65,9</b>	<b>66,3</b>	<b>70,9</b>	<b>70,0</b>	<b>75,6</b>	<b>71,6</b>	<b>81,0</b>	<b>77,5</b>	<b>81,7</b>	<b>76,6</b>	<b>88,4</b>	

<sup>1</sup> Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

<sup>2</sup> Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale de Belgique.

<sup>3</sup> Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

<sup>4</sup> Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	31-12-69	
<b>A. Créances sur l'étranger :</b>																					
1. Or .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
2. F.M.I. — Participation .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— Prêts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Obligations .....	0,7	0,7	0,7	1,4	1,9	1,8	1,8	1,9	1,9	2,4	2,4	2,3	4,1	4,9	5,7	6,1	6,2	6,6	7,7	7,1	
4. Accept. en francs belges représ. d'export. ....	5,6	4,3	4,2	5,2	6,3	4,6	6,0	5,6	5,4	7,6	8,2	6,4	7,5	7,7	5,7	6,4	5,8	6,6	6,7	6,5	
5. Créances sur l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères .....	39,7	35,2	34,7	36,7	43,5	43,3	43,3	52,6	48,5	54,1	52,3	60,1	63,2	79,8	79,3	85,6	97,5	133,9	136,8	134,4	
b) en francs belges .....	6,2	6,3	6,2	6,9	7,3	7,2	7,8	8,3	10,3	10,7	11,5	11,3	13,6	16,2	17,1	18,2	19,6	20,6	21,5	21,1	
Total des créances sur l'étranger ...	52,2	46,5	45,8	50,2	59,0	56,9	58,9	68,4	66,1	74,8	74,4	80,1	88,4	108,6	107,8	116,3	129,1	167,7	172,7	169,1	
<b>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</b>																					
1. Pièces et billets .....	3,0	3,2	3,2	3,4	3,5	3,7	3,2	3,4	3,4	3,7	3,5	3,9	3,8	4,3	4,2	4,4	4,7	5,2	4,6	4,8	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																					
— réserve monétaire .....	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres .....	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	0,1	0,8	1,2	0,1	0,1	1,0	
b) sur les organismes publics .....	2,2	0,9	1,2	5,8	3,0	0,6	0,6	5,8	2,3	0,7	1,5	5,6	2,9	0,6	1,4	5,3	3,3	1,6	2,1	10,1	
c) sur les banques de dépôts .....	6,8	6,1	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,6	6,9	7,3	7,9	10,5	10,6	11,8	12,9	14,5	18,8	19,9	20,2	
<b>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</b>																					
1. Sur l'Etat <sup>1</sup> :																					
a) à un an au plus .....	29,1	29,7	33,6	28,8	29,6	33,7	31,9	34,0	32,0	37,6	42,0	34,9	34,7	35,6	32,7	28,1	32,0	35,6	p39,5	p 37,1	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur .....	33,0	35,5	34,8	37,4	37,2	38,3	40,4	37,9	38,1	38,9	41,2	44,7	45,6	46,3	51,7	54,0	53,0	55,7	p59,9	p 61,9	
— autres .....	23,8	24,2	26,0	26,8	27,1	27,6	29,5	30,7	30,5	31,3	33,6	33,4	33,0	33,7	33,7	33,9	33,4	32,8	p31,6	p 31,8	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur .....	0,4	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,1	2,0	2,3	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7	p 3,9	p 4,9	
— autres .....	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,1	1,6	2,1	2,5	2,6	2,5	2,9	2,8	2,6	2,7	2,8	p 2,4	p 2,4	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires .....	6,9	5,7	9,5	5,5	7,5	7,3	7,0	7,3	7,1	5,9	6,9	6,9	7,4	6,6	5,0	4,2	3,6	3,8	3,9	3,9	
b) effets commerciaux .....	40,4	43,1	42,0	45,6	45,5	47,3	48,4	55,5	56,5	58,3	60,9	64,6	67,5	68,9	68,6	67,1	70,4	74,0	74,9	81,0	
c) avances .....	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	69,4	73,3	74,5	77,7	80,8	86,3	90,7	98,0	102,8	105,3	100,1	99,4	
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	2,0	2,1	2,0	1,8	1,8	1,5	1,5	1,5	2,0	2,3	2,8	2,9	2,8	3,5	3,3	4,3	4,1	4,1	p 4,1	p 4,2	
— autres .....	2,0	2,0	2,0	1,9	1,7	1,8	2,1	2,3	2,5	2,5	3,0	4,0	4,1	3,7	4,2	4,6	4,6	5,1	p 5,6	p 6,0	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	7,0	7,6	5,7	4,7	6,4	5,9	4,4	4,3	4,7	6,4	6,8	4,2	4,6	5,4	6,3	6,8	—	—	—	—	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	0,1	...	0,1	0,2	0,2	0,5	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	1,0	3,3	1,8	1,9	2,1	1,6	2,2	p 1,7	p 2,1	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur .....	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	12,4	13,2	12,9	13,4	14,1	14,1	15,6	16,1	16,6	17,0	16,9	18,1	p19,1	p 20,3	
— autres .....	0,7	0,7	0,8	0,9	1,2	1,4	1,4	1,4	1,6	2,1	2,1	2,0	1,9	2,2	2,2	2,2	2,0	1,9	p 4,5	p 4,5	
D. Autres .....	36,2	40,9	40,9	43,3	41,9	45,3	46,0	49,0	47,1	54,1	48,6	50,1	52,4	56,9	55,1	59,6	67,0	78,4	p71,0	p 68,5	
TOTAL DE L'ACTIF ...	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5	416,5	427,9	444,8	466,8	497,8	503,8	527,9	550,6	616,9	621,6	633,2	

<sup>1</sup> Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII<sup>e</sup> année, vol. II, no 3, septembre 1968].

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	31-12-69
<b>A. Engagements envers l'étranger :</b>																				
1. Envers le F.M.I. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,3	67,1	78,3	73,2	84,1	85,3	89,3	94,8	110,1	110,7	113,9	123,4	163,4	169,8	169,6
b) en francs belges <sup>1</sup> .....	21,1	21,0	20,3	20,6	20,7	22,3	22,8	24,3	25,0	26,3	28,7	29,8	31,9	36,2	35,9	38,7	39,0	37,3	31,8	34,7
Total des engagements envers l'étranger ...	76,0	72,1	73,4	75,9	83,3	84,6	89,9	102,6	98,2	110,4	114,0	119,1	126,7	146,3	146,6	152,6	162,4	200,7	201,6	204,3
<b>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</b>																				
1. Pièces et billets .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	...	...	0,5	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	0,3	0,7	0,2	...
b) envers les organismes publics .....	0,4	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,2	...	0,3	...	0,5	0,1	0,1	...	...
c) envers les banques de dépôts .....	6,8	6,0	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,6	6,9	7,3	7,9	10,5	10,7	11,8	12,9	14,5	18,8	19,9	20,1
<b>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</b>																				
1. Monnaie fiduciaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers .....	86,4	90,4	90,1	95,1	94,6	98,2	94,8	103,6	99,8	107,3	107,8	113,1	114,8	118,1	116,2	122,8	124,4	130,9	122,8	130,3
b) détenue par les pouvoirs publics .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .....	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6	45,1	48,7	48,6	53,0	53,0	55,0	54,4	60,2	60,3	67,3	76,0
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets .....	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0	53,8	57,0	59,2	62,9	65,3	68,4	71,3	74,8	75,1	75,0	73,3
— dépôts en devises .....	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0	7,5	6,9	8,4	7,5	7,8	9,1	8,8	9,7	12,6	15,3	14,7
b) détenues par le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires .....	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4	12,6	13,1	13,5	14,7	15,3	15,8	16,5	17,3	19,0	20,3	21,0
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	1,4	...	...	0,1	1,0	...	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit .....	0,4	0,1	0,1	0,2	0,4	0,1	0,2	...	0,3	0,3	0,4	0,1	0,4	0,6	0,4	0,5	0,7	0,5	0,2	0,3
c) envers le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>D. Autres</b> .....	52,9	56,5	58,9	61,2	60,9	64,5	66,4	69,4	67,6	72,6	71,3	74,7	76,3	80,3	79,5	87,1	86,2	98,2	99,0	93,2
<b>TOTAL DU PASSIF</b> ...	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5	416,5	427,9	444,8	466,8	497,8	503,8	527,9	550,6	616,9	621,6	633,2

<sup>1</sup> Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	31-12-69		
<b>A. Créances sur l'étranger :</b>																						
1. Or .....	74,2	78,1 <sup>5</sup>	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	76,2	76,0	75,7	74,0	70,9	75,6	76,2	76,2	76,1	76,1	76,0	76,0		
2. F.M.I. — Participation .....	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	15,2	15,2	15,3	14,7	16,2	18,1	18,1	10,3	7,3	6,1	3,5	7,8		
— Prêts <sup>1</sup> .....	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9	1,9	5,9	5,5	5,0	4,0	3,5	...	...		
3. Obligations .....	0,8	0,8	0,8	1,5	2,0	1,9	1,9	2,0	2,0	2,5	2,5	2,4	4,2	5,0	5,7	6,1	6,2	6,6	7,7	7,1		
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	7,6	10,6	7,4	12,0	11,6	11,9	12,1	13,3	12,3	14,4	12,0	14,7	13,3	16,4	15,7	20,7	20,2	23,8	22,4	18,2		
5. Créances sur l'U.E.P. <sup>2</sup> .....	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères .....	65,6	57,1	57,9	58,6	63,5	63,0	63,3	74,0	69,8	84,0	87,2	96,2	99,8	104,0	97,5	103,7	115,4	158,9	166,1	170,0		
b) en francs belges .....	7,7	7,8	7,7	8,4	8,8	8,7	9,3	9,8	12,0	10,7	11,6	14,3	16,7	19,4	20,2	18,5	19,8	21,0	21,6	21,1		
Total des créances sur l'étranger ...	166,4	167,8	167,1	174,0	180,0	180,7	181,5	193,9	190,9	204,7	206,2	218,2	223,0	244,4	238,9	240,5	249,0	296,0	297,3	300,2	(6)	
<b>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</b>																						
1. Pièces et billets .....	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8	3,9	4,0	4,0	4,3	4,4	4,8	4,7	4,7	5,1	5,6	5,0	5,2		
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																						
— réserve monétaire .....	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
— autres .....	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	0,1	0,8	1,2	0,1	0,1	1,0		
b) sur les organismes publics .....	2,3	1,0	1,3	5,9	3,2	0,7	1,3	6,2	2,4	1,0	1,6	5,9	3,1	0,8	1,5	5,9	4,6	2,4	3,3	10,3		
c) sur les banques de dépôts .....	7,2	6,1	6,1	5,1	6,2	5,1	6,0	6,2	5,6	6,9	7,3	8,1	10,5	10,9	11,8	13,9	14,9	19,6	20,1	20,2		
<b>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</b>																						
1. Sur l'Etat <sup>3</sup> :																						
a) à un an au plus .....	80,0	83,9	86,5	84,9	83,9	88,3	82,5	92,1	88,6	94,4	96,2	86,4	90,3	102,3	98,4	100,8	106,8	111,5	p108,1	p114,7	(7)	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	41,0	43,4	42,5	46,2	46,4	47,5	49,5	47,1	47,3	48,3	50,5	54,0	54,9	55,3	60,6	62,9	62,1	64,8	p 68,9	p 71,1	(7)	
— autres .....	57,8	58,2	60,0	60,8	61,1	61,6	63,5	64,7	64,5	65,3	67,6	67,4	67,0	67,7	67,7	67,9	67,4	66,8	p 65,6	p 65,8	(7)	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus .....	5,5	5,7	5,0	6,5	6,2	7,3	8,3	9,6	5,4	7,3	7,3	8,0	7,6	5,5	6,1	10,0	7,0	10,2	11,5	11,4	(8)	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	0,8	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	1,3	1,5	1,6	1,6	2,5	2,8	4,2	4,2	4,2	4,3	4,3	p 4,5	p 5,5	(8)	
— autres .....	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,1	1,6	2,1	2,5	2,5	2,5	2,9	2,8	2,6	2,7	2,8	p 2,4	p 2,4	(8)	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations bancaires .....	6,9	6,4	9,7	8,7	8,1	9,1	8,8	11,7	8,0	6,3	7,3	8,5	7,7	7,7	5,5	6,1	6,4	7,5	8,3	7,3	(9)	
b) effets commerciaux .....	43,3	45,5	44,4	49,0	48,3	50,4	51,6	59,9	59,0	60,8	63,8	70,8	70,7	72,0	71,7	78,4	80,2	85,3	87,4	89,2	(9)	
c) avances .....	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	69,4	73,3	74,5	77,7	80,8	86,3	90,8	98,1	102,8	105,5	100,1	99,4	(9)	
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur .....	2,1	2,1	2,0	1,8	1,8	1,6	1,5	1,5	2,0	2,4	2,8	2,9	2,9	3,7	3,5	4,5	4,3	4,4	p 4,4	p 4,5	(14)	
— autres .....	2,5	2,5	2,5	2,4	2,4	2,6	3,0	2,6	3,3	3,2	3,6	4,5	4,4	3,9	4,3	4,6	4,6	5,1	p 5,6	p 6,0	(14)	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus <sup>4</sup>	7,0	7,6	5,7	4,7	7,2	8,8	5,1	4,6	5,0	8,6	6,8	4,3	4,6	8,9	9,2	6,8	—	—	—	—	(11)	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus .....	2,1	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	1,5	1,0	1,0	2,4	2,9	1,3	3,3	1,8	1,9	2,1	2,1	2,9	p 2,7	p 2,2	(12)	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	12,4	13,2	12,9	13,4	14,1	14,1	15,6	16,2	16,7	17,1	17,0	18,2	p 19,2	p 20,4	(12)	
— autres .....	0,8	0,8	0,9	1,0	1,3	1,5	1,5	1,5	1,7	2,2	2,2	2,1	2,0	2,3	2,3	2,3	2,1	2,0	p 4,6	p 4,6	(12)	
<b>D. Autres</b> .....	77,4	84,5	81,0	82,4	81,2	82,4	85,0	92,3	87,3	109,1	107,1	107,9	108,3	104,7	107,3	101,4	109,5	135,5	p135,7	p129,9	(14)	
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b> ...	570,3	584,6	584,8	607,4	614,4	625,8	633,8	678,9	663,4	717,4	730,1	753,6	769,1	806,4	810,0	835,6	854,1	950,5	954,8	971,3		

Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise

<sup>1</sup> Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963, Convention du 1-2-1963).

<sup>2</sup> Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

<sup>3</sup> Y compris le Fonds des Rentes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII<sup>e</sup> année, vol. II, no 3, septembre 1968].

<sup>4</sup> Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la Rubrique D. « Autres ».

<sup>5</sup> Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	31-12-69		
<b>A. Engagements envers l'étranger :</b>																						
1. Envers le F.M.I. ....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																						
a) en monnaies étrangères .....	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,9	67,7	78,3	73,2	84,5	85,7	89,3	94,8	110,1	110,7	113,9	123,4	163,4	169,8	169,6		
b) en francs belges <sup>1</sup> .....	24,3	24,2	23,5	23,6	23,5	24,3	24,0	26,2	26,7	27,1	29,4	31,6	33,5	37,0	37,8	40,3	41,8	43,9	42,0	35,8		
Total des engagements envers l'étranger ...	79,4	75,5	76,8	79,1	86,3	87,4	91,9	104,7	100,1	111,8	115,3	121,1	128,5	147,3	148,7	154,4	165,4	207,5	212,0	205,6		
<b>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</b>																						
1. Pièces et billets <sup>2</sup> .....	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8	3,9	4,0	4,0	4,3	4,4	4,8	4,7	4,7	5,1	5,6	5,0	5,2		
2. Autres :																						
a) envers la Banque Nationale de Belgique .....	—	—	—	—	0,7	—	1,0	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5	1,4	1,4	1,2	—		
b) envers les organismes publics .....	0,5	0,1	0,1	0,1	—	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3	0,1	0,5	0,2	0,4	0,1	1,1	0,3	0,2	0,2	0,1		
c) envers les banques de dépôts :																						
— réserve monétaire .....	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
— autres .....	11,1	7,0	7,5	12,3	10,4	5,8	6,3	13,3	10,0	7,7	9,0	15,7	16,1	11,4	13,3	19,0	19,0	20,5	22,1	31,2		
<b>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</b>																						
1. Monnaie fiduciaire <sup>3</sup> .....	161,4	168,9	169,1	173,4	169,9	177,7	176,8	178,7	173,4	182,9	179,2	180,1	176,6	187,4	182,7	185,4	182,1	190,4	184,6	185,2	(1)	
2. Monnaie scripturale :																						
a) détenue par les entreprises et particuliers <sup>4</sup> .....	122,4	128,4	126,5	133,4	132,2	139,7	133,6	146,0	139,0	149,2	148,2	153,0	155,0	161,3	159,4	170,4	167,4	180,2	167,2	175,5	(1)	
b) détenue par les pouvoirs publics .....	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0	15,4	15,8	17,4	18,4	24,0	19,6	20,8	22,7	23,2	22,0	25,6	(1)	
3. Liquidités quasi monétaires :																						
a) détenues par les entreprises et particuliers :																						
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .....	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6	45,1	48,7	48,6	53,0	53,0	55,0	54,4	60,2	60,3	67,3	76,0	(2)	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets .....	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0	53,8	57,0	59,2	62,9	65,3	68,4	71,3	74,8	75,1	75,0	73,3	(2)	
— dépôts en devises .....	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0	7,5	6,9	8,4	7,5	7,8	9,1	8,8	9,7	12,6	15,3	14,7	(3)	
b) détenues par le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(4)
4. Emprunts obligataires .....	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4	12,6	13,1	13,5	14,7	15,3	15,8	16,5	17,3	19,0	20,3	21,0	(13)	
5. Autres :																						
a) envers le Fonds des Rentes <sup>5</sup> .....	0,3	0,5	1,5	0,1	—	—	—	—	—	—	3,0	0,2	0,8	1,0	1,4	—	—	—	—	—	(11)	
b) envers les paraétatiques de crédit .....	0,7	0,1	0,4	0,2	0,6	0,2	0,2	—	0,3	0,3	0,4	0,1	0,4	0,6	0,4	0,5	0,8	0,5	0,2	0,3	(12)	
c) envers le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(7)
<b>D. Autres</b> .....	93,9	99,1	98,3	99,9	99,7	101,2	104,9	110,4	106,6	126,8	129,4	131,5	130,6	126,8	131,4	127,8	127,9	154,0	162,4	157,6	(14)	
<b>TOTAL DU PASSIF</b> ...	<b>570,3</b>	<b>584,6</b>	<b>584,8</b>	<b>607,4</b>	<b>614,4</b>	<b>625,8</b>	<b>633,8</b>	<b>678,9</b>	<b>663,4</b>	<b>717,4</b>	<b>730,1</b>	<b>753,6</b>	<b>769,1</b>	<b>806,4</b>	<b>810,0</b>	<b>835,6</b>	<b>854,1</b>	<b>950,5</b>	<b>954,8</b>	<b>971,3</b>		

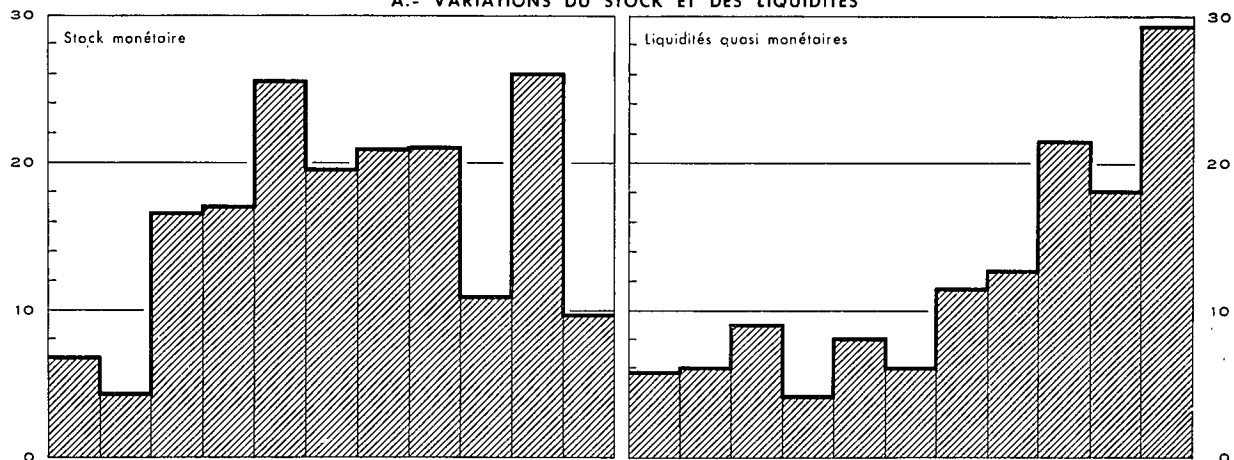
Colonne du tableau XIII : « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise (6)

<sup>1</sup> Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.  
<sup>2</sup> B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.  
<sup>3</sup> Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.  
<sup>4</sup> B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou D. « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.  
<sup>5</sup> Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D. « Autres ».

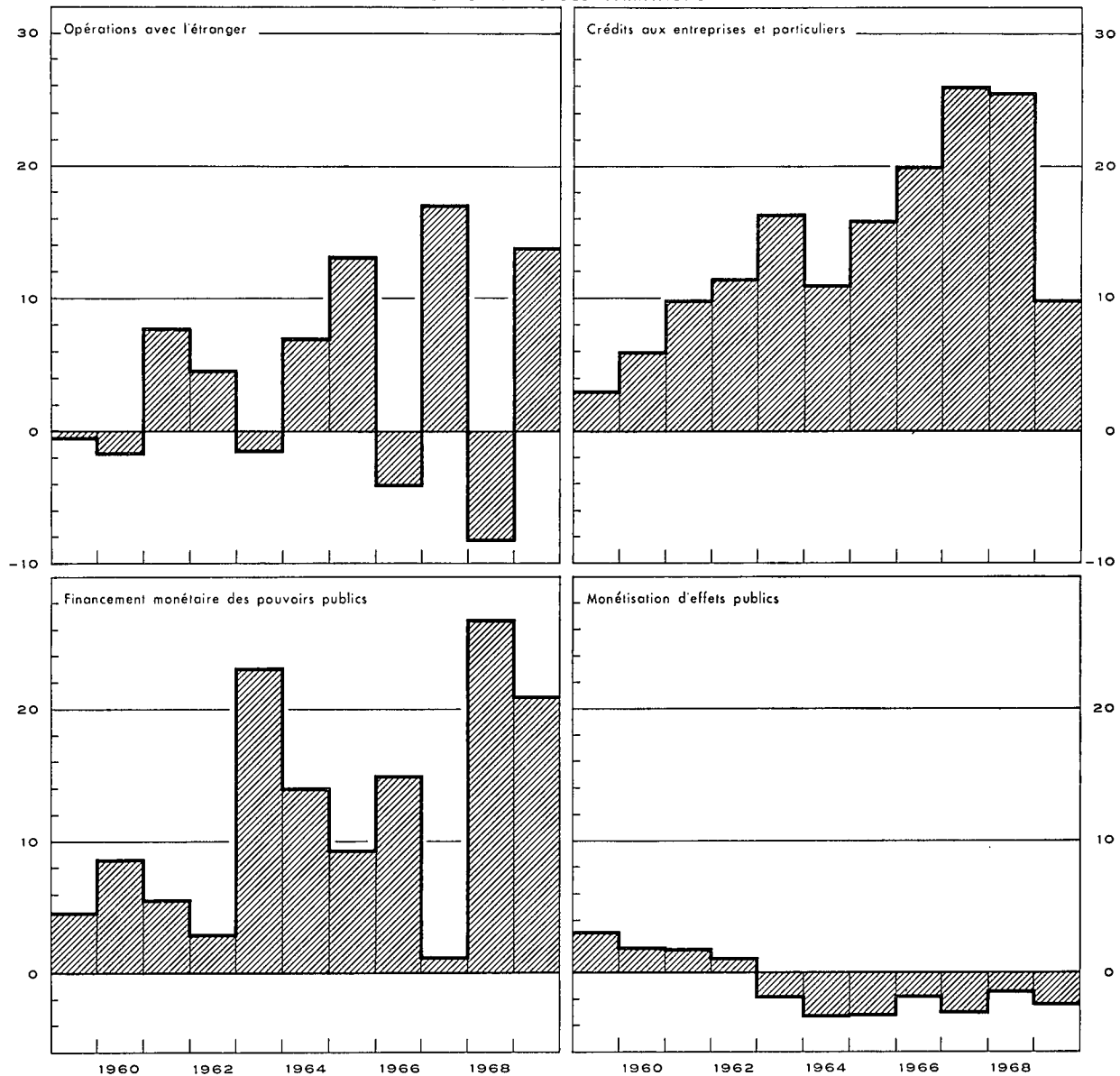
### XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONÉTAIRES

(variations en milliards de francs)

#### A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



#### B.- ORIGINES DES VARIATIONS



### XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -) 2		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat 3	Autres pouvoirs publics 4	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1965 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 4,5	+ 4,8	+ 0,3	+ 4,7	+ 0,3	- 2,3	...	- 3,9	+ 1,0	+ 0,5	...	- 0,1	...	+ 0,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+16,5	+ 1,2	+ 17,7	+ 3,9	+ 4,6	+ 1,9	- 0,7	+ 5,1	+ 1,1	- 0,4	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,9
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 3,1	+ 2,5	- 0,6	+ 0,9	+ 3,1	- 2,2	+ 1,4	+ 2,2	- 1,2	- 0,9	- 1,4	- 0,1	...	- 2,4
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+12,2	+ 3,1	+ 15,3	+ 3,7	+ 7,9	+ 1,4	- 2,3	+ 3,6	+ 1,5	- 0,3	- 0,2	+ 0,9	- 0,1	- 0,8
Total ...	+21,1	+11,6	+ 32,7	+13,2	+ 15,9	- 1,2	- 1,6	+ 7,0	+ 2,4	- 1,1	- 2,0	+ 1,3	...	- 1,2
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 4,0	+ 4,8	+ 0,8	- 0,3	+ 2,3	+ 0,3	- 0,8	+ 2,1	- 0,4	- 1,0	- 0,3	- 0,1	- 0,1	- 0,9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+14,8	- 0,6	+ 14,2	...	+ 4,0	+ 0,6	+ 1,0	+ 7,5	+ 1,2	- 0,5	...	+ 0,7	...	- 0,3
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 6,9	+ 5,5	- 1,4	- 2,8	+ 4,7	+ 0,6	+ 1,5	- 7,9	+ 0,9	+ 0,5	+ 0,4	+ 1,7	- 0,2	- 0,8
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+17,3	+ 3,1	+ 20,4	- 0,9	+ 9,0	- 0,4	+ 0,7	+ 10,1	+ 1,5	- 0,1	- 0,7	+ 0,1	- 0,3	+ 1,4
Total ...	+21,2	+12,8	+ 34,0	- 4,0	+ 20,0	+ 1,1	+ 2,4	+ 11,8	+ 3,2	- 1,1	- 0,6	+ 2,4	- 0,6	- 0,6
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	-13,1	+ 9,0	- 4,1	+ 4,9	+ 4,8	- 0,3	- 3,4	- 2,7	- 3,9	- 1,1	- 1,7	- 0,3	- 0,4	...
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+21,1	+ 2,7	+ 23,8	+ 5,5	+ 6,6	- 0,9	- 2,4	+ 9,6	+ 2,2	- 0,3	+ 0,8	+ 1,0	- 0,3	+ 2,0
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 4,3	+ 6,2	+ 1,9	+ 2,8	+ 2,9	- 2,4	+ 2,2	- 0,6	+ 0,3	- 0,5	+ 0,4	+ 0,6	- 0,4	- 3,4
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 7,3	+ 3,7	+ 11,0	+ 3,9	+ 11,7	+ 0,9	- 0,3	- 4,9	+ 1,3	- 0,1	- 0,4	+ 0,2	- 0,5	- 0,8
Total ...	+11,0	+21,6	+ 32,6	+17,1	+ 26,0	- 2,7	- 3,9	+ 1,4	- 0,1	- 2,0	- 0,9	+ 1,5	- 1,6	- 2,2
1968 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 0,5	+ 7,1	+ 6,6	- 0,7	+ 4,6	- 1,9	- 2,2	+ 4,4	- 0,4	- 0,8	...	+ 3,3	- 1,2	+ 1,5
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+22,7	+ 2,8	+ 25,5	+ 2,8	+ 6,1	+ 1,3	+ 0,5	+ 18,0	- 0,5	+ 0,3	- 1,1	- 0,6	- 0,6	- 0,7
3 <sup>e</sup> trimestre .....	-10,9	+ 6,2	- 4,7	- 6,0	+ 1,2	+ 0,4	+ 0,9	- 3,1	+ 0,3	- 1,1	+ 2,1	+ 1,3	- 0,5	- 0,2
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+14,8	+ 2,1	+ 16,9	- 4,2	+ 13,7	+ 1,0	+ 0,8	+ 4,4	+ 3,7	- 0,5	- 0,3	...	- 0,7	- 1,0
Total ...	+26,1	+18,2	+ 44,3	- 8,1	+ 25,6	+ 0,8	...	+ 23,7	+ 3,1	- 2,1	+ 0,7	+ 4,0	- 3,0	- 0,4
1969 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 4,4	+10,2	+ 5,8	- 0,7	+ 7,7	- 1,0	- 0,9	+ 6,5	- 2,8	- 1,8	- 1,8	- 0,6	- 0,7	+ 1,9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+21,7	+ 3,4	+ 25,1	+ 4,3	+ 6,9	- 0,4	+ 2,1	+ 13,0	+ 3,3	+ 0,3	+ 1,3	+ 1,9	- 1,7	- 5,9
3 <sup>e</sup> trimestre .....	-19,9	+ 9,4	- 10,5	p- 2,9	- 4,2	+ 0,9	+ 1,6	p- 4,9	p+ 1,2	p+ 0,8	+ 0,9	p+ 3,8	- 1,3	p- 4,8
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+12,4	+ 6,4	+ 18,8	p+13,1	- 0,5	- 2,3	+ 0,7	p+ 3,8	p+ 0,9	p+ 0,7	- 1,1	p+ 0,6	- 0,7	p+ 3,6
Total ...	+ 9,8	+29,4	+ 39,2	p+13,8	+ 9,9	- 2,8	+ 3,5	p+ 18,4	p+ 2,6	p- 1,6	- 0,7	p+ 5,7	- 4,4	p- 5,2

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

— Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires. — 2 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires et refinancés par eux auprès d'organismes non monétaires moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes monétaires. — 3 Y compris le Fonds des Rentes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 3, septembre 1968]. — 4 Y compris les fonds de pension.



### XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor <sup>2</sup>	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire <sup>3</sup>	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers <sup>1</sup>			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. <sup>3</sup>	avoirs en C.C.P. <sup>3</sup>	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques <sup>3</sup>				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3) : (10)	
1957 Juin .....	4,6	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre .....	4,7	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin .....	4,8	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre .....	4,8	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 <sup>4</sup>	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin .....	4,9	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre .....	4,9	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin .....	5,0	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre .....	5,2	124,1	126,8	7,3 <sup>6</sup>	0,7	26,9	58,7 <sup>5</sup>	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin .....	5,3	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 <sup>6</sup>	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre .....	5,5	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin .....	5,6	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre .....	5,8	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Juin .....	5,9	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série<sup>7</sup></i>											
Juin .....	5,9	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	76,0	108,6	121,4	271,0	55,2
Décembre .....	6,1	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	78,6	112,0	124,1	277,8	55,3
1964 Juin .....	6,1	153,9	157,1	12,4	0,3	35,8	80,0	116,1	128,5	285,6	55,0
Décembre .....	6,4	160,3	163,7	10,8	0,6	35,9	86,4	122,9	133,7	297,4	55,0
1965 Juin .....	6,4	165,8	168,9	12,2	0,4	37,5	90,5	128,4	140,6	309,5	54,6
Décembre .....	6,6	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4
1966 Juin .....	6,7	174,8	177,7	12,0	0,2	41,0	98,4	139,6	151,6	329,3	54,0
Décembre .....	6,9	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6
1967 Juin .....	6,9	179,7	182,8	15,4	0,3	41,1	107,9	149,3	164,7	347,5	52,6
Décembre .....	6,5	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	51,4
1968 Juin .....	6,5	185,3	187,4	24,0	0,4	42,4	118,5	161,3	185,3	372,7	50,3
Décembre .....	6,6	183,2	185,4	20,8	0,8	46,2	123,3	170,3	191,1	376,5	49,2
1969 Février .....	6,6	180,5	183,0	21,8	0,5	41,1	118,5	160,1	181,9	364,9	50,2
Mars .....	6,5	180,4	182,1	22,6	0,5	41,9	125,0	167,4	190,0	372,1	48,9
Avril .....	6,6	183,2	185,2	20,9	0,3	48,9	122,6	171,8	192,7	377,9	49,0
Mai .....	6,7	186,3	188,4	22,4	0,5	44,5	125,7	170,7	193,1	381,5	49,4
Juin .....	6,8	188,9	190,4	23,2	0,6	48,0	131,6	180,2	203,4	393,8	48,3
Juillet .....	6,9	188,1	189,9	19,6	0,4	47,0	122,3	169,7	189,3	379,2	50,1
Août .....	6,8	184,9	187,3	21,4	0,6	43,4	123,8	167,8	189,2	376,5	49,7
Septembre .....	6,8	182,5	184,7	22,0	0,6	43,0	123,6	167,2	189,2	373,9	49,4
Octobre .....	6,9	178,6	181,0	22,0	0,4	45,3	123,8	169,5	191,5	372,5	48,6
Novembre .....	6,9	178,0	180,3	21,2	0,4	44,4	124,1	168,9	190,1	370,4	48,7
Décembre .....	7,0	183,0	185,2	25,6	0,4	43,9	131,2	175,5	201,1	386,3	47,9
1970 Janvier .....	7,0	178,0	180,5	22,7	0,3	46,5	128,8	175,6	198,3	378,8	47,7
Février .....	7,0	178,8	181,5	20,8	0,3	43,3	130,6	174,2	195,0	376,5	48,2

<sup>1</sup> Y compris des organismes para-étatiques administratifs.

<sup>2</sup> Déduction faite des avoirs de la Banque Nationale de Belgique.

<sup>3</sup> Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

<sup>4</sup> Depuis août 1959, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

<sup>5</sup> En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

<sup>6</sup> Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il se serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

<sup>7</sup> Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII. Créances et dettes dans l'économie belge et XIII. Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII<sup>e</sup> année, vol. I, no 1, janvier 1967.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (8) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	Opérations avec l'étrangers (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (10) = (6) - (7) - (8) - (9)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] 4	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. 5
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1960 Année .....	80,6	- 5,8 <sup>8</sup>	74,8 <sup>6</sup>	+ 8,3	- 4,2 <sup>6</sup>	+ 4,1 <sup>6</sup>	+ 3,5	+ 1,7	+ 0,5	- 1,6	+ 2,1	+ 6,2
1961 Année .....	92,7	-14,9 <sup>8</sup>	77,8 <sup>6</sup>	+12,2	-10,4 <sup>6</sup>	+ 1,8 <sup>6</sup>	- 5,0	+ 0,1	- 1,1	+ 7,8	- 1,2	+ 0,6
1962 Année .....	91,0	-10,5	80,5	- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 2,2	+ 0,4	- 0,2	+ 4,7	+ 1,3	+ 4,0
1963 Année 7 .....	102,2	-23,0	79,2	+11,2	-10,3	+ 0,9	+ 2,3	+ 0,1	- 0,1	- 1,4	- 1,0	- 0,1
1964 Année .....	114,8	-26,8	88,0	+12,6	- 3,8	+ 8,8	+ 0,7	+ 1,1	...	+ 7,0	+ 1,9	+10,7
1965 1 <sup>er</sup> trimestre .	113,3	-26,3	87,0	- 1,5	+ 0,5	- 1,0	- 3,5	+ 0,1	- 2,3	+ 4,7	+ 0,3	- 0,7
2 <sup>e</sup> trimestre .	120,4	-28,0	92,4	+ 7,1	- 1,7	+ 5,4	- 1,2	+ 0,8	+ 1,9	+ 3,9	+ 0,3	+ 5,7
3 <sup>e</sup> trimestre .	120,0	-29,6	90,4	- 0,4	- 1,6	- 2,0	- 0,1	- 0,6	- 2,2	+ 0,9	- 0,6	- 2,6
4 <sup>e</sup> trimestre .	122,8	-28,0	94,8	+ 2,8	+ 1,6	+ 4,4	- 0,7	...	+ 1,4	+ 3,7	+ 0,5	+ 4,9
				+ 8,0	- 1,2	+ 6,8	- 5,5	+ 0,3	- 1,2	+13,2	+ 0,5	+ 7,3
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .	119,7	-26,0	93,7	- 3,1	+ 2,0	- 1,1	- 1,1	...	+ 0,3	- 0,3	+ 0,4	- 0,7
2 <sup>e</sup> trimestre .	123,0	-29,6	93,4	+ 3,3	- 3,7	- 0,4	- 1,0	...	+ 0,6	...	+ 0,2	- 0,2
3 <sup>e</sup> trimestre .	121,8	-32,3	89,5	- 1,2	- 2,6	- 3,8	- 1,6	...	+ 0,6	- 2,8	+ 0,6	- 3,2
4 <sup>e</sup> trimestre .	124,5	-35,3	89,2	+ 2,7	- 3,0	- 0,3	+ 1,0	...	- 0,4	- 0,9	- 0,9	- 1,2
				+ 1,7	- 7,3	- 5,6	- 2,7	...	+ 1,1	- 4,0	+ 0,3	- 5,3
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .	124,0	-33,2	90,8	- 0,5	+ 2,3	+ 1,8	- 2,4	- 0,4	- 0,3	+ 4,9	+ 0,9	+ 2,7
2 <sup>e</sup> trimestre .	129,3	-36,4	92,9	+ 5,3	- 3,1	+ 2,2	- 2,4	...	- 0,9	+ 5,5	- 1,6	+ 0,6
3 <sup>e</sup> trimestre .	130,0	-39,1	90,9	+ 0,7	- 2,8	- 2,1	- 2,4	- 0,1	- 2,4	+ 2,8	+ 2,8	+ 0,7
4 <sup>e</sup> trimestre .	136,9	-39,8	97,1	+ 6,9	- 0,7	+ 6,2	+ 1,4	...	+ 0,9	+ 3,9	- 0,6	+ 5,6
				+12,4	- 4,3	+ 8,1	- 5,8	- 0,5	- 2,7	+17,1	+ 1,5	+ 9,6
1968 1 <sup>er</sup> trimestre .	133,4	-38,9	94,5	- 3,5	+ 0,9	- 2,6	...	...	- 1,9	- 0,7	- 0,1	- 2,7
2 <sup>e</sup> trimestre .	134,5	-37,3	97,2	+ 1,1	+ 1,6	+ 2,7	- 1,2	- 0,2	+ 1,3	+ 2,8	- 1,9	+ 0,8
3 <sup>e</sup> trimestre .	129,3	-39,2	90,1	- 5,2	- 1,7	- 6,9	- 1,3	...	+ 0,4	- 6,0	+ 3,0	- 3,9
4 <sup>e</sup> trimestre .	122,9	-36,8	86,1	- 6,4	+ 2,2	- 4,2	- 1,0	...	+ 1,0	- 4,2	+ 5,3	+ 1,1
				-14,0	+ 3,0	-11,0	- 3,5	- 0,2	+ 0,8	- 8,1	+ 6,3	- 4,7
1969 1 <sup>er</sup> trimestre .	117,6	-34,0	83,6	- 5,3	+ 2,8	- 2,5	- 0,8	...	- 1,0	- 0,7	p+ 3,7	p+ 1,2
2 <sup>e</sup> trimestre .	121,7	-33,2	88,5	+ 4,1	+ 0,8	+ 4,9	+ 1,2	- 0,2	- 0,4	+ 4,3	p- 1,5	p+ 3,4
3 <sup>e</sup> trimestre .	114,5	-29,2	85,3	- 7,2	+ 4,0	- 3,2	p- 1,2	p ...	+ 0,9	p- 2,9	p- 2,6	p- 5,8
4 <sup>e</sup> trimestre .	128,3	-33,7	94,6	+13,4 <sup>8</sup>	- 4,5	+ 8,9	p- 1,9	p ...	- 2,3	p+13,1	p+ 7,8	p+15,9
				+ 5,0 <sup>8</sup>	+ 3,1	+ 8,1	p- 2,7	p- 0,2	- 2,8	p+13,8	p+ 6,6	p+14,7

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le Bulletin d'Information et de Documentation de juillet 1961, page 20 à 27.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs, sauf, à partir de 1963, le Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne (7), Etat.

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII-8.

4 Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant a) des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L., b) en 1960, des variations des engagements nets des banques belges envers les sociétés congolaises [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].  
— moins, a) depuis le 3<sup>e</sup> trimestre de 1963, variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) depuis le 2<sup>e</sup> trimestre de 1968 variations des effets publics luxembourgeois détenus par la Banque Nationale de Belgique [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableaux IX - 1, 2 et 3, rubriques 6.21 et 6.22.

6 Au 3<sup>e</sup> trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (8) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers »; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,0 milliard en 1960 et une augmentation, également comptable, de 0,5 milliard en 1961. Ces mouvements de caractère purement comptable ont été éliminés de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

7 A partir de 1963, les chiffres des autres organismes monétaires ne sont plus comparables à ceux des années antérieures; un article explicatif à ce sujet est inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.), XLII<sup>e</sup> année, vol. 1, n° 1, janvier 1967.

8 Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en marks allemands à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION  
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS  
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

**Destination économique apparente**

*(milliards de francs)*

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1	de la construction et de transactions immobilières 2	de ventes et prêts à tempérament 3	d'importations 4				Crédits de caisse 4	Autres (9)		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11) = (6) + (10)	
1964 Mars .....	8,6	6,5	11,1	9,7	63,6	99,5	13,0	4,3	1,8	19,1	118,6
Juin .....	9,6	6,8	12,1	9,9	64,5	102,9	13,8	4,3	1,5	19,6	122,5
Septembre .....	10,3	6,9	12,2	9,1	65,9	104,4	13,3	4,7	1,6	19,6	124,0
Décembre .....	10,9	6,9	12,0	9,9	67,1	106,8	14,2	5,3	1,7	21,2	128,0
1965 Mars .....	11,6	6,6	12,1	9,6	66,8	106,7	15,3	6,4	1,5	23,2	129,9
Juin .....	12,0	7,2	12,7	10,1	69,7	111,7	16,3	6,9	1,6	24,8	136,5
Septembre .....	12,2	7,4	12,8	11,3	71,3	115,0	15,5	7,0	1,9	24,4	139,4
Décembre .....	13,7	8,2	12,8	12,2	75,8	122,7	18,0	7,2	3,1	28,3	161,0
1966 Mars .....	13,8	8,0	13,0	12,0	78,3	125,1	17,9	8,1	2,7	28,7	153,8
Juin .....	15,0	8,6	13,4	12,4	80,0	129,4	17,9	7,7	2,5	28,1	157,5
Septembre .....	16,5	8,9	13,7	11,4	83,8	134,3	18,2	7,6	2,5	28,3	162,6
Décembre <sup>5</sup> .....	18,2	9,2	14,1	13,2	87,9	142,6	19,6	6,7	2,5	28,8	171,4
1967 Mars .....	20,0	9,2	14,1	11,9	92,3	147,5	19,6	7,4	2,2	29,2	176,7
Juin .....	22,1	10,4	15,0	11,7	95,2	154,4	21,8	7,3	3,6	32,7	187,1
Septembre <sup>5</sup> .....	22,3	10,5	15,1	11,5	98,2	157,6	22,3	6,7	3,1	32,1	189,7
Décembre <sup>5</sup> .....	22,8	11,5	15,5	13,4	105,1	168,3	23,7	6,9	3,9	34,5	202,8
1968 Mars <sup>5</sup> .....	23,8	11,6	16,3	13,8	107,3	172,8	25,1	8,2	4,2	37,5	210,3
Juin <sup>5</sup> .....	25,0	12,1	18,2	13,3	111,2	179,8	26,7	9,1	4,5	40,3	220,1
Septembre .....	27,4	12,7	19,0	13,2	108,9	181,2	26,7	11,2	3,6	41,5	222,7
Décembre .....	27,7	13,9	19,8	14,3	118,4	194,1	29,8	14,5	4,1	48,4	242,5
1969 Mars .....	27,1	14,0	20,0	16,0	124,3	201,4	30,9	16,4	3,3	50,6	252,0
Nouvelle série											
Mars .....	26,3	13,0	20,8	16,0	125,3	201,4	30,9	16,4	3,3	50,6	252,0
Juin .....	28,3	13,3	23,4	15,1	128,8	208,9	34,6	20,4	3,0	58,0	266,9
Septembre .....	26,9	14,1	24,0	15,6	124,4	205,0	33,1	25,6	3,0	61,7	266,7
Décembre .....	27,4	14,0	23,7	13,7	124,7	203,5	32,4	19,1	2,7	54,2	257,7

<sup>1</sup> Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961 et 14 juillet 1966 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus (5 ans ou plus dans l'ancienne série) à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc. L'ancienne série (mars 1964-mars 1969) comprenait un certain montant de crédits finançant des ventes à tempérament. Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3).

<sup>2</sup> Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

<sup>3</sup> Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement. Dans l'ancienne série (mars 1964-mars 1969) une partie des crédits des acheteurs à tempérament figurait dans la colonne (1). Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3).

<sup>4</sup> Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

<sup>5</sup> Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII<sup>e</sup> année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION  
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS  
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

**Forme et localisation**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts <sup>1</sup>			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques <sup>2</sup>
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) + (7) = (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)	

**A. Crédits aux entreprises et particuliers**

1965	Septembre ...	11,7	50,6	52,7	115,0	2,1	8,6	10,7	9,6	42,0	52,7	104,3	—
	Décembre ....	12,6	55,3	54,8	122,7	7,0	9,8	16,8	5,6	45,5	54,8	105,9	—
1966	Mars .....	12,3	55,3	57,5	125,1	4,7	9,9	14,6	7,6	45,4	57,5	110,5	—
	Juin .....	12,6	57,3	59,5	129,4	5,2	10,1	15,3	7,4	47,2	59,5	114,1	—
	Septembre ...	11,7	57,9	64,7	134,3	4,7	9,5	14,2	7,0	48,4	64,7	120,1	—
	Décembre <sup>3</sup> ...	13,8	65,5	63,3	142,6	6,4	10,3	16,7	7,4	55,2	63,3	125,9	0,2
1967	Mars .....	12,3	65,7	69,5	147,5	5,1	9,4	14,5	7,2	56,3	69,5	133,0	0,1
	Juin .....	12,0	69,1	73,3	154,4	6,0	11,0	17,0	6,0	58,1	73,3	137,4	0,1
	Septembre <sup>3</sup> ...	11,2	71,9	74,5	157,6	4,3	11,0	15,3	6,9	60,9	74,5	142,3	0,1
	Décembre <sup>3</sup> ...	12,7	77,9	77,7	168,3	5,8	13,4	19,2	6,9	64,5	77,7	149,1	0,2
1968	Mars <sup>3</sup> .....	12,7	79,3	80,8	172,8	5,3	11,9	17,2	7,4	67,4	80,8	155,6	...
	Juin <sup>3</sup> .....	11,6	82,0	86,2	179,8	5,0	13,1	18,1	6,6	68,9	86,2	161,7	0,1
	Septembre ...	10,9	79,5	90,8	181,2	5,8	12,6	18,4	5,1	66,9	90,8	162,8	1,6
	Décembre ....	11,9	84,2	98,0	194,1	7,7	17,2	24,9	4,2	67,0	98,0	169,2	0,6
1969	Mars .....	13,0	85,6	102,8	201,4	9,4	15,3	24,7	3,6	70,3	102,8	176,7	0,5
	Juin .....	11,9	91,7	105,3	208,9	8,1	17,8	25,9	3,8	73,9	105,3	183,0	0,3
	Septembre ..	11,5	93,4	100,1	205,0	7,6	18,6	26,2	3,9	74,8	100,1	178,8	0,4
	Décembre ....	10,2	93,9	99,4	203,5	6,3	13,0	19,3	3,9	80,9	99,4	184,2	0,5

**B. Crédits à l'étranger**

1965	Septembre ...	11,8	6,8	5,8	24,4	7,5	2,6	10,1	4,3	4,2	5,8	14,3	—
	Décembre ....	14,4	7,3	6,6	28,3	9,2	2,9	12,1	5,2	4,4	6,6	16,2	0,1
1966	Mars .....	14,1	6,9	7,7	28,7	7,8	2,5	10,3	6,3	4,4	7,7	18,4	0,1
	Juin .....	13,8	6,9	7,4	28,1	9,2	2,7	11,9	4,6	4,2	7,4	16,2	0,1
	Septembre ...	13,6	7,2	7,5	28,3	7,6	2,4	10,0	6,0	4,8	7,5	18,3	0,1
	Décembre <sup>3</sup> ...	15,0	7,6	6,2	28,8	9,4	2,6	12,0	5,6	5,0	6,2	16,8	...
1967	Mars .....	14,3	8,5	6,4	29,2	8,9	2,7	11,6	5,4	5,8	6,4	17,6	0,1
	Juin .....	16,4	9,6	6,7	32,7	8,9	3,5	12,4	7,5	6,1	6,7	20,3	0,1
	Septembre <sup>3</sup> ...	16,0	9,7	6,4	32,1	7,8	3,9	11,7	8,2	5,8	6,4	20,4	0,1
	Décembre <sup>3</sup> ...	16,8	11,3	6,4	34,5	10,4	5,0	15,4	6,4	6,3	6,4	19,1	0,1
1968	Mars <sup>3</sup> .....	16,9	12,9	7,7	37,5	9,4	5,4	14,8	7,5	7,5	7,7	22,7	0,1
	Juin <sup>3</sup> .....	17,5	14,1	8,7	40,3	9,8	6,4	16,2	7,7	7,7	8,7	24,1	0,1
	Septembre ...	17,2	13,7	10,6	41,5	11,4	5,4	16,8	5,8	8,3	10,6	24,7	...
	Décembre ....	20,2	14,3	13,9	48,4	13,8	6,6	20,4	6,4	7,7	13,9	28,0	...
1969	Mars .....	20,2	14,6	15,8	50,6	14,4	7,1	21,5	5,8	7,5	15,8	29,1	...
	Juin .....	22,9	15,6	19,5	58,0	16,2	8,5	24,7	6,7	7,1	19,5	33,3	...
	Septembre ...	21,1	16,0	24,6	61,7	14,5	7,6	22,1	6,6	8,4	24,6	39,6	...
	Décembre ....	19,1	17,0	18,1	54,2	12,7	7,9	20,6	6,4	9,1	18,1	33,6	...

**C. Total**

1965	Septembre ...	23,5	57,4	58,5	139,4	9,6	11,2	20,8	13,9	46,2	58,5	118,6	—
	Décembre ....	27,0	62,6	61,4	151,0	16,2	12,7	28,9	10,8	49,9	61,4	122,1	0,1
1966	Mars .....	26,4	62,2	65,2	153,8	12,5	12,4	24,9	13,9	49,8	65,2	128,9	0,1
	Juin .....	26,4	64,2	66,9	157,5	14,4	12,8	27,2	12,0	51,4	66,9	130,3	0,1
	Septembre ...	25,3	65,1	72,2	162,6	12,3	11,9	24,2	13,0	53,2	72,2	138,4	0,1
	Décembre <sup>3</sup> ...	28,8	73,1	69,5	171,4	15,8	12,9	28,7	13,0	60,2	69,5	142,7	0,2
1967	Mars .....	26,6	74,2	75,9	176,7	14,0	12,1	26,1	12,6	62,1	75,9	150,6	0,2
	Juin .....	28,4	78,7	80,0	187,1	14,9	14,5	29,4	13,5	64,2	80,0	157,7	0,2
	Septembre <sup>3</sup> ...	27,2	81,6	80,9	189,7	12,1	14,9	27,0	15,1	66,7	80,9	162,7	0,2
	Décembre <sup>3</sup> ...	29,5	89,2	84,1	202,8	16,2	18,4	34,6	13,3	70,8	84,1	168,2	0,3
1968	Mars <sup>3</sup> .....	29,6	92,2	88,5	210,3	14,7	17,3	32,0	14,9	74,9	88,5	178,3	0,1
	Juin <sup>3</sup> .....	29,1	96,1	94,9	220,1	14,8	19,5	34,3	14,3	76,6	94,9	185,8	0,2
	Septembre ...	28,1	93,2	101,4	222,7	17,2	18,0	35,2	10,9	75,2	101,4	187,5	1,6
	Décembre ....	32,1	98,5	111,9	242,5	21,5	23,8	45,3	10,6	74,7	111,9	197,2	0,6
1969	Mars .....	33,2	100,2	118,6	252,0	23,8	22,4	46,2	9,4	77,8	118,6	205,8	0,5
	Juin .....	34,8	107,3	124,8	266,9	24,3	26,3	50,6	10,5	81,0	124,8	216,3	0,3
	Septembre ...	32,6	109,4	124,7	266,7	22,1	26,2	48,3	10,5	83,2	124,7	218,4	0,4
	Décembre ....	29,3	110,9	117,5	257,7	19,0	20,9	39,9	10,3	90,0	117,5	217,8	0,5

<sup>1</sup> Ces crédits sont localisés essentiellement à la Banque Nationale de Belgique, à l'Institut de Récompte et de Garantie, auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

<sup>2</sup> Il s'agit d'effets commerciaux.

<sup>3</sup> Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIIe année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION  
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER,  
LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**  
(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la Banque Nationale (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général			
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) + (9)
<b>A. Crédits aux entreprises et particuliers</b>										
1965 Septembre	1,5	...	1,5	...	0,6	0,6	...	2,1	...	2,1
1965 Décembre	1,8	...	1,8	2,7	1,1	3,8	2,7	2,9	...	5,6
1966 Mars	1,7	...	1,7	0,2	0,8	1,0	0,2	2,5	...	2,7
1966 Juin	1,4	...	1,4	1,7	1,4	3,1	1,7	2,8	...	4,5
1966 Septembre	1,2	...	1,2	1,7	1,9	3,6	1,7	3,1	...	4,8
1966 Décembre	1,9	...	1,9	4,0	2,0	6,0	4,0	3,9	...	7,9
1967 Mars	1,8	...	1,8	0,8	0,5	1,3	0,8	2,3	...	3,1
1967 Juin	1,4	...	1,4	0,2	1,1	1,3	0,2	2,5	...	2,7
1967 Septembre	1,2	...	1,2	...	1,1	1,1	...	2,3	...	2,3
1967 Décembre	2,2	...	2,2	0,7	2,7	3,4	0,7	4,9	...	5,6
1968 Mars	2,2	...	2,2	...	0,6	0,6	...	2,8	...	2,8
1968 Juin	1,4	...	1,4	0,9	1,2	2,1	0,9	2,6	...	3,5
1968 Septembre	1,1	...	1,1	0,4	1,1	1,5	0,4	2,2	...	2,6
1968 Décembre	1,9	...	1,9	1,9	7,5	9,4	1,9	9,4	...	11,3
1969 Mars	2,4	...	2,4	2,8	6,4	9,2	2,8	8,8	...	11,6
1969 Juin	1,5	0,2	1,7	3,6	8,3	11,9	3,6	9,8	0,2	13,6
1969 Septembre	1,4	...	1,4	4,3	9,7	14,0	4,3	11,1	...	15,4
1969 Décembre	2,5	...	2,5	1,9	4,1	6,0	1,9	6,6	...	8,5
<b>B. Crédits à l'étranger</b>										
1965 Septembre	...	...	...	2,8	...	2,8	2,8	...	...	2,8
1965 Décembre	...	...	...	6,5	0,2	6,7	6,5	0,2	...	6,7
1966 Mars	...	...	...	4,7	0,2	4,9	4,7	0,2	...	4,9
1966 Juin	...	...	...	6,8	0,6	7,4	6,8	0,6	...	7,4
1966 Septembre	...	...	...	5,8	0,4	6,2	5,8	0,4	...	6,2
1966 Décembre	...	...	...	7,2	0,4	7,6	7,2	0,4	...	7,6
1967 Mars	...	...	...	6,6	0,3	6,9	6,6	0,3	...	6,9
1967 Juin	...	...	...	6,1	0,7	6,8	6,1	0,7	...	6,8
1967 Septembre	...	...	...	2,7	...	2,7	2,7	...	...	2,7
1967 Décembre	...	...	...	7,2	0,9	8,1	7,2	0,9	...	8,1
1968 Mars	...	...	...	4,8	0,5	5,3	4,8	0,5	...	5,3
1968 Juin	0,1	...	0,1	6,8	1,2	8,0	6,8	1,3	...	8,1
1968 Septembre	0,3	...	0,3	8,3	1,3	9,6	8,3	1,6	...	9,9
1968 Décembre	0,1	...	0,1	11,3	2,8	14,1	11,3	2,9	...	14,2
1969 Mars	...	...	...	11,2	3,1	14,3	11,2	3,1	...	14,3
1969 Juin	0,1	...	0,1	12,6	4,4	17,0	12,6	4,5	...	17,1
1969 Septembre	0,3	...	0,3	11,7	3,6	15,3	11,7	3,9	...	15,6
1969 Décembre	0,1	...	0,1	8,5	1,2	9,7	8,5	1,3	...	9,8
<b>C. Total</b>										
1965 Septembre	1,5	...	1,5	2,8	0,6	3,4	2,8	2,1	...	4,9
1965 Décembre	1,8	...	1,8	9,2	1,3	10,5	9,2	3,1	...	12,3
1966 Mars	1,7	...	1,7	4,9	1,0	5,9	4,9	2,7	...	7,6
1966 Juin	1,4	...	1,4	8,5	2,0	10,5	8,5	3,4	...	11,9
1966 Septembre	1,2	...	1,2	7,5	2,3	9,8	7,5	3,5	...	11,0
1966 Décembre	1,9	...	1,9	11,2	2,4	13,6	11,2	4,3	...	15,5
1967 Mars	1,8	...	1,8	7,4	0,8	8,2	7,4	2,6	...	10,0
1967 Juin	1,4	...	1,4	6,3	1,8	8,1	6,3	3,2	...	9,5
1967 Septembre	1,2	...	1,2	2,7	1,1	3,8	2,7	2,3	...	5,0
1967 Décembre	2,2	...	2,2	7,9	3,6	11,5	7,9	5,8	...	13,7
1968 Mars	2,2	...	2,2	4,8	1,1	5,9	4,8	3,3	...	8,1
1968 Juin	1,5	...	1,5	7,7	2,4	10,1	7,7	3,9	...	11,6
1968 Septembre	1,4	...	1,4	8,7	2,4	11,1	8,7	3,8	...	12,5
1968 Décembre	2,0	...	2,0	13,2	10,3	23,5	13,2	12,3	...	25,5
1969 Mars	2,4	...	2,4	14,0	9,5	23,5	14,0	11,9	...	25,9
1969 Juin	1,6	0,2	1,8	16,2	12,7	28,9	16,2	14,3	0,2	30,7
1969 Septembre	1,7	...	1,7	16,0	13,3	29,3	16,0	15,0	...	31,0
1969 Décembre	2,6	...	2,6	10,4	5,3	15,7	10,4	7,9	...	18,3

1 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.  
N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XI<sup>e</sup> année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION  
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES  
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires 1				Crédits logés en dehors des organismes monétaires			Crédits logés dans les organismes monétaires 2				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes monétaires 3 (12)
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) + (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)	
<b>A. Crédits aux entreprises et particuliers</b>												
1965 Septembre ...	11,7	52,1	52,7	116,5	2,0	7,6	9,6	9,7	44,5	52,7	106,9	—
Décembre ....	12,6	57,1	54,8	124,5	3,9	8,1	12,0	8,7	49,0	54,8	112,5	—
1966 Mars .....	12,3	57,0	57,5	126,8	4,2	8,6	12,8	8,1	48,4	57,5	114,0	—
Juin .....	12,6	58,7	59,5	130,8	3,5	8,3	11,8	9,1	50,4	59,5	119,0	—
Septembre ...	11,7	59,1	64,7	135,5	2,9	7,4	10,3	8,8	51,7	64,7	125,2	—
Décembre 4 ..	13,8	67,4	63,3	144,5	2,2	7,6	9,8	11,6	59,8	63,3	134,7	0,2
1967 Mars .....	12,3	67,5	69,5	149,3	4,3	8,7	13,0	8,0	58,8	69,5	136,3	0,1
Juin .....	12,0	70,5	73,3	155,8	5,7	9,7	15,4	6,3	60,8	73,3	140,4	0,1
Septembre 4 ...	11,2	73,1	74,5	158,8	3,9	9,4	13,3	7,3	63,7	74,5	145,5	0,1
Décembre 4 ..	12,7	80,1	77,7	170,5	4,2	9,5	13,7	8,5	70,6	77,7	156,8	0,2
1968 Mars 4 .....	12,7	81,5	80,8	175,0	4,9	10,8	15,7	7,8	70,7	80,8	159,3	...
Juin 4 .....	11,6	83,4	86,2	181,2	3,9	11,3	15,2	7,7	72,1	86,2	166,0	0,1
Septembre ...	10,9	80,6	90,8	182,3	5,3	10,6	15,9	5,6	70,0	90,8	166,4	1,6
Décembre ....	11,9	86,1	98,0	196,0	5,8	8,3	14,1	6,1	77,8	98,0	181,9	0,6
1969 Mars .....	13,0	88,0	102,8	203,8	6,6	8,4	15,0	6,4	79,6	102,8	188,8	0,5
Juin .....	11,9	93,2	105,5	210,6	4,4	8,1	12,5	7,5	85,1	105,5	198,1	0,3
Septembre ...	11,5	94,8	100,1	206,4	3,3	7,7	11,0	8,2	87,1	100,1	195,4	0,4
Décembre ....	10,2	96,4	99,4	206,0	2,9	7,6	10,5	7,3	88,8	99,4	195,5	0,5
<b>B. Crédits à l'étranger</b>												
1965 Septembre ...	11,8	6,8	5,8	24,4	4,3	2,5	6,8	7,5	4,3	5,8	17,6	—
Décembre ....	14,4	7,3	6,6	28,3	2,6	2,7	5,3	11,8	4,6	6,6	23,0	0,1
1966 Mars .....	14,1	6,9	7,7	28,7	2,8	2,3	5,1	11,3	4,6	7,7	23,6	0,1
Juin .....	13,8	6,9	7,4	28,1	2,4	2,1	4,5	11,4	4,8	7,4	23,6	0,1
Septembre ...	13,6	7,2	7,5	28,3	1,8	2,0	3,8	11,8	5,2	7,5	24,5	0,1
Décembre 4 ..	15,0	7,6	6,2	28,8	2,1	2,2	4,3	12,9	5,4	6,2	24,5	...
1967 Mars .....	14,3	8,5	6,4	29,2	2,3	2,4	4,7	12,0	6,1	6,4	24,5	0,1
Juin .....	16,4	9,6	6,7	32,7	2,8	2,8	5,6	13,6	6,8	6,7	27,1	0,1
Septembre 4 ...	16,0	9,7	6,4	32,1	4,3	3,6	7,9	11,7	6,1	6,4	24,2	0,1
Décembre 4 ..	16,8	11,3	6,4	34,5	3,0	4,1	7,1	13,8	7,2	6,4	27,4	0,1
1968 Mars 4 .....	16,9	12,9	7,7	37,5	4,4	4,6	9,0	12,5	8,3	7,7	28,5	0,1
Juin 4 .....	17,5	14,2	8,7	40,4	2,7	4,9	7,6	14,8	9,3	8,7	32,8	0,1
Septembre ...	17,2	14,0	10,6	41,8	3,1	4,1	7,2	14,1	9,9	10,6	34,6	...
Décembre ....	20,2	14,4	13,9	48,5	2,4	3,8	6,2	17,8	10,6	13,9	42,3	...
1969 Mars .....	20,2	14,6	15,8	50,6	3,2	4,0	7,2	17,0	10,6	15,8	43,4	...
Juin .....	22,9	15,7	19,5	58,1	3,5	4,1	7,6	19,4	11,6	19,5	50,5	...
Septembre ...	21,1	16,3	24,6	62,0	2,7	4,0	6,7	18,4	12,3	24,6	55,3	...
Décembre ....	19,1	17,1	18,1	54,3	3,1	5,9	9,0	16,0	11,2	18,1	45,3	...
<b>C. Total</b>												
1965 Septembre ...	23,5	58,9	58,5	140,9	6,3	10,1	16,4	17,2	48,8	58,5	124,5	—
Décembre ....	27,0	64,4	61,4	152,8	6,5	10,8	17,3	20,5	53,6	61,4	135,5	0,1
1966 Mars .....	26,4	63,9	65,2	155,5	7,0	10,9	17,9	19,4	53,0	65,2	137,6	0,1
Juin .....	26,4	65,6	66,9	158,9	5,9	10,4	16,3	20,5	55,2	66,9	142,6	0,1
Septembre ...	25,3	66,3	72,2	163,8	4,7	9,4	14,1	20,6	56,9	72,2	149,7	0,1
Décembre 4 ..	28,8	75,0	69,5	173,3	4,3	9,8	14,1	24,5	65,2	69,5	159,2	0,2
1967 Mars .....	26,6	76,0	75,9	178,5	6,6	11,1	17,7	20,0	64,9	75,9	160,8	0,2
Juin .....	28,4	80,1	80,0	188,5	8,5	12,5	21,0	19,9	67,6	80,0	167,5	0,2
Septembre 4 ...	27,2	82,8	80,9	190,9	8,2	13,0	21,2	19,0	69,8	80,9	169,7	0,2
Décembre 4 ..	29,5	91,4	84,1	205,0	7,2	13,6	20,8	22,3	77,8	84,1	184,2	0,8
1968 Mars 4 .....	29,6	94,4	88,5	212,5	9,3	15,4	24,7	20,3	79,0	88,5	187,8	0,1
Juin 4 .....	29,1	97,6	94,9	221,6	6,6	16,2	22,8	22,5	81,4	94,9	198,8	0,2
Septembre ...	28,1	94,6	101,4	224,1	8,4	14,7	23,1	19,7	79,9	101,4	201,0	1,6
Décembre ....	32,1	100,5	111,9	244,5	8,2	12,1	20,3	23,9	88,4	111,9	224,2	0,6
1969 Mars .....	33,2	102,6	118,6	254,4	9,8	12,4	22,2	23,4	90,2	118,6	232,2	0,5
Juin .....	34,8	108,9	125,0	268,7	7,9	12,2	20,1	26,9	96,7	125,0	248,6	0,3
Septembre ...	32,6	111,1	124,7	268,4	6,0	11,7	17,7	26,6	99,4	124,7	250,7	0,4
Décembre ....	29,3	113,5	117,5	260,3	6,0	13,5	19,5	23,3	100,0	117,5	240,8	0,5

1 Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts [colonne (4) du tableau XIII-7] et par la Banque Nationale de Belgique [colonne (3) du tableau XIII-8].

2 Crédits logés dans les banques de dépôts, à la Banque Nationale de Belgique, au Crédit Communal de Belgique et à l'Institut de Réescampte et de Garantie (crédits que cet organisme finance par un recours aux organismes monétaires).

3 Il s'agit d'effets commerciaux.

4 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. P. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIIe année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre
<b>ACTIF</b>								
Encaisse en or .....	68.248	68.566	72.555	77.913	76.233	73.963	76.175	75.947
<b>Fonds Monétaire International :</b> (Lois des 28-7-1948 et 9-6-1969)								
Participation .....								7.777
Prêts .....								...
Droits de tirage spéciaux .....								...
<i>Total des éléments de couverture</i> <sup>1</sup> .....	68.248	68.566	72.555	77.913	76.233	73.963	76.175	83.724
<b>Monnaies étrangères</b> .....	12.848	21.532	26.996	21.864	21.405	36.087	18.087	35.619
<b>Monnaies étrangères et or à recevoir</b> .....	2.935	10.924	9.260	9.682	11.477	12.468	12.327	17.510
<b>Avoirs à l'étranger, en francs belges</b> .....	—	1.500	1.500	1.500	1.500	3.000	—	—
<b>Accords internationaux :</b> (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
U.E.P. ....	251	118	62	7	—	—	—	—
A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
F.M.I. — Participation .....	6.738	7.064	8.716	12.230	15.189	14.736	10.278	...
— Prêts <sup>2</sup> .....	—	—	1.500	3.375	3.375	1.875	4.975	...
Autres accords .....	...	...	...	6	...	...	120	...
<b>Débiteurs pour change et or, à terme</b> ...	12.341	21.093	26.397	21.376	21.311	35.521	18.256	34.015
<b>Effets de commerce</b> .....	10.083	9.290	7.001	12.295	15.503	13.834	26.694	18.639
<b>Avances sur nantissement</b> .....	3.022	1.655	625	34	338	345	572	47
<b>Effets publics :</b> (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 30-3-1968)								
Effets publics belges .....	5.140	9.275	9.825	9.025	9.575	2.650	14.675	15.550
Effets publics luxembourgeois .....	—	—	—	—	—	—	200	...
<b>Monnaies divisionnaires et d'appoint</b> .....	326	247	397	455	302	320	266	281
<b>Avoirs à l'Office des Chèques Postaux</b> ...	2	1	2	1	2	2	2	1
<b>Créance consolidée sur l'Etat</b> (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959) .....	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
<b>Fonds publics</b> (Art. 18 et 21 des statuts) .....	2.627	2.703	2.793	2.953	3.197	3.367	3.514	3.633
<b>Immeubles, matériel et mobilier</b> .....	1.593	1.657	1.712	1.788	1.909	1.999	2.064	2.105
<b>Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel</b> .....	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035	2.329	2.583	2.858
<b>Divers</b> .....	1.778	1.186	1.215	1.509	1.640	1.357	1.919	1.746
	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991	237.853	226.707	249.728
<b>Compte d'ordre :</b>								
<b>Office des Chèques Postaux :</b> Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15) .....	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350	1.672	2.437	2.649
<b>PASSIF</b>								
<b>Billets en circulation</b> .....	138.481	150.508	160.286	170.269	175.311	177.482	183.243	183.002
<b>Comptes courants :</b>								
Trésor public								
compte ordinaire ...	5	3	5	18	12	2	4	25
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	27	17	12	14	13	10	9	8
compte spécial liquidation U.E.P. ...	...	...	...	...	—	—	—	—
Banques à l'étranger : comptes ordin.	387	309	329	394	390	316	677	383
Comptes courants divers et valeurs à payer .....	3.474	3.298	1.651	2.337	2.281	3.206	2.545	4.511
<b>Accords internationaux :</b> (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
A.M.E. ....	185	126	161	262	128	271	256	148
Autres accords .....	413	333	383	217	325	326	224	319
<i>Total des engagements à vue</i> ...	142.972	154.594	162.827	173.511	178.460	181.613	186.958	188.396
<b>Fonds Monétaire International :</b> Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette .....	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>Banques belges, réserve monétaire</b> .....	—	—	1.253	...	...	...	...	...
<b>Monnaies étrangères et or à livrer</b> .....	15.271	32.000	35.707	31.151	32.800	48.218	30.665	51.767
<b>Caisse de Pensions du Personnel</b> .....	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035	2.329	2.583	2.858
<b>Divers</b> .....	1.016	1.453	1.849	2.187	2.366	2.216	2.908	3.022
<b>Capital</b> .....	400	400	400	400	400	400	400	400
<b>Réserves et comptes d'amortissement</b> ...	2.273	2.364	2.520	2.764	2.930	3.077	3.193	3.285
	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991	237.853	226.707	249.728
<b>Compte d'ordre :</b>								
<b>Ministre de l'Education nationale et de la Culture :</b> Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15) .....	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350	1.672	2.437	2.649

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

<sup>1</sup> Les éléments de couverture des engagements à vue de la Banque sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7 alinéa 2 de la loi organique de la Banque et par l'article 30 des statuts de la Banque, modifié par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Banque du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publié au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969. Avant cette dernière date, seule l'encaisse en or était admise comme élément de couverture.

<sup>2</sup> Bons spéciaux du Trésor Belge (Loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1969 6 janvier	1970 5 janvier	1969 10 février	1970 9 février	1969 10 mars	1970 9 mars	1969 4 avril	1970 6 avril
<b>ACTIF</b>								
Encaisse en or .....	76.151	75.888	76.151	75.983	76.138	75.959	76.131	75.959
<b>Fonds Monétaire International :</b> (Lois des 28-7-1948 et 9-6-1969)								
Participation .....		7.777		8.777		9.277		10.372
Prêts .....								
Droits de tirage spéciaux .....		3.545		3.795		3.945		3.995
<i>Total des éléments de couverture</i> <sup>1</sup> ...	76.151	87.210	76.151	88.555	76.138	89.181	76.131	90.326
<b>Monnaies étrangères</b> .....	18.774	35.190	19.032	35.856	18.382	35.450	19.700	38.291
<b>Monnaies étrangères et or à recevoir</b> .....	12.985	16.984	12.523	15.551	12.609	17.470	13.395	17.553
<b>Avoirs à l'étranger, en francs belges</b> .....	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>Accords internationaux :</b> (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
Accord Monétaire Européen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Fonds Monétaire International :</b>								
Participation .....	10.278		10.281		10.077		7.310	
Prêts <sup>2</sup> .....	4.975		4.975		4.000		4.000	
Autres accords .....	177	...	20	...	115	14	65	71
<b>Débiteurs pour change et or, à terme</b> ...	18.926	33.436	20.044	34.723	18.751	34.539	21.059	37.439
<b>Effets de commerce</b> .....	24.914	18.807	22.607	13.084	22.235	9.794	27.859	6.184
<b>Avances sur nantissement</b> .....	39	64	35	23	39	35	464	16
<b>Effets publics :</b> (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 30-3-1968) :								
Effets publics belges .....	14.350	12.275	14.050	11.475	15.550	13.850	14.500	15.100
Effets publics luxembourgeois .....	200	...	...	...	...	...	...	...
<b>Monnaies divisionnaires et d'appoint</b> .....	256	268	346	353	348	405	341	405
<b>Avoirs à l'Office des Chèques Postaux</b> ...	2	1	2	1	2	1	1	2
<b>Créance consolidée sur l'Etat</b> (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959) .....	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
<b>Fonds publics</b> (Art. 18 et 21 des statuts) .....	3.514	3.631	3.633	3.726	3.633	3.727	3.633	3.720
<b>Immeubles, matériel et mobilier</b> .....	1.998	2.064	2.064	2.105	2.064	2.105	2.064	2.105
<b>Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel</b> .....	2.575	2.896	2.675	2.970	2.724	2.990	2.723	2.987
<b>Divers</b> .....	2.603	3.038	1.343	1.212	1.762	1.389	1.655	1.403
<b>Compte d'ordre :</b>	226.717	249.864	223.781	243.634	222.429	244.950	228.900	249.602
<b>Office des Chèques Postaux :</b> Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15) .....	2.414	2.649	2.168	2.413	2.044	2.216	1.902	2.023
<b>PASSIF</b>								
<b>Billets en circulation</b> .....	182.417	182.257	177.129	176.909	179.435	178.004	181.844	179.229
<b>Comptes courants :</b>								
Trésor public { compte ordinaire ...	14	11	16	11	6	8	19	8
} taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	9	8	9	8	9	8	9	8
Banques à l'étranger : comptes ordin.	709	405	2.353	418	978	431	1.942	458
Comptes courants divers et valeurs à payer .....	921	1.576	2.462	2.800	1.216	864	838	727
<b>Accords internationaux :</b> (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
A.M.E. ....	244	92	139	130	77	122	122	82
Autres accords .....	223	286	279	230	240	247	324	363
<i>Total des engagements à vue</i> ...	184.537	184.635	182.387	180.506	181.961	179.684	185.098	180.875
<b>Fonds Monétaire International :</b>								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette .....	—	3.545	—	3.545	—	3.545	—	3.545
<b>Banques belges, réserve monétaire</b> .....	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Monnaies étrangères et or à livrer</b> .....	32.004	50.666	32.639	50.509	31.420	52.192	34.536	55.177
<b>Caisse de Pensions du Personnel</b> .....	2.575	2.896	2.675	2.970	2.724	2.990	2.723	2.987
<b>Divers</b> .....	4.086	4.489	2.447	2.376	2.691	2.811	2.910	3.290
<b>Capital</b> .....	400	400	400	400	400	400	400	400
<b>Réserves et comptes d'amortissement</b> ...	3.115	3.233	3.233	3.328	3.233	3.328	3.233	3.328
<b>Compte d'ordre :</b>	226.717	249.864	223.781	243.634	222.429	244.950	228.900	249.602
<b>Ministre de l'Education nationale :</b> Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15) .....	2.414	2.649	2.168	2.413	2.044	2.216	1.902	2.023

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

<sup>1</sup> Les éléments de couverture des engagements à vue de la Banque sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7 alinéa 2 de la loi organique de la Banque et par l'article 80 des statuts de la Banque, modifié par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Banque du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publié au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969.

Avant cette dernière date, seule l'encaisse en or était admise comme élément de couverture.

<sup>2</sup> Bons spéciaux du Trésor Belge (Loi du 4-1-1968. Convention du 1-2-1968).



### XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : Office des chèques postaux.

	Milliers de comptes  (fin de période)	Avoir global 1  (moyennes journalières) <sup>3</sup>	Avoirs des particuliers 2	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes mensuelles ou mois) (milliards de francs)					
1962 .....	907	43,4	31,7	49,7	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963 .....	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,4	92
1964 .....	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1965 .....	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1966 .....	995	58,4	40,7	81,6	182,3	81,1	182,3	527,3	93
1967 .....	1.004	60,6	41,3	89,0	194,5	89,2	194,5	567,1	93
1968 .....	1.013	63,4	42,7	98,6	209,7	97,8	209,7	607,6	94
1969 .....	1.017	68,0	45,1	112,5	234,0	112,5	234,0	693,0	94
1968 3 <sup>e</sup> trimestre .....	1.009	64,8	42,1	100,3	212,6	100,9	212,6	626,3	94
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1.013	64,1	43,1	103,3	216,5	98,8	216,5	601,9	94
1969 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.015	66,3	44,3	102,4	222,7	104,8	222,7	652,7	94
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.014	67,7	45,7	118,8	233,0	117,6	233,0	702,5	94
3 <sup>e</sup> trimestre .....	1.018	69,9	45,3	112,2	237,0	114,5	237,0	700,6	94
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1.022	68,0	45,1	116,3	243,3	113,2	243,3	716,1	94
1970 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.021	70,1	46,8	115,1	238,9	117,2	238,9	710,1	94
1969 Janvier .....	1.015	69,9	44,5	111,2	244,7	117,9	244,7	718,6	94
Février .....	1.015	65,4	44,4	96,5	219,4	103,5	219,4	638,9	94
Mars .....	1.015	63,5	44,1	99,5	204,1	93,1	204,1	600,7	93
Avril .....	1.015	66,5	44,3	105,9	219,3	102,5	219,3	647,0	94
Mai .....	1.014	66,4	45,8	111,7	228,4	116,8	228,4	685,3	94
Juin .....	1.014	70,1	47,0	138,9	251,4	133,6	251,4	775,2	95
Juillet .....	1.016	79,8	46,6	135,1	280,8	138,9	280,8	835,5	94
Août .....	1.017	64,7	45,5	98,4	211,7	102,4	211,7	624,2	94
Septembre .....	1.020	65,1	43,7	103,2	218,4	102,1	218,4	642,2	94
Octobre .....	1.022	68,0	43,9	121,4	259,5	120,1	259,5	760,5	94
Novembre .....	1.022	65,0	44,1	105,6	225,3	105,7	225,3	661,9	94
Décembre .....	1.022	71,0	47,4	122,0	245,0	113,9	245,0	726,0	94
1970 Janvier .....	1.022	73,7	48,1	121,6	259,6	125,7	259,6	766,4	94
Février .....	1.021	68,2	45,8	108,3	231,5	114,5	231,5	685,8	95
Mars .....	1.021	68,4	46,6	115,5	225,7	111,4	225,7	678,2	94

<sup>1</sup> Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

<sup>2</sup> Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 3 du chapitre XVI du présent bulletin).

<sup>3</sup> Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

### XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES <sup>1</sup>

(millions de francs)

**Actif**

Rubriques	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1969 31 janvier	1970 31 janvier	1969 28 février	1970 28 février
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42) .....	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	10.491	10.583	10.466	12.243	5.453	5.836	5.280	5.392
Prêts au jour le jour .....	4.743	5.559	4.894	11.942	5.781	4.857	7.918	9.286
Banquiers .....	41.276	49.380	72.637	111.824	77.568	110.177	80.435	106.176
Maison-mère, succursales et filiales .....	9.235	10.353	13.100	15.542	13.744	16.094	14.961	17.290
Autres valeurs à recevoir à court terme .....	15.465	16.506	21.086	30.932	19.695	50.642	21.946	43.976
Portefeuille-effets .....	106.751	118.984	119.034	142.197	120.704	147.559	120.667	153.162
a) Effets publics .....	39.162	41.099	37.717	46.822	40.045	52.148	40.049	55.268
b) Effets commerciaux <sup>2</sup> .....	67.589	77.885	81.317	95.375	80.659	95.411	80.618	97.894
c) Effets de commerce .....	1.245	1.516	1.644	1.441	1.642	1.362	1.646	1.381
d) Effets de banque .....	28.785	29.484	32.044	29.338	32.528	29.028	32.510	29.682
e) Effets de banque .....	68.329	82.733	110.343	115.987	114.437	116.962	116.334	118.886
f) Effets de banque .....	94.289	110.154	132.211	148.983	131.869	150.020	131.306	149.911
g) Valeurs de la réserve légale .....	789	833	907	3	907	3	907	3
h) Fonds publics belges .....	87.264	102.140	119.174	3	118.522	3	117.929	3
i) Fonds publics étrangers .....	1.896	2.384	6.129	3	6.428	3	6.434	3
j) Actions de banques .....	1.904	2.195	3.075	3	3.102	3	3.136	3
k) Autres titres .....	2.436	2.602	2.926	3	2.910	3	2.900	3
Divers .....	4.021	5.356	5.574	7.273	5.374	7.957	5.924	6.654
<b>Total disponible et réalisable ...</b>	<b>384.630</b>	<b>440.608</b>	<b>523.033</b>	<b>627.702</b>	<b>528.795</b>	<b>640.494</b>	<b>538.927</b>	<b>641.796</b>
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	56	114	102	136	106	139	110	135
Immeubles .....	3.021	3.300	3.652	4.192	3.663	4.235	3.685	4.268
Participations dans les filiales immobilières .....	258	283	449	310	449	310	449	310
Créances sur les filiales immobilières .....	115	77	85	200	148	200	152	202
Matériel et mobilier .....	457	455	465	606	469	618	479	630
<b>Total de l'immobilisé ...</b>	<b>3.907</b>	<b>4.229</b>	<b>4.753</b>	<b>5.444</b>	<b>4.835</b>	<b>5.502</b>	<b>4.875</b>	<b>5.545</b>
<b>Total de l'actif ...</b>	<b>388.537</b>	<b>444.837</b>	<b>527.786</b>	<b>633.146</b>	<b>533.630</b>	<b>645.996</b>	<b>543.802</b>	<b>647.341</b>

<sup>1</sup> La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actifs des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**2 Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques**  
(millions de francs)

1966 31 décembre .....	17.328	1968 31 décembre .....	32.935	1969 31 janvier .....	32.438	1969 28 février .....	31.877
1967 31 décembre .....	23.946	1969 31 décembre .....	21.161	1970 31 janvier .....	20.014	1970 28 février .....	18.445

**3 Nouvelle subdivision depuis le 31 mars 1969 :**

	31-12-69	31-1-70	28-2-70		31-12-69	31-1-70	28-2-70
Valeurs mobilières :	141.426	141.979	141.782	Valeurs de la réserve légale .....	984	985	985
a) Fonds publics belges .....	132.966	134.656	134.919	Participations :	6.579	7.056	7.144
b) Autres titres d'emprunt .....	8.228	7.085	6.550	a) Filiales .....	2.295	2.742	2.704
c) Actions et parts de sociétés .....	226	229	305	b) Autres participations .....	4.278	4.314	4.850
d) Autres valeurs mobilières .....	6	9	8				

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES <sup>1</sup>

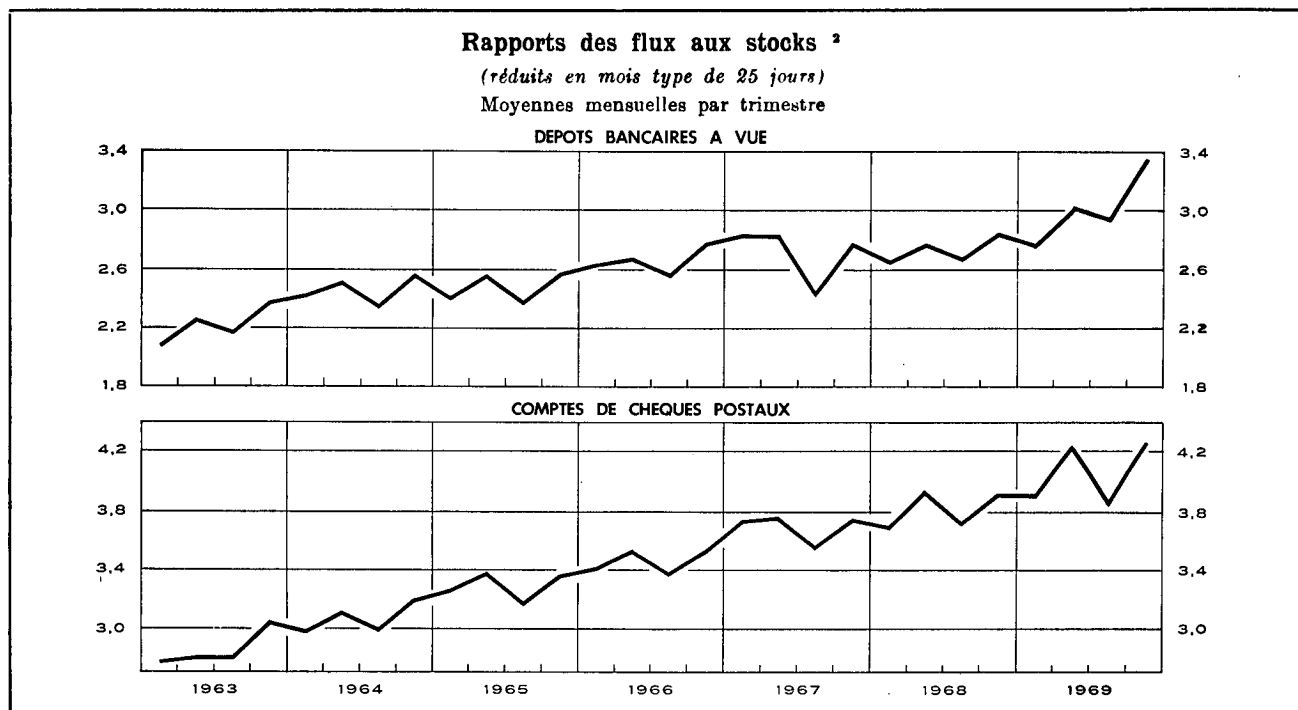
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1966	1967	1968	1969	1969	1970	1969	1970
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 janvier	31 janvier	28 février	28 février
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42) .....	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles .....	835	784	1.306	922	1.388	800	2.429	663
a) Créanciers garantis par des privilèges .....	494	493	490	649	347	477	310	415
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles .....	341	291	816	273	1.041	323	2.119	248
Emprunts au jour le jour .....	3.365	5.733	8.739	6.906	10.018	8.245	10.002	7.264
a) Garantis par des sûretés réelles .....	666	1.354	2.449	1.628	3.009	3.473	1.852	689
b) Non garantis par des sûretés réelles .....	2.699	4.379	6.290	5.278	7.009	4.772	8.150	6.575
Banquiers .....	79.174	94.222	119.989	164.481	129.817	159.414	129.902	154.688
Maison-mère, succursales et filiales .....	10.297	9.963	9.919	12.344	9.777	12.964	9.354	18.304
Acceptations .....	28.786	29.486	32.044	29.338	32.528	29.027	32.515	29.686
Autres valeurs à payer à court terme .....	8.012	7.891	13.964	22.457	13.011	39.669	15.213	34.281
Créditeurs pour effets à l'encaissement .....	1.107	1.320	1.976	1.944	1.937	1.912	1.904	1.879
Dépôts et comptes courants .....	213.093	244.383	281.371	322.625	275.655	322.006	281.845	327.359
a) A vue .....	98.921	109.385	122.443	124.004	115.823	121.567	119.445	120.605
b) A un mois au plus .....	15.035	16.778	18.476	26.342	16.018	27.051	16.202	30.327
c) A plus d'un mois .....	46.034	50.820	56.319	85.087	57.284	86.212	58.700	90.058
d) A plus d'un an .....	1.364	4.364	7.355	6.107	7.242	6.220	7.364	5.879
e) A plus de deux ans .....	3.016	3.493	5.023	7.384	5.202	6.769	5.331	6.817
f) Carnets de dépôts .....	46.800	57.739	69.737	71.948	72.119	72.435	72.875	71.949
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets .....	1.923	1.804	1.968	1.753	1.967	1.752	1.928	1.724
Obligations et bons de caisse .....	11.978	13.546	16.538	18.680	16.825	18.984	17.049	19.612
Montants à libérer sur titres et participations .....	955	941	1.145	1.186	1.145	1.184	1.145	1.200
Divers .....	10.350	13.108	13.298	17.427	13.831	16.494	14.695	17.090
Total de l'exigible ...	367.952	421.377	500.289	598.310	505.932	610.699	516.053	612.036
C. Exigible spécial :								
Passifs subordonnés .....	—	—	—	2.392	—	2.792	—	2.792
D. Non exigible :								
Capital .....	12.461	14.610	17.859	20.442	18.039	20.444	18.042	20.428
Fonds indisponibles par prime d'émission .....	2.298	2.368	2.867	4.312	2.790	4.310	2.790	4.310
Réserve légale (art. 13, A.R. 185) .....	789	833	906	977	906	977	909	977
Réserve disponible .....	4.803	5.425	5.589	6.369	5.687	6.416	5.718	6.439
Provisions .....	234	224	276	344	276	358	290	369
Total du non exigible ...	20.585	23.460	27.497	32.444	27.698	32.505	27.749	32.523
Total du passif ...	388.537	444.837	527.786	633.146	533.630	645.996	543.802	647.341

<sup>1</sup> La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS  
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES  
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX <sup>1</sup>**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks <sup>2</sup>		
	dépôts bancaires à vue <sup>3</sup>	avoirs en C.C.P. <sup>4</sup>	Total	brut	réduit en mois type de 25 jours	
				dépôts bancaires à vue <sup>3</sup>	dépôts bancaires à vue <sup>3</sup>	avoirs en C.C.P. <sup>4</sup>
(milliards de francs)						
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1965	167,8	135,8	303,6	2,51	2,48	3,30
1966	191,3	149,3	340,6	2,70	2,67	3,47
1967	210,3	163,9	374,2	2,74	2,72	3,71
1968	236,6	174,0	410,6	2,78	2,74	3,83
1969	280,6	194,9	475,5	3,06	3,03	4,07
1968 2 <sup>e</sup> trimestre	238,2	181,2	419,4	2,74	2,78	3,94
3 <sup>e</sup> trimestre	234,6	168,4	403,0	2,75	2,68	3,74
4 <sup>e</sup> trimestre	256,7	179,1	435,8	2,89	2,85	3,92
1969 1 <sup>er</sup> trimestre	253,8	185,4	439,2	2,81	2,77	3,92
2 <sup>e</sup> trimestre	288,7	205,7	494,4	3,00	3,04	4,22
3 <sup>e</sup> trimestre	273,9	187,2	461,1	3,03	2,95	3,88
4 <sup>e</sup> trimestre	306,2	201,3	507,5	3,40	3,35	4,26
1969 Février	251,5	196,2	447,7	2,65	2,76	4,20
Mars	249,6	168,0	417,6	2,81	2,70	3,57
Avril	279,1	190,8	469,9	3,01	3,01	4,04
Mai	293,1	209,4	502,5	2,97	3,10	4,32
Juin	293,8	216,8	510,6	3,02	3,02	4,30
Juillet	290,9	205,0	495,9	3,18	3,06	4,12
Août	253,0	181,3	434,3	2,75	2,75	3,77
Septembre	277,8	175,4	453,2	3,17	3,05	3,75
Octobre	298,3	198,9	497,2	3,53	3,26	4,29
Novembre	289,3	203,4	492,7	2,97	3,23	4,43
Décembre	330,9	201,6	532,5	3,70	3,55	4,05
1970 Janvier	282,3	203,9	486,2	3,18	3,06	4,02
Février	286,4	200,3	486,7	3,02	3,15	4,25

<sup>1</sup> Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

<sup>2</sup> Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

<sup>3</sup> Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

<sup>4</sup> Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV<sup>e</sup> année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1950-1960*, Tome I. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XL<sup>e</sup> année, vol. I, no 1, janvier 1965, p. 21; XLII<sup>e</sup> année, vol. I, no 1, janvier 1967, p. 19; vol I, no 3, septembre 1967, p. 241. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

## XIV. — INTERMEDIARIES FINANCIERS NON MONETAIRES

### 4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : *Rapports annuels du Fonds des Rentes.*

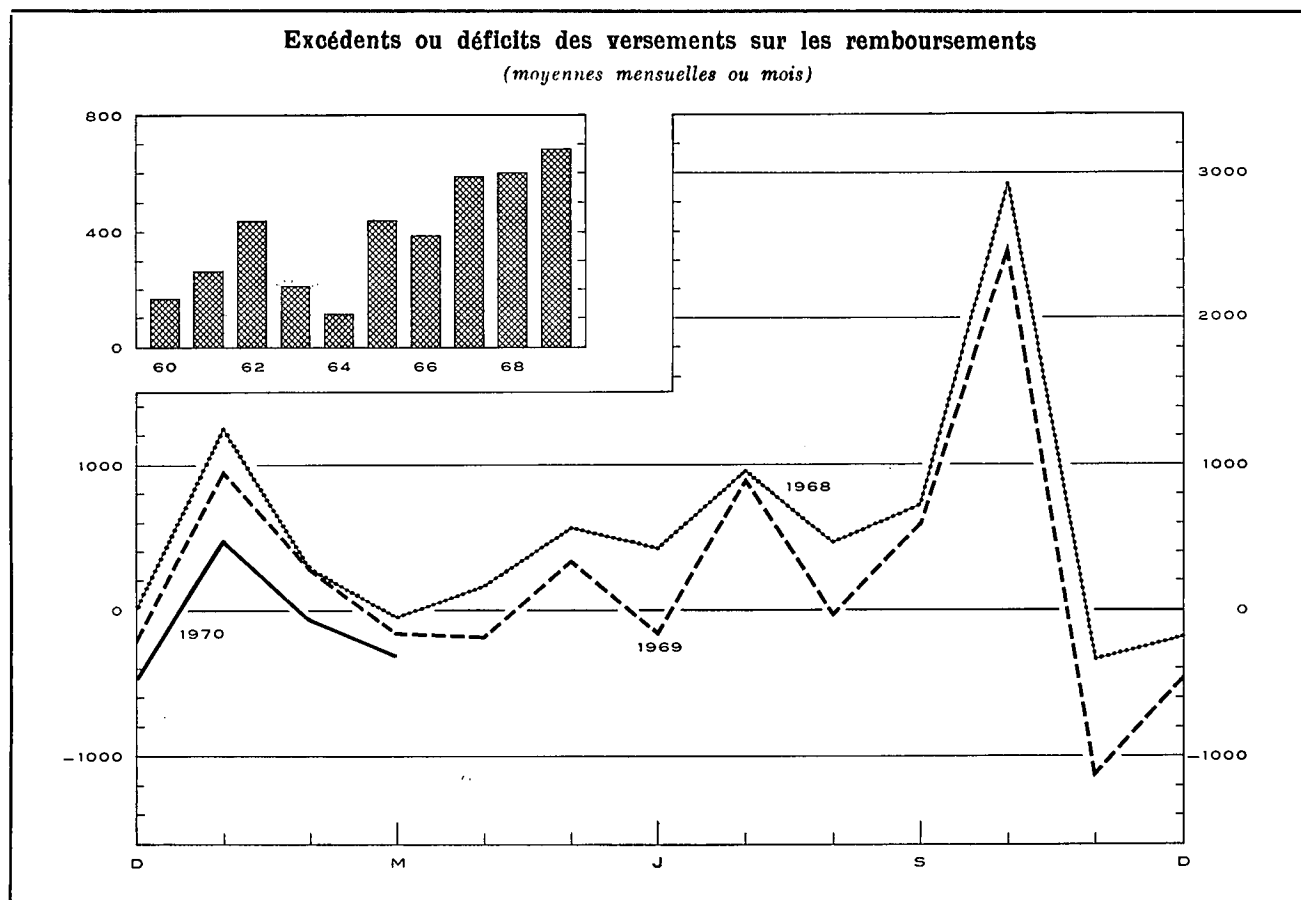
Fin de période	Actifs					Passifs		
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la Banque Nationale de Belgique
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					
valeur nominale								
1959 .....	4.572	623	2.700	1	—	4.608	72	...
1960 .....	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	...
1961 .....	6.892	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	...
1962 .....	7.759	2.226	...	...	50	6.440	...	589
1963 .....	8.383	2.711	...	...	...	6.549	877	600
1964 .....	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	389
1965 .....	6.299	2.728	...	50	...	5.884	...	...
1966 .....	6.426	3.269	...	...	...	4.524	1.563	320
1967 .....	5.943	3.560	...	...	141	6.348	...	...
1968 .....	7.959	5.124	...	...	432	8.892	1.256	...
1967 Janvier .....	6.044	2.674	...	...	51	5.304	...	...
Février .....	6.297	2.294	...	...	...	4.887	323	...
Mars .....	6.087	3.735	1.700	...	...	5.306	2.607	302
Avril .....	6.060	2.460	1.200	...	1.516	7.826	...	...
Mai .....	5.906	2.300	6.300	...	...	8.284	833	1.961
Juin .....	5.873	2.890	5.250	...	...	7.195	1.241	2.190
Juillet .....	5.314	1.700	...	258	2.300	6.211	...	...
Août .....	5.471	2.556	...	154	2.700	7.458	...	...
Septembre .....	5.531	2.300	...	598	3.000	7.927	...	...
Octobre .....	5.692	2.880	...	...	3.030	8.160	...	...
Novembre .....	5.702	1.869	...	2.672	503	7.301	...	...
Décembre .....	5.943	3.560	...	...	141	6.348	...	...
1968 Janvier .....	5.815	2.296	...	...	2.023	6.694	...	...
Février .....	6.113	2.657	...	...	2.282	7.685	...	...
Mars .....	6.572	3.250	...	...	848	7.262	...	...
Avril .....	6.537	2.590	...	...	2.771	8.462	...	...
Mai .....	6.655	2.300	4.000	...	2.100	8.974	585	2.100
Juin .....	7.534	2.300	5.500	...	1.700	8.915	1.063	3.500
Juillet .....	7.330	3.660	...	...	2.200	9.365	...	438
Août .....	7.567	3.785	3.300	...	2.700	10.123	945	2.700
Septembre .....	7.746	3.685	1.500	...	2.457	8.988	71	2.922
Octobre .....	7.276	4.194	...	...	2.550	9.927	...	617
Novembre .....	7.314	3.684	4.000	...	1.234	10.165	1.234	1.264
Décembre .....	7.959	5.124	...	...	432	8.892	1.256	...

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements 1		Remboursements		Excédents ou déficits		Soldes des dépôts à fin de période 2	
	(1)	(1)	(2)	(2)	(3) = (1) - (2)	(3)	(4)	(4)
1959 .....	21.939		16.232		5.707		74.442	
1960 .....	21.840		19.786		2.054		78.887	
1961 .....	22.799		19.585		3.214		84.633	
1962 .....	25.995		20.717		5.278		92.654	
1963 .....	26.388		23.788		2.600		97.980	
1964 .....	28.229		26.757		1.472		102.395	
1965 .....	32.450		27.211		5.239		112.192	
1966 .....	37.449		32.817		4.632		120.322	
1967 .....	45.363		38.294		7.069		131.137	
1968 .....	50.955		43.751		7.204		142.297	
1969 .....	65.077		56.969		8.108		150.405	
		1970		1970		1970		1970
Janvier .....	5.166	6.491	4.202	6.012	964	478	143.261	150.883
Février .....	4.008	5.214	3.714	5.261	294	- 47	143.555	150.836
Mars .....	4.275	p 5.181	4.429	p 5.485	-154	p -304	143.401	p150.532
Avril .....	4.368		4.535		-167		143.234	
Mai .....	4.919		4.574		345		143.579	
Juin .....	4.857		4.995		-138		143.441	
Juillet .....	5.644		4.737		907		144.348	
Août .....	4.197		4.204		- 7		144.341	
Septembre .....	5.549		4.950		599		144.940	
Octobre .....	8.582		6.086		2.496		147.436	
Novembre .....	3.983		5.090		-1.107		146.329	
Décembre .....	4.936		5.453		- 517		150.405	

1 A partir de 1963, y compris les intérêts échus sur livrets pour dépôts à terme.

2 Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la CGER. Pour l'année 1969, les intérêts capitalisés s'élèvent à F 4.593 millions.

## XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

### 5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la CGER.

Fin de période	1968	1964	1965	1966 3	1967	1968
<b>ACTIF</b>						
Disponible <sup>1</sup> .....	0,3	1,9	0,3	1,2	0,5	2,3
Placements provisoires <sup>2</sup> :						
Effets sur la Belgique .....	18,0	20,6	24,6	26,5	29,9	33,0
Avances à l'industrie .....	9,5	11,0	12,2	16,4	17,8	18,0
Crédit agricole .....	0,1	...	...	0,1	0,2	0,5
Crédit d'exportation .....	0,7	0,8	1,0	1,1	1,5	1,5
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Prêts personnels .....	—	—	—	—	—	0,1
Acceptations bancaires .....	2,7	3,7	3,9	3,8	4,1	9,7
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes ...	5,4	4,1	4,8	4,9	11,2	10,0
Prêts au jour le jour .....	0,9	...	0,5	...	1,4	...
Total des placements provisoires <sup>2</sup> ...	37,3	40,2	47,0	52,8	66,1	72,8
Placements définitifs <sup>2</sup> .....						
Rentes belges directes .....	23,4	21,9	21,4	20,6	19,5	19,7
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	17,5	18,6	20,8	21,7	22,8	24,5
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo .....	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes .....	1,5	1,5	1,9	2,3	2,4	2,7
Obligations de sociétés belges .....	0,8	0,8	0,7	1,0	0,9	0,8
Avances à l'Etat résultant du paiement des alloca- tions complémentaires aux prisonniers politiques, et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, divers .....	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1
Prêts hypothécaires .....	5,3	5,9	6,5	7,0	7,6	8,6
Crédit agricole .....	4,0	4,4	4,7	5,2	5,6	6,0
Avances à la Société nationale du logement, aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales .....	25,0	24,6	25,8	26,7	27,5	29,0
Ouvertures de crédit (Industriel, agricole, profession- nel et universitaire) .....	—	—	—	—	—	1,5
Total des placements définitifs <sup>2</sup> ...	78,3	78,5	82,6	85,5	87,5	94,1
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts ...	3,1	2,8	2,9	3,1	3,3	3,6
Valeurs échues du portefeuille .....	—	3,4	3,0	3,9	4,1	5,3
<b>PASSIF</b>						
<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets <sup>4</sup> :						
Particuliers .....	97,8	102,2	112,0	120,1	131,0	143,9
Dotations des prisonniers .....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres .....	5,1	5,1	5,5	5,6	6,9	8,4
Dépôts pour timbres-retraite .....	...	...	...	...	...	...
Total des dépôts sur livrets <sup>4</sup> ...	103,1	107,5	117,7	125,9	138,1	152,5
Dépôts en comptes courants <sup>4</sup> .....	4,7	6,8	5,6	6,0	7,3	8,7
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions .....	10,6	11,6	11,5	13,7	14,9	16,2

<sup>1</sup> Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

<sup>2</sup> Depuis 1964, la CGER comptabilise ses placements provisoires et définitifs en valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encassement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

<sup>3</sup> A partir de 1966, les chiffres du portefeuille-titres ont été majorés à concurrence des amortissements passés au « Fonds de réserve pour dépréciation du portefeuille ». Ces amortissements s'élèvent à 0,9 milliard. Ils ont été ajoutés également au montant du « Non exigible ».

<sup>4</sup> Comprendrent les intérêts capitalisés et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la CGER.

### XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

#### 5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la CGER.*

Fin de période	1968	1964	1965	1966	1967	1968
<b>ACTIF</b>						
Placements définitifs <sup>1</sup> :						
Rentes belges directes .....	7,2	7,4	7,3	7,6	7,6	7,5
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat .....	13,3	14,5	15,6	16,1	17,3	14,0
Valeurs garanties par le Congo .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes .....	0,9	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0
Obligations de sociétés belges .....	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6
Prêts hypothécaires .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances aux caisses publiques de prêts, divers .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
<b>Total ...</b>	<b>22,5</b>	<b>24,0</b>	<b>25,0</b>	<b>25,7</b>	<b>26,8</b>	<b>23,4</b>
<b>PASSIF</b>						
Fonds des rentes <sup>2</sup> .....	13,7	13,9	13,9	14,0	14,0	14,1
Réserves mathématiques <sup>3</sup> .....	10,8	11,8	12,8	13,8	14,4	9,8 <sup>4</sup>
<b>Total ...</b>	<b>24,5</b>	<b>25,7</b>	<b>26,7</b>	<b>27,8</b>	<b>28,4</b>	<b>23,9</b>

<sup>1</sup> Depuis 1964, la CGER publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

<sup>2</sup> Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des Rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

<sup>3</sup> Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

<sup>4</sup> En 1968, les réserves de la gestion « Pension des Indépendants » (4,8 milliards de francs) ont été cédées à l'Office National d'Assurances sociales pour Travailleurs Indépendants.

### XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

#### 5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie <sup>2</sup>

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la CGER.*

Fin de période	1968	1964	1965	1966	1967	1968
<b>ACTIF</b>						
Placements définitifs <sup>1</sup> :						
Rentes belges directes .....	3,1	2,9	2,7	2,7	2,8	2,7
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat .....	3,8	4,7	5,2	5,8	6,5	7,4
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges .....	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3
Prêts hypothécaires .....	...	...	...	...	...	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société nationale du logement .....	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4
<b>Total ...</b>	<b>7,7</b>	<b>8,4</b>	<b>8,7</b>	<b>9,2</b>	<b>10,0</b>	<b>10,9</b>
<b>PASSIF</b>						
Réserves mathématiques et provisions <sup>2</sup> .....	5,7	6,1	6,5	6,6	6,7	7,1
Fonds de réserve et de participation .....	2,2	2,6	2,4	3,1	3,3	3,6
<b>Total ...</b>	<b>7,9</b>	<b>8,7</b>	<b>8,9</b>	<b>9,7</b>	<b>10,0</b>	<b>10,7</b>

<sup>1</sup> Depuis 1964, la CGER publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

<sup>2</sup> Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan des Caisses de Retraite concernant l'exécution de la « Loi générale ».



## XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

### Principaux moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Crédits aux entreprises et particuliers				Portefeuille-titres 1							
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Dettes directes et indirectes de l'Etat 2	Pouvoirs subordonnés	Organismes de la sécurité sociale	Parastatistiques de crédit	Parastatistiques d'exploitation	Sociétés privées et divers	Etranger	Total du portefeuille-titres
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,3	0,6	...	...	5,8	0,1	12,8	
1961	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	7,1	0,6	...	...	6,6	0,1	14,4	
1962	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,9	0,8	...	...	7,7	0,1	17,5	
1963	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,7	1,0	0,1	6,2	2,1	0,4	0,1	20,6
1964 <sup>3</sup>	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,6	1,0	0,1	6,2	2,0	0,4	0,1	21,4
1965	40,7	13,8	11,1	65,6	5,4	40,8	0,6	46,8	12,8	1,1	0,1	6,6	2,5	0,7	0,1	23,9
1966	46,3	16,7	12,5	75,5	6,5	47,3	0,8	54,6	13,8	1,4	0,1	7,2	3,0	0,8	0,1	26,4
1967 <sup>4</sup>	51,8	17,3	20,1	89,2	8,0	54,5	0,7	63,2	14,9	2,0	...	9,4	3,3	0,8	0,1	30,5
1968	59,1	19,0	24,3	102,4	8,7	59,2	0,5	68,4	18,0	3,1	0,1	12,5	3,4	1,0	0,1	38,2
1968 Août	56,4	18,2	23,2	97,8												
1968 Septembre	56,5	18,3	23,4	98,2	9,4	57,8	0,9	68,1	17,7	3,5	0,1	11,7	2,9	1,1	0,2	37,2
1968 Octobre	57,1	18,5	23,8	99,4												
1968 Novembre	57,6	18,7	24,1	100,4												
1968 Décembre	59,1	19,0	24,3	102,4	8,7	59,2	0,5	68,4	18,0	3,1	0,1	12,5	3,4	1,0	0,1	38,2
1969 Janvier	59,5	19,2	24,9	103,6												
1969 Février	60,4	19,4	25,3	105,1												
1969 Mars	60,9	19,6	25,6	106,1	8,8	60,9	0,5	70,2	18,3	3,5	0,1	12,9	3,5	1,1	0,2	39,6
1969 Avril	61,0	19,7	26,0	106,7												
1969 Mai	61,2	19,9	26,3	107,4												
1969 Juin	62,1	20,2	26,6	108,9	9,3	63,3	0,6	73,2	18,5	3,6	0,1	12,7	3,5	1,4	0,2	40,0
1969 Juillet	62,3	20,3	27,0	109,6												
1969 Août	63,2	20,4	27,4	111,0												
1969 Septembre	63,5	20,4	27,7	111,6	10,0	65,1	0,7	75,8	18,2	3,6	0,1	12,5	3,4	1,5	0,2	39,5
1969 Octobre	63,4	20,4	27,9	111,7												
1969 Novembre	63,2	20,5	28,6	112,3												

1 Non compris les actions et les participations.

2 Y compris des certificats émis par l'Etat et le Fonds des Rentes.

3 De 1963 à 1964, les postes « Obligations et bons de caisse » et « Débiteurs hypothécaires » sont gonflés respectivement de 3,7 milliards et de 4 milliards, du fait de la prise en considération dans la statistique de sociétés nouvellement agréées entre ces dates.

4 A partir de juin 1967, nouvelle série comprenant des dépôts visés par les nouvelles dispositions légales régissant les caisses d'épargne privées. A partir de cette même date les « Bons et certificats d'épargne » figurent dans la colonne « Obligations et bons de caisse » et non plus dans les colonnes des « Dépôts ».

## XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

### Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969
<b>ACTIF</b>						
En-cours des crédits :						
Crédits d'investissement à long et moyen terme :						
1° garantis par l'Etat	12,0	12,6	16,5	22,2	24,2	26,7
2° garantis par banques et organismes financiers	9,9	11,1	13,6	14,6	18,0	23,4
3° dont le risque est à charge de l'Institution	24,1	25,5	31,4	34,9	41,5	44,8
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,3	1,2	1,2	1,1	1,0	0,9
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	—	0,3	0,5	0,3	0,1	...
Crédits commerciaux	1,4	1,0	0,9	0,9	1,3	1,8
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	1,5	1,5	1,5	2,1	2,1	2,7
Crédits gérés pour compte de l'Etat <sup>1</sup>	2,9	3,1	3,3	4,0	5,0	5,7
Placements divers à court terme	5,6	11,3	6,4	8,0	9,2	13,9
<b>PASSIF</b>						
Obligations	40,9	45,6	49,7	57,4	65,6	75,6
Bons de caisse	8,8	9,3	9,0	9,1	12,1	15,3
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	3,4	5,9	8,0	8,8	9,3	11,7
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,4	1,3	1,3	1,3	1,3	1,2
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	1,6	1,7	2,0	2,5	3,3	3,6

<sup>1</sup> Il s'agit de crédits d'aide aux entreprises en difficultés, de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

## XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : *Credit Communal de Belgique.*

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)					
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique  (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique  (à fin de période)	Moyenne des soldes globaux journaliers			
	Versements					Prélèvements							Solde disponible à la fin de la période  (1) + (5) - (8) = (9)	créditeurs	débiteurs	Total des paiements effectués par le débit de ces comptes  (14)
	Solde disponible au début de la période  (1)	Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs		Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces et autres recettes  (4)	Total  (2) + (8) + (4) = (5)	Pour rem- boursements d'emprunts  (6)	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires  (7)	Total  (6) + (7) = (8)	Solde disponible à la fin de la période  (1) + (5) - (8) = (9)	(10)						
		Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs  (2)	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat  (8)													
1960 .....	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451		
1961 .....	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917		
1962 .....	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877		
1963 .....	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516	6.827	1.589	3.214	26.304		
1964 .....	4.416	8.768	2.138	1.397	12.303	269	12.100	12.369	4.350	66.677	4.992	1.752	2.725	31.794		
1965 .....	4.350	6.859	1.943	1.568	10.370	345	10.488	10.833	3.887	72.551	4.373	1.647	4.271	35.471		
1966 .....	3.887	8.025	1.925	1.692	11.642	304	10.798	11.102	4.427	78.755	5.433	1.814	4.907	42.639		
1967 .....	4.427	10.146	2.357	2.027	14.530	350	12.804	13.154	5.803	87.089	8.925	2.400	4.511	53.991		
1968 .....	5.803	13.060	2.704	3.043	18.807	412	16.624	17.036	7.574	98.448	10.236	3.496	4.034	63.533		
1969 .....	7.574	15.951	2.961	5.002	23.914	836	21.901	22.737	8.751	111.650	9.993	3.998	5.531	80.753		
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	4.427	2.023	609	595	3.227	74	3.016	3.090	4.564	80.258	7.695	2.524	4.437	14.986		
2 <sup>e</sup> trimestre .....	4.564	2.662	447	459	3.568	89	2.982	3.071	5.061	82.498	7.719	2.392	4.255	10.478		
3 <sup>e</sup> trimestre .....	5.061	2.418	642	374	3.434	73	3.002	3.075	5.420	84.773	8.790	2.156	4.981	13.673		
4 <sup>e</sup> trimestre .....	5.420	3.043	659	599	4.301	114	3.804	3.918	5.803	87.089	8.925	2.526	4.373	14.854		
1968 1 <sup>er</sup> trimestre .....	5.803	2.449	681	696	3.826	97	3.617	3.714	5.915	88.988	9.880	3.031	3.858	17.245		
2 <sup>e</sup> trimestre .....	5.915	3.226	555	957	4.738	82	3.662	3.744	6.909	91.810	10.749	3.395	3.892	15.243		
3 <sup>e</sup> trimestre .....	6.909	3.408	745	718	4.871	118	3.961	4.079	7.701	95.004	11.036	3.383	4.462	14.698		
4 <sup>e</sup> trimestre .....	7.701	3.977	723	672	5.372	115	5.384	5.499	7.574	98.448	10.236	4.177	3.924	16.347		
1969 1 <sup>er</sup> trimestre .....	7.574	3.933	733	2.025	6.691	182	6.042	6.224	8.041	103.402	11.342	3.352	4.723	20.087		
2 <sup>e</sup> trimestre .....	8.041	4.424	530	1.025	5.979	198	5.028	5.226	8.794	105.415	10.138	3.649	5.928	15.338		
3 <sup>e</sup> trimestre .....	8.794	3.619	884	929	5.432	241	4.719	4.960	9.266	108.768	9.444	4.013	6.427	17.411		
4 <sup>e</sup> trimestre .....	9.266	3.975	814	1.023	5.812	215	6.112	6.327	8.751	111.650	9.993	4.978	5.046	27.867		
Janvier .....	7.574	1.129	258	624	2.011	74	1.692	1.766	7.819	99.445	10.845	3.070	4.924	9.222		
Février .....	7.819	1.296	229	837	2.362	38	1.981	2.019	8.162	100.868	11.153	3.326	4.569	4.746		
Mars .....	8.182	1.508	246	564	2.318	70	2.369	2.439	8.041	103.402	11.342	3.660	4.677	6.119		
1970 1 <sup>er</sup> trimestre .....	8.751	4.404	847	1.024	6.275	167	5.751	5.918	9.108	114.930	11.791	5.312	5.299	29.185		
Janvier .....	8.751	1.426	235	289	1.950	64	1.924	1.988	8.713	111.984	10.128	5.555	5.261	14.280		
Février .....	8.713	1.538	305	406	2.249	47	1.939	1.986	8.976	113.807	10.749	5.424	5.017	7.913		
Mars .....	8.976	1.440	307	329	2.076	56	1.888	1.944	9.108	114.930	11.791	4.958	5.618	6.992		

## XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

### Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1964	1965	1966	1967	1968	1964	1965	1966	1967	1968
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
<b>ACTIF</b>										
Immeubles .....	3,7	4,2	5,1	6,2	7,2	2,0	2,4	2,5	2,6	2,7
Prêts hypothécaires .....	14,2	15,4	16,7	18,2	19,2	4,2	4,4	4,8	5,2	5,6
Prêts sur police .....	1,5	1,6	1,9	2,1	2,2	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges .....	6,2	6,6	7,4	7,7	8,4	3,8	3,9	4,3	4,7	5,0
Valeurs étrangères .....	1,9	2,0	2,2	2,2	3,0	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7
Valeurs congolaises .....	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...
Titres des organismes parastataux de crédit .....	5,1	6,0	6,3	6,9	8,1	0,9	1,1	1,1	1,4	1,5
Titres des autres organismes parastataux .....	1,9	1,9	2,2	2,6	2,5	1,0	0,9	1,0	1,0	1,0
Titres des provinces et communes .....	1,8	1,5	1,6	1,9	2,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5
Obligations de sociétés belges .....	9,2	10,8	11,4	11,9	12,0	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9
Actions de sociétés belges ...	3,0	3,2	3,3	3,5	4,0	0,8	0,8	0,7	0,7	0,8
Total des valeurs mobilières ...	29,2	32,1	34,5	36,7	40,3	8,0	8,2	8,7	9,7	10,4

### PASSIF

Cautionnements déposés .....	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Réserves mathématiques <sup>1</sup> .....	49,1	54,1	59,2	64,1	69,2	14,7	15,4	16,5	17,7	19,1

<sup>1</sup> Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie.

## XIV - 10. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs <sup>1</sup>
1961 .....	2,78
1962 .....	3,03
1963 .....	3,33
1964 .....	3,93
1965 .....	3,89
1966 .....	4,51
1967 .....	4,91
1968 .....	5,09
1969 .....	5,91
1968 2 <sup>e</sup> trimestre .	4,96
3 <sup>e</sup> trimestre .	5,24
4 <sup>e</sup> trimestre .	5,62
1969 1 <sup>er</sup> trimestre .	5,32
2 <sup>e</sup> trimestre .	6,00
3 <sup>e</sup> trimestre .	6,33
4 <sup>e</sup> trimestre .	6,01
1970 1 <sup>er</sup> trimestre .	4,64

<sup>1</sup> Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

**Références bibliographiques :** *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux; c) Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque. — *Comptes rendus des opérations et de la situation de la CGER de Belgique*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Economie belge en 1968*. — *Rapports annuels de la S.N.C.I., de l'O.C.D.E. et du Crédit Communal de Belgique*.

## XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
	P										
<b>I. Particuliers :</b>											
A. <i>Thésaurisation</i> <sup>1</sup> :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Épargne-dépôts</i> <sup>2</sup> :											
Caisse d'épargne .....	6,3	5,6	9,3	10,2	6,6	9,3	14,0	12,1	9,9	17,7	16,9
Banques .....	- 0,7	1,1	3,8	4,8	4,0	10,4	5,5	8,7	6,7	15,1	13,1
Institutions paratâtiques de crédit .....	0,6	- 0,2	1,4	0,9	0,8	1,2	0,9	1,5	2,7	3,7	2,6
Mutualités .....	—	—	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2
Total ...	6,2	6,5	14,6	16,0	11,6	21,1	20,6	22,5	19,6	36,7	32,8
Doubles emplois <sup>3</sup> ...	- 0,2	- 0,3	- 2,5	- 0,9	- 2,3	- 5,9	- 1,7	- 0,7	- 0,4	- 8,8	- 5,7
Total net ...	6,0	6,2	12,1	15,1	9,3	15,2	18,9	21,8	19,2	27,9	27,1
C. <i>Épargne-réserves</i> <sup>2 4</sup> :											
Organismes de pensions .....	1,4	1,3	1,5	1,2	1,4	0,7	1,0	0,9	1,3	1,3	1,7
Organismes d'assurance-accidents du travail ..	1,1	1,0	1,0	0,8	0,5	1,1	0,9	1,1	1,4	1,4	1,4
Caisses de vacances annuelles .....	0,1	0,5	- 0,4	1,4	0,2	0,3	—	0,2	1,0	0,6	0,7
Organismes d'assurance-vie .....	3,5	3,5	3,9	5,4	5,6	4,9	4,6	4,5	6,3	6,3	6,9
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses .....	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	1,1	1,6	1,7	0,7	0,5
Total ...	6,8	7,0	6,7	9,5	8,5	7,8	7,6	8,3	11,7	10,3	11,2
D. <i>Épargne hypothécaire et immobilière</i> :											
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires .....	6,7	7,3	7,1	8,5	9,2	10,3	12,4	12,9	12,8	14,2	14,6
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers) .....	0,9	1,8	1,5	2,8	3,7	4,4	5,4	4,5	11,2	18,4	7,6
Total ...	7,6	9,1	8,6	11,3	12,9	14,7	17,8	17,4	24,0	32,6	22,2
E. <i>Emissions de capitaux</i> :											
Nouveaux placements du public .....	10,7	14,5	18,4	18,0	18,5	13,4	15,8	9,0	21,3	18,7	25,7
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i> .....	- 0,7	- 1,0	+ 0,3	- 0,5	- 1,5	- 0,9	- 0,8	- 1,9	- 1,8	- 1,9	- 1,4
Épargne nette totale ...	30,4	35,8	46,1	53,4	47,7	50,2	59,3	54,6	74,4	87,6	84,8
Amortissements sur habitations ...	6,5	7,1	7,6	7,6	7,8	8,1	8,8	9,6	10,6	11,8	12,6
Épargne brute totale ...	36,9	42,9	53,7	61,0	55,5	58,3	68,1	64,2	85,0	99,4	97,4
<b>II. Entreprises :</b>											
A. <i>Entreprises privées</i> :											
Épargne nette .....	13,4	8,2	3,8	9,6	10,1	11,0	9,2	15,8	16,1	15,3	11,6
Amortissements .....	26,9	28,7	29,7	31,1	34,3	35,7	38,7	41,7	47,1	47,7	52,4
Épargne brute ...	40,3	36,9	33,5	40,7	44,4	46,7	47,9	57,5	63,2	63,0	64,0
B. <i>Entreprises publiques autonomes</i> :											
Épargne nette .....	1,5	0,8	1,0	1,3	1,7	1,5	1,3	1,7	1,7	0,4	0,3
Amortissements .....	2,7	2,7	2,3	2,0	2,2	2,2	2,7	3,1	3,3	3,8	4,1
Épargne brute ...	4,2	3,5	3,3	3,3	3,9	3,7	4,0	4,8	5,0	4,2	4,4
Total général particuliers et entreprises ...											
Épargne nette ...	45,3	44,8	50,9	64,3	59,5	62,7	69,8	72,1	92,2	103,3	96,7
Épargne brute ...	81,4	83,3	90,5	105,0	103,8	108,7	120,0	126,5	153,2	166,6	165,8

<sup>1</sup> Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

<sup>2</sup> Accroissement de l'année.

<sup>3</sup> Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

<sup>4</sup> A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

Référence bibliographique : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne.

## XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

### 1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME <sup>1</sup>

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur <sup>2</sup>					Titres non accessibles à tout placeur <sup>4</sup>			Total émissions nettes à long et moyen terme (d'un an) <sup>1</sup>
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet	Emissions nettes totales	Emissions brutes	Amortissements	Emissions nettes	
		Emissions brutes	Amortissements <sup>3</sup>	Emissions nettes						
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)		
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1963	18,6	13,5	5,1	—	5,1	0,7	2,9	- 2,2	2,9
	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9
	1965	29,8	13,3	16,5	—	16,5	3,0	2,3	0,7	17,2
	1966	31,3	19,4	11,9	—	11,9	1,3	0,2	1,1	13,0
	1967	37,8	26,3	11,5	—	11,5	3,0	0,3	0,7	12,2
	1968	40,9	22,9	18,0	—	18,0	1,6	1,0	0,6	18,6
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale .....	1963	3,0	1,4	1,6	—	1,6	3,4	1,0	2,4	4,0
	1964	5,4	1,1	4,3	—	4,3	7,0 <sup>5</sup>	3,5 <sup>5</sup>	3,5	7,8
	1965	5,5	4,8	0,7	—	0,7	3,8	1,7	2,1	2,8
	1966	0,4	2,1	- 1,7	—	- 1,7	4,0	1,9	2,1	0,4
	1967	12,3	2,6	9,7	—	9,7	4,7	2,2	2,5	12,2
	1968	8,3	1,3	7,0	—	7,0	5,5	3,3 <sup>6</sup>	2,2	9,2
3. Intermédiaires financiers publics (y compris C.G.E.R.) .....	1963	0,4	0,1	0,3	4,1	4,4	2,8	1,2	1,6	6,0
	1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	3,3	1,3	2,0	3,0
	1965	2,5	0,1	2,4	4,7	7,1	3,7	1,5	2,2	9,3
	1966	1,1	0,4	0,7	4,0	4,7	4,9	2,0	2,9	7,6
	1967	2,9	0,2	2,7	6,8	9,5	5,5	2,5	3,0	12,5
	1968	0,5	0,4	0,1	13,2	13,3	6,3	2,4	3,9	17,2
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunale E3 et Crédit Communal .....	1963	2,9	2,5	0,4	2,6	3,0	...	...	...	3,0
	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
	1965	6,4	1,6	4,8	4,1	8,9	0,1	...	0,1	9,0
	1966	9,1	3,2	5,9	5,8	11,7	0,4	0,2	0,2	11,9
	1967	5,3	2,2	3,1	9,0	12,1	0,8	0,1	0,7	12,8
	1968	9,0	2,3	6,7	9,2	15,9	0,3	0,7	- 0,4	15,5
5. Organismes paraétatiques d'exploitation .....	1963	2,7	1,0	1,7	—	1,7	0,2	0,4	- 0,2	1,5
	1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	0,9	0,5	0,4	- 0,1
	1965	2,0	2,7	- 0,7	—	- 0,7	2,2	0,8	1,4	0,7
	1966	4,5	3,3	1,2	—	1,2	2,8	0,8	2,0	3,2
	1967	6,8	4,2	2,6	—	2,6	1,8	1,4	0,4	3,0
	1968	7,3	2,6	4,7	—	4,7	1,9	1,6	0,3	5,0
<b>Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge .....</b>	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,2	7,3	5,9	23,7
	1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	12,8	6,3	6,5	39,0
	1966	46,4	28,4	18,0	9,8	27,8	13,4	5,1	8,3	36,1
	1967	65,1	35,5	29,6	15,8	45,4	15,8	8,5	7,3	52,7
	1968	66,0	29,5	36,5	22,4	58,9	15,6	9,0	6,6	65,5

<sup>1</sup> Les émissions par grosses tranches, dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

Jusqu'en 1965, les émissions au robinet de bons de caisse à court terme (un an au plus) des intermédiaires financiers publics et du Crédit Communal de Belgique sont comprises dans les montants des émissions nettes au robinet, faute d'avoir pu être isolées. A partir de 1966, les chiffres de la colonne (4) ne comprennent plus que les émissions nettes à long et moyen terme (à plus d'un an); le montant des émissions nettes à un an au plus des années 1966, 1967 et 1968 qui s'élèvent respectivement à « Intermédiaires financiers publics » : néant, - 0,3 milliard et 1,7 milliard; « Pouvoirs subordonnés, Intercommunale E3 et Crédit Communal » 0,6 milliard, 1,6 milliard et 1,2 milliard ne figure donc plus dans le présent tableau.

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à court terme en FB de l'Etat en 1963 : 8,8; en 1964 : 2,5; en 1965 : 7,4; en 1966 : 4,5; en 1967 : - 5,6; en 1968 : 16,9 milliards.

<sup>2</sup> Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel de même que les bons d'épargne émis par la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

<sup>3</sup> Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements » non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

<sup>4</sup> Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

<sup>5</sup> Les chiffres relatifs au Fonds de Dotation des Pensions de la Guerre comprennent en émissions brutes 2.844 millions de consolidation (intérêts et amortissements non remboursés à leur échéance) et 1.661 millions en remboursements ayant trait aux années 1961 à 1963.

<sup>6</sup> Non compris 3,8 milliards de titres de l'Office National des Pensions pour Travailleurs Indépendants annulés à la suite de la cession par la CGER de la gestion « Pension des Indépendants » à l'Office National d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC \*

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission 2 3	Rendement pour le porteur 3		
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1968	Janvier	8	Ville de Gand 1968-1980	6,75	98,25	12 ans	1.000	7,04	—	6,97
	Janvier	11	C.N.C.P. 1968-1980	6,75	99,00	12 ans	500	—	—	6,93
	Février	7	Etat belge 1968-1978	6,75	99,50	10 ans	10.000	6,84	—	6,82
	Mars	20	Intercom. Autor. E3 1968-1980	6,75	99,00	12 ans	5.000	6,89	—	6,88
	Avril	16	S.N.C.B. 1968-1983	6,75	99,75	15 ans	2.500	6,79	—	6,78
	Mai	13	Ville d'Anvers 1968-1983	6,75	99,75	15 ans	2.000	n.d.	—	6,78
	Mai	13	Ville de Liège 1968-1983	6,75	99,75	15 ans	1.000	n.d.	—	6,78
	Juin	17	Etat belge 1968-1975-1983	6,50 — 6,75 4	99,50	7 ou 15 ans	10.000	6,65	6,59	6,70
	Septembre	9	Etat belge 1968-1974-1980	6,50 — 6,75 4	99,50	6 ou 12 ans	8.665	6,68	6,60	6,72
	Septembre	9	Etat belge 1968-1980	6,75	99,25	12 ans	12.185	6,86	—	6,84
	Octobre	24	R.T.T. 1968-1982	6,75	99,00	14 ans	4.500	6,91	—	6,86
	Décembre	2	Fonds des Routes 1968-1983	6,75	99,00	15 ans	8.000	6,90	—	6,86
							65.350			
1969	Janvier	9	Intercom. Autor. E3 1969-1981	6,75	98,50	12 ans	5.000	7,00	—	6,99
	Février	17	Etat belge 1969-1975-1982	6,50 — 6,75 4	99,00	6 ou 13 ans	5.650	6,78	6,71	6,88
	Février	17	Etat belge 1969-1980	6,75	98,50	11 ans 6 m. 22 jours	11.600	6,97	—	6,93
	Mars	20	S.N.C.B. 1969-1977-1984	6,75	99,25	8 ou 15 ans	3.500	6,99	6,88	7,07
	Avril	28	Fonds des Routes 1969-1981	7,00	98,50	12 ans	9.200	7,25	—	7,19
	Juin	16	Etat belge 1969-1975-1981	7,00 — 7,25 4	99,00	6 ou 12 ans	9.450	7,28	7,21	7,34
	Juin	16	Etat belge 1969-1987	7,50	99,50	18 ans	5.550	7,57	—	7,55
	Septembre	1	Intercom. Autor. E5 1969-1984 5	5,00	100,00	15 ans	2.000	7,61	—	—
	Septembre	9	C.N.C.P. 1969-1975	7,10	99,00	6 ans	500	—	—	7,45
	Octobre	13	Etat belge 1969-1975-1981 6	8,00 — 8,25 4	99,50	5 a. 6 m. ou 11 a. 6 m.	24.345	8,39	8,13	8,51
	Novembre	24	R.T.T. 1969-1981	8,25	99,00	12 ans	3.500	8,44	—	8,44
	Décembre	10	Ville de Liège 1969-1983	8,25	98,50	14 ans	1.000	8,64	—	8,64
	Décembre	10	Ville d'Anvers 1969-1983	8,25	98,50	14 ans	2.000	8,64	—	8,64
	Décembre	15	S.N.C.I. 1969-1980	8,25	99,00	11 ans	1.500	8,45	—	8,45
							84.795			
1970	Janvier	7	C.N.C.P. 1970-1978	8,25	99,00	8 ans	500	—	—	8,43
	Janvier	14	Etat belge 1970-1980	8,25	99,50	10 ans	5.250	8,42	—	8,46
	Janvier	14	Etat belge 1970-1975-1981	8,00 — 8,25 4	99,50	5 a. 3 m. ou 11 a. 3 m.	9.800	8,37	8,10	8,50
	Mars	2	Intercom. Autor. E3 1970-1978	8,25	99,50	8 ans	5.000	8,50	—	8,52
	Mars	2	Intercom. Autor. E5 1970-1978	8,25	99,50	8 ans	3.000	8,50	—	8,52
	Avril	13	Etat belge 1970-1976	8,00	99,25	6 ans	6.950	8,18	—	8,16
	Avril	13	Etat belge 1970-1980, 2 <sup>e</sup> s.	8,25	99,50	9 ans 9 mois	8.250	8,44	—	8,48

1 Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.G. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

2 Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encoure à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission.

3 Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

4 Intérêts : le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire, le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

5 Emprunt à lots.

6 Y compris 1.595 millions de souscriptions reçues du 1<sup>er</sup> au 10 décembre en échange de titres de l'emprunt de l'Etat 1964-69-75.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté 1		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montants émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission	
Mois	Jour							
1965	Janvier	29	Sabena	5,5-125	100,0	7 ans 6 mois	U.S. \$ 8	5,17
	Mai	20	R.T.T.	5,25-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 20	6,00
1966	Janvier	6	Sabena	5,75	100,0	8 ans	U.S. \$ 7,2	5,83
	Janvier	31	Sabena	5,375-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 7,7	5,60

1 La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau comme indiquant, de façon aussi approchée que possible l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtés, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

\* Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues), qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.

**XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT**

**XVI - 3a. — Situation officielle**

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe 2	Dette indirecte	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise du Congo) 2	Dette reprise du Congo 3	Dette totale (y compris la dette reprise du Congo) 2
	en francs belges				en monnaies étrangères								
	consolidée 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2						
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1)+(4)	(6)	(7)	(8) = (6)+(7)					
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0		
1962	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2		
1963	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0		
1964	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1		
1965	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0
1966	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	503,5	3,9	507,4
1967	317,1	8,5	57,8	45,9	429,3	12,9	42,5	55,4	484,7	40,7	525,4	3,5	528,9
1968	335,0	9,1	66,2	54,5	464,8	11,5	43,4	54,9	519,7	47,6	567,3	3,0	570,3
1969 Janvier	332,9	10,1	71,2	49,1	463,3	11,3	43,4	54,7	518,0	47,3	565,3	3,0	568,3
Février	331,5	12,0	84,5	45,0	473,0	11,3	43,4	54,7	527,7	46,9	574,6	3,0	577,6
Mars	337,8	12,0	81,9	47,9	479,6	11,1	43,3	54,4	534,0	46,8	580,8	2,9	583,7
Avril	333,9	12,0	82,3	52,0	480,2	11,0	45,6	56,6	536,8	45,3	582,1	2,9	585,0
Mai	332,7	11,8	83,5	47,3	475,3	11,9	45,8	57,7	533,0	53,4	586,4	2,9	589,3
Juin	337,1	13,9	78,0	50,6	479,6	11,6	45,8	57,4	537,0	53,3	590,3	2,9	593,2
Juillet	343,0	13,8	63,0	49,3	469,1	11,4	45,7	57,1	526,2	53,4	579,6	2,9	582,5
Août	341,8	13,7	66,9	45,7	468,1	11,4	49,6	61,0	529,1	53,2	582,3	2,8	585,1
Septembre	340,7	16,1	70,9	45,2	472,9	11,2	49,6	60,8	533,7	53,1	586,8	2,7	589,5
Octobre	353,9	15,8	62,2	47,0	478,9	11,3	50,0	61,3	540,2	53,1	593,3	2,7	596,0
Novembre	352,2	15,4	67,7	47,7	483,0	11,2	49,9	61,1	544,1	53,1	597,2	2,6	599,8
Décembre	347,7	13,9	67,3	52,9	481,8	11,2	49,9	61,1	542,9	52,9	595,8	2,6	598,4
1970 Janvier	355,1	13,9	63,0	49,7	481,7	11,1	48,8	59,9	541,6	52,7	594,3	2,6	596,9
Février	350,7	13,9	75,7	46,4	486,7	11,0	48,1	59,1	545,8	52,6	598,4	2,6	601,0
Mars	349,5	13,8	79,8	49,0	492,1	10,9	47,7	58,6	550,7	52,4	603,1	2,5	605,6

1 Y compris l'Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

**XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds**

(milliards de francs)

Période	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise du Congo) 1	Dette reprise du Congo 2	Dette totale 3	Variations comptables à éliminer				Doubles emplois à éliminer	Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds 7	Pour mémoire : Variations de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes 7
				Certificats de trésorerie détenus par le Fonds Monétaire International 4	Certificats de trésorerie souscrits par la B.N.B. pour le financement des prêts au Fonds Monétaire International en exécution des Accords Généraux d'Emprunt 5	Avoirs de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte du Ministre de l'Education Nationale 6	Divers 7			
	(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (8) - (4) à (8)	(10)
1963	+ 22,8	- 1,2	+ 21,6	- 0,3	...	- 0,4	...	- 1,0	+ 23,3	...
1964	+ 16,1	- 1,2	+ 14,9	- 1,7	+ 1,5	+ 0,1	...	...	+ 15,0	...
1965	+ 22,5	- 2,1	+ 20,4	- 3,5	+ 1,9	- 0,1	...	...	+ 22,1	...
1966	+ 18,9	- 0,5	+ 18,4	+ 1,3	...	...	...	...	+ 17,1	...
1967	+ 21,9	- 0,4	+ 21,5	+ 0,5	- 1,5	+ 0,3	...	...	+ 22,2	+ 0,8
1968	+ 41,9	- 0,5	+ 41,4	+ 4,4	+ 3,1	+ 0,8	...	...	+ 33,1	+ 1,0
1969	+ 28,5	- 0,4	+ 28,1	+ 2,3	- 5,0	+ 0,2	+ 0,7 <sup>8</sup>	...	+ 29,9	- 1,8
1969 3 prem. mois	+ 13,5	- 0,1	+ 13,4	+ 3,0	- 1,0	- 0,5	...	...	+ 11,9 <sup>9</sup>	...
1970 3 prem. mois	+ 7,3	- 0,1	+ 7,2	- 2,2	...	- 0,6	...	...	+ 10,0	...

1 Variations de la colonne (11) du tableau XVI - 3a.

2 Variations de la colonne (12) du tableau XVI - 3a. La dette reprise du Congo ne figure toutefois à ce tableau que depuis la ratification de la convention du 6 février 1965.

3 Variations de la colonne (13) du tableau XVI - 3a, depuis 1966.

4 Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le Fonds Monétaire International sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la Banque Nationale de Belgique; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le Fonds.

5 La souscription de certificats de trésorerie constitue simplement la modalité technique sous laquelle la Banque Nationale de Belgique finance les prêts consentis au Fonds Monétaire International dans le cadre des Accords Généraux d'Emprunt.

6 Les variations de l'avoir de la Banque Nationale de Belgique à l'Office des Chèques Postaux pour compte du Ministre de l'Education Nationale ont pour exactes contreparties des mouvements de l'avoir du Ministre de l'Education Nationale auprès de la Banque.

7 Le total des colonnes (9) et (10) correspond (avec signe inversé) à la colonne (5) « Besoins nets de financement de l'Etat » du tableau XI - 8.

8 Réévaluation du D.M.

9 Y compris un transfert budgétaire de 0,2 milliard (Office de Sécurité sociale d'Outre-Mer).

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC**

**a) Par débiteurs**

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1964	1965	1966	1967	1968 p	1964	1965	1966	1967	1968 p	1964	1965	1966	1967	1968 p
<b>A. Secteurs non financiers :</b>															
Etat 2	250,8	268,0	277,1	298,0	322,7	64,2 <sup>3</sup>	64,8 <sup>3</sup>	65,8 <sup>3</sup>	66,4 <sup>3</sup>	67,0 <sup>3</sup>	315,0 <sup>3</sup>	332,8 <sup>3</sup>	342,9 <sup>3</sup>	364,4 <sup>3</sup>	389,7 <sup>3</sup>
Paraétatiques d'exploitation	28,6	27,9	30,1	33,0	38,0	6,5	8,2	10,0	10,9	11,9	35,1	36,1	40,1	43,9	49,9
Sécurité sociale et fonds de pension	—	—	—	—	—	13,2	14,6	16,1	17,9	15,7	13,2	14,6	16,1	17,9	15,7
Secteur public non compris ailleurs	26,5	30,4	35,9	39,4	46,6	13,2	13,9	14,9	16,3	16,5	39,7	44,3	50,8	55,7	63,1
<b>B. Intermédiaires financiers 4</b>	120,3	132,6	144,9	165,3	191,0	25,1	27,0	29,3	31,5	34,5	145,4	159,6	174,2	196,8	225,5
<b>Total ...</b>	<b>426,2</b>	<b>458,9</b>	<b>488,0</b>	<b>535,7</b>	<b>598,3</b>	<b>122,2</b>	<b>128,5</b>	<b>136,1</b>	<b>143,0</b>	<b>145,6</b>	<b>548,4</b>	<b>587,4</b>	<b>624,1</b>	<b>678,7</b>	<b>743,9</b>
<i>Pour mémoire :</i>															
Titres congolais et titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion 5	10,1	11,4	11,5	11,4	11,1	0,8	—	—	—	—	10,9	11,4	11,5	11,4	11,1

**b) Par détenteurs**

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1964	1965	1966	1967	1968 p	1964	1965	1966	1967	1968 p	1964	1965	1966	1967	1968 p
<b>A. Secteurs non financiers :</b>															
Entreprises, particuliers, Etranger	229,3	245,3	264,9	294,2	319,3	5,8	6,3	7,6	9,3	10,5	235,1	251,6	272,5	303,5	329,8
Paraétatiques d'exploitation	3,8	3,8	3,8	3,8	4,5	0,2	0,2	0,2	0,4	0,5	4,0	4,0	4,0	4,2	5,0
Secteur public non compris ailleurs 6	1,9	2,1	2,9	3,0	3,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	2,0	2,2	3,0	3,1	3,2
Sécurité sociale 8	2,6	4,8	6,8	4,1	4,6	1,5	1,3	1,6	1,5	1,4	4,1	6,1	8,4	5,6	6,0
<b>B. Intermédiaires financiers :</b>															
Organismes monétaires 7	52,2	61,5	64,3	74,8	91,0	59,3 <sup>3</sup>	60,9 <sup>3</sup>	62,4 <sup>3</sup>	64,2 <sup>3</sup>	65,0 <sup>3</sup>	111,5 <sup>3</sup>	122,4 <sup>3</sup>	126,7 <sup>3</sup>	139,0 <sup>3</sup>	156,0 <sup>3</sup>
Fonds des Rentes	5,9	5,4	5,5	5,0	7,1	—	—	—	—	—	5,9	5,4	5,5	5,0	7,1
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	47,0	50,0	51,1	54,2	61,4	20,0	21,1	22,6	23,6	25,8	67,0	71,1	73,7	77,8	87,2
Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension 8	73,6	76,0	78,5	86,9	89,8	34,7	37,9	40,5	43,0	41,0	108,3	113,9	119,0	129,9	130,8
Organismes publics de crédit non monétaires ...	9,9	10,0	10,2	9,7	17,6	0,6	0,7	1,1	0,9	1,2	10,5	10,7	11,3	10,6	18,8
<b>Total ...</b>	<b>426,2</b>	<b>458,9</b>	<b>488,0</b>	<b>535,7</b>	<b>598,3</b>	<b>122,2</b>	<b>128,5</b>	<b>136,1</b>	<b>143,0</b>	<b>145,6</b>	<b>548,4</b>	<b>587,4</b>	<b>624,1</b>	<b>678,7</b>	<b>743,9</b>

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962 soit 18,8 milliards.

4 Y compris les bons de caisse à un an.

5 Année 1964 : emprunts qui ont été ultérieurement déclarés admissibles à l'emprunt du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, y compris l'emprunt « Fifteen Year 5 ¼ % External Loan of 1958 » ; années 1965, 1966, 1967 et 1968 : titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

6 A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

7 A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

8 Les montants à fin 1966 et à fin 1967 des secteurs « Sécurité sociale » et « Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension » ne sont pas comparables du fait du passage d'avoirs, s'élevant à 8,4 milliards à fin 1966, du premier au second de ces secteurs à la suite de la reprise par l'Office national des pensions pour travailleurs salariés, organisme classé dans le second de ces secteurs, du patrimoine de l'Office national des pensions pour ouvriers, organisme qui figurait dans le premier.

Références bibliographiques : Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVI<sup>e</sup> année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXVII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». — XL<sup>e</sup> année, vol. I, n° 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — XLII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 3, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — XLV<sup>e</sup> année, vol. I, n° 3, mars 1970 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — Statistiques Economiques belges 1950-1960.





**XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS <sup>1</sup>**

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés <sup>3</sup>
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

**A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique**

**Banques <sup>4</sup>**

1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	10.700	447
1963	51	6.349	4.402	1.552	0,1	676	60	11.096	514
1964	53	6.750	5.234	1.532	0,3	788	63	11.066	505
1965	55	9.077	4.813	1.789	1,1	902	73	11.055	521
1966	54	9.361	5.893	1.848	3,4	1.022	74	11.610	541
1967	50	10.073	7.170	1.939	10,0	1.084	82	13.129	555
1968	50	10.383	8.147	2.128	13,2	1.142	n.d.	n.d.	556

**Sociétés financières et immobilières <sup>5</sup>**

1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	12.883	602
1963	1.557	34.172	19.038	3.580	230	2.282	135	13.309	665
1964	1.712	35.908	20.419	3.781	245	2.359	141	15.752	735
1965	1.778	37.587	21.571	3.901	342	2.414	142	17.384	1.015
1966	1.819	38.978	22.978	4.377	349	2.519	156	19.795	1.353
1967	1.865	44.399	26.192	4.396	398	2.824	167	23.602	1.206
1968	1.891	48.070	27.338	4.914	524	2.868	n.d.	n.d.	1.155

**Industrie des fabrications métalliques**

1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	1.918	117
1963	1.310	17.850	13.235	3.406	367	2.063	144	1.881	118
1964	1.264	18.630	13.597	3.691	627	1.129	144	1.826	109
1965	1.379	20.030	15.778	4.547	913	1.612	150	1.847	111
1966	1.396	21.522	17.264	4.772	923	1.284	163	2.087	113
1967	1.391	22.942	19.256	4.011	1.365	1.307	150	2.352	147
1968	1.361	24.836	21.259	3.960	1.334	1.506	n.d.	n.d.	153

**Métallurgie du fer**

1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	5.427	286
1963	95	16.168	15.004	1.335	78	546	36	5.764	321
1964	100	17.909	16.112	1.058	705	345	26	6.328	348
1965	100	19.373	17.690	1.027	411	668	47	6.931	398
1966	96	21.253	18.157	550	152	253	23	6.551	434
1967	93	23.949	18.465	770	373	233	22	5.603	410
1968	90	26.196	19.258	576	117	250	n.d.	n.d.	347

**Industrie textile**

1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	340	24
1963	975	11.117	10.123	1.114	447	319	67	357	21
1964	912	11.231	10.351	1.256	370	376	70	327	20
1965	981	12.012	11.136	1.097	408	305	74	340	21
1966	986	12.827	11.095	1.323	781	377	79	302	23
1967	976	13.124	11.415	1.287	695	343	65	281	20
1968	957	13.184	11.951	1.069	717	291	n.d.	n.d.	18

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

**XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS <sup>1</sup> (suite)**

Chiffres annuels

Source *Institut National de Statistique* (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés <sup>3</sup>
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

**Industrie alimentaire**

1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	760	52
1963	725	10.340	7.186	1.556	161	622	59	872	49
1964	685	10.983	7.540	1.356	162	617	55	938	59
1965	723	11.589	8.697	1.618	150	632	59	940	64
1966	725	12.131	9.463	1.720	153	742	73	896	61
1967	729	12.932	10.838	2.140	317	794	79	845	58
1968	716	14.725	10.225	2.453	372	929	n.d.	n.d.	57

**Industrie chimique**

1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	964	66
1963	558	16.331	8.440	2.038	265	1.132	84	881	55
1964	542	17.022	8.522	2.374	358	1.222	76	789	51
1965	601	18.733	9.302	2.889	402	1.228	86	669	52
1966	606	20.177	9.751	2.844	414	1.525	96	595	44
1967	607	22.294	10.657	2.737	627	1.492	89	458	36
1968	627	35.128	25.847	4.092	947	2.216	n.d.	n.d.	31

**Electricité**

1960	40	17.132	3.628	1.808	...	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	3	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	...	1.690	82	7.188	340
1963	32	20.412	3.630	2.163	...	1.657	85	8.602	443
1964	29	23.281	3.849	2.200	...	1.813	87	8.896	545
1965	28	23.710	4.169	2.304	1	1.972	91	12.295	550
1966	24	23.460	4.327	2.280	5	1.865	94	13.281	769
1967	16	14.570	2.152	1.340	5	1.219	49	14.230	866
1968	17	27.953	5.775	2.597	...	2.308	n.d.	n.d.	937

**Industrie du charbon**

1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	398	27
1963	39	7.661	1.574	209	244	184	21	253	23
1964	36	7.043	1.020	423	356	268	29	339	13
1965	35	7.979	1.530	185	656	145	16	303	21
1966	30	6.951	1.994	196	586	81	9	282	20
1967	30	7.005	1.824	81	807	69	8	85	18
1968	26	4.908	1.690	94	512	55	n.d.	n.d.	2

**Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique <sup>6</sup>**

1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	45.434	2.259
1963	14.234	193.465	121.935	25.205	3.202	13.006	1.256	49.441	2.510
1964	14.498	205.933	126.884	26.664	4.241	12.437	1.278	51.951	2.740
1965	14.706	220.447	136.028	29.522	4.703	13.510	1.362	57.546	3.197
1966	14.913	231.698	145.645	30.420	5.119	13.491	1.439	61.124	3.790
1967	14.986	240.349	156.423	28.718	7.403	13.118	1.342	66.706	3.683
1968	15.088	280.531	183.720	33.234	7.963	15.976	n.d.	n.d.	3.655

Notes : voir l'en du tableau XVII - 2. page suivante.

## XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS <sup>1</sup> (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés <sup>3</sup>
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

### B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	834	35
1963	313	40.710	27.336	2.863	664	1.196	98	523	30
1964	316	41.009	28.955	2.975	850	1.358	105	711	35
1965	302	41.282	30.474	3.537	600	1.632	117	1.097	32
1966	299	41.447	32.682	3.484	921	2.110	137	1.817	60
1967	277	40.281	32.720	2.712	5.164	2.336	146	1.839	112
1968	265	40.257	28.708	4.467	614	2.702	n.d.	n.d.	119

### C. — Total général des sociétés par actions <sup>6</sup>

1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.152
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	46.268	2.294
1963	14.547	234.175	149.271	28.068	3.866	14.202	1.354	49.964	2.540
1964	14.814	246.942	155.840	29.639	5.091	13.795	1.383	52.662	2.775
1965	15.008	261.729	166.502	33.059	5.303	15.142	1.479	58.643	3.229
1966	15.212	273.145	178.327	33.904	6.040	15.601	1.576	62.941	3.850
1967	15.263	280.630	189.143	31.430	12.567	15.454	1.488	68.545	3.795
1968	15.353	320.788	212.428	37.701	8.577	18.678	n.d.	n.d.	3.774

<sup>1</sup> Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

<sup>2</sup> Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

<sup>3</sup> Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

<sup>4</sup> Non compris la B.N.B.

<sup>5</sup> Non compris la S.N.C.I.

<sup>6</sup> Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

## XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS <sup>1</sup> <sup>5</sup>

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts <sup>3</sup>
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

### A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique <sup>4</sup>

1967 Janvier	136	2,8	1,7	0,3	0,1	0,2	0,3
2 premiers mois	287	4,4	4,5	0,9	0,2	0,3	0,5
3 premiers mois	1.603	24,6	18,4	4,0	0,7	1,7	0,8
4 premiers mois	4.242	67,0	47,3	8,0	2,4	3,5	1,0
5 premiers mois	7.653	146,9	84,8	15,4	4,6	7,4	1,4
6 premiers mois	9.661	174,1	106,3	19,8	5,3	9,4	1,6
7 premiers mois	10.283	183,8	114,7	20,9	5,6	10,0	2,0
8 premiers mois	10.483	185,1	115,9	21,0	5,6	10,0	2,1
9 premiers mois	10.811	187,2	117,9	21,5	5,7	10,1	2,4
10 premiers mois	11.299	197,3	126,8	22,6	5,9	10,5	2,6
11 premiers mois	11.640	206,5	132,8	23,9	6,0	11,2	3,0
12 mois	12.012	215,6	140,3	25,0	6,1	11,9	3,5
12 mois (avec supplément) <sup>6</sup>	15.021	242,2	157,6	28,9	7,4	13,2	3,5
1968 Janvier	128	2,7	1,5	0,4	0,1	0,2	0,4
2 premiers mois	291	4,2	4,4	0,7	0,2	0,2	0,5
3 premiers mois	1.561	16,8	12,9	2,1	0,6	0,6	0,8
4 premiers mois	4.143	56,3	34,6	7,2	2,0	3,0	1,1
5 premiers mois	7.476	144,2	76,0	14,3	4,1	6,8	1,5
6 premiers mois	9.653	191,9	114,5	20,7	4,9	10,0	1,8
7 premiers mois	10.238	199,0	119,1	21,6	5,1	10,4	2,1
8 premiers mois	10.425	200,2	119,9	21,8	5,2	10,4	2,3
9 premiers mois	10.764	202,9	122,4	22,3	5,4	10,6	2,5
10 premiers mois	11.208	212,5	131,6	22,8	5,6	10,9	2,8
11 premiers mois	11.500	221,9	138,0	24,1	5,7	11,6	3,2
12 mois	11.925	234,3	146,5	26,2	5,9	12,7	3,7
12 mois (avec supplément) <sup>6</sup>	15.088	280,5	183,7	33,2	8,0	16,0	3,7

Notes : voir page suivante.

**XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS <sup>1 5</sup> (suite)**

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts <sup>3</sup>
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

**B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger**

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1967 Janvier .....	2	0,1	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois .....	4	0,1	0,2	...	...	...	...
3 premiers mois .....	20	0,7	0,2	0,1	...	...	...
4 premiers mois .....	41	3,0	0,5	0,1	0,1	0,1	...
5 premiers mois .....	88	15,5	11,7	1,8	0,1	1,2	0,1
6 premiers mois .....	176	23,6	17,4	2,3	0,3	1,6	0,1
7 premiers mois .....	203	25,5	19,2	2,3	0,3	1,6	0,1
8 premiers mois .....	204	25,6	19,4	2,3	0,3	1,7	0,1
9 premiers mois .....	208	26,2	19,7	2,3	0,3	1,7	0,1
10 premiers mois .....	221	26,7	19,9	2,3	0,3	1,7	0,1
11 premiers mois .....	237	29,7	21,6	2,5	0,4	1,8	0,1
12 mois .....	250	30,3	22,1	2,5	0,5	1,8	0,1
12 mois (avec supplément) <sup>6</sup> .....	278	40,3	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1
1968 Janvier .....	1	0,1	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois .....	5	0,1	0,2	...	...	...	...
3 premiers mois .....	24	0,8	0,5	0,1	...	0,1	0,1
4 premiers mois .....	43	1,6	0,9	0,1	0,1	0,1	0,1
5 premiers mois .....	78	11,3	5,5	1,4	0,2	1,0	0,1
6 premiers mois .....	157	18,2	10,7	1,7	0,5	1,4	0,1
7 premiers mois .....	184	20,4	12,3	1,8	0,5	1,5	0,1
8 premiers mois .....	185	20,4	12,3	1,8	0,5	1,5	0,1
9 premiers mois .....	191	21,0	12,5	1,8	0,5	1,5	0,1
10 premiers mois .....	207	22,3	13,1	1,9	0,5	1,5	0,1
11 premiers mois .....	219	24,3	14,3	2,0	0,5	1,7	0,1
12 mois .....	235	26,1	15,5	2,1	0,5	1,7	0,1
12 mois (avec supplément) <sup>6</sup> .....	265	40,3	28,7	4,5	0,6	2,7	0,1

**C. — Total général <sup>4</sup>**

1967 Janvier .....	138	2,9	1,9	0,3	0,1	0,2	0,3
2 premiers mois .....	291	4,5	4,7	0,9	0,2	0,3	0,5
3 premiers mois .....	1.623	25,3	18,6	4,1	0,7	1,7	0,8
4 premiers mois .....	4.283	70,0	47,8	8,1	2,5	3,6	1,0
5 premiers mois .....	7.741	162,4	96,5	17,2	4,7	8,6	1,5
6 premiers mois .....	9.837	197,7	123,7	22,1	5,6	11,0	1,7
7 premiers mois .....	10.486	209,3	133,9	23,2	5,9	11,6	2,1
8 premiers mois .....	10.687	210,7	135,3	23,3	5,9	11,7	2,2
9 premiers mois .....	11.019	213,4	137,6	23,8	6,0	11,8	2,5
10 premiers mois .....	11.520	224,0	146,7	24,9	6,2	12,2	2,7
11 premiers mois .....	11.877	236,2	154,4	26,4	6,4	13,0	3,1
12 mois .....	12.262	245,9	162,4	27,5	6,6	13,7	3,6
12 mois (avec supplément) <sup>6</sup> .....	15.299	282,5	190,3	31,6	12,6	15,5	3,6
1968 Janvier .....	129	2,8	1,7	0,4	0,1	0,2	0,4
2 premiers mois .....	296	4,3	4,6	0,7	0,2	0,2	0,5
3 premiers mois .....	1.585	17,6	13,4	2,2	0,6	0,7	0,9
4 premiers mois .....	4.186	57,9	35,5	7,3	2,1	3,1	1,2
5 premiers mois .....	7.554	155,5	81,5	15,7	4,3	7,8	1,6
6 premiers mois .....	9.810	210,1	125,2	22,4	5,4	11,4	1,9
7 premiers mois .....	10.422	219,4	131,4	23,4	5,6	11,9	2,2
8 premiers mois .....	10.610	220,6	132,2	23,6	5,7	11,9	2,4
9 premiers mois .....	10.955	223,9	134,9	24,1	5,9	12,1	2,6
10 premiers mois .....	11.415	234,8	144,7	24,7	6,1	12,4	2,9
11 premiers mois .....	11.719	246,2	152,3	26,1	6,2	13,3	3,3
12 mois .....	12.160	260,4	162,0	28,3	6,4	14,4	3,8
12 mois (avec supplément) <sup>6</sup> .....	15.353	320,8	212,4	37,7	8,6	18,7	3,8

<sup>1</sup> Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

<sup>2</sup> Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

<sup>3</sup> Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre date que celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

<sup>4</sup> Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

<sup>5</sup> Y compris les sociétés de droit congolais converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont pas comprises dans la statistique.

<sup>6</sup> Les renseignements concernant un certain nombre de sociétés parviennent à l'I.N.S. après la publication du chiffre mensuel correspondant. Ce supplément cumulé avec le total les 12 mois est repris séparément pour chaque année.

## XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)				Actions et obligations	Actions et obligations	
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

### Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1960	16.065	6.266	1.367	1.682	- 315	1.009	694	<b>6.960</b>	11.241
1961	19.013	6.014	1.667	1.520	147	844	991	<b>7.005</b>	12.660
1962	19.173	8.249	3.375	1.860	1.515	1.762	3.277	<b>11.526</b>	14.614
1963	14.956	6.541	4.640	1.648	2.992	418	3.410	<b>9.951</b>	12.018
1964	21.556	11.568	3.848	2.108	1.740	1.024	2.764	<b>14.332</b>	14.200
1965	22.797	11.042	6.126	2.044	4.082	1.296	5.378	<b>16.420</b>	17.795
1966	29.935	14.805	3.126	2.143	983	1.928	2.911	<b>17.716</b>	15.987
1967	33.471	14.750	3.081	2.743	338	3.712	4.050	<b>18.800</b>	24.009
1968	51.461	n.d.	p 1.448	p 2.453	p -1.005	p 4.347	p 3.342	n.d.	p 34.774

### Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger <sup>3</sup>

1960	6.443	1.685	80	177	- 97	- 21	- 118	<b>1.567</b>	1.510
1961	209	82	...	85	- 85	- 24	- 109	- 27	- 64
1962	398	204	4	32	- 28	...	- 28	<b>176</b>	167
1963	232	41	...	257	- 257	- 6	- 263	- 222	- 223
1964	1.660	10	1	59	- 58	...	- 58	- 48	- 49
1965	540	14	500	40	460	- 5	455	<b>469</b>	463
1966	659	10	764	40	724	...	724	<b>734</b>	734
1967	86	21	86	57	29	...	29	p <b>50</b>	44
1968	1.567	n.d.	p 2.000	p 51	p 1.949	...	p 1.949	n.d.	p 1.949

### Total général

1960	22.508	7.951	1.447	1.859	- 412	988	576	<b>8.527</b>	12.751
1961	19.222	6.096	1.667	1.605	62	820	882	<b>6.978</b>	12.596
1962	19.571	8.453	3.379	1.892	1.487	1.762	3.249	<b>11.702</b>	14.782
1963	15.188	6.582	4.640	1.905	2.735	412	3.147	<b>9.729</b>	11.795
1964	23.216	11.578	3.849	2.167	1.682	1.024	2.706	<b>14.284</b>	14.151
1965	23.337	11.056	6.626	2.084	4.542	1.291	5.833	<b>16.889</b>	18.258
1966	30.594	14.815	3.890	2.183	1.707	1.928	3.635	<b>18.450</b>	16.721
1967	33.557	14.771	3.167	2.800	367	3.712	4.079	<b>18.850</b>	24.053
1968	53.028	n.d.	p 3.448	p 2.504	p 944	p 4.347	p 5.291	n.d.	p 36.723

<sup>1</sup> Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

<sup>2</sup> Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

<sup>3</sup> Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (8) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquat d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

**XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS <sup>1</sup>**

Chiffres mensuels <sup>2</sup>

(millions de francs)

Sources : Chiffres définitifs : *Institut National de Statistique* (données modifiées par la B.N.B. <sup>3</sup>).  
Chiffres provisoires : *Commission bancaire + B.N.B.*

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1966 12 mois .....	29.935	9.715	3.126	12.841	659	10	764	774
1967 3 premiers mois ...	3.021	1.072	63	1.135	...	...	...	...
6 premiers mois ...	16.044	2.345	1.669	4.014	46	15	...	15
9 premiers mois ...	20.505	4.263	1.669	5.932	46	15	...	15
12 mois .....	33.471	10.099	3.081	13.180	86	15	86	101
1968 3 premiers mois ...	6.740	2.663	400	3.063	918	...	...	...
6 premiers mois ...	34.543	6.446	550	6.996	1.567	...	2.000	2.000
9 premiers mois ...	38.043	8.539	565	9.104	1.567	...	2.000	2.000
12 mois .....	51.461	17.671	p 1.448	p19.119	1.567	...	p 2.000	p 2.000
1969 3 premiers mois ...	3.865	2.259	525	2.784	5	...	500	500
6 premiers mois ...	14.755	6.574	2.225	8.799	696	1	500	501
1968 Mai .....	6.814	1.990	150	2.140	525	...	...	...
Juin .....	17.634	1.116	...	1.116	124	...	2.000	2.000
Juillet .....	1.685	1.587	...	1.587	...	...	...	...
Août .....	671	233	15	248	...	...	...	...
Septembre .....	1.144	273	...	273	...	...	...	...
Octobre .....	780	284	400	684	...	...	...	...
Novembre .....	6.355	6.533	...	6.533	...	...	...	...
Décembre .....	6.282	2.315	30	2.345	...	...	...	...
1969 Janvier .....	1.230	849	400	1.249	2	...	...	...
Février .....	1.322	610	...	610	1	...	500	500
Mars .....	1.313	800	125	925	2	...	...	...
Avril .....	3.777	1.083	1.000	2.083	3	...	...	...
Mai .....	1.552	756	700	1.456	614	...	...	...
Juin .....	5.561	2.476	...	2.476	44	1	...	1
Juillet .....	1.997	1.265	...	1.265	...	...	...	...
Août .....	902	400	325	725	...	...	...	...
Septembre ..... p	2.401	552	...	552	...	...	...	...
Octobre ..... p	4.148	570	650	1.220	...	...	...	...
Novembre ..... p	3.811	891	...	891	...	...	...	...
Décembre ..... p	19.013	8.164	...	8.164	...	...	...	...
1970 Janvier ..... p	931	589	20	609	...	...	...	...
Février ..... p	1.401	563	...	563	...	...	...	...

<sup>1</sup> Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

<sup>2</sup> Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

<sup>3</sup> Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les obligations des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII - 4].

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin Mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*.

XVII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS <sup>1</sup>

## Ventilation d'après les organismes qui ont accordé les crédits à leur origine

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes monétaires			Organismes non monétaires				Total général	
	Banques	Banque Nationale de Belgique	Total 2	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	Caisses d'épargne privées		Total
				les crédits professionnels	le crédit à l'habitation				
1963 Septembre .....	88,7	1,0	89,7	61,2	33,3	69,2	(e)32,4	196,1	285,8
Décembre .....	95,3	2,2	97,5	64,8	33,5	72,8	33,9	205,0	302,5
1964 Mars .....	99,5	1,8	101,3	67,5	34,3	72,4	34,8	209,0	310,3
Juin .....	102,9	1,4	104,3	70,7	35,2	74,6	36,4	216,9	321,2
Septembre .....	104,4	1,0	105,4	72,5	36,1	76,5	38,0	223,1	328,5
Décembre .....	106,8	1,7	108,5	75,7	36,1	79,7	39,4	230,9	339,4
1965 Mars .....	106,7	2,1	108,8	76,3	36,9	79,2	40,6	233,0	341,8
Juin .....	111,7	1,7	113,4	77,5	37,7	80,5	42,6	238,3	351,7
Septembre .....	115,0	1,5	116,5	79,7	38,5	82,6	44,8	245,6	362,1
Décembre .....	122,7	1,8	124,5	82,1	38,7	86,4	46,3	253,5	378,0
1966 Mars .....	125,1	1,7	126,8	83,5	39,5	86,7	48,3	258,0	384,8
Juin .....	129,4	1,4	130,8	86,0	40,5	88,6	50,3	265,4	396,2
Septembre .....	134,3	1,2	135,5	92,0	41,4	90,7	52,5	276,6	412,1
Décembre ..... <sup>3</sup>	142,6	1,9	144,5	97,9	41,6	94,4	54,0	287,9	432,4
1967 Mars .....	147,5	1,8	149,3	100,4	42,6	93,8	55,4	292,2	441,5
Juin .....	154,4	1,4	155,8	103,9	43,9	95,4	57,9	301,1	456,9
Septembre ..... <sup>3</sup>	157,6	1,2	158,8	108,2	45,0	96,7	60,3	310,2	469,0
Décembre ..... <sup>3</sup>	168,3	2,2	170,5	114,9	45,1	100,4	62,1	322,5	493,0
1968 Mars ..... <sup>3</sup>	172,8	2,2	175,0	117,4	46,2	100,2	64,1	327,9	502,9
Juin ..... <sup>3</sup>	179,8	1,4	181,2	120,6	47,3	101,6	64,5	334,0	515,2
Septembre .....	181,2	1,1	182,3	128,4	48,3	103,5	66,9	347,1	529,4
Décembre .....	194,1	1,9	196,0	133,3	48,5	109,6	67,2	358,6	554,6
1969 Mars .....	201,4	2,4	203,8	134,6	49,6	110,3	68,8	363,3	567,1
Juin .....	208,9	1,7	210,6	139,8	50,7	113,0	71,7	375,2	585,8
Septembre .....	205,1	1,3	206,4	148,1	51,9	115,6	74,3	389,9	596,3
Décembre .....	203,5	2,5	206,0	155,2	52,3	122,4			

<sup>1</sup> Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les achats nets par la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite d'obligations des entreprises (y compris les organismes publics d'exploitation), mais non les opérations similaires par d'autres organismes.

<sup>2</sup> Cf. tableau XIII-9, A, col. 4.

<sup>3</sup> Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.



## XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

### 1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR \*

(millions de francs)

Moyennes journalières <sup>1</sup>	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)	Retraits de capitaux (9)
	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	Autres organismes <sup>2</sup>	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes <sup>3</sup>		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)		
1960 .....	2.415	1.107	1.664	1.025	10	3.104	1.047	5.186	37
1961 .....	2.487	1.811	1.671	1.817	1	3.162	989	5.969	23
1962 .....	1.518	943	1.703	1.517	1	1.375	1.271	4.164	307
1963 .....	1.585	202	1.842	1.600	122	1.126	781	3.629	49
1964 .....	1.879	6	2.743	1.310	480	1.690	1.148	4.628	11
1965 .....	1.767	722	2.546	1.417	5	2.356	1.257	5.035	83
1966 .....	1.905	264	2.658	1.222	805	1.696	1.104	4.827	...
1967 .....	1.984	1.148	3.299	1.731	282	3.418	1.000	6.431	...
1968 .....	2.135	1.448	2.974	2.346	19	3.089	1.103	6.557	...
1969 .....	3.829	59	3.351	1.280	1.841	3.455	663	7.239	...
1968 3 <sup>e</sup> trimestre .....	1.921	1.568	2.681	2.524	6	2.295	1.346	6.171	...
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1.791	1.110	3.033	2.424	43	2.211	1.256	5.934	...
1969 1 <sup>er</sup> trimestre .....	3.544	195	3.498	2.190	315	3.527	1.205	7.237	...
2 <sup>e</sup> trimestre .....	3.280	...	3.077	1.185	1.401	3.298	473	6.357	...
3 <sup>e</sup> trimestre .....	3.336	14	3.068	919	3.112	1.786	601	6.418	...
4 <sup>e</sup> trimestre .....	5.143	30	3.761	844	2.500	5.210	380	8.934	...
1970 1 <sup>er</sup> trimestre .....	4.015	934	3.300	1.075	28	6.719	427	8.249	...
1968 Juillet .....	1.702	2.215	2.342	2.819	...	1.670	1.770	6.259	...
Août .....	1.622	1.545	2.918	2.348	...	2.649	1.088	6.085	...
Septembre .....	2.456	923	2.790	2.399	18	2.576	1.176	6.169	...
Octobre .....	1.186	1.940	2.523	2.511	...	1.780	1.358	5.649	...
Novembre .....	1.732	1.070	3.237	2.660	11	2.174	1.194	6.039	...
Décembre .....	2.452	320	3.344	2.108	117	2.679	1.213	6.117	...
1969 Janvier .....	1.584	495	3.354	2.432	151	2.111	739	5.433	...
Février .....	4.497	81	3.478	2.330	167	4.776	783	8.056	...
Mars .....	4.644	...	3.657	1.820	613	3.817	2.051	8.301	...
Avril .....	3.033	...	3.696	1.085	992	3.630	1.022	6.729	...
Mai .....	3.235	...	3.016	1.399	1.718	2.911	223	6.251	...
Juin .....	3.573	...	2.522	1.064	1.484	3.365	182	6.095	...
Juillet .....	2.142	27	2.783	1.130	898	1.749	1.175	4.952	...
Août .....	2.349	15	3.611	1.051	2.923	1.795	206	5.975	...
Septembre .....	5.592	...	2.800	564	5.595	1.818	415	8.392	...
Octobre .....	6.697	...	4.352	524	4.680	5.561	284	11.049	...
Novembre .....	3.985	2	3.439	970	2.413	3.573	470	7.426	...
Décembre .....	4.711	90	3.481	1.042	404	6.448	388	8.282	...
1970 Janvier .....	5.382	168	3.669	908	74	7.828	409	9.219	...
Février .....	2.676	424	3.791	1.241	...	5.424	226	6.891	...
Mars .....	3.856	2.163	2.488	1.091	7	6.781	628	8.507	...

\* Du 17 novembre 1959 au 30 avril 1969, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour a été régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Depuis le 1<sup>er</sup> mai 1969, un nouveau « Protocole régissant le marché du call money garanti » est intervenu entre le Fonds des Rentes, l'Institut de Réescampte et de Garantie et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôt ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ces Protocoles.

<sup>1</sup> Jusqu'au 31 décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

<sup>2</sup> Cette colonne comprend notamment la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, le Crédit Communal, la Société Nationale des Chemins de Fer Belges (jusqu'au 30 avril 1969) et depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».

<sup>3</sup> Cette colonne comprend notamment l'Office National du Ducroire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, le Crédit Communal, la Société Nationale des Chemins de Fer Belges (jusqu'au 30 avril 1969).

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX  
ESCOMPTEES PAR LES BANQUES DE DEPOTS  
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES <sup>1</sup>**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de période <sup>2</sup>	Portefeuille logé				Total  (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts  (1)	à l'Institut de Récompte et de Garantie <sup>3</sup>  (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger  (3)	à la Banque Nationale de Belgique <sup>4</sup>  (4)	
1965 .....	56,6	1,9	14,9	4,0	77,4
1966 .....	62,6	0,8	15,6	8,8	87,8
1967 .....	74,3	2,5	17,4	6,7	100,9
1968 .....	86,6	1,7	21,2	10,8	120,3
1969 .....	89,9	2,2	19,2	26,0	137,3
1964 4 <sup>e</sup> trimestre .....	51,4	1,0	14,1	4,5	71,0
1965 1 <sup>er</sup> trimestre .....	55,0	1,5	15,2	2,2	73,9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	55,1	1,7	15,8	3,4	76,0
3 <sup>e</sup> trimestre .....	56,2	2,8	13,9	4,8	77,7
4 <sup>e</sup> trimestre .....	59,9	1,8	14,8	5,7	82,2
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	59,5	1,4	17,0	7,0	84,9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	61,2	0,7	16,4	8,8	87,1
3 <sup>e</sup> trimestre .....	62,3	0,4	14,8	10,1	87,6
4 <sup>e</sup> trimestre .....	67,5	0,6	14,3	9,2	91,6
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	70,0	1,5	16,9	8,1	96,5
2 <sup>e</sup> trimestre .....	74,3	0,6	17,8	7,6	100,3
3 <sup>e</sup> trimestre .....	73,4	3,8	17,4	6,5	101,1
4 <sup>e</sup> trimestre .....	79,6	4,0	17,5	4,7	105,8
1968 1 <sup>er</sup> trimestre .....	84,8	2,6	19,9	7,5	114,8
2 <sup>e</sup> trimestre .....	87,9	1,7	21,6	7,6	118,8
3 <sup>e</sup> trimestre .....	86,5	1,5	21,8	11,9	121,7
4 <sup>e</sup> trimestre .....	87,3	1,2	21,4	16,0	125,9
1969 1 <sup>er</sup> trimestre .....	84,6	1,6	21,6	22,7	130,5
2 <sup>e</sup> trimestre .....	88,1	1,9	20,0	27,1	137,1
3 <sup>e</sup> trimestre .....	88,9	1,1	18,5	32,8	141,3
4 <sup>e</sup> trimestre .....	98,0	4,4	16,7	21,2	140,3

<sup>1</sup> Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation), au Fonds des Routes et à l'étranger.

<sup>2</sup> Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

<sup>3</sup> Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au récompte de la Banque Nationale.

<sup>4</sup> Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la Banque Nationale.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII<sup>e</sup> année, vol. II, n<sup>o</sup> 8, septembre 1967, p. 241.

**XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION**

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme		Autres opérations <sup>1</sup>		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1962 .....	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1963 .....	39	2	129	510	226	521	355	302	73	823	428
1964 .....	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1965 .....	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1966 .....	39	2	160	1.146	322	1.148	482	507	117	1.655	599
1967 .....	39	3	200	1.383	406	1.386	606	637	128	2.023	734
1968 .....	39	3	220	1.707	474	1.709	695	835	146	2.544	841
1969 .....	39	2	233	2.005	585	2.007	818	1.161	177	3.168	995
1968 3 <sup>e</sup> trimestre .....	39	3	221	1.647	480	1.650	701	829	143	2.479	844
4 <sup>e</sup> trimestre .....	39	2	191	1.861	547	1.863	738	930	166	2.793	904
1969 1 <sup>er</sup> trimestre .....	39	3	234	1.854	559	1.857	793	998	166	2.855	959
2 <sup>e</sup> trimestre .....	39	2	181	1.959	571	1.961	752	1.137	171	3.098	923
3 <sup>e</sup> trimestre .....	39	2	207	1.998	601	2.000	808	1.160	177	3.160	985
4 <sup>e</sup> trimestre .....	39	2	311	2.209	607	2.211	918	1.347	197	3.558	1.115
1970 1 <sup>er</sup> trimestre .....	39	3	273	2.552	603	2.555	876	1.406	195	3.961	1.071
1968 Octobre .....	39	3	212	1.906	566	1.909	778	955	177	2.864	955
Novembre .....	39	2	174	1.643	512	1.645	686	830	146	2.475	832
Décembre .....	39	2	188	2.034	562	2.036	750	1.006	174	3.042	924
1969 Janvier .....	39	3	168	1.939	623	1.942	791	1.009	173	2.951	964
Février .....	39	2	267	1.745	535	1.747	802	942	163	2.689	965
Mars .....	39	3	267	1.878	519	1.881	786	1.043	161	2.924	947
Avril .....	39	2	182	1.987	517	1.989	699	1.144	162	3.133	861
Mai .....	39	2	179	1.856	582	1.858	761	1.080	162	2.938	923
Juin .....	39	2	182	2.033	613	2.035	795	1.189	191	3.224	986
Juillet .....	39	2	158	2.101	600	2.103	758	1.225	185	3.328	943
Août .....	39	2	173	1.774	602	1.776	775	1.028	153	2.804	928
Septembre .....	39	2	291	2.119	601	2.121	892	1.227	192	3.348	1.084
Octobre .....	39	3	414	2.305	665	2.308	1.079	1.373	213	3.681	1.292
Novembre .....	39	2	213	1.943	545	1.945	758	1.169	165	3.114	923
Décembre .....	39	2	305	2.380	611	2.382	916	1.498	213	3.880	1.129
1970 Janvier .....	39	3	346	2.424	612	2.427	958	1.443	196	3.870	1.154
Février .....	39	2	232	2.531	578	2.533	810	1.322	186	3.855	996
Mars .....	39	3	243	2.701	618	2.704	861	1.452	202	4.156	1.063

<sup>1</sup> Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV<sup>e</sup> année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII<sup>e</sup> année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1<sup>er</sup> janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 3, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ».

## XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

### 1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte							Avances en compte courant et prêts sur *				
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B. représentatives		Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	Certificats de trésorerie émis au taux de 1 15/16 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 366 jours <sup>1</sup>	autres effets publics <sup>2</sup>	
		d'importations	d'exportations		domiciliées en banque	non domiciliées en banque						
1962 22 mars .....	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25	
9 août .....	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—	
6 décembre .	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	5,—	—	3,50	4,—	5,—	
1963 18 juillet ....	4,—	4,—	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,—	4,50	5,50	
31 octobre ...	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,50	5,25	6,25	
1964 4 février ....	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,75	5,50	6,50	
3 juillet ....	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,—	5,50	6,50	
18 décembre .	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,25	5,75	6,50	
1966 2 juin .....	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	5,75	6,25	7,—	
27 octobre ...	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	7,—	
1967 2 février ....	5,—	5,—	4,50	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	6,75	
23 mars .....	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	—	6,—	6,25	6,50	
20 avril .....	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	—	5,75	6,—	6,50	
11 mai .....	4,50	4,50	4,—	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,50	5,75	6,25	
14 septembre .	4,25	4,25	3,75	5,—	5,50	6,—	6,—	—	5,25	5,50	6,—	
26 octobre ...	4,—	4,—	3,50	4,75	5,25	5,75	5,75	—	5,—	5,25	5,75	
1968 7 mars .....	3,75	3,75	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,75	5,—	5,50	
19 décembre .	4,50	4,50	4,—	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,50	5,75	6,25	
1969 1 janvier ...	4,50	4,50	pays de la C.E.E.	4,50	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,50	5,75	6,25
			autres pays	4,—								
6 février ....	4,50	4,50	4,50	4,—	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,75	6,—	6,25
6 mars .....	5,—	5,—	5,—	4,50	5,75	6,25	7,—	7,—	—	6,50	6,75	7,—
10 avril .....	5,50	5,50	5,50	5,—	6,25	6,75	7,50	7,50	—	7,—	7,25	7,50
29 mai .....	6,—	6,—	6,—	5,50	6,75	7,25	8,—	8,—	—	7,50	7,75	8,—
31 juillet ....	7,—			9,—				—	8,50	8,75	9,—	
18 septembre	7,50			9,50				—	9,—	9,25	9,50	

\* Quotité de l'avance au 31 mars 1970

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours <sup>1</sup> ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note <sup>2</sup>) ..... max. 80 %

<sup>1</sup> Durée maximum portée à 374 jours à partir du 20 décembre 1967.

<sup>2</sup> Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

**XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT  
AU JOUR LE JOUR**

**XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE  
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

Moyennes <sup>1</sup>	A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme <sup>2</sup>			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes <sup>3</sup>		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication <sup>7</sup>			
		1 mois	2 mois	3 mois	4 6	5 6		6 mois	9 mois	12 mois	
1963 .....	2,31										
1964 .....	3,35										
1965 .....	3,17	1966 .....	5,35	5,60	5,85	6,15	5,48	1965 14 déc.	5,30	5,45	5,50
1966 .....	3,88	1967 .....	3,80	4,10	4,40	4,90	5,56	1966 13 déc.	6,05	6,10	6,25
1967 .....	3,19	1968 .....	4,00	4,50	5,00	5,25	4,44	1967 12 déc.	5,00	5,10	5,15
1968 .....	2,84	1969 .....	7,50	8,00	8,50	8,75	7,14	1968 10 déc.	5,25	5,30	5,30
1969 .....	5,40	1969 Avril ..	5,50	5,80	6,10	6,30	6,27	1969 9 déc.	8,80	8,80	8,80
1969 Mars .....	3,47	Mai ...	5,55	5,90	6,25	6,45	6,35	1969 13 mai	6,50	6,70	6,70
Avril .....	3,75	Juin ..	5,85	6,20	6,55	6,80	6,63	10 juin	6,65	*	*
Mai .....	4,25	Juillet ..	6,50	7,00	7,50	7,75	7,47	8 juill.	7,00	*	7,10
Juin .....	4,28	Août ..	6,75	7,25	7,75	8,00	7,85	12 août	8,00	*	*
Juillet .....	6,39	Sept. .	7,50	8,00	8,50	8,75	8,21	9 sept.	8,30	*	8,30
Août .....	7,10	Oct. ...	7,50	8,00	8,50	8,75	8,75	14 oct.	8,80	*	8,80
Septembre .....	7,48	Nov. ..	7,50	8,00	8,50	8,75	8,75	13 nov.	8,80	8,80	8,80
Octobre .....	6,66	Déc. ..	7,50	8,00	8,50	8,75	8,75	9 déc.	8,80	8,80	8,80
Novembre .....	6,89	1970 Janv. .	7,50	8,00	8,50	8,70	8,72	1970 13 jan.	8,75	8,75	8,75
Décembre .....	6,07	Févr. .	7,40	7,80	8,25	8,50	8,59	10 fév.	8,70	*	8,70
1970 Janvier .....	5,75	Mars .	7,25	7,65	8,10	8,35	8,37	10 mars	8,50	*	8,50
Février .....	6,44	Avril .	7,20	7,60	8,05	8,30	8,30	14 avril	8,40	8,40	8,40
Mars .....	6,65										

<sup>1</sup> Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre des protocoles dressés en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ces protocoles.)

Jusqu'à fin décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

<sup>2</sup> Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 8238).

<sup>3</sup> Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches, (10.000, 5.000 et 4.826 millions) portant intérêt au taux de 8,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 31-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.

<sup>4</sup> Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

<sup>5</sup> Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires de l'année ou du mois.

<sup>6</sup> Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

<sup>7</sup> Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).

\* Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES <sup>1</sup>**

Dates des changements	Comptes de dépôts à				
	vue	15 jours de préavis <sup>2</sup>	Terme <sup>2</sup>		
			1 mois	3 mois	6 mois
1960 1 <sup>er</sup> janvier .....	0,50	1,05	1,90	3,00	3,10
4 août .....	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60
1961 24 août .....	0,50	1,50	2,65	3,30	3,45
28 décembre .....	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30
1962 18 janvier .....	0,50	1,15	2,15	3,00	3,15
26 mars .....	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90
9 août .....	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70
1963 6 novembre .....	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50
1964 23 mars .....	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80
13 juillet .....	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00
1966 1 <sup>er</sup> juillet .....	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30
1967 1 <sup>er</sup> mai .....	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10
1968 1 <sup>er</sup> janvier .....	0,50	1,25	2,70	3,40	4,00
8 avril .....	0,50	1,00	2,20	3,00	3,50
1969 15 février .....	0,50	1,25	2,70	3,50	4,00
1 <sup>er</sup> avril .....	0,50	1,50	3,20	4,00	4,50
10 juin .....	0,50	2,00	4,00	4,75	5,25
1 <sup>er</sup> septembre .....	0,50	2,50	4,50	5,25	5,50
10 novembre .....	0,50	3,00	5,00	6,00	6,25

<sup>1</sup> Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

<sup>2</sup> De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques.

**XIX - 5. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES  
A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

Dates des changements	1 <sup>re</sup> tranche <sup>1</sup>		2 <sup>e</sup> tranche <sup>2</sup>	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité <sup>3</sup>	Taux d'intérêt	Prime de fidélité <sup>3</sup>
1963 1 <sup>er</sup> janvier .....	2,75	0,275	2,00	0,20
1 <sup>er</sup> mai .....	3,00	0,30	2,00	0,20
1964 1 <sup>er</sup> janvier .....	3,00	0,40	2,00	0,30
1965 1 <sup>er</sup> janvier .....	3,00	0,50	2,00	0,40
1969 16 avril .....	3,00	0,75	2,00	0,60
10 juin .....	3,00	1,00	2,00	1,00
1970 1 <sup>er</sup> janvier .....	3,50	1,00	2,50	1,00

<sup>1</sup> Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à : 250.000 F pour la période du 1-1-1958 au 31-12-1964; 350.000 F pour la période du 1-1-1965 au 31-12-1966; 500.000 F à partir du 1-1-1967.

<sup>2</sup> Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant les limites décrites au <sup>1</sup>.

<sup>3</sup> La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret durant l'année civile entière (à partir de 1965 : entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année).

**XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,  
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES \***

Début de période	Emprunts émis avant le 1 <sup>er</sup> décembre 1962					Emprunts émis après le 1 <sup>er</sup> décembre 1962					Taux moyen pondéré <sup>2</sup>
	Dette unifiée (rendement eu égard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans <sup>1</sup>		Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans <sup>1</sup>			
		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes		
										4 à 5,50 %	
1960 .....	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11	—	—	—	—	—
1961 .....	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89	—	—	—	—	—
1962 .....	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64	—	—	—	—	—
1963 .....	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94	—	—	—	—	—
1964 .....	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	—	—	5,98	5,95	5,98
1965 .....	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,83	—	—	6,43	6,55	6,47
1966 .....	4,06	5,35	5,46	5,66	5,64	5,54	—	—	6,45	6,54	6,49
1967 .....	4,07	5,83	5,82	5,85	5,84	5,84	—	—	6,76	6,81	6,80
1968 .....	4,06	5,67	5,56	5,70	5,70	5,66	—	—	6,58	6,68	6,64
1969 Janvier .....	4,06	5,82	5,37	5,58	5,76	5,69	6,61	6,62	6,65	6,71	6,69
Février .....	4,06	5,87	5,45	5,64	5,81	5,74	6,65	6,63	6,71	6,75	6,74
Mars .....	4,06	5,94	5,56	5,66	5,86	5,80	6,69	6,72	6,76	6,79	6,79
Avril .....	4,06	6,01	5,58	5,68	5,91	5,86	6,68	6,71	6,84	6,84	6,85
Mai .....	4,06	6,44	5,85	5,90	6,04	6,15	6,83	6,78	7,06	7,07	7,06
Juin .....	4,07	6,49	6,03	5,94	6,18	6,24	6,73	6,92	7,19	7,21	7,18
Juillet .....	4,07	6,50	6,13	5,95	6,16	6,26	6,72	6,99	7,16	7,38	7,23
Août .....	4,07	6,55	6,23	5,96	6,16	6,29	6,68	6,82	7,22	7,41	7,26
Septembre .....	4,07	6,58	6,28	6,00	6,28	6,35	6,76	6,80	7,37	7,55	7,41
Octobre .....	4,08	7,17	6,79	6,44	6,54	6,81	7,02	7,21	7,86	8,25	7,98
Novembre .....	4,09	7,25	6,94	6,45	6,71	6,91	7,16	8,05	7,82	8,26	7,97
Décembre .....	4,09	7,12	6,75	6,25	6,66	6,79	7,43	7,94	7,73	8,21	7,91
1970 Janvier .....	4,09	7,09	6,75	6,19	6,68	6,78	7,37	7,96	7,80	8,20	7,93
Février .....	4,09	6,99	6,76	6,09	6,65	6,69	7,29	7,69	7,82	8,18	7,91
Mars .....	4,09	6,81	6,71	6,02	6,60	6,59	7,03	7,40	7,65	7,99	7,76
Avril .....	4,09	6,80	6,73	5,93	6,61	6,59	6,99	7,48	7,64	7,97	7,75

\* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vis, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

<sup>1</sup> Non compris les emprunts perpétuels. — <sup>2</sup> Y compris les emprunts de sociétés à plus de 5 ans.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXI<sup>e</sup> année, vol. I, n<sup>o</sup> 2, février 1966.

**Références bibliographiques :** *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI<sup>e</sup> année, vol. I, n<sup>o</sup> 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII<sup>e</sup> année, vol. I, n<sup>o</sup> 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXII<sup>e</sup> année, vol. II, n<sup>o</sup> 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV<sup>e</sup> année, vol. I, n<sup>o</sup> 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII<sup>e</sup> année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1<sup>er</sup> janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

# XX. — BANQUES D'EMISSIONS ETRANGERES

## 1. — TAUX D'ESCOMPTE \*

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande-Bretagne		Italie		Pays-Bas		Canada		Suisse		
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	
Taux en vigueur au 31-12-1960		4,—		3,—		3,50		5,—		3,50		3,50		2		2,—	
1961 Janvier	20	3,50															
Mai .....	5	3,—															
Juillet .....							25	7,—									
Octobre ..							5	6,50									
Novembre .							2	6,—									
1962 Mars .....							8	5,50									
Mars .....							22	5,—									
Avril .....							26	4,50			25	4,—		26	6,—		
Juin .....													10	5,50			
Septembre .													12	5,—			
Octobre ..													13	4,—			
Novembre .																	
1963 Janvier ...								3	4,—			8	3,50				
Mai .....														6	3,50		
Juillet ....			17	3,50										11	4,—		
Août .....																	
Novembre .					14	4,—											
1964 Janvier ...												6	4,—				
Février ...								27	5,—								
Juin .....											4	4,50					
Juillet ....															3	2,50	
Novembre .			24	4,—				23	7,—				23	4,25			
1965 Janvier ...	22	3,50															
Avril .....					9	3,50											
Juin .....							3	6,—									
Août .....	13	4,—															
Décembre ..			6	4,50									6	4,75			
1966 Mars .....													14	5,25			
Mai .....	27	5,—									2	5,—					
Juillet ....							14	7,—							6	3,50	
1967 Janvier ...	6	4,50						26	6,50				30	5,—			
Février ...	17	4,—															
Mars .....								16	6,—		15	4,50		7	4,50		
Avril .....	14	3,50	7	4,—				4	5,50								
Mai .....	12	3,—													10	3,—	
Juillet ....																	
Septembre .													28	5,—			
Octobre ..								19	6,—								
Novembre .								9	6,50								
Novembre .			20	4,50				18	8,—					20	6,—		
1968 Janvier ...														22	7,—		
Mars .....			22	5,—				21	7,50					15	7,50		
Avril .....			19	5,50													
Juillet ....					4	5,—							2	7,—			
Juillet ....													29	6,50			
Août .....			30	5,25													
Septembre .								19	7,—					3	6,—		
Novembre .					13	6,—											
Décembre ..			18	5,50								20	5,—	18	6,50		
1969 Février ...								27	8,—								
Mars .....														3	7,—		
Avril .....	18	4,—	4	6,—							9	5,50					
Juin .....	20	5,—			13	7,—								11	7,50		
Juillet ....														16	8,—		
Août .....										1	5,— <sup>3</sup>						
Septembre	11	6,—							14	5,50 <sup>4</sup>	4	6,00				15	3,75
Octobre ..					8	8,—											
1970 Mars .....	9	7,50						5	7,50	9	7,00 <sup>5</sup>						
Avril .....								15	7,00								

\* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Federal Reserve Bank of New York.

2 Entre le 1-11-1950 et le 26-6-1962, le taux de la Banque du Canada était ajusté une fois par semaine en fonction de l'évolution du taux moyen des bons du Trésor.

3 Le taux de 3,5 % qui était en vigueur du 7 juin 1958 au 30 juin 1969 pour toutes les opérations, est maintenu pour les établissements de crédit qui auront fait recours au réescompte pour un montant inférieur aux cinq pour cent de leurs réserves bancaires obligatoires, pendant le semestre de calendrier précédant celui de l'opération. A partir du 1er juillet 1969, le taux d'escompte s'appliquant aux établissements de crédit qui auront dépassé cette limite est majoré de 1,50 pour cent.

4 A partir du 14 août 1969 la majoration de 1,50 pour cent s'applique à un taux d'escompte de base de 4 % au lieu de 3,50 %.

5 A partir du 9 mars 1970 la majoration de 1,50 pour cent s'applique à un taux d'escompte de base de 5,50 %.



**XX - 2. — BANQUE DE FRANCE**

(millions de francs français)

(Ancienne présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre
<b>ACTIF</b>				
Encaisse or .....	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger .....	17.448	20.665	22.415	23.824
Avances au Fonds de Stabilisation des changes <sup>1</sup> .....	2.627	3.370	4.716	5.200
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna-</i> <i>tional</i> .....	2.263	3.096	4.405	4.926
<i>Autres opérations</i> .....	364	274	311	274
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B. ....	630	589	1.471	1.471
Monnaies divisionnaires .....	28	24	22	30
Comptes courants postaux .....	911	920	1.135	1.221
Prêts à l'Etat <sup>2</sup> .....	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat <sup>3</sup> .....	3.316	3.546	1.682	3.427
Portefeuille d'escompte .....	20.007	18.606	19.053	16.010
Effets représentatifs de crédits à court terme :				
<i>Effets escomptés sur la France</i> .....	7.030	6.173	6.925	7.038
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i> .....	...	...	...	...
<i>Effets garantis par l'Office des</i> <i>céréales</i> <sup>4</sup> .....	575	669	612	141
<i>Obligations cautionnées</i> .....	—	...	...	1.332
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :				
<i>Prêts spéciaux à la construction</i> .....	} 12.402	6.819	6.188	4.050
<i>Autres crédits à moyen terme</i> .....		4.945	5.328	3.449
Effets négociables achetés en France <sup>5</sup> ...	3.220	4.546	6.183	8.840
Avances à 30 jours sur effets publics ...	72	32	5	12
Avances sur titres .....	71	88	91	99
Avances sur or .....	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement .....	1.656	1.689	1.465	1.368
Divers .....	1.468	1.497	1.142	1.373
Total ...	<b>61.226</b>	<b>65.344</b>	<b>69.152</b>	<b>72.647</b>
<b>PASSIF</b>				
Engagements à vue :				
Billets au porteur en circulation .....	55.781	59.544	64.170	67.627
Comptes créditeurs .....	3.479	3.668	3.272	3.066
<i>Comptes courants du Trésor public</i> ...	1	...	...	...
<i>Comptes des banques, institutions et</i> <i>personnes étrangères</i> .....	238	426	169	226
<i>Comptes courants des banques et</i> <i>institutions financières françaises</i> .	1.789	1.807	1.721	1.345
<i>Autres comptes courants et de</i> <i>dépôts de fonds; dispositions et</i> <i>autres engagements à vue</i> .....	1.451	1.435	1.382	1.495
Capital de la Banque .....	250	250	250	250
Divers .....	1.716	1.882	1.460	1.704
Total ...	<b>61.226</b>	<b>65.344</b>	<b>69.152</b>	<b>72.647</b>

<sup>1</sup> Convention du 27 juin 1949.

<sup>2</sup> Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 8 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

<sup>3</sup> Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

<sup>4</sup> Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

<sup>5</sup> Décret du 17 juin 1968.

## XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

(Nouvelle présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1969 6 mars	1970 5 mars	1969 10 avril	1970 9 avril
<b>ACTIF</b>							
Encaisse or .....	4.322	4.322	4.862	4.322	4.862	4.322	4.862
Disponibilités à vue à l'étranger .....	25.618	16.356	15.238	15.860	15.587	14.960	15.840
Avances au Fonds de Stabilisation des changes <sup>1</sup> .....	4.683	1.216	1.368	1.216	2.287	1.216	2.287
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna-     tional</i> .....	4.423	1.216	1.368	1.216	1.368	1.216	1.368
<i>Autres opérations</i> .....	260	...	...	...	919	...	919
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B. ....	1.380	1.290	1.341	1.244	1.290	1.244	1.290
Monnaies divisionnaires .....	7	32	44	32	134	20	91
Comptes courants postaux .....	1.194	1.514	252	278	310	374	369
Prêts à l'Etat <sup>2</sup> .....	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat <sup>3</sup> .....	3.153	3.368	2.899	3.452	3.452	3.452	3.452
Portefeuille d'escompte .....	25.185	36.468	37.546	41.687	37.730	42.328	40.266
Mobilisation de créances sur la France							
Effets représentatifs de crédits à court terme :							
<i>Obligations cautionnées</i> .....	1.810	839	901	3.546	1.033	3.378	2.725
<i>Effets garantis par l'Office des céréa-     les</i> <sup>4</sup> .....	1.859	2.930	2.907	2.385	2.134	1.896	1.750
<i>Autres effets sur la France</i> .....	7.697	10.643	8.278	10.530	8.368	10.545	8.201
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :							
<i>Prêts spéciaux à la construction</i> .....	2.565	4.751	4.707	6.194	4.287	7.001	5.040
<i>Autres crédits à moyen terme</i> .....	2.249	4.335	6.632	5.157	6.133	5.226	6.249
Mobilisation de créances sur l'étranger							
<i>Effets représentatifs de crédits à   court terme</i> .....	4.722	7.760	7.310	8.471	8.648	8.765	9.112
<i>Effets de mobilisation de créances à   moyen terme</i> .....	4.283	5.210	6.811	5.404	7.127	5.517	.189
Effets négociables achetés en France <sup>5</sup> ...	3.443	12.251	22.499	9.491	16.055	11.721	14.075
Avances à 30 jours sur effets publics ...	212	—	—	—	—	—	—
Avances sur titres .....	86	142	130	146	139	150	65
Effets en cours de recouvrement .....	1.638	3.375	2.806	1.793	1.490	1.413	1.092
Divers .....	1.815	5.432	2.082	3.883	1.599	4.540	1.590
Total ...	<b>78.186</b>	<b>91.216</b>	<b>96.517</b>	<b>88.854</b>	<b>90.385</b>	<b>91.190</b>	<b>90.729</b>
<b>PASSIF</b>							
Engagements à vue :							
Billets au porteur en circulation .....	70.508	72.194	72.398	70.695	70.493	71.660	71.595
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	3.606	7.056	5.262	7.365	5.110	6.941	5.416
Autres comptes créditeurs .....	1.761	5.074	12.133	5.617	10.812	6.730	9.631
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	...	1	1	1	1	1	1
<i>Comptes des banques, institutions et     personnes étrangères</i> .....	246	3.405	9.727	2.452	8.264	2.592	7.384
<i>Autres comptes courants et de dépôts     de fonds; dispositions et autres     engagements à vue</i> .....	1.515	1.668	2.405	3.164	2.547	4.137	2.246
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des changes - Contrepartie des alloca- tions de droits de tirage spéciaux .....	—	—	—	—	919	—	919
Plus-value de réévaluation 1969 <sup>6</sup> .....	—	—	2.351	—	—	—	—
Capital de la Banque .....	250	250	250	250	250	250	250
Divers .....	2.061	6.642	4.123	4.927	2.801	5.609	2.918
Total ...	<b>78.186</b>	<b>91.216</b>	<b>96.517</b>	<b>88.854</b>	<b>90.385</b>	<b>91.190</b>	<b>90.729</b>

<sup>1</sup> Convention du 27 juin 1949.

<sup>2</sup> Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 8 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

<sup>3</sup> Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

<sup>4</sup> Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

<sup>5</sup> Décret du 17 juin 1938.

<sup>6</sup> Convention du 4 décembre 1969 approuvée par la loi du 24 décembre 1969.

**XX . 3. — BANK OF ENGLAND**

(millions of £)

	1966 February 28	1967 February 28	1968 February 28	1969 February 28	1969 March 5	1970 March 4	1969 April 9	1970 April 8
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	-----------------	-----------------	-----------------	-----------------

**ISSUE DEPARTMENT**

Government Debt .....	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities .....	2.788	2.888	3.038	3.188	3.188	3.225	3.288	3.313
Other Securities .....	1	1	1	1	1	64	1	51
Coin other than Gold Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue .....	2.800	2.900	3.050	3.200	3.200	3.300	3.300	3.375
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total ...</b>	<b>2.800</b>	<b>2.900</b>	<b>3.050</b>	<b>3.200</b>	<b>3.200</b>	<b>3.300</b>	<b>3.300</b>	<b>3.375</b>

Notes Issued :								
In Circulation .....	2.784	2.869	3.016	3.140	3.152	3.244	3.249	3.358
In Banking Department .....	16	31	34	60	48	56	51	17
<b>Total ...</b>	<b>2.800</b>	<b>2.900</b>	<b>3.050</b>	<b>3.200</b>	<b>3.200</b>	<b>3.300</b>	<b>3.300</b>	<b>3.375</b>

**BANKING DEPARTMENT**

Government Securities .....	380	458	526	486	460	250	491	366
Other Securities :								
Discounts and Advances .....	70	93	88	70	74	145	94	27
Securities .....	28	27	31	89	104	69	95	112
Notes .....	16	31	34	60	48	56	51	17
Coin .....	1	1	1	1	1	2	1	2
<b>Total ...</b>	<b>495</b>	<b>610</b>	<b>680</b>	<b>706</b>	<b>687</b>	<b>522</b>	<b>732</b>	<b>524</b>

Capital .....	15	15	15	14	15	15	15	15
Rest .....	4	4	4	4	4	4	3	3
Public Deposits .....	13	12	13	12	14	11	16	13
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts) .....								
Special Deposits .....	97	201	218	231	231	220	225	206
Other Deposits :								
Bankers .....	272	268	302	301	280	141	327	160
Other Accounts .....	94	110	128	144	143	131	146	127
<b>Total ...</b>	<b>495</b>	<b>610</b>	<b>680</b>	<b>706</b>	<b>687</b>	<b>522</b>	<b>732</b>	<b>524</b>

**XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS <sup>1</sup>**

(millions of \$)

	1965 December 31	1966 December 31	1967 December 31	1968 December 31	1969 March 5	1970 March 4	1969 April 9	1970 April 8
<b>ASSETS</b>								
Gold certificate account .....	13.436	12.674	11.481	10.026	10.025	11.045	10.025	11.045
Special Drawing Rights certificate account	—	—	—	—	—	300	—	400
Cash .....	129	298	360	207	230	207	205	190
Discounts and advances .....	137	173	141	188	745	451	658	445
Acceptances :								
Bought outright .....	75	69	75	58	51	56	52	58
Held under repurchase agreement .....	112	124	89	...	...	...	...	...
Federal agency obligations :								
Held under repurchase agreement .....	—	34	38	...	...	...	...	...
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills .....	9.100	11.803	15.975	18.756	17.810	20.176	17.533	20.676
Certificates .....	...	4.351	...	...	...	...	519	...
Notes .....	24.828	21.302	26.918	28.706	29.926	32.073	30.046	32.073
Bonds .....	6.550	6.199	6.087	5.475	4.340	2.815	4.387	2.815
Total bought outright ...	40.478	43.655	48.980	52.937	52.076	55.064	52.485	55.564
Held under repurchase agreement .....	290	627	132	...	...	...	...	...
Total U.S. Government securities ...	40.768	44.282	49.112	52.937	52.076	55.064	52.485	55.564
Total loans and securities .....	41.092	44.682	49.455	53.183	52.872	55.571	53.195	56.067
Cash items in process of collection .....	6.915	7.879	8.465	9.417	9.442	9.957	8.735	10.017
Bank premises .....	103	107	112	113	114	116	114	118
Other assets .....	977	1.418	2.153	2.894	2.561	1.891	2.672	2.055
Total assets ...	<b>62.652</b>	<b>67.058</b>	<b>72.026</b>	<b>75.840</b>	<b>75.244</b>	<b>79.087</b>	<b>74.946</b>	<b>79.892</b>
<b>LIABILITIES</b>								
Federal Reserve notes .....	37.074	39.339	41.642	44.726	43.185	45.816	43.802	46.491
Deposits :								
Member bank reserves .....	18.447	19.794	20.999	21.773	22.307	21.583	21.739	21.940
U.S. Treasurer - general account .....	668	416	1.123	703	355	1.058	7	1.009
Foreign .....	150	174	135	216	149	174	152	144
Other .....	355	588	663	747	498	764	559	901
Total deposits ...	19.620	20.972	22.920	23.439	23.309	23.579	22.457	23.994
Deferred availability cash items .....	4.667	5.369	5.972	6.020	6.805	7.488	6.660	7.172
Other liabilities and accrued dividends ...	189	238	296	395	422	552	429	511
Total liabilities ...	<b>61.550</b>	<b>65.918</b>	<b>70.830</b>	<b>74.580</b>	<b>73.721</b>	<b>77.435</b>	<b>73.348</b>	<b>78.168</b>
<b>CAPITAL ACCOUNTS</b>								
Capital paid in .....	551	570	598	630	637	679	644	681
Surplus .....	551	570	598	630	630	669	630	669
Other capital accounts .....	...	...	...	...	256	304	324	374
Total liabilities and capital accounts ...	<b>62.652</b>	<b>67.058</b>	<b>72.026</b>	<b>75.840</b>	<b>75.244</b>	<b>79.087</b>	<b>74.946</b>	<b>79.892</b>
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents .....	144	191	156	109	99	159	122	174

<sup>1</sup> Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

**XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK**

(miljoenen guldens)

	1965 31 december	1966 31 december	1967 31 december	1968 31 december	1969 10 maart	1970 9 maart	1969 8 april	1970 6 april
<b>ACTIVA</b>								
Goud .....	6.327	6.234	6.166	6.115	6.117	6.232	6.116	6.232
Vorderingen en geldwaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten .....	1.096	1.119	2.023	984	875	1.300	911	1.340
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens .....	44	53	50	19	12	4	16	3
Bijzondere trekkingsrechten in het I.M.F. .....	—	—	—	—	—	346	—	346
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto .....	7	78	203	211	60	139	13	148
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 <sup>o</sup> van de Bankwet 1948) .....	704	1.139	895	1.613	1.494	1.276	1.452	1.306
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen) .....	157	234	283	418	426	699	597	402
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten .....	30	22	20	28	30	44	29	54
Belegging van kapitaal en reserves .....	164	162	183	226	227	264	227	264
Gebouwen en inventaris .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Diverse rekeningen .....	15	20	24	21	16	17	53	48
Totaal ...	<b>8.544</b>	<b>9.061</b>	<b>9.847</b>	<b>9.635</b>	<b>9.257</b>	<b>10.321</b>	<b>9.414</b>	<b>10.143</b>

**PASSIVA**

Bankbiljetten in omloop .....	7.682	8.245	8.558	8.703	8.444	8.913	8.715	9.028
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen .....	525	437	873	472	369	536	296	337
's Rijks schatkist .....	394	326	775	394	302	482	235	267
Banken in Nederland .....	91	76	43	31	9	10	20	23
Andere ingezetenen .....	40	35	55	47	58	44	41	47
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen .....	64	56	57	61	52	61	61	66
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	57	50	48	42	45	50	55	53
Andere niet-ingezetenen .....	7	6	9	19	7	11	6	13
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten .....	13	13	13	7	7	5	7	4
Tegenwaarde toegewezen bijzondere trek- kingsrechten in het I.M.F. ....	—	—	—	—	—	316	—	316
Kapitaal .....	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves .....	163	171	209	244	209	244	209	244
Diverse rekeningen .....	77	119	117	128	156	226	106	128
Totaal ...	<b>8.544</b>	<b>9.061</b>	<b>9.847</b>	<b>9.635</b>	<b>9.257</b>	<b>10.321</b>	<b>9.414</b>	<b>10.143</b>

N. B. -- Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte muntbiljetten .....

71	72	34	24	22	17	22	17
----	----	----	----	----	----	----	----

**XX - 6. — BANCA D'ITALIA**

(miliardi di lire)

	1966 dicembre	1967 dicembre	1968 dicembre	1969 dicembre p	1968 novembre	1969 novembre	1969 gennaio	1970 gennaio p
Oro in cassa .....	1.509	1.500	1.827	1.847	1.779	1.847	1.827	1.860
Cassa <sup>1</sup> .....	35	44	37	40	35	27	36	30
Portafoglio <sup>2</sup> .....	939	1.243	1.333	1.652	904	1.254	1.205	1.414
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni <sup>3</sup> .....	664	1.209	1.337	1.643	892	1.099	897	794
Prorogati pagamenti .....	95	...	...	...	...	...	...	...
Ufficio italiano dei cambi .....	2.129	2.474	2.086	1.626	2.165	1.599	2.007	1.380
Disponibilita in divisa all'estero .....	—	—	...	...	...	...	...	...
Titoli emessi o garantiti dallo Stato <sup>4</sup> ...	619	747	1.035	2.447	640	2.150	930	2.561
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi .....	241	365	531	670	436	684	536	805
Anticipazioni straordinarie al Tesoro .....	339	339	339	339	339	339	339	339
C/c servizio tesoreria .....	537	166	287	...	539	...	470	413
Servizi diversi per conto dello Stato .....	59	61	91	138	65	121	97	141
Spese .....	133	157	179	206	114	125	5	7
<b>Totale attivo ...</b>	<b>7.299</b>	<b>8.305</b>	<b>9.082</b>	<b>10.608</b>	<b>7.908</b>	<b>9.245</b>	<b>8.349</b>	<b>9.744</b>
Circolazione dei biglietti <sup>5</sup> .....	4.595	5.126	5.390	6.100	4.742	5.331	4.873	5.572
Vaglia, assegni e debiti a vista <sup>6</sup> .....	62	52	110	105	46	41	49	78
Conti correnti liberi .....	172	256	186	87	46	40	57	80
Conti correnti vincolati .....	1.933	2.162	2.425	2.784	2.362	2.711	2.606	2.914
Creditori diversi .....	391	537	775	1.190	582	920	743	1.069
C/c servizio tesoreria .....	...	...	...	113	...	59	...	...
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario .....	8	9	9	10	9	10	9	10
Fondo di riserva straordinario .....	5	6	7	7	6	7	7	8
Rendite .....	133	157	180	212	115	126	5	7
Utile provvisorio del precedente esercizio .	—	—	—	—	—	—	—	6
<b>Totale passivo e patrimonio ...</b>	<b>7.299</b>	<b>8.305</b>	<b>9.082</b>	<b>10.608</b>	<b>7.908</b>	<b>9.245</b>	<b>8.349</b>	<b>9.744</b>
Depositanti di titoli e valori .....	6.338	7.340	8.089	11.378	7.126	9.538	7.704	10.561
<sup>1</sup> Comprese monete di Stato .....	22	24	14	11	16	13	17	14
<sup>2</sup> Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :								
— aziende di credito .....	414	441	506	556	501	545	509	561
— istituti speciali .....	314	335	324	349	320	345	325	350
<sup>3</sup> Comprese anticipazioni a :								
— aziende di credito .....	661	1.208	1.332	1.624	887	1.075	891	770
— privati .....	1	1	6	20	5	24	6	24
<sup>4</sup> Compresi BOT .....	108	153	80	337	83	374	40	321
<sup>5</sup> Compresi biglietti presso il Tesoro .....	1	2	2	n.d.	2	1	2	n.d.
<sup>6</sup> Compresi vaglia e assegni .....	27	28	20	20	21	26	22	24

**XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK**

(Millionen DM)

	1966 31. Dezember	1967 31. Dezember	1968 31. Dezember	1969 31. Dezember	1969 7. März	1970 6. März	1969 8. April	1970 7. April
<b>AKTIVA</b>								
Gold .....	16.905	16.647	17.881	14.700	17.888	14.697	17.887	14.697
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland .....	9.775	10.353	11.503	5.693	5.803	7.488	5.214	7.896
Sonstige Geldanlagen im Ausland und Forderungen an das Ausland .....	—	1.000	3.715	4.200	3.700	2.200	4.200	2.214
Sonderziehungsrechte .....	—	—	—	—	—	738	—	811
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	1.084	1.953	3.134	3.445	3.710	3.225	4.284	2.899
Deutsche Scheidemünzen .....	166	200	191	138	243	190	214	161
Postcheckguthaben .....	425	418	470	451	188	175	212	239
Inlandswechsel .....	5.031	2.922	2.139	11.425	6.233	16.848	7.583	16.840
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen .....	711	...	5	578	...	440	510	223
Lombardforderungen .....	938	950	875	2.797	890	2.733	375	3.651
Kassenkredite .....	1.164	2.220	1.344	1.974	2	1.351	...	...
Wertpapiere .....	1.095	2.317	1.688	1.081	1.215	1.105	1.210	1.143
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung .....	7.804	6.438	6.148	6.653	6.508	7.267	6.924	7.273
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen .....	3.741	3.639	4.053	1.173	3.960	1.172	3.810	1.200
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	2.462	1.534	783	722	768	722	737	691
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite .....	3.256	2.448	3.969	1.699	3.664	1.873	3.402	1.873
<i>darunter : a) an I.W.F.</i> .....	1.390	670	2.082	...	1.678	...	1.678	...
<i>b) an Weltbank</i> .....	1.446	1.447	1.644	1.544	1.743	1.718	1.481	1.718
<i>c) aus der Abwicklung der     E.Z.U.</i> .....	420	331	243	155	243	155	243	155
Ausgleichsbedarf für Neubewertung der Gold- und Devisenpositionen .....	—	—	—	...	—	—	—	—
Sonstige Aktiva .....	357	830	813	2.017	402	670	443	547
	<b>54.914</b>	<b>53.869</b>	<b>58.711</b>	<b>58.696</b>	<b>55.174</b>	<b>62.894</b>	<b>57.010</b>	<b>62.353</b>
<b>PASSIVA</b>								
Banknotenumlauf .....	30.770	31.574	32.499	34.617	31.223	33.272	32.356	32.385
Einlagen von .....	19.784	17.628	21.255	21.089	18.575	25.791	19.817	26.315
<i>Kreditinstituten</i> .....	17.386	15.179	17.579	16.890	15.783	21.012	14.743	19.103
<i>Öffentlichen Einlegern</i> .....	2.109	2.115	3.299	3.826	2.507	4.490	4.758	6.912
<i>Andere inländischer Einlegern</i> .....	239	334	377	373	285	289	316	300
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft .....	552	643	365	472	629	588	512	353
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i> .....	494	506	322	383	505	532	473	307
<i>Sonstige</i> .....	58	137	43	89	124	56	39	46
Ausgleichsposten für zugewiesene Sonder- ziehungsrechte .....	—	—	—	—	—	738	—	738
Rückstellungen .....	1.690	1.925	2.110	1.170	2.110	1.170	2.110	1.170
Grundkapital .....	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen .....	963	1.080	1.180	860	1.180	860	1.180	860
Sonstige Passiva .....	863	729	1.012	198	1.167	185	745	247
	<b>54.914</b>	<b>53.869</b>	<b>58.711</b>	<b>58.696</b>	<b>55.174</b>	<b>62.894</b>	<b>57.010</b>	<b>62.353</b>

**XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE**

(millions de francs suisses)

	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1969 7 mars	1970 6 mars	1969 8 avril	1970 7 avril
<b>ACTIF</b>								
Encaisse or .....	12.297	13.370	11.356	11.435	11.453	11.508	11.447	11.508
Devises .....	2.060	1.987	5.601	5.793	1.060	2.199	2.073	2.999
Bons du Trésor étrangers en FS .....	432	432	1.442	1.851	1.552	1.851	1.552	1.851
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères .....	519	174	108	—	37	—	37	—
Portefeuille effets sur la Suisse .....	158	142	288	731	106	103	344	146
<i>Effets de change</i> .....	141	142	281	613	106	103	299	111
<i>Bons du Trésor de la Confédération   suisse</i> .....	17	...	7	118	...	...	45	35
Avances sur nantissement .....	109	86	160	277	61	41	90	26
Titres .....	182	182	181	170	180	170	177	170
<i>pouvant servir de couverture</i> .....	...	9	17	43	17	64	15	64
<i>autres</i> .....	182	173	164	127	163	106	162	106
Correspondants :	97	87	122	109	23	47	63	50
<i>en Suisse</i> .....	82	72	100	89	6	26	46	30
<i>à l'étranger</i> .....	15	15	22	20	17	21	17	20
Autres postes de l'actif .....	68	59	57	91	60	91	68	71
<b>Total ...</b>	<b>15.922</b>	<b>16.519</b>	<b>19.315</b>	<b>20.457</b>	<b>14.532</b>	<b>16.010</b>	<b>15.851</b>	<b>16.821</b>

<b>PASSIF</b>								
Fonds propres .....	58	59	60	61	60	61	61	62
Billets en circulation .....	10.651	11.327	12.047	12.518	10.997	11.482	11.220	11.512
Engagements à vue .....	3.431	4.145	6.414	6.955	2.497	3.310	3.631	4.013
<i>Comptes de virements des banques, du   commerce et de l'industrie</i> .....	2.982	3.811	5.776	6.354	2.205	2.755	3.213	3.159
<i>Autres engagements à vue</i> .....	449	334	638	601	292	555	418	854
Comptes de virements de banques tempo- rairement liés .....	1.035	—	—	—	—	—	—	—
Engagements à terme :								
Rescriptions de stérilisation .....	389	550	233	142	375	318	319	318
Compte spécial P.T.T. ....	—	—	—	—	—	—	—	50
Dépôts obligatoires selon l'arrêté fédéral du 13 mars 1964 .....	2	—	—	—	—	—	—	—
Autres postes du passif .....	356	438	561	781	603	839	620	866
<b>Total ...</b>	<b>15.922</b>	<b>16.519</b>	<b>19.315</b>	<b>20.457</b>	<b>14.532</b>	<b>16.010</b>	<b>15.851</b>	<b>16.821</b>



XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	31 décembre 1968	31 décembre 1969	28 février 1969	28 février 1970	31 mars 1969	31 mars 1970
I. Or en lingots et monnayé .....	4.057	4.177	3.991	4.185	3.976	4.161
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue .	42	46	46	44	56	61
III. Bons du Trésor réescomptables .....	70	7	67	7	67	7
IV. Effets div. remobilis. sur dem. ....	62	63	62	64	61	62
V. Dépôts à terme et avances : .....	9.949	10.673	8.716	8.807	8.964	10.017
a) à 3 mois au maximum .....	6.004	8.223	5.355	6.623	5.630	8.050
b) à 3 mois au maximum (or) .....	—	—	34	24	34	41
c) à plus de 3 mois .....	3.945	2.450	3.327	2.160	3.300	1.926
VI. Autres effets et titres : .....	1.563	4.548	1.575	5.668	1.518	6.378
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum .....	299	299	292	292	295	295
b) à plus de 3 mois .....	118	118	124	128	122	125
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum .....	999	3.696	1.039	4.176	975	5.203
b) à plus de 3 mois .....	147	435	120	1.072	126	755
VII. Actifs divers .....	20	17	1	25	1	13
<i>Total actif ...</i>	<b>15.763</b>	<b>19.531</b>	<b>14.458</b>	<b>18.800</b>	<b>14.643</b>	<b>20.699</b>

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	31 décembre 1968	31 décembre 1969	28 février 1969	28 février 1970	31 mars 1969	31 mars 1970
<b>I. Capital :</b>						
Actions libérées de 25 % .....	125	250	125	280	125	280
<b>II. Réserves .....</b>	75	168	75	183	75	183
1. Fonds de Réserve Légale .....	12	25	12	28	12	28
2. Fonds de Réserve Générale .....	38	53	38	65	38	65
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes ..	10	10	10	10	10	10
4. Fonds de Réserve Libre .....	15	80	15	80	15	80
<b>III. Dépôts (or) :</b> .....	5.543	6.064	5.291	6.058	5.298	6.174
1. Banques centrales :						
a) à vue .....	2.066	1.936	1.775	1.884	1.759	2.123
b) à 3 mois au maximum .....	2.665	2.811	2.762	2.848	2.665	2.841
c) à plus de 3 mois .....	226	258	172	256	286	1.013
2. Autres déposants :						
a) à vue .....	489	448	468	459	475	197
b) à 3 mois au maximum .....	97	—	114	—	113	—
c) à plus de 3 mois .....	—	611	—	611	—	—
<b>IV. Dépôts (monnaies) :</b> .....	8.241	12.061	7.045	11.282	7.250	13.051
1. Banques centrales :						
a) à vue .....	32	58	17	79	23	80
b) à 3 mois au maximum .....	5.714	9.451	4.243	8.494	4.415	10.771
c) à plus de 3 mois .....	1.942	1.373	2.162	1.228	2.176	1.172
2. Autres déposants :						
a) à vue .....	16	19	24	27	18	17
b) à 3 mois au maximum .....	447	1.079	606	1.334	615	888
c) à plus de 3 mois .....	90	81	3	120	3	123
<b>V. Effets :</b>	1.466	835	1.617	830	1.585	834
a) à 3 mois au maximum .....	529	468	641	275	594	277
b) à plus de 3 mois .....	937	367	976	555	991	557
<b>VI. Divers .....</b>	85	121	85	134	90	144
<b>VII. Comptes de profits et pertes .....</b>	—	—	—	—	—	—
<b>VIII. Dividende payable le 1<sup>er</sup> juillet .....</b>	—	—	—	—	—	—
<b>IX. Provision .....</b>	238	32	220	33	220	33
<i>Total passif ...</i>	<b>15.763</b>	<b>19.531</b>	<b>14.458</b>	<b>18.800</b>	<b>14.643</b>	<b>20.699</b>

**PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.**

<b>A.M.E.</b>	Accord Monétaire Européen.
<b>B.C.G.B.R.U.</b>	Banque Centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi.
<b>B.I.R.D.</b>	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
<b>B.I.T.</b>	Bureau International du Travail.
	<b>B.N.B.</b> Banque Nationale de Belgique.
<b>B.R.I.</b>	Banque des Règlements Internationaux.
	<b>C.A.D.G.</b> Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
<b>C.E.C.A.</b>	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
<b>C.E.E.</b>	Communauté Economique Européenne.
	<b>CGER</b> Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	<b>C.N.C.P.</b> Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
	<b>D.U.L.B.E.A.</b> Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
	<b>FABRIMETAL</b> Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
<b>F.A.O.</b>	Food and Agricultural Organization.
	<b>FEBELTEX</b> Fédération de l'Industrie Textile Belge.
	<b>F.I.B.</b> Fédération des Industries Belges.
<b>F.M.I.</b>	Fonds Monétaire International.
	<b>I.N.S.</b> Institut National de Statistique.
	<b>I.R.G.</b> Institut de Réescompte et de Garantie.
	<b>M.A.E.</b> Ministère des Affaires Economiques.
	<b>O.C.P.</b> Office des Chèques Postaux.
<b>O.C.D.E.</b>	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	<b>O.N.D.</b> Office National du Ducreire.
	<b>ONEM</b> Office National de l'Emploi.
	<b>O.N.S.S.</b> Office National de Sécurité Sociale.
<b>O.N.U.</b>	Organisation des Nations Unies.
	<b>R.T.B.</b> Radiodiffusion-Télévision Belge.
	<b>R.T.T.</b> Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	<b>R.Y.A.</b> Régie des Voies Aériennes.
	<b>SABENA</b> Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	<b>S.N.C.B.</b> Société Nationale des Chemins de fer belges.
	<b>S.N.C.I.</b> Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	<b>S.N.C.V.</b> Société Nationale des Chemins de fer vicinaux.
	<b>S.N.D.E.</b> Société Nationale des Distributions d'Eau.
<b>U.E.B.L.</b>	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
<b>U.E.P.</b>	Union Européenne de Paiements.

**SIGNES CONVENTIONNELS.**

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
(e)	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.
p.m.	pour mémoire.

# STATISTIQUES

## TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
<b>I. — Population et comptes nationaux.</b>			
1. Population .....	I - 1	<b>VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.</b>	
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production .....	I - 2	1. Tableau général .....	VIII - 1
3. Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché .....	I - 3	2. Exportations selon la nature des produits .....	VIII - 2
4. Affectation du produit national :		3. Importations selon l'usage des produits .....	VIII - 3
a) Estimations à prix courants .....	I - 4a	4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes .....	VIII - 4a
b) Indices des estimations aux prix de 1963 .....	I - 4b	b) Indices du volume .....	VIII - 4b
<b>IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.</b>			
<b>II. — Emploi et chômage.</b>		1. Chiffres annuels .....	IX - 1
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers) .....	II - 1	2. Soldes trimestriels .....	IX - 2
2. Demandes et offres d'emploi .....	II - 2	3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés .....	IX - 3
<b>X. — Marché des changes.</b>			
<b>III. — Agriculture et pêche.</b>		1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles .....	X - 1
1. Production agricole .....	III - 1	2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E. ....	X - 2
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges .....	III - 2	<b>XI. — Finances publiques.</b>	
<b>IV. — Industrie.</b>		1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires .....	XI - 1
1. Indices généraux de la production industrielle .....	IV - 1	2. Impasse de trésorerie et son financement .....	XI - 2
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs) .....	IV - 2	3. Besoins nets de financement de l'Etat et leur couverture .....	XI - 3
3. Energie .....	IV - 3	4. Recettes fiscales (par exercice) .....	XI - 4
4. Métallurgie .....	IV - 4	5. Détail des recettes fiscales .....	XI - 5
5. Construction : données annuelles .....	IV - 5	6. Recettes fiscales sans distinction d'exercice .....	XI - 6
6. Construction : données mensuelles .....	IV - 6	<b>XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.</b>	
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. ....	IV - 7	1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1966 .....	XII - 1a
<b>V. — Services.</b>		b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1967 .....	XII - 1b
1. Transports :		2. Mouvements des créances et des dettes en 1967 ...	XII - 2
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena .....	V - 1a	3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1966 (totaux sectoriels) .....	XII - 3a
b) Navigation maritime .....	V - 1b	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1967 (totaux sectoriels) .....	XII - 3b
c) Navigation intérieure .....	V - 1c	4. Mouvements des créances et des dettes en 1967 (totaux sectoriels) .....	XII - 4
2. Tourisme .....	V - 2	<b>XIII. — Organismes monétaires.</b>	
3. Commerce intérieur :		1. Bilans intégrés des organismes monétaires .....	XIII - 1
a) Indices des ventes .....	V - 3a	2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
b) Ventes à tempérament .....	V - 3b	a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels) .....	XIII - 2a
<b>VI. — Revenus.</b>		b) Organismes publics monétaires .....	XIII - 2b
1. Rémunérations des ouvriers .....	VI - 1	c) Banques de dépôts .....	XIII - 2c
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie .....	VI - 2	d) Ensemble des organismes monétaires .....	XIII - 2d
<b>VII. — Prix et indices des prix.</b>		3. Origines des variations du stock monétaire .....	XIII - 3
1. Prix de gros mondiaux .....	VII - 1	4. Stock monétaire .....	XIII - 4
2. Indices des prix de gros mondiaux .....	VII - 2	5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
3. Indices des prix de gros en Belgique .....	VII - 3	6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
4. Indices des prix à la consommation en Belgique ...	VII - 4	— Destination économique apparente .....	XIII - 6
		— Forme et localisation .....	XIII - 7
		8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique .....	XIII - 8

Numéros  
des tableaux

Numéros  
des tableaux

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger .....	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique .....	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique .....	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux .....	XIII - 11
12. Situation globale des banques .....	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux .....	XIII - 13

**XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.**

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts .....	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne .....	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite .....	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie .....	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées .....	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie .....	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique .....	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie .....	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires .....	XIV - 10

**XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers et des entreprises disponibles à l'intérieur du pays .....**

XV

**XVI. — Emissions et dettes du secteur public.**

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme .	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public .....	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat :	
a) Situation officielle .....	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds .....	XVI - 3b
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public .....	XVI - 4

**XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers.**

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières .....	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels .....	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés .....	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels .....	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels .....	XVII - 5
6. Encours utilisés des crédits aux entreprises et particuliers .....	XVII - 6

**XVIII. — Marché monétaire.**

1. Marché de l'argent au jour le jour .....	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires .....	XVIII - 2
3. Activité des chambres de compensation .....	XVIII - 3

**XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.**

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique .....	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour .....	XIX - 2
3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes .....	XIX - 3
4. Taux de dépôts en francs belges dans les banques .....	XIX - 4
5. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite .....	XIX - 5
6. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles .....	XIX - 6

**XX. — Banques d'émission étrangères.**

1. Taux d'escompte .....	XX - 1
2. Banque de France (ancienne et nouvelle présentation) .....	XX - 2
3. Bank of England .....	XX - 3
4. Federal Reserve Banks .....	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank .....	XX - 5
6. Banca d'Italia .....	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank .....	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse .....	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux .....	XX - 9

**Principales abréviations utilisées.**

**Liste des graphiques :**

I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses.
II - 2. — Demandes et offres d'emploi.
IV - 0. — Résultats des enquêtes sur la conjoncture.
IV - 2. — Indices de la production industrielle.
IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée.
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique.
VII - 4. — Indices des prix de détail et des prix à la consommation en Belgique.
VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.
XI - 6. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice.
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires.
XIII - 13. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks.
XIV - 5a. — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts.
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant.